

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1956



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Rome, 1956

ANNUAIRE DE STATISTIQUES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES - 1955

Volume IX, Première partie - PRODUCTION

Ce volume, qui **vient de paraître**, poursuit la publication annuelle, par la FAO, de statistiques agricoles mondiales ; il contient, outre des renseignements complets pour 1954, les derniers chiffres révisés pour l'avant-guerre et pour 1953 et, **pour la première fois**, des renseignements sur la moyenne pour la période d'après-guerre 1948-52.

L'étendue et la qualité des statistiques présentées ont été sensiblement améliorées dans cette dernière édition de l'Annuaire. En outre, **les innovations suivantes** en augmentent encore l'intérêt :

- Une nouvelle section est consacrée aux **salaires et aux taux de fret** ; dans un tableau sur les tarifs de fret, on trouvera une série historique de tarifs de frets maritimes pour un certain nombre de produits, les principaux tarifs de fret, ainsi que des nombres-indices de ces tarifs par pays.
- La section Prix comporte un nouveau tableau (**aliments du bétail divers**) ; en outre, toute la série des prix a été revue et corrigée.
- Les tableaux relatifs aux **disponibilités alimentaires** ont été remaniés de manière à faire apparaître les tendances à long terme de la consommation alimentaire, grâce à des moyennes pour une période d'avant-guerre, pour une période pour l'après-guerre immédiat, et pour une période d'après-guerre récente ; ils donnent aussi des chiffres distincts pour les toutes dernières années.
- La section Cultures contient de nouveaux tableaux (**tomates et ananas**).
- De **nouvelles séries** ont été ajoutées à de nombreux tableaux dans la section Prix ; les notes sur les tableaux de prix ont été remaniées ; on y trouvera des renseignements utiles sur les sources des séries de statistiques et sur les méthodes de calcul des moyennes annuelles.

Cette nouvelle édition de la **première partie** de l'Annuaire 1955 donne en outre des renseignements sur l'utilisation des terres, la population, les superficies, les rendements et la production de différentes cultures, sans parler de renseignements sur les effectifs du cheptel, les produits de l'élevage, les biens nécessaires à l'agriculture, la consommation alimentaire, les nombres-indices de la production agricole et les prix de tous les principaux produits agricoles. On y trouvera aussi des renseignements sur des catégories complètes d'animaux d'élevage et sur leurs principaux produits.

Sous presse : la deuxième partie de l'édition 1955, consacrée au **commerce**. On y trouvera des statistiques sur le volume des importations et des exportations des principaux produits agricoles ainsi que les renseignements sur la valeur des importations et des exportations des principaux produits. Ce volume contiendra également des renseignements sur le commerce d'un certain nombre de biens nécessaires à l'agriculture.

Les deux volumes de l'Annuaire sont publiés en édition bilingue (anglais et français) et comportent des notes et un glossaire en espagnol.

Prix de chaque volume : \$E.-U.3,50 ou 17s. 6d.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1956

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE
1956

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 1956

NOTE

Les renseignements statistiques figurant dans cette publication sont basés sur les données dont disposait la FAO jusqu'au 30 juin 1956.

© FAO 1956

Imprimé en Italie

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	1
<i>I. Sommaire</i>	3
<i>II. Situation mondiale et perspectives</i>	10
PRODUCTION EN 1955/56	10
Disponibilités alimentaires par habitant	11
Evolution de la situation dans les différentes régions	12
Structure de la production	14
Pêches	16
Forêts	16
Perspectives de la production pour 1956/57.	16
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES	17
Perspectives à court terme	20
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES.	21
Valeur du commerce mondial des produits agricoles.	23
Tendance des prix sur les marchés internationaux	23
Commerce des produits agricoles de l'U.R.S.S. et des autres pays communistes.	25
FLUCTUATIONS DES STOCKS EN 1955/56.	27
Mesures d'écoulement des excédents	29
SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS	30
Blé.	30
Céréales secondaires	31
Riz.	32
Sucre	32
Produits de l'élevage.	34
Produits des pêches	35
Matières grasses	36
Fruits frais	37
Fruits secs et vin	38
Cacao.	38
Café	39
Thé.	40
Tabac.	41
Coton.	42
Laine.	43
Jute	43

Fibres dures.	44
Caoutchouc	44
Produits forestiers	45
LES PRIX ET LE PRODUCTEUR	46
Revenus agricoles	46
Niveau relatif du revenu agricole	49
Prix payés et prix reçus par les agriculteurs	49
LES PRIX ET LE CONSOMMATEUR.	53
Prix de détail des denrées alimentaires.	53
Marges de commercialisation	56
NIVEAUX DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE	56
POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT EN 1955/56	58
Amérique du Nord.	59
Océanie	60
Europe occidentale.	60
U.R.S.S. et Europe orientale	62
Extrême-Orient	63
Amérique latine	64
Proche-Orient	65
Afrique	65
EVALUATION ET PERSPECTIVES D'ENSEMBLE	66

III. Certains facteurs qui influent sur le développement des échanges de produits agricoles 68

MODIFICATIONS DES TERMES DE L'ÉCHANGE DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS AGRICOLES.	69
Comparaisons avec les statistiques nationales	72
Tendances à long terme	72
Comparaison des tendances à long terme sur les marchés nationaux et internationaux	73
LES TERMES DE L'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES ET LA STRUCTURE DU COMMERCE MONDIAL	74
Part revenant aux produits manufacturés et aux produits primaires dans le commerce mondial	75
CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA VALEUR UNITAIRE, LE VOLUME ET LA VALEUR TOTALE DU COMMERCE DE CERTAINS PRODUITS.	79
Changements intervenus dans la valeur unitaire de certains produits	79
Changements intervenus dans le volume du commerce.	86
Changements intervenus dans le pouvoir d'achat total des exportations agricoles	86
FACTEURS INFLUENÇANT LA DEMANDE INTERNATIONALE DE PRODUITS AGRICOLES.	87
Accroissement relatif du volume des échanges des produits agricoles et des produits manufacturés	90
Modification de la composition du commerce international des produits agricoles	91
Diminution du pourcentage des produits agricoles entrant dans le commerce international.	91
RAPPORTS ENTRE LES VARIATIONS DU NIVEAU DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LE NIVEAU DU COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES	92
Produits dont le commerce s'est fortement développé	93
CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET ORIENTATION DES TRAVAUX FUTURS	106

IV. Pêches mondiales : tendances et perspectives générales - Exemples pris dans certains pays	110
CARACTÉRISTIQUES DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE MONDIAL DU POISSON.	110
Généralités	110
Principaux centres de production	110
Consommation.	111
Utilisation	112
Commerce.	112
Progrès techniques.	113
POLITIQUES GOUVERNEMENTALES RELATIVES A L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE	114
Politiques suivies en matière de pêches avant la deuxième guerre mondiale	114
Politiques gouvernementales depuis la deuxième guerre mondiale	115
EXEMPLES TYPIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES DANS DES MILIEUX ÉCONOMIQUES DIFFÉRENTS.	116
Japon.	116
Norvège et Islande	117
Royaume-Uni et Allemagne.	120
Etats-Unis et Canada	124
Union Sud-Africaine et Sud-Ouest africain	129
PROGRAMMES ACTUELS DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES.	131
Situation des pêches développées	132
Pêches sous-développées	136
Tableaux annexes	141

Table des graphiques

II-1.	Indices de la production mondiale (estimée) des principaux produits .	15
II-2.	Prix moyen (valeur unitaire à l'importation) des produits agricoles entrant dans le commerce international	24
II-3.	Part des principaux exportateurs dans les échanges mondiaux de blé .	31
II-4.	Consommation de sucre pour l'ensemble du monde et par région. . . .	33
II-5.	Indice des prix des matières grasses (non compris le beurre) sur les marchés mondiaux en 1950-56.	36
II-6.	Production de cacao	39
II-7.	Indices des prix du café, du thé et du cacao.	40
II-8.	Production de café.	41
II-9.	Revenu agricole brut, dépenses et revenu net	47
II-10.	Revenus agricoles et non agricoles aux Etats-Unis	49
II-11.	Prix à la production de certains produits	51
II-12.	Indices des prix de détail.	54
III-1.	Indices des valeurs unitaires moyennes des produits agricoles et des autres produits entrant dans le commerce international 1913-55	70
III-2.	Indices du pouvoir d'achat (termes de l'échange) des produits agricoles en termes de biens manufacturés sur les marchés mondiaux 1913-55 et termes de l'échange pour le Royaume-Uni	70
III-3.	Indices du pouvoir d'achat des produits agricoles sur les marchés internationaux et sur le marché intérieur aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suède	74

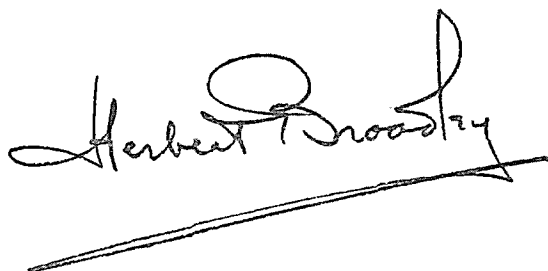
III-4.	Rapport entre la valeur courante du commerce mondial des produits agricoles et des biens manufacturés	76
III-5.	Accroissement relatif du commerce international des produits agricoles et des biens manufacturés.	77
III-6.	Volume du commerce mondial des biens manufacturés et volume et valeur réelle du commerce mondial des produits agricoles	79
III-7.	Indices du volume et de la valeur totale (réelle) du commerce mondial de certains produits agricoles : 1920-55	84
III-8.	Valeur réelle et volume du commerce international de certains produits agricoles 1954/55 en pourcentage de la moyenne 1920-38	87
III-9.	Modifications de la composition du commerce mondial des produits agricoles	90
III-10.	Commerce mondial du cacao et niveau de la production industrielle mondiale prise comme indicateur de la demande	94
III-11.	Commerce mondial du café par habitant et production industrielle mondiale par habitant	95
III-12.	Commerce international et consommation du caoutchouc (y compris le caoutchouc synthétique) et niveau de la production industrielle	96
III-13.	Commerce mondial de certains produits forestiers et niveau de la production industrielle mondiale	98
III-14.	Commerce mondial du fromage, du sucre et de certains fruits et niveau de la production industrielle mondiale	100
III-15.	Commerce mondial de certaines céréales, du thé, du tabac, et niveau de la production industrielle mondiale	103
III-16.	Commerce mondial de certains produits des pêches et des fibres industrielles, et niveau de la production industrielle mondiale.	104

AVANT-PROPOS

Depuis quelque temps, la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture tend à évoluer moins rapidement que durant la période de restauration qu'elle a traversée après la guerre. C'est pourquoi on a estimé qu'il convenait de modifier la forme du rapport annuel qui lui est consacré, en donnant moins d'importance à l'étude de la situation présente et des perspectives de la période courte et en faisant une place plus large aux problèmes à long terme et à d'autres aspects particuliers qu'il n'avait pas été possible jusqu'à présent de traiter en détail.

L'année dernière, le rapport passait en revue les faits saillants des dix ans d'après-guerre. Cette année, la situation de l'alimentation et de l'agriculture en 1955/56 et les perspectives pour 1956/57 sont étudiées dans un seul chapitre. Les deux autres, qui inaugurent une série d'études spéciales, ont trait, l'un à certains facteurs qui influent sur le développement du commerce international des produits agricoles, l'autre aux tendances et perspectives générales des pêches dans le monde. Le rapport s'ouvre par le résumé habituel.

On espère que, sous sa nouvelle forme, le rapport sera jugé utile et qu'il sera possible, dans les années à venir, d'y inclure des études spéciales portant sur certains des principaux problèmes qui se posent à l'agriculture mondiale et de consacrer aux régions prises individuellement et à diverses autres questions plus d'attention que ne permettait de le faire l'ancienne formule de présentation.

A handwritten signature in dark ink, reading 'Herbert Broadley'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending from the end of the name.

HERBERT BROADLEY

Directeur général p. i.

Chapitre I - SOMMAIRE

Chapitre II. Situation mondiale et perspectives

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture n'a pas subi de modification profonde en 1955/56. La production a continué de progresser et a été supérieure d'environ 3 pour cent à celle de 1954/55. La demande étant élevée, le volume du commerce des produits agricoles a augmenté plus fortement qu'au cours des toutes dernières années. Toutefois, les prix des produits agricoles en général ont continué à fléchir et les revenus des agriculteurs ont encore diminué dans la plupart des pays. Il semble que l'accroissement des stocks à la fin de 1955/56 doive être assez faible, malgré un gonflement important des stocks de céréales secondaires et de coton.

Production. La production a fortement augmenté en Amérique du Nord et en Océanie, c'est-à-dire dans les régions qui déjà souffraient le plus d'excédents, mais à part un progrès substantiel en Extrême-Orient, la production a peu varié dans les autres régions, et elle a même diminué dans certains cas. La production de coton et de céréales, qui avait été faible en 1954/55, a repris et l'on a constaté que la production animale continuait à progresser plus rapidement que celle des céréales dans la plupart des pays plus développés. La production des pêches n'a guère varié, mais la production mondiale de la plupart des produits forestiers a atteint des niveaux record.

En 1955/56, la production par habitant des denrées alimentaires en Amérique latine, en Océanie et en Extrême-Orient était encore de 5 à 10 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre, alors que dans toutes les autres régions et pour l'ensemble du monde elle dépassait

sensiblement son niveau d'avant-guerre. Il semble cependant qu'en raison des modifications de la structure du commerce, les disponibilités réelles de denrées alimentaires par habitant, compte tenu des importations et des exportations, s'établissent à peu près au niveau d'avant-guerre en Europe occidentale, en Amérique latine et en Extrême-Orient et dépassent ce niveau de manière appréciable dans les autres régions.

La production agricole mondiale marquera probablement une nouvelle augmentation légère en 1956/57. D'après des estimations préliminaires, l'Amérique du Nord et, malgré les dommages dus au gel, la plupart des pays de l'Europe occidentale auront encore une fois des récoltes généralement bonnes, sauf en cas de conditions atmosphériques défavorables survenant plus tard dans la saison. Les indications disponibles sur le reste du monde laissent également prévoir, dans l'ensemble, des récoltes plus abondantes en 1956/57.

L'activité économique et la demande de produits agricoles. L'année 1955/56 a vu se poursuivre l'amélioration des conditions économiques qui, l'année précédente, avait fait suite au léger recul de 1953/54. Le boom enregistré dans les pays industrialisés a stimulé la demande de produits agricoles dans le monde entier. La demande des consommateurs de denrées alimentaires et de produits pour boissons a été forte, mais celle de fibres et de caoutchouc a souffert du fléchissement de la production des textiles et, plus récemment, des automobiles.

La situation économique actuelle devrait se maintenir au moins pendant la première partie de 1956/57. Il se peut qu'en réalité l'activité économique se ralentisse légèrement sous

l'influence de mesures anti-inflationnistes, mais aucun indice ne laisse penser que le ralentissement actuel de l'expansion économique doive dégénérer en crise, alors que l'augmentation des dépenses publiques et des investissements industriels privés provoquera peut-être un nouveau progrès de l'économie pendant le deuxième semestre. La demande de produits agricoles restera vraisemblablement élevée, mais n'augmentera pas sensiblement, et les mouvements de prix qui ont commencé au début du deuxième semestre de 1955/56 se poursuivront probablement pendant la campagne qui vient. D'une façon générale, il s'agit d'une baisse des prix des matières premières d'origine agricole (sauf peut-être la laine) et d'un certain renforcement des prix des produits alimentaires.

Commerce international des produits agricoles. Les conditions de grande prospérité qui ont régné dans les pays industrialisés ont fait augmenter d'environ 5 pour cent, en 1955, le volume du commerce mondial des produits agricoles, qui a ainsi atteint son niveau le plus élevé depuis la guerre. Plus de la moitié de l'accroissement a été dû à l'augmentation des importations de l'Europe occidentale. Toutefois, le volume du commerce de ces produits n'a dépassé que de 5 pour cent celui de la période 1934-38, alors que le volume du commerce mondial de tous produits augmentait de 70 pour cent. En raison de la baisse continue des prix, la valeur du commerce des produits agricoles n'a augmenté que d'environ 1 pour cent en 1955, mais l'indice des valeurs unitaires moyennes des importations montre que la baisse des prix des produits agricoles s'est arrêtée pendant le dernier trimestre de 1955.

L'année 1955 a été caractérisée par les fortes importations de céréales et de sucre de l'U.R.S.S. et des autres pays d'Europe orientale, qui ont cependant diminué leurs importations de produits de l'élevage, considérables les deux années précédentes. Il semble que les échanges « Est-Ouest » représentent maintenant de 3 à 4 pour cent du commerce mondial des produits agricoles.

Fluctuations des stocks. Le volume total qui s'est ajouté aux stocks à la fin de la campagne 1955/56 semble avoir été plutôt modeste. L'accumulation de stocks invendus de céréales et de coton, principalement en Amérique du Nord, n'est pas encore arrêtée ; par contre, les stocks

de certains autres produits ont légèrement diminué.

Il est probable que les Etats-Unis prendront prochainement des mesures plus vigoureuses pour écouler leurs excédents. Jusqu'ici, cependant, de telles mesures n'ont pas réussi à réduire de façon significative les stocks des principaux produits excédentaires, dont on va s'efforcer de limiter la production au moyen du programme dit de la « Banque foncière ».

Situation et perspectives par produits. En 1955/56, les disponibilités de céréales se sont accrues à nouveau. Bien que le volume du commerce mondial du blé ait atteint le même niveau que durant la campagne précédente, la part des quatre principaux pays exportateurs dans ce commerce a augmenté. Le commerce mondial du riz s'est développé en 1955 et les stocks ont diminué, les principaux étant maintenant ceux que détient le gouvernement des Etats-Unis. Les prix des céréales à l'exportation ont légèrement baissé, mais, parmi les *céréales secondaires*, les prix de l'orge et du maïs se sont redressés vers la fin de la campagne. Un nouvel Accord international sur le blé, prévoyant une légère réduction des prix garantis, a été conclu en avril 1956.

Si la production de *sucre* s'est encore accrue, la consommation a également augmenté et les stocks ont quelque peu diminué. L'augmentation soutenue de la consommation a empêché un sérieux recul des prix.

La production et les exportations de la plupart des *produits de l'élevage* ont augmenté en 1955, malgré une légère diminution de la production laitière, due surtout au mauvais temps en Europe occidentale. Les stocks de produits laitiers ont diminué. La production accrue de viande devrait s'écouler facilement en 1956/57.

Le commerce international des *produits des pêches* s'est généralement maintenu au niveau de 1955, avec toutefois quelques variations accentuées en ce qui concerne certains produits. La production de conserves de saumon de la côte occidentale de l'Amérique du Nord a fortement fléchi. La production de farine de poisson a augmenté aux Etats-Unis et au Danemark, mais a diminué dans d'autres pays.

Les disponibilités de *matières grasses* ont atteint un niveau sans précédent en 1955 et seront sans doute supérieures encore en 1956. Toutefois, les prix ont monté et le commerce international a augmenté en 1955, en raison de la forte demande à l'importation en Europe

et au Japon. Les exportations des Etats-Unis ont été importantes et les stocks de fin de campagne seront vraisemblablement les plus bas depuis cinq ans.

La production de *fruits frais* semble avoir augmenté en 1955/56, sauf celle de pommes et de poires. Le montant total des expéditions d'agrumes en provenance des pays méditerranéens diminuera vraisemblablement en 1956/57, en raison de l'hiver rigoureux. Quant aux principaux *fruits secs*, seule la production de raisins secs a augmenté. L'accroissement de la production de *vin* en Italie, aux Etats-Unis et en France a été annulé par la baisse des rendements en Afrique du Nord.

Après la forte hausse du prix du *cacao* en 1954, la consommation a diminué en 1955. Bien que la récolte de 1955/56 ait été plus faible, les stocks ont augmenté et les prix ont baissé. La production de *café* a considérablement augmenté en 1955/56 et les prix plus bas ont stimulé la demande. Cependant, par suite de la reprise de la consommation et de l'annonce des graves dégâts causés par le gel à la récolte brésilienne de 1956/57, les prix ont récemment été plus fermes qu'on ne l'avait prévu. Quoique la production de *thé* ait augmenté en 1955/56, les exportations ont diminué; quant aux prix, ils sont également tombés. Le marché mondial du *tabac* reste relativement stable, bien que les stocks des Etats-Unis soient plus importants que jamais.

Il est probable que les stocks de *coton*, surtout aux Etats-Unis, accuseront encore une fois un accroissement marqué à la fin de 1955/56. Les prix et les exportations ont fléchi au cours de l'année. Les prix et le commerce de la prochaine campagne dépendront surtout des stocks que les Etats-Unis écoulent à des prix concurrentiels, comme ils l'envisagent. La production courante de *laine* constitue un record, mais la consommation est également élevée et le marché est resté ferme. Les prix du *jute* ont également été fermes, mais au cours de la campagne 1956/57 le rapport entre l'offre et la demande exerce peut-être une certaine pression sur les prix. La demande de *fibres dures* a été vigoureuse en 1955/56. Le prix du *caoutchouc naturel* a augmenté fortement en 1955, mais il a baissé pendant les premiers mois de 1956, la contraction de la production automobile aux Etats-Unis et au Royaume-Uni ayant causé alors un certain recul de la demande. Les disponibilités accrues de *caoutchouc synthétique*, à

des prix plus bas, ont elles aussi fortement influencé le marché.

La demande de la plupart des *produits forestiers* s'est renforcée en 1955. La production de bois rond a atteint un record et il se peut qu'elle augmente encore en 1956, en raison de la forte demande de bois à pâte. On s'attend à ce que la consommation européenne de sciages se maintienne malgré la faiblesse temporaire du marché au début de 1956. La demande de pâte de bois reste très forte.

Les prix et le producteur. De manière générale, il semble que les revenus agricoles aient diminué entre 1954 et 1955 ou, dans la meilleure des hypothèses, qu'ils n'aient augmenté que très modérément. Cette baisse des revenus par habitant, qui s'est produite malgré une nouvelle diminution de la population vivant de l'agriculture, est en contraste marqué avec la tendance à l'amélioration des revenus en général.

Les prix ont continué à évoluer dans un sens défavorable aux agriculteurs, bien qu'en Europe les prix des produits de l'élevage soient restés fermes. Les prix des biens nécessaires à la production agricole ont augmenté dans presque tous les pays. Il semble que le revenu des agriculteurs ne pourra se maintenir que si la production augmente suffisamment pour compenser les effets de l'évolution adverse des prix.

Les prix et le consommateur. Lorsqu'il y a eu baisse des prix à la production et des prix internationaux, il n'en est pas encore résulté d'effet très marqué sur les prix de détail des denrées alimentaires, bien que, dans un petit nombre de pays, ces derniers prix aient légèrement diminué par rapport au niveau général des prix de détail. Il semble qu'en général les marges commerciales aient augmenté. Aux Etats-Unis, unique pays sur lequel on dispose de données actuelles, la marge de commercialisation des produits formant le « panier de provisions » d'une famille moyenne a augmenté de 3 pour cent entre le premier trimestre de 1955 et le premier trimestre de 1956, de sorte que son prix de détail n'a diminué que de 2 pour cent, malgré une baisse de 10 pour cent du prix à la production.

Niveaux de consommation alimentaire. Après avoir marqué des variations annuelles rapides pendant l'après-guerre immédiat, la consommation alimentaire est devenue beaucoup plus stable dans ses niveaux et sa structure. Les

améliorations récemment réalisées dans les pays évolués ont surtout porté sur la qualité et la variété du régime alimentaire. Dans les régions moins développées, il s'est agi le plus souvent d'une augmentation de la ration calorique, la consommation de produits de l'élevage et de poisson ayant cependant réalisé de faibles progrès dans certains pays. L'augmentation de la production et la baisse des prix ont eu pour résultat de ramener dans une certaine mesure les consommateurs du blé vers le riz dans les pays importateurs d'Extrême-Orient.

Politiques agricoles et plans de développement en 1955/56. L'accumulation persistante d'excédents de certains produits a amené certains pays à apporter des révisions à leurs politiques agricoles. Les innovations les plus importantes ont eu lieu aux Etats-Unis où, en vertu du nouvel *Agricultural Act* de 1956, il a été institué une « banque foncière » pour réduire la production. Ailleurs, les modifications ont été moins radicales. Certains pays, principalement en Europe occidentale, ont modifié leurs politiques en matière de prix agricoles, afin d'ajuster plus étroitement la production aux besoins actuels et de renforcer la capacité de concurrence de leur agriculture. C'est rarement que les prix garantis ont été relevés (l'Argentine étant une exception notable) et l'on constate une tendance de plus en plus marquée à aider les agriculteurs à abaisser leurs coûts de production en améliorant l'organisation de l'agriculture ou en subventionnant les moyens de production.

Dans les régions insuffisamment développées, toutefois, l'expansion rapide et continue de la production agricole reste une nécessité primordiale et constitue l'objectif essentiel des politiques nationales. L'année 1955/56 a vu la réalisation de plusieurs des principaux plans de développement de l'après-guerre et l'on a élaboré ou mis en route de nouveaux plans destinés à prolonger les résultats des plans précédents.

Evaluation et perspectives d'ensemble. Les problèmes principaux de l'agriculture mondiale restent inchangés dans leurs grandes lignes. La plupart des gouvernements se trouvent en présence d'un dilemme majeur né de la double responsabilité qui leur incombe, à savoir : protéger la situation économique des agriculteurs tout en mettant à la disposition des consommateurs

des quantités suffisantes d'aliments à des prix peu élevés. La détérioration que subit la situation des populations agricoles reste une cause de vive préoccupation. Bien que les excédents ajoutent encore à l'urgence de la situation, on a tout juste commencé à agir pour abaisser les coûts de production et de commercialisation en vue de mettre à la portée des consommateurs pauvres une nourriture meilleure et plus abondante.

Certes, la structure de la production a pu être adaptée un peu mieux à la demande, mais il est peu probable que l'on parvienne à réduire sensiblement les stocks excédentaires au cours de l'année 1956/57. A plus longue échéance, la situation dépendra beaucoup du succès des mesures récemment adoptées par les Etats-Unis pour freiner la production de denrées excédentaires. La stabilité relative de la situation actuelle ménage un nouveau répit pour l'adoption de mesures propres à équilibrer la production agricole mondiale.

Chapitre III. Certains facteurs qui influent sur le développement des échanges de produits agricoles

Dans le premier des chapitres spéciaux, on étudie l'évolution, depuis 1913, du commerce mondial de chacun des principaux produits agricoles, et des produits agricoles dans leur ensemble, sur la base des statistiques devenues disponibles depuis peu sur le volume, la valeur unitaire moyenne (prix) et la valeur totale du commerce mondial de ces produits.

Termes de l'échange des produits agricoles. On montre que, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le pouvoir d'achat de l'ensemble des produits agricoles sur les marchés mondiaux en termes de biens manufacturés a augmenté d'environ 50 pour cent par rapport à 1934-38. De manière correspondante, le pouvoir d'achat de l'ensemble des biens manufacturés en termes de produits agricoles a diminué d'environ un tiers. Cette évolution des « termes de l'échange » qui, d'une part, a été pour les pays importateurs de produits agricoles la source de nombreuses difficultés de balance des paiements depuis la guerre et, d'autre part, a renforcé la position économique des pays exportateurs de ces produits, semble résulter avant tout du niveau exceptionnellement bas des prix agricoles entre les deux guerres, notamment

après la crise de 1930. Les prix relatifs des produits agricoles depuis la deuxième guerre mondiale ont été, semble-t-il, à peu près les mêmes que ceux des vingt années ayant précédé la première guerre mondiale, alors que, si l'on remonte plus loin dans le passé, le rapport des prix paraît avoir été encore plus favorable aux produits agricoles.

Rapport entre le commerce international des produits agricoles et celui des biens manufacturés. Le commerce mondial est en grande partie un échange de biens manufacturés contre des produits primaires, la plupart de ces derniers étant des produits agricoles. On a constaté l'existence d'une liaison relativement constante entre la valeur totale courante du commerce international des produits agricoles, d'une part, et des biens manufacturés, d'autre part. Après la deuxième guerre mondiale, cependant, la liaison semble moins étroite et paraît s'être modifiée au profit des biens manufacturés.

Aussi, des variations majeures du rapport des prix entre produits agricoles et produits manufacturés, telles que celles qui se sont produites après les deux guerres mondiales et la crise de 1930, s'accompagnent-elles de variations du volume relatif de ces deux secteurs du commerce mondial. Par exemple, la chute prononcée des prix relatifs des produits agricoles après la première guerre mondiale et la crise de 1930 est allée de pair avec une contraction proportionnelle du volume du commerce mondial des produits manufacturés, par rapport au niveau de l'activité économique mondiale.

Après la dernière guerre, cependant, le volume du commerce mondial des biens manufacturés est resté à peu près inchangé par rapport au niveau de l'activité économique mondiale, et la reconstitution du pouvoir d'achat des produits agricoles s'est traduite par une diminution relative du volume du commerce de ces produits, laquelle a persisté même après l'apparition d'excédents de certains produits agricoles. Certains facteurs qui ont pu provoquer ces réactions différentes sont indiqués dans le chapitre en question.

Développement du commerce international des différents produits agricoles. Entre 1913 et la crise de 1930, la valeur « réelle » du commerce international de presque tous les produits agricoles a augmenté assez régulièrement, bien qu'à des rythmes divers, en suivant le développement de l'activité économique mondiale, ce qui

prolongeait la tendance déjà enregistrée durant les dix ou vingt années qui ont précédé la première guerre mondiale. Toutefois, la crise mit fin à cette expansion assez généralisée et, depuis, les divers produits peuvent se classer en deux catégories distinctes.

C'est ainsi qu'en 1954/55 la valeur réelle du commerce mondial d'un certain nombre de produits agricoles, tels que café, caoutchouc, certains produits forestiers et bananes, qu'il est difficile pour les pays industrialisés de produire et qui trouvent leurs principaux débouchés dans ces pays, a marqué sur la moyenne de l'entre-deux-guerres des augmentations allant de 50 à 300 pour cent. Ce taux est à peu près comparable à celui de l'expansion du commerce mondial des biens manufacturés, qui a approximativement doublé durant la même période. Pour certains de ces produits, le volume du commerce a peu progressé, mais, dans ce cas, la vigueur de la demande mondiale s'est révélée dans l'augmentation très forte des prix « réels ».

A l'autre extrême, la valeur réelle du commerce international de certaines autres denrées, qui peuvent toutes, soit être produites facilement dans les principaux pays importateurs, soit remplacées en grande partie par des produits synthétiques, n'a pas dépassé en 1954/55 ce qu'elle était entre les deux guerres, quand elle n'a pas été inférieure. La plupart des céréales et des produits de l'élevage, ainsi que le coton et certains fruits, tels que les pommes, entrent dans cette catégorie. Les prix réels de beaucoup de ces produits ont baissé à tel point que leur commerce international a souvent diminué plus fortement en valeur réelle qu'en volume.

Les disparités que présente le développement du commerce international des principaux produits agricoles durant les vingt dernières années semblent ainsi résulter de deux causes opposées : d'une part, les effets expansionnistes d'une économie mondiale en voie de développement ; de l'autre, l'apparition d'un certain nombre de facteurs tendant à limiter le commerce des produits agricoles, notamment l'effort accompli après la guerre par de nombreux pays pour réaliser une plus grande antarcie, et le remplacement de matières premières naturelles par des produits synthétiques.

La section de ce chapitre intitulée « Changements intervenus dans la valeur unitaire, le volume et la valeur totale du commerce de certains produits » contient des statistiques sur les taux d'accroissement du volume et de la

valeur réelle du commerce international d'environ 40 produits de l'agriculture, des forêts et des pêches, y compris ceux qui se situent entre les deux catégories susmentionnées.

Rapport entre le développement du commerce international des produits agricoles et le niveau de l'activité économique mondiale. On peut discerner un rapport assez étroit entre la valeur « réelle » du commerce des produits de la première catégorie (dont le commerce est en expansion) et un nombre-indice de la production manufacturière mondiale qui a été considéré comme repère de la demande mondiale. Le temps a manqué jusqu'ici pour étudier ce rapport en détail, mais un premier examen révèle qu'il serait possible d'en tirer des indications utiles sur l'augmentation probable future de la demande internationale de ces produits et appliquer au commerce international les méthodes d'analyse et de prévision des prix dont la valeur a été démontrée sur les marchés nationaux.

En ce qui concerne les produits dont la production nationale satisfait en grande partie une demande mondiale accrue et dont le commerce international n'augmente pas de volume, il n'y a peu ou pas de liaison de ce genre à prévoir. Toutefois, bien que la tendance à long terme doive évidemment être descendante, il semble que le mouvement en question s'effectue souvent par paliers successifs. Entre deux paliers, le niveau du commerce international marque, en présence d'une augmentation de la production industrielle, la même réaction positive que dans le cas des produits de la première catégorie. Le passage à un niveau relatif inférieur semble souvent survenir après une période de prix très élevés ou après une modification de la demande résultant, par exemple, d'une évolution de la technique.

Rien n'indique encore un changement profond des facteurs déterminant les tendances que le développement du commerce international des produits agricoles manifeste depuis la guerre. Sauf en cas de modification majeure des politiques (par exemple, en matière d'écoulement des excédents), il semble donc improbable que l'on assiste dans l'avenir immédiat à un développement important du commerce international des denrées que les principaux pays industriels peuvent produire sans difficultés ou que les produits synthétiques évincent de plus en plus. Par contre, le commerce international des produits agricoles, dont la demande accrue de la part des principaux pays industrialisés doit être satis-

faite par une augmentation des importations, continuera probablement à se développer avec l'activité économique mondiale, ce qui, bien entendu, n'exclut pas la possibilité d'une baisse accentuée de leurs prix si les disponibilités dépassent temporairement la demande.

Chapitre IV. Pêches mondiales : tendances et perspectives générales - Exemples pris dans certains pays

Le deuxième des chapitres spéciaux de ce rapport étudie la production et le commerce du poisson dans le monde. Les tendances générales sont illustrées à l'aide de faits nouveaux survenus dans certains des principaux pays de pêches.

Les principaux aspects de la production et du commerce mondiaux du poisson sont brièvement décrits – notamment, principaux centres de production, consommation et utilisation du poisson et influence du progrès technique sur l'industrie des pêches.

Le chapitre indique rapidement les grandes lignes des politiques gouvernementales en matière d'industrie des pêches et les modifications qui leur ont été apportées depuis la guerre. Certains pays font l'objet d'exposés plus détaillés concernant leurs politiques et l'évolution de la situation : le Japon, où le poisson est la principale source de protéines animales ; la Norvège et l'Islande, où les pêches tiennent la plus grande place relative dans l'économie nationale ; le Royaume-Uni et l'Allemagne, pays importateurs de poisson qui possèdent en même temps une importante industrie des pêches ; les Etats-Unis et le Canada où les opérations de pêche ont été moins désorganisées par la guerre que dans la plupart des autres pays considérés ; enfin, l'Union Sud-Africaine et le Sud-Ouest africain où l'industrie des pêches s'est rapidement développée depuis la guerre.

On examine les programmes actuels de développement et les perspectives des pêches, d'abord dans les pays plus évolués où cette industrie fait constamment l'objet d'ajustements, ensuite dans les pays insuffisamment développés où elle connaît une stagnation relative. En ce qui concerne le premier groupe de pays, le chapitre étudie les problèmes des coûts et des investissements, la recherche et l'exploitation des ressources, le commerce national et international, pour conclure qu'il faut s'attendre à une consolidation régulière de l'industrie des pêches plutôt

qu'à des changements immédiats ou soudains. Quant au deuxième groupe de pays, on s'est occupé de l'amélioration des méthodes de production, des moyens de stimuler la demande et des problèmes de distribution, des enquêtes sur les ressources et de l'influence des program-

mes d'aide extérieure. Il faut s'attendre dans ce cas à des améliorations plus limitées, améliorations qui intéresseront plus particulièrement la région indo-pacifique où l'importance du poisson est beaucoup plus grande et mieux comprise qu'ailleurs.

Chapitre II - SITUATION MONDIALE ET PERSPECTIVES

Le mouvement soutenu d'expansion que marque, depuis la fin de la guerre, l'agriculture, les pêches et la foresterie mondiales s'est poursuivi en 1955/56. La production agricole mondiale a augmenté d'environ 3 pour cent, mais, cette année encore, cet accroissement a été réparti assez irrégulièrement. Les plus forts accroissements de la production ont été enregistrés dans les régions qui étaient déjà le mieux pourvues, c'est-à-dire en Amérique du Nord et en Océanie, et, à part un progrès notable en Extrême-Orient, la production n'a guère varié dans les autres régions.

La demande s'étant maintenue à des niveaux élevés dans les pays industrialisés, le volume du commerce mondial des produits agricoles a augmenté de 5 pour cent, soit un record pour l'après-guerre. Le fléchissement des prix, par contre, s'est en général poursuivi de telle sorte que le commerce des produits agricoles n'a augmenté en valeur que de 1 pour cent. Au niveau de la production aussi, la tendance générale des prix est restée à la baisse, tandis que le coût des biens nécessaires à l'agriculture a augmenté dans bien des cas. Il en résulte que, sauf lorsque le volume de la production a augmenté suffisamment pour contrebalancer l'action de ces facteurs, les revenus agricoles ont subi une nouvelle diminution, en contraste marqué avec les autres secteurs de la population.

La baisse des prix agricoles et des cours internationaux ne se répercute encore que très faiblement sur les prix de détail et il n'y a eu que de légères améliorations dans les niveaux de consommation. Toutefois, si l'on considère l'ensemble des produits agricoles, l'augmentation totale des stocks à la fin de 1955/56 paraît devoir être assez faible. Si l'on s'attend à une augmentation importante des stocks de céréales secondaires, de coton et, dans une moindre mesure, de blé, par contre la situation s'est

quelque peu améliorée pour un certain nombre d'autres produits agricoles excédentaires. Néanmoins, les stocks de céréales et de coton sont encore très importants et comme la prochaine campagne paraît devoir donner elle aussi une production abondante, on ne peut guère s'attendre à une diminution notable des stocks à la fin de 1956/57. Mais l'année suivante, les nouvelles mesures adoptées par le gouvernement des Etats-Unis pour limiter la production devraient commencer à influencer sur le niveau des stocks.

PRODUCTION EN 1955/56

L'augmentation de la production agricole mondiale, peu marquée lors de la campagne précédente, a été plus sensible en 1955/56. Les principales augmentations ont toutefois été enregistrées dans les régions où le problème des excédents se posait déjà avec le plus d'acuité. La production a augmenté considérablement en Amérique du Nord pour la première fois depuis 1952/53 et l'on a également enregistré un accroissement notable en Océanie ; toutefois, dans le reste du monde, ces augmentations ont été moins marquées et, dans certaines régions, la production a légèrement fléchi (tableau II-1). Ainsi, les inégalités de la production, qui existent depuis longtemps entre les régions bien alimentées et celles qui le sont insuffisamment, ont persisté en 1955/56, alors que certains produits excédentaires ont continué de s'accumuler.

Le rythme auquel s'accroît la production mondiale s'est ralenti depuis les premières années d'après-guerre. Toutefois, le chiffre moyen de l'augmentation de la production enregistrée depuis le milieu de la période 1948/49 - 1952/53 dépasse encore de 1 pour cent environ celui de

TABEAU II-1. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET AUGMENTATIONS ANNUELLES MOYENNES DE LA PRODUCTION COMPARÉES A L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

RÉGION	Moyenne 1948/49- 1952/53	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)	Augmentations annuelles moyennes 1948/49- 1952/53 à 1955/56	
					Production	Population
	..... Moyenne 1934-38 = 100 .....				..... Pourcentage	
Europe occidentale.	107	123	124	125	3,0	0,7
Amérique du Nord	138	148	146	153	2,1	1,8
Amérique latine	121	131	136	138	2,5	2,4
Océanie.	113	123	125	132	3,1	2,6
Extrême-Orient (non compris la Chine) .	104	113	115	119	2,8	1,5
Proche-Orient	121	143	141	140	3,1	1,6
Afrique	128	145	147	145	2,5	1,5
Ensemble des régions ci-dessus	117	130	131	134	2,6	1,5
 MONDE ¹	 110	 121	 122	 126	 2,8	 ...

¹Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale, et la Chine.

l'accroissement annuel de la production mondiale. Cet accroissement moins rapide de la production au cours de ces quelques dernières années apparaît aussi dans le fait que, depuis qu'elle a retrouvé le niveau d'avant-guerre en 1952/53 et qu'elle l'a dépassé en 1953/54, la production alimentaire mondiale par habitant (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) est restée pour ainsi dire constante, supérieure de 4 à 5 pour cent au niveau moyen d'avant-guerre (tableau II-2).

Disponibilités alimentaires par habitant

Il importe de ne pas considérer les indices de la production alimentaire par habitant comme représentant exactement les modifications

qu'ont subies les disponibilités alimentaires par habitant. C'est ainsi qu'en Amérique du Nord une grande partie de l'accroissement de la production par habitant a servi à accroître les exportations de denrées alimentaires ou à constituer des stocks. Inversement, la diminution de la production par habitant en Extrême-Orient et en Amérique latine a déterminé un fléchissement des exportations et une augmentation des importations de denrées alimentaires.

D'après une estimation provisoire des disponibilités alimentaires par habitant dans chaque région, compte tenu des facteurs susmentionnés, il ressort que ces disponibilités en Europe occidentale et en Extrême-Orient, de 1948/49 à 1952/53, ont été inférieures de 5 à 10 pour cent à celles de 1934-38. Toutefois, dans ces deux régions, le volume des dispo-

TABEAU II-2. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE TOTALE ET PAR HABITANT

RÉGION	Production alimentaire totale				Production alimentaire par habitant			
	Moyenne 1948/49 - 1952/53	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provi- soires)	Moyenne 1948/49 - 1952/53	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provi- soires)
..... Moyenne 1934-38 = 100 .....					.....
Europe occidentale	107	123	124	125	97	109	109	109
Amérique du Nord	141	152	150	158	118	120	117	121
Amérique latine.	125	135	141	142	93	93	95	94
Océanie	112	121	121	127	93	93	91	93
Extrême-Orient (non compris la Chine).	104	115	116	119	86	91	91	92
Proche-Orient.	120	144	141	139	99	113	109	106
Afrique.	125	141	143	140	103	110	110	106
Ensemble des régions ci-dessus	118	132	132	135	99	105	104	105
MONDE ¹	110	122	123	126	96	103	102	104

¹Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

nibilités par habitant ne paraît guère s'être écarté du niveau d'avant-guerre au cours de chacune des années suivantes. En Amérique latine, les disponibilités alimentaires par habitant semblent avoir été voisines, à 2 ou 3 pour cent près, de la moyenne de 1934-38 pendant toute la période indiquée au tableau II-2. Dans chacune des autres régions indiquées séparément, les disponibilités par habitant ont, semble-t-il, augmenté depuis 1948/49 de plus de 10 pour cent par rapport au niveau d'avant-guerre. En d'autres termes, l'augmentation de la production alimentaire par habitant dans le monde s'est surtout fait sentir en Amérique du Nord, en Océanie, au Proche-Orient et en Afrique. Toutefois, en ce qui concerne ces deux dernières régions et d'autres régions insuffisamment développées, les indices sont assez approximatifs.

Il y aurait lieu de préciser ces estimations et il serait prématuré au stade actuel de publier un indice des disponibilités alimentaires par habitant. Il est évident également qu'un tel indice, bien que probablement utile en tant que simple indicateur des tendances, ne saurait remplacer les estimations plus exactes des niveaux de la consommation alimentaire, qui sont données plus loin dans le présent chapitre. Par exemple, un relèvement de l'indice des disponibilités alimentaires par habitant pourrait traduire un relèvement du niveau calorique, mais il pourrait traduire de même une augmentation de la demande pour des denrées plus coûteuses dont la production exige des ressources agricoles plus importantes, comme cela est arrivé en Amérique du Nord. Ce genre de renseignements ne peut être obtenu que par l'examen de bilans alimentaires détaillés ou par des enquêtes alimentaires.

Evolution de la situation dans les différentes régions

On a enregistré une augmentation rapide de la production en 1955/56 en *Amérique du Nord*, malgré les restrictions mises par les Etats-Unis à la production de plusieurs denrées importantes. La production dans cette région avait fléchi durant la campagne précédente, en raison principalement des mauvaises conditions atmosphériques et de la rouille qui a attaqué le blé au Canada ; toutefois, en 1955/56, pour la première fois depuis 1952/53, on a enregistré une augmentation et la production a atteint un niveau record. Au Canada, la récolte de blé,

malgré une superficie cultivée réduite de 1 million d'hectares par rapport à 1954/55, vient au quatrième rang des récoltes les plus abondantes enregistrées jusqu'ici ; les ventes de bétail ont été importantes et la production de fruits et de légumes a également augmenté. Aux Etats-Unis, la production a atteint un chiffre record, les diminutions des superficies consacrées à certaines cultures ayant été compensées et au-delà par des rendements à l'hectare jamais atteints encore, par la conversion de terres à la culture, non soumise à restrictions, de céréales fourragères (non compris le maïs) et d'oléagineux, et par une augmentation persistante du volume des ventes de bétail (voir les tableaux annexes pour les chiffres détaillés de la production dans les différents régions).

En *Océanie*, également, la production a fortement augmenté. La production australienne de blé, après la mauvaise récolte de 1954/55, est remontée à peu près au niveau d'après-guerre, le rendement à l'hectare ayant été nettement supérieur à la moyenne. La quantité de produits de l'élevage a continué d'augmenter régulièrement et la production de viande, de beurre et de laine de la région a atteint des niveaux record en 1955/56.

La production de l'*Europe occidentale*, qui avait augmenté très rapidement durant les premières années d'après-guerre, n'a enregistré qu'une légère augmentation supplémentaire en 1954/55 et en 1955/56. En 1955/56, les récoltes céréalières ont été généralement satisfaisantes, compte tenu des abondantes récoltes de blé en France et en Italie. La production de pommes de terre a diminué, principalement par suite d'une nouvelle réduction enregistrée au Royaume-Uni, qui a connu une pénurie de ce produit à la fin de la campagne. La production d'huile d'olive a été la plus faible depuis 1952/53. Les quantités de produits de l'élevage, notamment de viande de porc, ont augmenté sensiblement dans cette région également. Toutefois, le rythme de l'augmentation s'est quelque peu ralenti par rapport à la plupart des dernières années. L'hiver très rigoureux de 1955/56 a causé d'énormes dégâts, notamment en France, en Italie et en Espagne ; les cultures maraîchères ainsi que les légumes stockés ont été gravement atteints et les prix sont montés en flèche ; les oranges qui n'avaient pas été récoltées avant la vague de froid ont été perdues ; en Espagne, les pertes ont été de l'ordre de 50 pour cent. La production des pâturages a diminué. Toutefois, pour certaines cultures céréalières et arborescen-

tes, les effets du froid se feront surtout sentir sur les récoltes de l'été et de l'automne de 1956 (c'est-à-dire durant la campagne 1956/57).

En *Europe orientale*, les rendements céréaliers ont été en général satisfaisants et, dans certains pays, les effectifs porcins ont augmenté considérablement en 1955/56. Il semble toutefois que dans quelques pays de la région la production agricole soit encore inférieure au niveau d'avant-guerre ou, en tout cas, le dépasse à peine. En U.R.S.S., la récolte de céréales a dépassé de 20 pour cent le chiffre de 1954/55, principalement par suite d'une augmentation considérable de la superficie emblavée, notamment de la superficie consacrée au maïs. Néanmoins, la production de céréales a été nettement inférieure à l'objectif prévu, en raison de la sécheresse qui a sévi dans la région nouvellement ouverte à la culture. La superficie consacrée aux betteraves sucrières en U.R.S.S. s'est aussi sensiblement accrue en 1955/56 et la production a augmenté d'une façon encore plus marquée que celle des céréales. Toutefois, les récoltes de coton et de pommes de terre ont été mauvaises ; la production de pommes de terre a été inférieure de 20 pour cent à celle de 1950, malgré une augmentation de 7 pour cent de la superficie cultivée ; d'autre part, en ce qui concerne le bétail, les progrès sont toujours lents.

En *Extrême-Orient*, le rythme d'accroissement de la production agricole, qui était régulier depuis la guerre, s'est accéléré. Il est encourageant de noter que l'augmentation de la production agricole totale a été nettement supérieure à l'accroissement de la population, même si l'on ne tient pas compte de l'augmentation exceptionnelle de 5 pour cent, entre 1952/53 et 1953/54, par suite des conditions favorables qui ont régné durant la mousson. Néanmoins, les reculs enregistrés durant les années de guerre n'ont pas encore été compensés en ce qui concerne la production par habitant. Les chiffres de la production et de la population fournis par nombre de pays de la région sont particulièrement inexacts ; néanmoins, il semble que la production alimentaire par habitant, pour l'ensemble de la région (non compris la Chine), se soit maintenue ces dernières années à un niveau pour ainsi dire constant et inférieur de 10 pour cent à celui d'avant-guerre. La production de céréales vivrières est estimée pour 1955/56 à un chiffre plutôt plus élevé que celui de la campagne précédente. Les mauvaises récoltes en Indonésie, dans certaines parties du

Pakistan et de Ceylan ont été plus que compensées par les récoltes abondantes de riz dans d'autres pays, notamment au Japon où elle a été la plus forte enregistrée depuis la fin de la guerre, et où les prix du marché « libre » sont tombés à un niveau inférieur aux cours officiels. La production de sucre a diminué aux Philippines, mais elle a augmenté en Indonésie et à Taïwan. L'accroissement de la production de thé en Inde et à Ceylan a compensé et au-delà les diminutions dues à la sécheresse en Indonésie et à Taïwan. Parmi les cultures industrielles, il semble que la production de jute soit la plus importante qui ait été enregistrée jusqu'ici ; par contre la production de coton en Inde et au Pakistan a souffert des intempéries.

Pour ce qui est de la Chine continentale, la campagne 1955/56 a été la plus favorable depuis celle de 1949/50 pour la production agricole. Les rapports signalent que les objectifs de la production ont été atteints et même nettement dépassés dans le cas du coton. L'amélioration des rendements des céréales vivrières est attribuée non seulement aux conditions météorologiques favorables, mais également au développement des réseaux d'irrigation, au renforcement des mesures de lutte contre les inondations et à la distribution de semences améliorées.

Il ressort des chiffres actuellement disponibles pour l'*Amérique latine* que la production totale et la production alimentaire pour 1955/56 ont légèrement dépassé les niveaux atteints l'année précédente. Dans la plupart des pays de la région, la production a enregistré une augmentation, mais en Argentine, la production de céréales, à l'exception du maïs, a subi une diminution marquée par suite du mauvais temps, de sorte que la production totale de la région, pour les cultures vivrières, n'a marqué aucune augmentation sensible. Ces diminutions ont été compensées, dans une certaine mesure, par une augmentation de la production régionale de bétail et de certains produits non alimentaires. La production de viande de bœuf a légèrement dépassé le niveau enregistré au cours de ces dernières années et la production de café a dépassé, pour la première fois depuis la guerre, la moyenne de 1934-38.

Au *Proche-Orient*, la production, après avoir augmenté rapidement, s'est maintenue à un niveau pour ainsi dire constant au cours des trois dernières campagnes ; on a même enregistré une légère tendance à la diminution. La production céréalière a légèrement augmenté en

1955/56 ; la récolte de blé et d'orge a été plus abondante en Turquie et en Iran, tout en étant inférieure aux chiffres record de 1953/54 en raison des mauvaises récoltes en Irak, en Jordanie et en Syrie et d'une production de riz plus faible dans la plupart des pays. La superficie cultivée en coton a continué d'augmenter, notamment en Syrie et en Egypte ; dans ce dernier pays, la diminution des prix de soutien du blé et l'assouplissement des mesures relatives au contingentement des superficies ont eu pour effet de convertir certaines superficies à la culture du coton. Ces augmentations ont été annulées par des diminutions de la production régionale d'un certain nombre de récoltes secondaires, y compris les légumineuses, les olives destinées à l'extraction de l'huile, les dattes et le café.

Le fait que la production est restée stationnaire en *Afrique*, où elle avait augmenté rapidement jusqu'en 1953/54, doit être attribué en grande partie aux mauvaises récoltes de l'Afrique du Nord. Le niveau de la production de céréales, de vin et d'huile d'olive dans cette région a été très faible et certaines primeurs ont été affectées par l'hiver rigoureux. Dans le reste de la région, la production s'est maintenue dans l'ensemble ou a augmenté en 1955/56. On prévoit, de nouveau, en Union Sud-Africaine, des récoltes excellentes, avec une production record de certains produits, notamment de blé, et la récolte de maïs, bien que sensiblement inférieure à celle des trois dernières campagnes, dépasse néanmoins nettement le niveau moyen de 1948-52. Dans l'ensemble de cette région, la production de sucre, d'agrumes et de café a continué d'augmenter d'une façon constante et la production d'arachides semble avoir été presque aussi importante qu'en 1953/54 ; par con-

tre, la production de riz a baissé. En Côte-de-l'Or et en Nigeria, la récolte de cacao a été la meilleure qui ait été enregistrée depuis plusieurs années.

Structure de la production

La structure de la production mondiale n'a pas subi de grands changements en 1955/56 (graphique II-1 et tableau annexe 1). La production a été caractérisée cette année par l'augmentation de la production de céréales et de coton par rapport aux niveaux réduits de 1954/1955 et par la persistance de la tendance des produits de l'élevage à augmenter plus rapidement que la production végétale dans la plupart des pays plus développés.

Les récoltes de céréales ont été généralement bonnes en 1955/56. La production de blé a été abondante au Canada et en Australie qui avaient eu une mauvaise récolte au cours de la campagne précédente, de sorte que la production mondiale a repris sa tendance ascendante, malgré des récoltes peu satisfaisantes en Argentine et en Afrique du Nord française. La plupart des autres cultures ont réalisé de légers gains en 1955/56, bien que l'on ait enregistré un recul dans le cas de quelques produits, dont les pommes de terre (en raison de nouvelles diminutions dans certains pays de l'Europe occidentale), l'huile d'olive et le cacao. L'augmentation de la production de café a été sensiblement plus marquée qu'au cours de la plupart des années récentes. La production de fibres a également considérablement augmenté. On a enregistré un accroissement considérable de la production de jute et celle de coton est remontée du niveau assez faible de 1954/55 pour atteindre un nouveau record.

TABLEAU II-3. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE DANS CERTAINES RÉGIONS

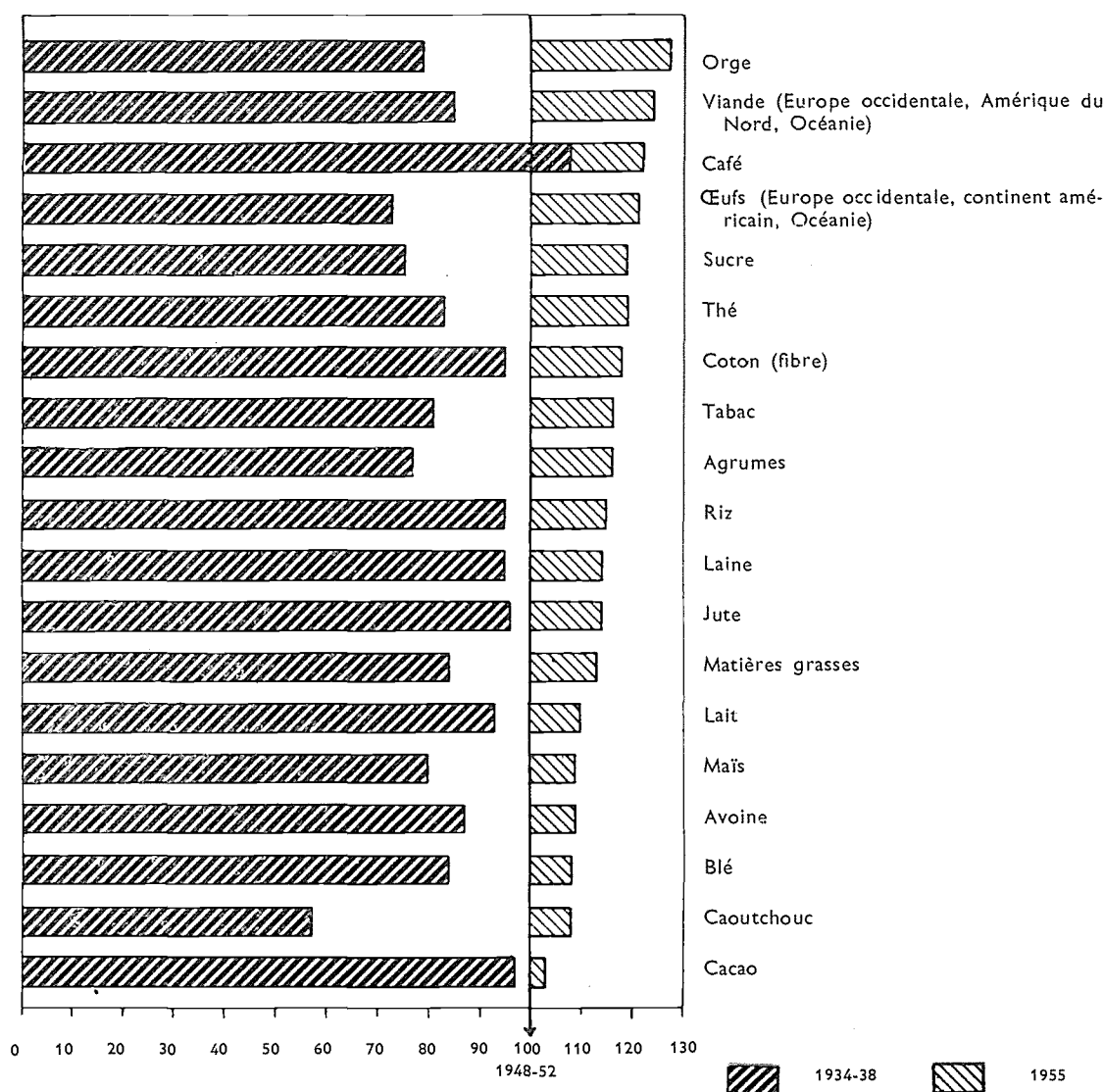
RÉGION	Production végétale brute ¹					Production animale ²				
	1951/ 1952	1952/ 1953	1953/ 1954	1954/ 1955	1955/ 1956 (chiffres provi- soires)	1951/ 1952	1952/ 1953	1953/ 1954	1954/ 1955	1955/ 1956 (chiffres provi- soires)
	..... Moyenne 1948/49-1952/53 = 100									
Europe occidentale	105	103	114	112	111	106	110	117	121	123
Amérique du Nord ³	98	106	104	96	102	102	105	109	112	115
Océanie ³	90	106	113	102	112	96	107	106	112	117

¹Y compris aliments du bétail et semences.

²Y compris la laine.

³Les chiffres de la production animale se rapportent à l'année civile.

GRAPHIQUE II-1. Indices de la production mondiale (estimée) des principaux produits
(Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine - Moyenne 1948-52 = 100)



Les produits de l'élevage, à l'exception du lait liquide, ont continué d'augmenter. La tendance manifestée par ces produits d'augmenter plus rapidement que la production végétale ressort du tableau II-3. Cette tendance a été particulièrement marquée en Europe occidentale où la production végétale brute fléchit lentement depuis 1953/54. Toutefois, l'augmentation des produits de l'élevage a été moins marquée en 1955/56 qu'au cours des années précédentes, la production de lait liquide ayant diminué dans certains pays européens par suite des in-empéries.

La production végétale brute en Amérique du Nord a diminué depuis la campagne record de 1952/53, mais elle s'est quelque peu relevée en 1955/56. Le contingentement des superficies cultivées aux Etats-Unis a été la cause partielle de ces reculs ; toutefois, la diminution marquée enregistrée en 1954/55 doit être attribuée en premier lieu à la mauvaise récolte canadienne de blé. Par contre, la production animale n'a cessé d'augmenter durant la même période. En Océanie, cette production a continué d'augmenter à un rythme assez rapide. Dans le cas des cultures, les fluctuations ont été plus im-

TABLEAU II-4. — PART ESTIMÉE DE LA PRODUCTION ANIMALE¹ DANS LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE (Pourcentage)

RÉGION	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1948/49 - 1952/53	Moyenne 1953/54 - 1955/56 (chiffres provisoires)
Océanie	85	84	84
Europe occidentale	71	65	68
Amérique du Nord	60	57	60
Amérique latine	43	43	41
Proche-Orient	35	33	30
Afrique	27	25	25
Extrême-Orient (non compris la Chine)	17	17	17
Ensemble des régions ci-dessus.	47	45	46

NOTE : Ces estimations se fondent sur des totaux pondérés par les prix.

¹Y compris la laine.

portantes et le volume de la production se situe actuellement à un niveau légèrement inférieur au chiffre record obtenu en 1953/54.

Dans les trois régions plus développées, les produits de l'élevage représentent un pourcentage important de la valeur totale de la production agricole, bien qu'en Europe le pourcentage d'avant-guerre n'ait pas encore été atteint. D'autre part, les produits de l'élevage occupent une place beaucoup moins importante dans l'économie agricole des régions moins développées, alors que pour élever les niveaux de nutrition, il conviendrait d'encourager la consommation de ces produits (tableau II-4). Dans les régions insuffisamment développées, les statistiques relatives aux produits de l'élevage ne suffisent généralement pas pour indiquer avec précision les changements intervenus d'une année à l'autre).

Pêches

En 1955, les quantités débarquées se sont maintenues dans la plupart des régions aux niveaux de 1952-54. Ces quantités ont augmenté dans quelques pays seulement et diminué légèrement dans un plus grand nombre de pays. Ce fait doit être attribué principalement à des facteurs étrangers à l'industrie des pêches, tels que la raréfaction du poisson sur les lieux de pêche ou les intempéries, et non à un ralentissement des opérations (voir tableau annexe 12).

Forêts

La production forestière a continué d'augmenter régulièrement, parallèlement à la demande élevée et, dans la plupart des principales catégories, la production mondiale a atteint des niveaux record en 1955. L'augmentation de la production de l'Amérique du Nord et de l'U.R.S.S. représente à peu près un tiers de l'accroissement de la production mondiale de bois ronds à usages industriels. La production mondiale de pâte de bois s'est accrue dans des proportions allant jusqu'à 10 pour cent, du fait de l'augmentation de la capacité des usines de papier journal, de papier et de cartonnages. En Amérique du Nord, l'augmentation importante de la production de sciages résineux doit être attribuée à l'essor considérable qu'a pris l'industrie du bâtiment au cours de l'été 1955 : d'autre part, la plupart des autres productions forestières ont également augmenté très rapidement. Toutefois, la production régionale de sciages de feuillus a fléchi, annulant ainsi dans une large mesure l'augmentation de cette production dans le reste du monde (voir tableaux annexes).

Perspectives de la production pour 1956/57

Il semble probable que la production agricole mondiale enregistrera de nouveau en 1956/57 une légère augmentation. Selon les premières estimations pour l'hémisphère nord les récoltes seront dans l'ensemble à nouveau abondantes, à moins de conditions météorologiques défavorables plus tard au cours de la campagne.

On prévoit que la production agricole de l'Amérique du Nord approchera du niveau record de 1955/56. Aux États-Unis, la superficie totale ensemencée a légèrement diminué ; par contre, le niveau de l'année dernière a été dépassé pour la plupart des produits de l'élevage. On s'attend à ce que la production de blé, pour une superficie emblavée identique, ne soit que très légèrement inférieure à la récolte de l'année dernière ; d'autre part, la superficie consacrée aux céréales fourragères a diminué. Les récoltes de riz, de tabac et de coton seront peut-être inférieures à celles de la campagne précédente par suite de la réduction des superficies autorisées et du fait que, selon toute probabilité, les rendements n'atteindront pas les niveaux record de l'année précédente. Au Canada, la faible réduction des superficies cultivées

ainsi que des conditions d'humidité du sol moins favorables laissent prévoir une légère diminution de la récolte de blé ; toutefois, les superficies cultivées en céréales secondaires paraissent avoir quelque peu augmenté.

On s'attend à de bonnes récoltes dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, malgré un hiver rigoureux. Néanmoins, dans certains pays, les effets du froid seront très marqués, notamment en France et peut-être en Espagne. On prévoit que la récolte d'olives en sera considérablement affectée ainsi que la récolte de raisins, d'amendons et de certains autres fruits tels que les abricots et les pêches hâtives. Le dur hiver a également retardé la croissance des herbages, ce qui pourrait avoir pour effet de diminuer la production de l'élevage durant 1956. Les dégâts subis par les céréales d'hiver semblent avoir été les plus importants en France où la récolte de blé sera très inférieure à la normale, étant donné que les cultures ont été détruites sur une superficie de 1 à 2 millions d'hectares et que le reste des emblavures a été considérablement endommagé. Toutefois, il est prévu qu'en effectuant des prélèvements sur les stocks, la récolte de blé suffira aux besoins intérieurs, mais il a fallu interrompre les exportations. Une partie de la superficie mise en blé d'hiver a été réensemencée avec de l'orge ; il peut donc en résulter soit une production excédentaire d'orge destinée à l'exportation, soit une réduction des importations de maïs. En U.R.S.S., les semailles de printemps ont été retardées par le mauvais temps, ce qui peut avoir des répercussions particulièrement importantes pour les betteraves sucrières. La production de céréales diminuera probablement dans certains pays de l'Europe du Sud-Est.

Les rares indications actuellement disponibles pour le reste du monde permettent de supposer que les récoltes seront en général plus abondantes en 1956/57 ; toutefois, les prévisions actuelles risquent évidemment d'être modifiées par les conditions météorologiques. En Océanie, en ce qui concerne les conditions économiques, les cultivateurs paraissent avoir l'intention de continuer d'augmenter la production, notamment en ce qui concerne les produits de l'élevage. La production de l'Amérique latine devrait commencer à se relever, bien que la récolte brésilienne de café ait considérablement souffert du gel. On s'attend à une augmentation de la production agricole de l'Argentine à la suite des nombreux encouragements économiques donnés aux cultivateurs dans le cadre de la nouvelle

politique de ce pays ; le progrès réalisé au Chili, grâce également à un programme de mise en valeur, permet de prévoir, après plusieurs années de stagnation, une augmentation de la production en 1956/57. Au Proche-Orient, les conditions d'humidité ont été favorables aux céréales d'hiver dans la plupart des pays, à l'exception de la Turquie. Il semble que la production agricole africaine doive augmenter de nouveau en 1956/57. On prévoit que la récolte de céréales en Afrique du Nord française sera meilleure cette année et que l'expansion régulière de la production en Union Sud-Africaine se poursuivra.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES

Au cours de la campagne agricole 1955/56 les conditions économiques qui s'étaient améliorées l'année précédente, après un léger fléchissement en 1953/54, se sont maintenues. L'activité économique a atteint des niveaux encore plus élevés et la prospérité considérable dans les pays industrialisés a stimulé la demande de produits agricoles dans le monde entier.

Aux *Etats-Unis*, la production industrielle s'est rapidement élevée en octobre 1955 à un niveau record dont elle ne s'est guère écartée durant tout le reste de la campagne 1955/56. Toutefois, cette stabilité générale a masqué des évolutions divergentes dans certains secteurs ; c'est ainsi, par exemple, que l'expansion des industries métallurgique et chimique a contrebalancé un recul dans les industries automobiles, des machines agricoles et des appareils électriques. De même, le ralentissement prévu pour la construction de maisons d'habitation a été atténué par la construction d'un plus grand nombre d'immeubles à usage commercial. Les quelques faiblesses qui apparaissaient dans le tableau de la situation économique n'ont guère affecté le revenu individuel et le consommateur a continué à augmenter ses dépenses, bien qu'à un rythme plus lent. L'augmentation des dépenses publiques, principalement de la part des autorités des états et des autorités locales, le développement important des usines et l'accroissement des stocks ont eu pour effet, malgré un resserrement du crédit, d'augmenter le produit national brut en 1955/56 de 7 pour cent environ par rapport à l'exercice précédent. La demande intérieure de produits agricoles est restée forte et les exportations de ces produits ont aug-

menté d'environ 10 pour cent, grâce surtout aux nouveaux efforts pour écouler les excédents. Toutefois, l'agriculture reste un secteur faible de l'économie nationale.

Le boom économique a été encore plus marqué au *Canada*. La production industrielle n'a cessé d'augmenter en 1955/56, quoique un peu plus lentement vers la fin de cette période, du fait que la main-d'œuvre était pratiquement utilisée à plein et qu'il se produisait de plus en plus fréquemment des goulots d'étranglement dans les approvisionnements en matières premières. Le revenu réel a augmenté, et il en a été de même pour les dépenses des consommateurs. Les prix ont conservé leur stabilité grâce à une forte expansion des exportations. Il y a eu augmentation des investissements intérieurs, mais l'accumulation des stocks a été moins prononcée qu'aux États-Unis. Toutefois, comme aux États-Unis, le secteur agricole est resté en dehors du progrès général de l'économie.

En *Océanie*, la demande intérieure de produits agricoles a augmenté légèrement et un certain accroissement du volume des exportations a compensé la baisse des cours sur les marchés internationaux. Des conditions saisonnières favorables ont assuré de larges disponibilités aussi bien au marché intérieur qu'au commerce d'exportation, notamment une production lainière de 10 pour cent plus forte, tandis qu'une augmentation de la demande étrangère permettait d'exporter de plus grandes quantités de beurre. La balance commerciale est cependant restée défavorable pendant la première moitié de la campagne 1955/56 et les restrictions aux importations ont dû être maintenues en Australie où la demande intérieure excessive a obligé à resserrer le crédit et à augmenter les impôts à la consommation.

Dans les pays industrialisés de l'*Europe occidentale*, l'expansion de la production industrielle a été peut-être plus rapide encore qu'en Amérique du Nord. Après avoir atteint un plateau élevé, elle s'est ralentie, la limite des disponibilités ayant été atteinte dans divers secteurs, notamment celui de la main-d'œuvre. Les restrictions imposées aux importations et les autres mesures adoptées pour limiter la demande du consommateur sur quelques-uns des principaux marchés extra-européens ont créé des difficultés pour certaines industries (automobiles), tandis que d'autres industries, en particulier l'industrie textile, se sont heurtées à une concurrence de plus en plus sérieuse de la part des

exportateurs d'autres continents. La forte demande d'importation, en particulier dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, a posé des problèmes de balance des paiements. En vue de freiner la demande du consommateur et de lutter contre la tendance inflationniste dérivant du sur-emploi, la plupart des gouvernements de l'Europe occidentale ont essayé de limiter la demande en resserrant le crédit au commerce, en relevant les taux d'intérêt, en imposant des conditions plus sévères pour les achats à tempérament, en augmentant les taxes sur les achats et en réduisant les dépenses publiques. Mais l'expansion continue des investissements dans l'industrie a annulé en grande partie les effets de la limitation de la demande du consommateur. Malgré les mesures prises pour mettre un frein au boom, on n'aperçoit pas encore les signes d'une déflation réelle. Les mesures adoptées dans les pays scandinaves ont donné d'assez bons résultats, mais au Royaume-Uni, il a fallu en adopter d'encore plus sévères au début de 1956. Dans les autres pays de l'Europe occidentale, la situation de plein-emploi commence seulement à exercer sa pression. En raison du boom, la demande intérieure de produits agricoles a été soutenue en Europe occidentale, mais l'abondance de la récolte de 1955 a permis de réduire les importations de céréales.

Le tableau est donc sensiblement le même dans les régions du monde les plus développées économiquement. La rapide expansion de 1955 a dépassé les possibilités actuelles de la production et a obligé les gouvernements à adopter des mesures pour modérer le boom. Ces mesures, accompagnées d'une diminution de la demande pour les biens de consommation durables et d'une certaine réduction des exportations, ont ralenti et, dans certains cas, arrêté toute expansion supplémentaire de l'activité économique, qui se maintient toutefois à un niveau très élevé. La demande du consommateur est forte pour les denrées alimentaires et les boissons, tandis qu'elle a été affectée, en ce qui concerne les textiles et le caoutchouc, par un ralentissement de la production de l'industrie textile et, plus récemment, de l'industrie automobile.

Les gros progrès réalisés dans les pays industrialisés ont eu des effets heureux sur certains pays exportateurs de matières premières, qui sont parmi les moins développés, en particulier sur ceux qui exportent du pétrole brut, des métaux non ferreux et, récemment encore, sur les exportateurs de caoutchouc. Mais en même

temps, les exportateurs de fibres, de produits tropicaux, de riz et de céréales trouvaient leurs marchés encombrés.

L'Amérique latine a continué à être aux prises, tout au long de 1955/56, avec les mêmes difficultés : paiements à l'étranger, insuffisance des capitaux investis et inflation. L'augmentation rapide de la population, l'accroissement des revenus et les progrès, bien que considérablement ralentis, de l'industrialisation, ont contribué à augmenter la valeur des importations malgré une légère diminution des prix, tandis que la légère augmentation du volume des exportations était plus qu'annulée par une forte diminution des prix. La nécessité de développer les exportations et de limiter les importations est venue renforcer la tendance à abandonner les programmes d'industrialisation rapide pour s'attacher davantage au développement de l'agriculture. Mais, si la production agricole par habitant a augmenté d'à peu près 14 pour cent au cours des cinq dernières années, elle est encore inférieure d'environ 5 pour cent à celle d'avant-guerre. En adoptant avec plusieurs pays européens un système multilatéral d'échanges et de paiements, le Brésil est arrivé, dans une certaine mesure, à libéraliser le commerce extérieur, tandis que l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Paraguay et l'Uruguay ont modifié leurs régimes des changes. La demande intérieure de produits agricoles est contenue dans les limites du pouvoir d'achat du consommateur, qui est relativement faible. Les possibilités d'augmenter suffisamment la valeur des exportations sont fortement réduites par la concurrence de plus en plus forte qui règne sur les marchés étrangers et par l'arrêt momentané de l'expansion économique dans les pays qui sont les principaux clients de l'Amérique latine.

Dans les pays d'Extrême-Orient, si la production industrielle a continué à s'accroître, bien qu'à un rythme un peu plus lent, la production agricole par habitant est encore inférieure à son niveau d'avant-guerre. Aussi la part de cette région dans les exportations agricoles mondiales est-elle en diminution. D'ailleurs, comme dans les autres régions, beaucoup de pays font maintenant porter sur l'agriculture le principal effort de leurs programmes de développement à long terme. L'Inde, qui est une des principales exceptions à cette nouvelle tendance, a pu, grâce à une récolte favorable, réduire encore ses importations alimentaires et consacrer une part plus grande de ses avoirs réduits en devises étrangères à l'importation de machines et de

matières premières pour son industrie, tandis que, comme il a été noté déjà, elle envisage, dans son deuxième plan quinquennal, une industrialisation beaucoup plus rapide. Des prix plus favorables et une légère augmentation du volume des exportations, après la dévaluation monétaire, ont amélioré sensiblement la balance commerciale du Pakistan. Le Japon bénéficie en 1956 d'un développement considérable de ses exportations et de la bonne récolte de riz de l'automne dernier. Dans les principaux pays exportateurs de riz, les difficultés inhérentes aux excédents ont été sensiblement atténuées par une baisse de prix qui leur a permis de liquider leurs stocks. A Ceylan, l'année a été prospère, tandis que la Malaisie, l'Indonésie et d'autres exportateurs de caoutchouc ont augmenté les revenus provenant de leurs exportations ; toutefois, le fléchissement récent des marchés du caoutchouc laisse entrevoir des perspectives moins encourageantes pour l'année prochaine.

Les dépenses élevées qui sont consacrées régulièrement aux programmes de mise en valeur et une position commerciale plus favorable sur les marchés étrangers ont stimulé la demande intérieure de produits agricoles en Extrême-Orient, mais naturellement la consommation par habitant reste encore très insuffisante. Malgré l'accroissement des investissements de capitaux nationaux et une très large utilisation du déficit systématique, l'aide étrangère est encore tout à fait indispensable, ne fût-ce que pour maintenir l'expansion à son rythme actuel, lequel est en général loin d'être satisfaisant.

Au Proche-Orient, le niveau élevé de la demande du consommateur et de l'investissement explique la persistance de la pression inflationniste en Turquie. Le gouvernement s'efforce d'y mettre un frein par un programme de stabilisation économique. Mais, jusqu'à présent, les subventions importantes accordées aux produits agricoles, principale cause de l'inflation monétaire, n'ont pas été réduites. Les recettes supplémentaires résultant de la légère amélioration des exportations de céréales ont dû servir à régler des arriérés commerciaux. L'incertitude des marchés internationaux du coton a amené l'Egypte à réduire ses importations par des taxes et des limitations quantitatives, et à encourager par divers moyens les exportations, notamment celles de coton. Ses exportations de coton se maintiennent en partie grâce à l'Inde, à l'Union soviétique et à la Chine qui ont augmenté leurs achats. La production et le revenu

continuent à augmenter dans les pays producteurs de pétrole, ce qui permet d'amplifier encore les programmes de développement à long terme. La demande intérieure a augmenté mais elle est encore relativement faible. Les stocks excédentaires de coton et de dattes causent encore de l'inquiétude.

En *Afrique*, l'expansion de l'activité économique a continué sous l'impulsion des programmes de développement dont la réalisation se poursuit avec régularité, et grâce aux revenus avantageux des exploitations minières, à une production généralement satisfaisante et à une augmentation des exportations de produits agricoles. Des pressions inflationnistes ont amené l'Union Sud-Africaine à resserrer le marché de l'argent et à adopter des mesures pour éviter l'émigration des capitaux, attirés par des taux d'intérêt plus élevés au Royaume-Uni. Dans toute l'Afrique, la demande intérieure continue à se développer lentement avec l'augmentation de la population et une certaine amélioration du revenu réel.

Ainsi, les pays des régions insuffisamment développées ont pu profiter, dans une certaine mesure, de la prospérité qu'ont connue les pays industrialisés. La plupart d'entre eux ont pu améliorer leur balance des paiements, augmenter leurs réserves monétaires et atténuer les restrictions quantitatives et autres imposées au commerce extérieur. A part quelques pays d'Amérique latine et d'Extrême-Orient où l'instabilité politique retarde la stabilisation économique, les pressions inflationnistes ont diminué et les prix ont été stabilisés. Avec de larges disponibilités de produits alimentaires et de fibres à des prix plus bas et une lente amélioration des revenus, la demande intérieure s'est maintenue forte, bien qu'encore très insuffisante du point de vue social. La demande d'exportation a augmenté aussi, mais surtout pour les matières premières non agricoles.

Perspectives à court terme

La situation économique actuelle, qui est caractérisée par une atténuation du boom due à l'action gouvernementale, des pénuries de main-d'œuvre et d'autres ressources et à une contraction de la demande de biens de consommation durables, semble devoir se prolonger encore, tout au moins pendant la première partie de 1956/57. Il est même fort possible que l'activité économique qui, pendant la fin de 1955/56

se maintenait à un niveau élevé dans de nombreux pays industrialisés, diminue quelque peu, et que dans les pays où l'économie était alors en expansion, l'effort de développement ralentisse à nouveau.

Il est cependant probable que l'importance des investissements de capital privé dans l'industrie, qui tendent encore à augmenter, et l'accroissement des dépenses compenseront tout ralentissement dans la construction des maisons d'habitation et dans la liquidation de stocks, et qu'il se produira une certaine amélioration vers la fin de l'année. Reste à savoir cependant si cette amélioration sera suffisante pour enrayer le léger fléchissement en cours et pour amorcer un nouvel essor. Rien ne permet toutefois de prévoir que le ralentissement actuel de l'expansion économique dégénérera en un fléchissement ou en un déclin rapide qui s'entretiendrait de lui-même.

Il est par conséquent probable que, dans les pays industrialisés, la demande de produits agricoles demeurera soutenue, sans toutefois augmenter de façon appréciable. Pour les produits dont la vente rencontre déjà des difficultés, on ne saurait prévoir d'améliorations l'année prochaine. La forte demande, qui restera probablement stationnaire, continuera à être satisfaite par des disponibilités mondiales qui sont, pour beaucoup de produits, très supérieures aux besoins, mais, dans une large mesure, sous le contrôle de l'Etat.

La production de céréales, d'huiles végétales et d'agrumes en Europe ayant été quelque peu réduite par les rigueurs de l'hiver 1955/56, les pays exportateurs devraient trouver des débouchés plus larges. Mais la concurrence paraît devoir s'accroître sur les marchés internationaux et il y a peu de chances de voir les prix remonter sensiblement. D'autre part, on ne s'attend pas non plus à de sérieuses baisses de prix, sauf peut-être sur le marché du coton, où un écoulement plus intensif des stocks pourrait accentuer la dépression du marché.

Les perspectives de la demande de produits agricoles dans les pays sous-développés dépendent naturellement, dans une certaine mesure, de l'évolution de la situation économique dans les régions industrialisées. Une forte activité économique dans les pays industrialisés ne provoquera pas seulement une augmentation de la demande de produits primaires provenant des pays les moins développés; on peut prévoir aussi qu'elle stimulera l'emploi dans ces pays et y augmentera les revenus.

Il est probable que l'activité économique atteigne effectivement un niveau élevé en 1956/57. Mais les pays exportateurs de matières premières et de denrées alimentaires ne seront pas affectés seulement par le niveau de l'activité économique des pays industrialisés, mais aussi par sa tendance. Même un arrêt prolongé de leur progrès économique peut avoir un effet défavorable tant sur le volume que sur la valeur des exportations des pays les moins développés, et en particulier sur leurs exportations de matières premières.

Il n'est donc pas impossible que les mouvements de prix qui se sont amorcés vers la fin de 1955/56 se poursuivent en 1956/57. Ces mouvements sont caractérisés par une baisse des prix des matières premières, y compris celles d'origine agricole (à l'exception peut-être de la laine) et un certain raffermissement des prix des denrées alimentaires. Il y a là un renversement de la situation des deux dernières campagnes agricoles, qui paraît résulter, d'une part d'un certain fléchissement de la demande de matières premières telles que le caoutchouc et la plupart des fibres, et, d'autre part, des effets probables de la décision de ne pas abaisser les prix de soutien aux Etats-Unis, ainsi que d'un certain renforcement de la demande d'exportation.

La demande de produits agricoles paraît devoir se maintenir à un niveau élevé, mais il est possible que l'arrêt momentané du développement économique mondial fasse de 1956/57

une année un peu moins favorable que 1955/56 pour l'agriculture. Répétons, cependant, que rien ne peut faire prévoir que la période stationnaire actuelle aboutira à un fléchissement. Les facteurs profonds de l'expansion, c'est-à-dire l'accroissement des populations, l'importance des investissements, les politiques de plein emploi, l'aide internationale en vue de la mise en valeur des régions insuffisamment développées continuent à agir avec la même intensité, de sorte qu'il est vraisemblable que l'arrêt actuel sera de durée relativement courte.

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Le commerce mondial des produits agricoles a augmenté nettement en 1955, en raison principalement de la forte demande des pays industrialisés, dépassant de 5 pour cent le volume de l'année précédente et la moyenne de 1934-38. C'est là le niveau le plus élevé qui ait été atteint depuis la guerre, mais il est encore inférieur de 10 pour cent au volume du commerce mondial durant les dernières années vingt.

Par contre, le volume du commerce mondial pris dans son ensemble a dépassé en 1955 de plus de 70 pour cent celui de 1934-38 et de plus de 50 pour cent le chiffre de 1929. Quelques-unes des raisons de ces écarts sont étudiées

TABLEAU II-5. — VOLUME DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES

PRODUIT	1934-38	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955 ¹
	..... 1952-53 = 100									
Céréales.	104	76	85	89	81	105	104	97	89	96
Sucre.	72	72	84	85	91	91	92	108	92	98
Oléagineux et huiles végétales. .	127	69	78	95	108	115	97	103	121	125
Fruits, frais et séchés	88	68	80	82	87	90	95	105	109	118
Produits de l'élevage.	110	86	87	92	107	102	95	105	109	119
Ensemble des produits alimentaires et aliments du bétail . .	104	76	84	89	92	102	99	102	100	108
Produits pour boissons et tabac	87	83	89	99	93	98	97	104	99	105
Fibres naturelles et caoutchouc	102	85	89	95	111	98	99	101	101	101
Ensemble des produits agricoles	100	80	86	93	98	100	98	102	100	105
Produits forestiers ²	92	77	76	78	94	108	98	102	117	129
Commerce mondial total (produits agricoles et non agricoles) ³ . .	66	70	72	78	88	98	97	103	108	113

¹Chiffres provisoires.

²Non compris dans l'indice de l'ensemble des produits agricoles.

³Indice des Nations Unies des exportations mondiales ajusté sur la base 1952-53; pour les années 1934-36, sont comprises des estimations comparables de la Société des Nations.

⁴Moyenne des trois premiers trimestres.

au Chapitre III. Cependant, de 1954 à 1955, l'augmentation du volume du commerce mondial en général n'a pas été plus marquée que le développement du commerce des produits agricoles.

Tous les groupes de produits, à l'exception des groupes fibres naturelles et caoutchouc, ont contribué à l'augmentation générale du volume du commerce, encore que les principales augmentations, de l'ordre de 10 pour cent, aient porté sur les fruits et les produits de l'élevage. Le commerce des produits forestiers a continué à se développer rapidement, dépassant de plus de 10 pour cent le volume de 1954 (tableau II-5).

Sur l'augmentation du volume du commerce des produits agricoles par rapport à 1954, 60 pour cent environ sont dus à l'accroissement des importations de l'Europe occidentale (dont le commerce intra-régional représente environ un tiers de l'augmentation), et un peu plus de 30 pour cent à l'augmentation des importations

de l'Amérique du Nord. Toutefois, malgré la reprise marquée des importations de produits agricoles des pays d'Amérique du Nord par rapport au faible volume de 1954, leur niveau a été inférieur en 1955 à celui de toutes les années depuis 1948. Le solde de l'augmentation du volume du commerce mondial est dû à des importations quelque peu accrues de produits alimentaires au Proche-Orient, en Afrique et en Océanie.

Pour ce qui concerne les exportations, l'augmentation du volume est due principalement à l'Océanie, à l'Europe occidentale, à l'Extrême-Orient et à l'Afrique. Le volume des exportations agricoles des autres régions n'a pour ainsi dire guère changé par rapport à l'année précédente (tableau II-6), alors que les exportations de l'Amérique du Nord ont eu tendance à augmenter davantage durant les premiers mois de 1956.

TABLEAU II-6. — VOLUME DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES, PAR RÉGIONS

RÉGION	1934-38	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	..... 1952-53 = 100									
<i>Europe occidentale</i>										
Exportations brutes . .	109	47	57	73	92	94	97	103	114	124
Importations brutes . .	115	80	85	96	99	99	95	105	105	111
Importations nettes. . .	117	90	94	103	101	100	95	105	102	108
<i>Amérique du Nord</i>										
Exportations brutes . .	64	98	87	109	96	114	108	92	87	88
Importations brutes . .	79	90	101	98	105	101	102	98	82	91
Importations nettes. . .	172	43	187	30	156	23	61	139	49	108
<i>Amérique latine</i>										
Exportations brutes . .	100	107	110	100	99	95	91	109	98	98
Importations brutes . .	63	95	98	82	97	103	97	103	100	99
Importations nettes. . .	108	109	112	103	100	94	90	110	98	98
<i>Océanie</i>										
Exportations brutes . .	76	85	99	103	100	86	98	102	94	105
Importations brutes . .	65	89	99	86	100	112	95	105	123	132
Importations nettes. . .	77	84	100	104	100	84	98	102	92	103
<i>Extrême-Orient (non compris la Chine)</i>										
Exportations brutes . .	156	65	81	84	106	109	101	99	101	105
Importations brutes . .	108	50	57	73	82	103	102	98	95	95
Importations nettes. . .	378	135	191	136	219	141	94	106	123	155
<i>Proche-Orient</i>										
Exportations brutes . .	83	70	71	85	98	89	85	115	110	111
Importations brutes . .	108	50	57	73	82	103	102	98	96	97
Importations nettes. . .	112	81	71	86	102	78	75	125	130	124
<i>Afrique</i>										
Exportations brutes . .	74	69	81	89	95	91	98	102	111	118
Importations brutes . .	59	71	81	79	85	94	96	104	104	110
Importations nettes. . .	79	68	80	92	98	90	98	102	114	120

TABLEAU II-7. — VALEUR ESTIMÉE DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES (EN DOLLARS E.-U.)

PRODUIT	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955 (chiffres provi- soires)
	..... 1952-53 = 100								
Produits alimentaires et ali- ments du bétail.	75	97	92	80	102	101	99	91	94
Produits pour boissons et tabac	60	67	68	82	97	96	104	120	113
Fibres naturelles et caoutchouc	55	69	80	101	148	107	93	92	95
Ensemble des produits agricoles	66	82	83	86	114	101	99	98	99

Valeur du commerce mondial des produits agricoles

L'augmentation du volume du commerce en 1955 a été annulée, dans une large mesure, par une baisse des prix particulièrement marquée pour ce qui est des produits pour boissons et du tabac. Pour cette raison, la valeur du commerce des produits agricoles n'a augmenté que de 1 pour cent environ (tableau II-7). L'indice des prix de tous les produits entrant dans le commerce international n'a pour ainsi dire pas changé de 1954 à 1955, et celui des prix des produits manufacturés a augmenté seulement de 1 pour cent. Les indices des valeurs exprimées en dollars donnés dans les deux dernières colonnes du tableau II-7 reflètent donc assez fidèlement les changements intervenus de 1954 à 1955 dans la valeur réelle du commerce des produits agricoles. Les modifications à long terme intervenues dans la valeur réelle du commerce sont étudiées au chapitre suivant.

Les analyses par régions des changements dans la valeur du commerce des produits agricoles ne sont pas encore disponibles.

Tendance des prix sur les marchés internationaux

Le tableau II-8 et le graphique II-2 donnent une idée de l'évolution des prix sur les marchés internationaux, tant pour l'ensemble des produits agricoles que pour certains groupes de ces produits. Ces indices ont été établis d'après les valeurs unitaires moyennes à l'importation qui peuvent être obtenues plus facilement que les valeurs à l'exportation ; toutefois, on a constaté que, d'une manière générale, les valeurs unitaires moyennes à l'importation et à l'exportation sont très voisines, avec cependant un

certain décalage dans le temps pour les importations, particulièrement lorsque se produisent des variations brusques de prix.

D'après certaines indications, la baisse des prix agricoles sur les marchés mondiaux, qui se manifeste depuis le boom coréen et qui s'est un peu ralentie au milieu de 1954 seulement, en raison de l'augmentation des prix du café et du cacao, semblait être enrayée durant le dernier trimestre de 1955. Ces indices, bien que légers, apparaissent dans chacun des principaux groupes de produits agricoles. On ne dispose pas encore des valeurs unitaires moyennes pour les premiers trimestres de 1956, mais comme il a été noté plus haut, les cours du marché indiquent que le recul général des prix agricoles a été enrayé et que, dans le cas de certains produits (denrées alimentaires notamment), il existe des signes de reprise, bien que le marché ait été plus faible pour certaines matières premières agricoles, le caoutchouc en particulier.

L'examen des indices des sous-groupes de denrées alimentaires du tableau II-8 et les valeurs moyennes réelles à l'importation exprimées en dollars des États-Unis du tableau annexe 10, permet de conclure que le fléchissement des prix des céréales et du sucre s'est poursuivi en 1955, bien qu'à un rythme plus lent. Les prix élevés du café, du cacao et de la laine qui s'étaient établis en 1954, ont continué à baisser pendant toute l'année 1955. Par contre, vers la fin de 1955, les prix de la plupart des produits de l'élevage (excepté la viande de bœuf), du thé, du caoutchouc et d'un certain nombre d'autres produits ont sensiblement monté.

Les prix des produits forestiers sur le marché international sont restés remarquablement stables en 1955 ; il semble en avoir été de même au début de 1956. Les variations des cours des sciages résineux durant l'année ont été de l'ordre

GRAPHIQUE II-2. Prix moyen (valeur unitaire à l'importation) des produits agricoles entrant dans le commerce international
(Echelle semi-logarithmique)

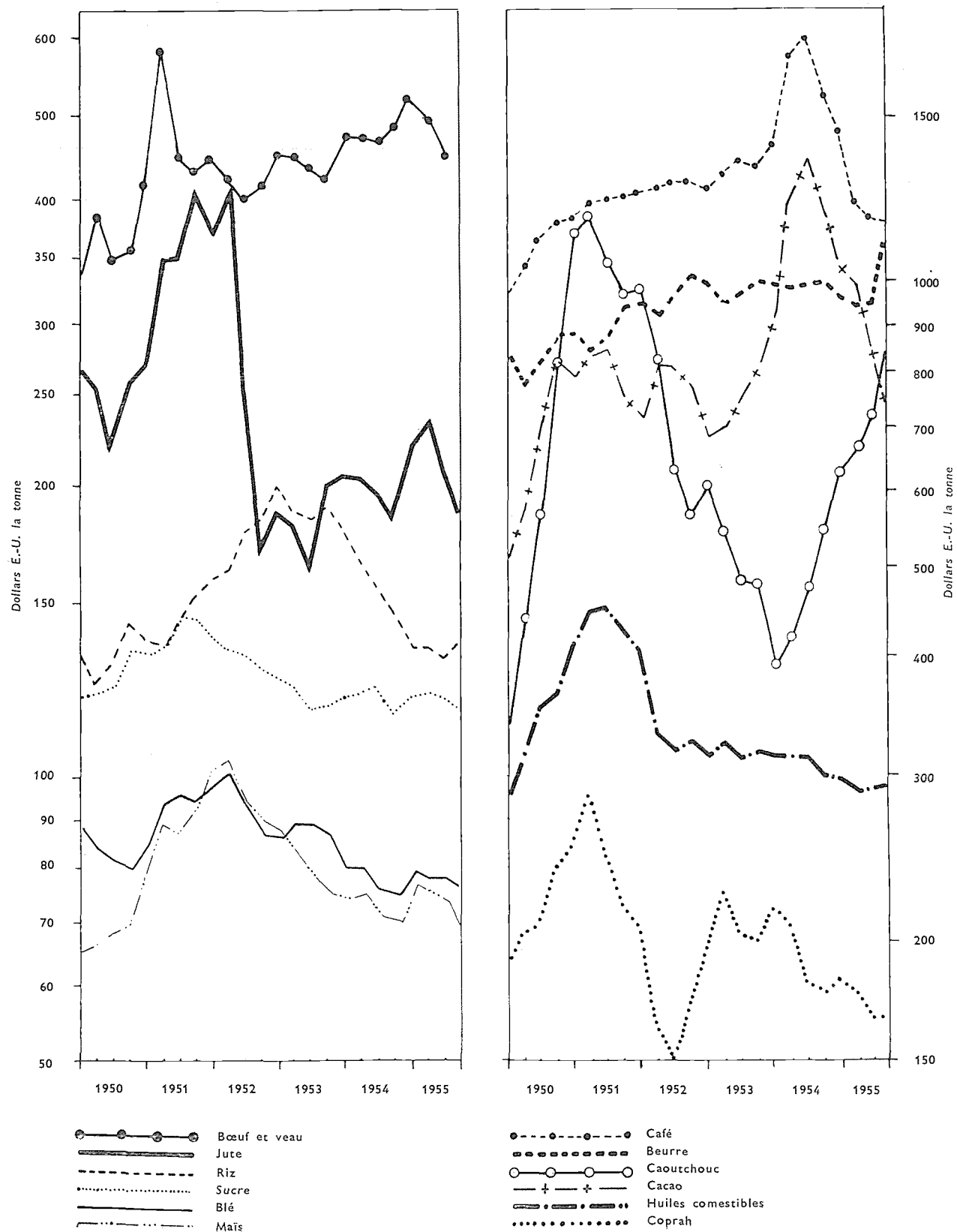


TABLEAU II-8. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES À L'IMPORTATION (PRIX)

ANNÉE	Ensemble des produits agricoles	Produits alimentaires et aliments du bétail	Produits pour boissons et tabac	Matières premières agricoles	Céréales	Oléagineux et huiles comestibles (en équivalent d'huile)	Viande	Produits laitiers	Produits forestiers ¹	Ensemble des produits entrant dans le commerce mondial ²
	..... 1952-53 = 100									
1947	85	101	72	69	102	92	83	96	83	92
1948	96	114	77	83	123	117	96	114	93	100
1949	89	102	71	84	102	108	97	112	81	94
1950	89	89	88	90	84	94	83	86	72	86
1951	117	102	99	156	95	122	99	92	114	105
1952	104	103	99	109	103	99	99	100	107	103
1953	96	97	101	91	97	101	101	100	93	97
1954	99	91	124	91	85	100	106	98	93	96
1955	95	89	108	96	82	94	110	98	...	³ 97
<i>Indices trimestriels</i>										
1954 I	96	93	109	90	89	...	104	96	...	96
II	101	92	132	89	87	...	104	93	...	96
III	102	91	136	92	82	...	104	99	...	96
IV	100	89	127	95	82	...	110	104	...	95
1955 I	98	90	119	94	83	...	116	93	...	96
II	96	89	107	98	83	...	108	91	...	96
III	93	89	97	95	82	...	105	96	...	97
IV	93	89	98	95	81	...	110	114	...	...

¹Non compris dans l'indice pour l'ensemble des produits agricoles.²Indice des Nations Unies ajusté sur la base 1952-53. Y compris les produits tant agricoles que non agricoles.³Moyenne des trois premiers trimestres.

de 3 à 5 pour cent ; par contre, le coût au port de débarquement des sciages résineux a varié davantage par suite de l'augmentation du fret. Les prix internationaux de la pâte de bois et des produits à base de pâte ont peu augmenté en 1955 ; dans l'ensemble, l'augmentation n'a pas été supérieure à 5 pour cent, bien que dans certains cas des pénuries temporaires, notamment pour le papier journal, aient déterminé des changements plus marqués dans les prix. On prévoit que la stabilité des prix se maintiendra en 1956, étant donné que la demande croissante de ces produits pourra être entièrement satisfaite grâce à l'augmentation des disponibilités exportables.

Commerce des produits agricoles de l'U.R.S.S. et des autres pays communistes

L'augmentation sensible des importations de produits agricoles, notamment de denrées alimentaires, par le groupe de pays communistes, alors que l'augmentation des exportations a été négligeable ou nulle, est un des traits intéressants du commerce international durant ces dernières années. Selon les estimations provisoires du volume du commerce entre ces pays

et le reste du monde, établies d'après les statistiques commerciales des pays avec lesquels s'effectuent les échanges, les importations de pro-

TABLEAU II-9. — INDICES DU VOLUME DES ÉCHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ENTRE LE GROUPE DES PAYS COMMUNISTES ET LE RESTE DU MONDE (chiffres provisoires)

RUBRIQUE	1952	1953	1954	1955
	..... 1952-53 = 100			
<i>Produits alimentaires et aliments du bétail</i>				
Expéditions à destination du groupe communiste	59	141	343	392
Expéditions en provenance du groupe communiste	104	96	93	93
<i>Ensemble des produits agricoles</i>				
Expéditions à destination du groupe communiste	97	103	164	160
Expéditions en provenance du groupe communiste	103	97	106	117

duits agricoles en général ont augmenté d'à peu près 60 pour cent depuis 1952, alors que les importations de denrées alimentaires augmentaient de plus de 600 pour cent. Les estimations figurant au tableau II-9, qui sont incomplètes et ne tiennent naturellement pas compte des échanges entre les pays de ce groupe, indiquent que les échanges entre l'Est et l'Ouest représentent maintenant de 3 à 4 pour cent du volume total du commerce mondial des produits agricoles.

En 1954/55, le volume global des exportations de céréales de l'U.R.S.S. était de l'ordre de 3 300 000 tonnes, soit en réduction de 15 pour cent par rapport à celui de l'année précédente. Les quantités exportées vers l'Europe orientale ont augmenté. Mais celles à destination de l'Europe occidentale ont diminué sensiblement : 800 000 tonnes contre 1 100 000 en 1953/54 ; ce recul a été encore plus marqué durant le second semestre de 1955. En particulier, le volume des céréales panifiables exportées vers cette région a atteint seulement 209 000 tonnes contre 404 000 durant la période correspondante de 1954. Les pays de l'Europe orientale ont été contraints, non seulement de réduire sensiblement leurs exportations de céréales, mais encore d'augmenter considérablement leurs importations. La Pologne et la Hongrie ont importé de France des quantités importantes de céréales, en sus des achats effectués en U.R.S.S.

Pour l'année en cours, bien que l'U.R.S.S. se soit engagée à exporter des céréales à destination de certains pays, notamment Finlande et Norvège, elle envisage néanmoins d'effectuer en même temps à l'étranger des achats importants de céréales. Un accord conclu avec le Canada prévoit l'importation par l'U.R.S.S. de 1 200 000 tonnes de blé en trois ans. Les pays de l'Europe orientale achèteront des céréales à la France, à l'Allemagne occidentale, au Canada et à l'Australie. On est fondé à conclure que l'U.R.S.S. et l'Europe orientale, considérées ensemble, deviendront des importateurs nets de blé.

Au cours de 1955, les importations de riz de l'U.R.S.S. et d'autres pays de l'Europe orientale ont notablement augmenté. Les achats de riz de l'U.R.S.S. à la Birmanie et à l'Égypte ont atteint 70 000 tonnes, ce qui représente une augmentation sensible. Aux termes d'un accord conclu récemment avec la Birmanie, l'U.R.S.S. s'est engagée à acheter annuellement 400 000 tonnes de riz dont elle revendra peut-être une partie à d'autres pays.

Les importations de produits de l'élevage effectuées par le bloc oriental, qui avaient considérablement augmenté en 1953 et en 1954, ont subi un recul en 1955. Les importations de beurre et de fromage de l'U.R.S.S. ont pour ainsi dire cessé ; pour les autres pays de l'Europe orientale, elles sont tombées de 61 000 à 22 000 tonnes pour le beurre et de 14 000 à 10 000 tonnes pour le fromage. En 1955, l'U.R.S.S. a importé 49 000 tonnes de viande contre 87 000 tonnes en 1954 ; seules les importations de viande de porc ont augmenté, en raison probablement du faible accroissement des effectifs porcins en U.R.S.S. durant l'année écoulée. Les importations de viande de l'Europe orientale sont tombées de 37 000 à 22 000 tonnes. Les œufs représentent l'unique catégorie de produits de l'élevage qui donnent lieu de la part des pays de l'Europe orientale à des exportations notables, et celles-ci ont augmenté quelque peu. En 1954/1955, la Pologne a exporté 342 millions d'œufs et la Hongrie 183 millions.

L'U.R.S.S. a considérablement augmenté ses importations de sucre, les objectifs de la production pour 1955 n'ayant pas été atteints. Le volume des importations de sucre est passé de 177 000 tonnes à 652 000 tonnes, non compris les importations provenant de Pologne et de Tchécoslovaquie¹. Les quantités importées des pays autres que ceux du bloc oriental, qui atteignaient 65 000 tonnes en 1954, sont passées à 620 000 tonnes en 1955. Le principal fournisseur est Cuba (465 000 tonnes) qui s'est déjà engagé à livrer 200 000 tonnes en 1956. L'U.R.S.S. a exporté 207 000 tonnes de sucre en 1955 contre 221 000 tonnes en 1954. Ce recul est dû principalement à la réduction des exportations vers la Chine qui a augmenté ses achats dans les pays de l'Europe orientale. Ces pays ont, en général, augmenté leurs ventes à l'intérieur du bloc communiste ; ceci explique pourquoi la Pologne et la Tchécoslovaquie ont réduit leurs exportations vers le reste du monde, alors que la Hongrie, qui les a augmentées, s'est vue dans l'obligation d'importer de grandes quantités de sucre.

On ne dispose pas encore de données suffisantes sur le commerce des autres produits agricoles, mais, d'une manière générale, il semble que le volume tant des exportations que des importations ait diminué en 1955.

¹ On estime que la Pologne a vendu en 1955 215 000 tonnes de sucre à l'U.R.S.S. La quantité exportée en 1954 n'est pas connue.

FLUCTUATIONS DES STOCKS EN 1955/56

Il semble bien que les quantités ajoutées aux stocks en 1955/56 aient été moins élevées que dans les années précédentes, et ceci bien que la production agricole mondiale et celle de l'Amérique du Nord, région où se concentre le gros des excédents, aient respectivement augmenté de 3 et de 5 pour cent. Il n'a pas encore été mis un terme à l'accumulation de coton et de céréales, mais les stocks de certains autres produits se sont un peu réduits en 1955/56.

Le fait que les stocks aient moins augmenté en 1955/56 s'explique, dans une certaine mesure, par une modification graduelle de la structure de la production. La tendance des pays évolués à faire une plus large place à la production animale s'est maintenue, ainsi qu'on l'a vu plus haut ; d'autre part, la demande de produits de l'élevage continue d'augmenter. Il se peut aussi que le ralentissement des opérations de stockage soit en partie la conséquence des efforts déployés pour accélérer l'écoulement des excédents. Ainsi, alors que la récolte mondiale de blé a dépassé d'environ 4 millions de tonnes celle de 1954/55, on prévoit que les quantités ajoutées aux stocks cette année ne seront que d'environ 2 millions de tonnes, ce qui porterait le stock de report total des quatre principaux pays exportateurs d'environ 45 800 000 à environ 48 millions de tonnes (tableau II-10).

En 1955/56 la pression paraît s'être exercée surtout sur les céréales secondaires et il semble que plus de la moitié des quelque 6 500 000 tonnes supplémentaires produites dans le monde par rapport à 1954 seront ajoutées aux stocks. Le stock de report de l'Amérique du Nord pourrait ainsi passer de 37 700 000 à environ 42 millions de tonnes à la fin de la campagne 1955/56. Pour le riz, il est encore trop tôt pour estimer le stock de report probable, dont le volume dépendra en grande partie du résultat des négociations actuellement en cours pour l'écoulement des excédents. Mais les stocks sont déjà revenus à des proportions raisonnables en Asie et ceux qui demeurent sont surtout aux Etats-Unis.

Le seul autre produit pour lequel on constate une forte augmentation des stocks en 1955/56 est le coton ; les stocks mondiaux pourraient passer de 4 400 000 à près de 5 millions de tonnes à la fin de la campagne en cours. Cette augmentation est beaucoup plus forte que

celle de la production mondiale de coton, qui est de l'ordre de 300 000 tonnes.

Les capitaux investis par la *Commodity Credit Corporation* (CCC) des Etats-Unis dans les produits agricoles excédentaires (qui représentent une grande partie du total mondial) atteignaient 8 600 millions de dollars à la fin d'avril 1956, soit 19 pour cent de plus qu'un an auparavant (tableau II-11). La majeure partie des investissements supplémentaires ont porté, en 1955/56, sur le coton et le maïs. Le blé représente 32 pour cent des capitaux investis en 1956, le maïs et les autres céréales 28 pour cent, et le coton 27 pour cent. Au total, les stocks de blé et de coton des Etats-Unis représentent maintenant plus de trois années d'exportations au niveau moyen de ces dernières années. Les stocks de céréales secondaires sont encore plus élevés par rapport au volume des exportations ; il est vrai que les exportations de ces céréales représentent une proportion beaucoup plus faible de la production totale. En ce qui concerne la plupart des autres produits — produits laitiers et matières grasses en particulier — les investissements de la CCC ont diminué en 1955/56.

Si l'on considère le monde dans son ensemble, les stocks actuels de produits (mis à part le coton et les céréales) ne sont en général pas excessifs par rapport aux perspectives du marché — qu'il s'agisse par exemple des produits laitiers, des matières grasses et des fibres textiles autres que le coton — et en tout cas ne donnent pas lieu à des préoccupations immédiates. En dépit d'une production record de matières grasses, les stocks mondiaux ont été relativement faibles en 1955/56 et les stocks de fin de campagne pourraient être encore inférieurs ; en effet, les perspectives sont extrêmement favorables en ce qui concerne les exportations, spécialement pour les huiles liquides comestibles et les graines de lin. Les stocks de sucre ont légèrement diminué en 1955. Comme la consommation mondiale continue à se développer à un rythme soutenu, il se pourrait qu'ils se réduisent encore en 1956. Les stocks de produits pour boissons sont en général plus élevés que l'an dernier ; toutefois, les stocks de café et de thé des principaux pays consommateurs étaient assez faibles au début de 1956.

Les stocks de sciages résineux ont assez fortement augmenté en 1955 dans les pays importateurs d'Europe occidentale, mais cela vient surtout de ce que leur niveau était bas depuis la guerre, en grande partie du fait que leur dé-

TABLEAU II-10. — STOCKS ESTIMÉS DES PRINCIPAUX PRODUITS, 1952-56

PRODUIT ET PAYS	Mois	Stocks					Produc- tion	Exporta- tions brutes
		1952	1953	1954	1955	1956 (prévi- sions)	Moyenne 1951-54	Moyenne 1951-54
..... Millions de tonnes								
BLÉ ¹								
Etats-Unis	1 ^{er} juillet	7,0	15,3	24,5	27,8	28,6	30,1	8,8
Canada	1 ^{er} août	5,9	10,4	16,4	13,4	15,5	14,7	8,7
Argentine	1 ^{er} déc.	0,1	2,0	1,6	2,1	1,0	5,9	2,1
Australie	1 ^{er} déc.	0,5	1,0	2,6	2,5	3,0	4,9	2,5
Total 4 principaux exporta- teurs		13,5	28,7	45,1	45,8	48,1	55,6	22,1
RIZ (équivalent de riz usiné)								
Exportateurs asiatiques. . . .	31 déc.	0,7	1,4	1,3	0,5	...	21,3	3,4
Etats-Unis	31 juillet	0,1	—	0,2	0,7	...	1,6	0,6
Pays du bassin méditerranéen	30 sept.	—	—	0,2	0,3	...	1,3	0,3
Total.		0,8	1,4	1,7	1,5	...	24,2	4,3
CÉRÉALES SECONDAIRES ²								
Etats-Unis	1 ^{er} juillet ³	18,2	24,5	28,7	33,9	37,5	104,0	3,2
Canada	1 ^{er} août	3,6	15,1	5,6	3,8	4,5	12,8	3,2
Total 2 principaux exporta- teurs		21,8	29,6	34,3	37,7	42,0	116,8	6,4
BEURRE								
Etats-Unis	Déc.	0,03	0,13	0,17	0,07	...	0,70	⁴ —
FROMAGE								
Etats-Unis	Déc.	0,11	0,20	0,25	0,24	...	0,57	0,01
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE								
Etats-Unis	Déc.	0,08	0,24	0,14	0,11	...	0,46	⁴⁰ 0,01
HUILE DE LIN ³								
Etats-Unis	1 ^{er} juillet	0,41	0,37	0,28	0,16	0,08	0,36	0,10
Argentine	1 ^{er} déc.	0,30	0,23	0,08	0,03	—	0,14	0,17
Total 2 pays		0,71	0,60	0,36	0,19	0,08	0,50	0,27
HUILES VÉGÉTALES COMESTIBLES								
LIQUIDES								
Etats-Unis ⁶	1 ^{er} octobre	0,24	0,58	0,56	0,32	0,20	2,13	0,43
SUCRE (équivalent de sucre brut)								
Cuba	31 déc.	2,16	1,51	1,95	1,62	...	5,45	5,05
Autres exportateurs ⁷	31 août ⁸	0,54	0,54	0,76	0,65	...	4,96	2,01
Royaume-Uni	31 août	0,56	0,88	1,48	0,83	...	0,67	¹¹ 1,74
Autres importateurs ⁹	31 août ¹⁰	2,40	2,24	2,64	2,69	...	7,57	¹⁵ 5,28
Total.		5,66	5,17	6,83	5,79	...	18,65	—
TABAC (poids à la plantation)								
Etats-Unis	1 ^{er} octobre ¹²	1,54	1,66	1,69	1,83	...	1,01	0,24
COTON (égrené)								
Etats-Unis	31 juillet	0,60	1,22	2,11	2,41	3,18	3,27	¹³⁰ 0,86
Autres producteurs.		1,58	1,52	1,29	1,40	1,30	3,07	¹³¹ 1,53
Importateurs		0,72	0,70	0,68	0,59	0,50	0,02	—
Total ¹⁴		2,90	3,44	4,08	4,40	4,98	6,36	¹³² 3,39
CAOUTCHOUC NATUREL								
(total mondial) ¹⁵	31 déc.	0,84	0,84	0,86	0,90	...	1,84	¹⁶¹ 1,75
..... Millions de mètres cubes								
SCIAGES RÉSINEUX								
Importateurs européens ¹⁷ . . .	31 déc.	5,74	6,19	6,56	7,46	...	8,28	¹⁸¹¹ 0,8
Exportateurs européens ¹⁹ . . .	31 déc.	4,31	3,63	3,85	3,80	...	12,62	7,34
Amérique du Nord	31 déc.	14,54	16,00	14,67	14,87	...	87,00	10,00
SCIAGES FEUILLUS								
Importateurs européens ²⁰ . . .	31 déc.	1,29	1,15	1,17	1,24	...	2,84	¹⁸⁰ 0,91
Exportateurs européens ²¹ . . .	31 déc.	0,31	0,28	0,27	0,33	...	0,62	0,28
Amérique du Nord	31 déc.	7,76	7,76	9,55	7,87	...	19,14	0,21

NOTE : Dans les quantités indiquées sont compris les stocks de report normaux.

¹Les données relatives aux exportations ont trait à la période juillet-juin et comprennent la farine de blé en équivalent de blé. — ²Seigle, orge, avoine, maïs. Les données relatives aux exportations ont trait à la période juillet-juin. — ³1^{er} octobre pour le maïs. — ⁴Exportations commerciales seulement. — ⁵Y compris les graines en équivalent d'huile. — ⁶Report des huiles et des fèves de soja, 1^{er} octobre; graines de coton, 1^{er} août. — ⁷Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Haïti, Pérou et Philippines. — ⁸30 septembre pour le Danemark. — ⁹Canada, France, Allemagne occidentale, Japon, Pays-Bas, Suède, Etats-Unis. — ¹⁰Japon 30 juin, Allemagne 30 septembre, Etats-Unis 31 décembre. — ¹¹Importations nettes. — ¹²1^{er} juillet pour les types *flue-cured*. — ¹³Exportations de coton indigène. — ¹⁴Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale; dans les stocks sont comprises des estimations de coton sous voile. — ¹⁵Dans les stocks sont comprises des estimations de caoutchouc sous voile, mais ne sont pas compris les stocks stratégiques qui sont probablement de l'ordre de 1,5 million de tonnes. — ¹⁶Exportations de caoutchouc indigène uniquement. — ¹⁷Belgique-Luxembourg, Danemark, Allemagne occidentale, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni. — ¹⁸Importations brutes. — ¹⁹Autriche, Norvège, Suède et Yougoslavie. — ²⁰Belgique-Luxembourg, Allemagne occidentale, Royaume-Uni. — ²¹Autriche et Yougoslavie.

tention était devenue beaucoup plus onéreuse. En Amérique du Nord, par contre, le niveau général des stocks s'est plutôt élevé par rapport à l'avant-guerre, en raison surtout du développement marqué de la consommation.

Mesures d'écoulement des excédents

Les gouvernements ont continué de faire preuve, à un degré appréciable, dans leurs politiques en matière d'écoulement des excédents, de retenue et de considération pour les intérêts d'autrui ; mais jusqu'à présent ces politiques n'ont pas réussi à provoquer une réduction sensible des principaux produits excédentaires.

Aux termes de l'*Agricultural Trade Development and Assistance Act* de 1954 (*Public Law 480*) et de différentes autres lois relatives au développement des exportations agricoles, ainsi qu'aux dons à l'intérieur du pays et à l'étranger, la valeur totale des excédents écoulés par les Etats-Unis en 1955/56 peut atteindre 2 500 millions de dollars (les calculs se faisant sur la base des coûts à la CCC). Actuellement, la quasi-totalité des exportations de blé et de farine des Etats-Unis sont ou subventionnées directe-

ment ou effectuées au titre de l'un ou de l'autre des programmes spéciaux d'exportation ; en outre, la moitié environ des exportations de coton 1955/56 s'effectuera probablement dans le cadre de ces programmes parmi lesquels figurent les prêts de l'*Export-Import Bank*.

Il faut s'attendre à ce que les Etats-Unis prennent dans un proche avenir des mesures plus énergiques pour écouler leurs excédents. Aux termes du nouvel *Agricultural Act* de mai 1956, la CCC a pour instructions d'écouler tous les stocks aussi rapidement que possible. Les stocks de coton seront offerts pour l'exportation aux prix mondiaux. Les crédits autorisés au titre de l'écoulement des excédents dans le cadre de la plupart des programmes existants ont été augmentés. Une commission sera créée pour étudier les possibilités d'une plus large utilisation des produits agricoles et un administrateur chargé de l'écoulement des excédents doit être nommé.

Cependant, il est devenu évident que ni ces méthodes ni d'autres méthodes d'écoulement des excédents ne peuvent à elles seules assurer la complète résorption des larges stocks actuels de certains produits. C'est pourquoi la nouvelle

TABEAU II-11. — INVESTISSEMENTS DE LA COMMODITY CREDIT CORPORATION DES ETATS-UNIS

PRODUIT	Quantité (30 avril)				Valeur (30 avril)			
	1953	1954	1955	1956	1953	1954	1955	1956
	..... Milliers de tonnes .....				..... Millions de dollars			
Blé	12 890	24 208	28 156	29 073	1 095	2 155	2 633	2 791
Riz	2	58	763	1 322	—	6	98	232
Orge	95	622	2 044	1 987	5	34	107	92
Avoine	250	589	1 052	1 222	14	32	58	60
Maïs	13 373	20 568	22 255	29 192	835	1 296	1 437	1 927
Sorgho en grains	29	1 029	2 927	2 887	1	60	167	128
Beurre	58	165	149	34	86	245	212	44
Fromage	35	164	176	130	31	146	156	111
Lait en poudre	84	298	101	81	32	109	38	30
Graines de lin	96	382	20	4	14	56	25	5
Huile de lin	86	31	37	27	55	13	14	9
Huile de coton	288	469	170	5	116	185	64	2
Coton, linters	178	279	318	141	36	58	67	31
Coton, upland	482	1 674	1 817	2 839	339	1 268	1 439	2 268
Laine	49	55	70	54	70	81	103	82
Tabac	231	281	366	402	225	270	406	535
Autres produits	—	—	—	—	182	175	237	286
TOTAL					3 136	6 189	7 261	8 633
Augmentation par rapport à l'année précédente . .					95	97	12	19

SOURCE : *Report of Financial Conditions and Operations*, Département de l'agriculture des Etats-Unis, Commodity Credit Corporation, avril 1954, 1955 et 1956.

¹Stocks détenus en garantie de prêts non remboursés et stocks acquis en vue du soutien des prix.

législation des Etats-Unis prévoit, dans sa partie essentielle, un abaissement de la production au moyen de la Banque foncière, dont il sera question plus loin dans ce chapitre.

SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS

Blé

Les disponibilités de blé se sont encore accrues en 1955/56. Les dernières récoltes ont été plus abondantes au Canada et en Australie ; elles ont légèrement diminué aux Etats-Unis et en France, mais la baisse a été largement compensée par les stocks de report plus importants. La production a subi une forte diminution en Argentine qui est, parmi les principaux exportateurs, le seul pays où les quantités disponibles aient subi une forte contraction. En Turquie, l'augmentation a été forte. Chez les pays importateurs, les récoltes ont été dans l'ensemble plus abondantes, notamment en Italie, en Yougoslavie et en Allemagne occidentale. Quelques pays, par contre, tels le Portugal, l'Espagne, le Pakistan et l'Égypte, ont récolté moins, mais globalement la production mondiale a augmenté d'environ 3 pour cent (tableau II-12).

Pendant les trois premiers trimestres de la campagne commerciale en cours, le commerce a été moins actif que pendant la période correspondante de 1954/55, mais pendant le quatrième trimestre, les exportations des Etats-Unis

et du Canada ont été plus actives, ce qui a largement compensé la torpeur de la période précédente. En 1955/56, le total des exportations de blé des principaux pays exportateurs dépassera donc celui des exportations de 1954/55, et probablement de plus de 1 million de tonnes. Quant au volume total des échanges, on pense qu'il se situera approximativement au même niveau que l'année précédente, qui était de 26 millions de tonnes. L'Argentine, dont la production a diminué, n'a pas pu exporter d'aussi grandes quantités que l'année dernière. En France, les maigres perspectives de la récolte de 1956/57 ont conduit à arrêter au début de 1956 toute exportation de blé, mais le total de 1955/56 s'écarte peu de celui de 1954/55. La Turquie, malgré l'augmentation de sa récolte, a exporté moins que l'année précédente. Les exportations enregistrées dans le cadre de l'Accord international sur le blé pour les 44 premières semaines de la campagne en cours ont été inférieures de plus de 1 million de tonnes au chiffre de 1954/55, et représentaient 70 pour cent des quantités garanties totales. L'Europe occidentale a importé moins de blé qu'en 1954/55; par contre des achats importants ont été effectués par l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale (graphique II-3).

La campagne se soldera par une certaine augmentation des stocks de blé aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, ce qui compensera largement la diminution de la production argentine.

Les premières indications sur la récolte de 1956/57 semblent annoncer qu'aux Etats-Unis elle ne sera que légèrement inférieure à la pré-

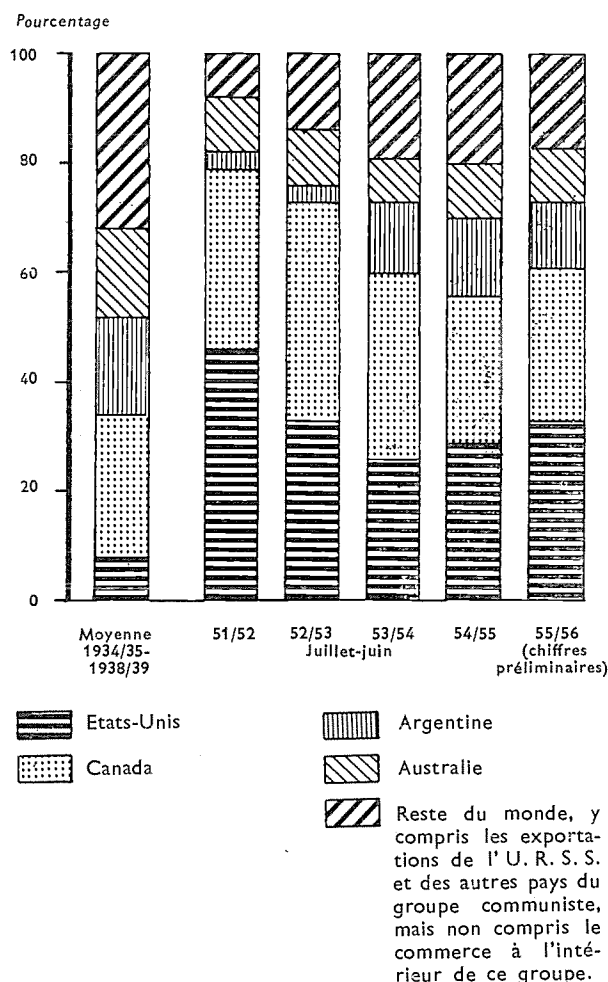
TABEAU II-12. — PRODUCTION DE BLÉ, AVANT-GUERRE ET 1951-55

PAYS .	Moyenne 1934-38	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
..... Millions de tonnes						
Argentine	6,6	2,1	7,6	6,2	7,6	4,8
Australie	4,2	4,3	5,3	5,4	4,6	5,3
Canada	17,2	15,0	18,7	16,7	8,4	13,4
Etats-Unis	119,5	26,7	35,3	31,8	26,8	25,5
TOTAL 4 PAYS	37,5	48,1	66,9	60,1	47,4	49,0
Europe occidentale.	31,1	30,1	32,6	35,1	35,6	37,6
Autres pays ²	26,4	29,9	31,0	34,7	35,2	35,6
MONDE ²	95,0	108,1	130,5	129,9	118,2	122,2

¹La production des années 1934-38 a été anormalement faible par suite des effets des sécheresses extrêmes de 1934 et 1936. Les moyennes 1937-41 pour le Canada et les Etats-Unis ont été respectivement de 10,4 et 23,4 millions de tonnes.

²Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

GRAPHIQUE II-3. Part des principaux exportateurs dans les échanges mondiaux de blé



cédente. Au Canada, une légère réduction des emblavures et des conditions un peu moins favorables au point de vue humidité du sol feraient aussi prévoir une récolte moins abondante. En Europe occidentale, la rigueur de l'hiver dernier a eu pour effet de réduire nettement la production en France et, dans une certaine mesure, dans quelques autres pays également. Il est donc possible que cette région doive importer davantage en 1956/57.

Les prix du blé à l'exportation ont subi une certaine baisse en 1955/56, sauf pour les blés supérieurs, mais les prix c.a.f. ont augmenté à partir de mars pour se retrouver au niveau de juillet dernier, par suite d'une certaine hausse des frets.

Un nouvel Accord international sur le blé a été négocié en avril 1956 et entrera en vigueur à partir du 1^{er} août s'il est ratifié. Le Royaume-Uni n'est toujours pas partie à cet Accord.

mais deux nouveaux pays y ont adhéré : l'Argentine et la Suède. Le total des quantités garanties, qui est de 8 200 000 tonnes, est très inférieur à celui de l'Accord en vigueur, mais il n'englobe pas certains accords bilatéraux contractés par l'Argentine et portant sur 1 à 2 millions de tonnes, qui entreront sans doute plus tard dans le cadre de l'AIB. L'éventail des prix a été réduit de 5 cents, à 1,50 - 2,00 dollars par *bushel* pour le Northern Manitoba N° 1, en magasin à Fort William-Port Arthur.

Céréales secondaires

En raison de l'abondante récolte de 1955/56, qui s'ajoute à des stocks de report accrus, les Etats-Unis ont à nouveau de fortes disponibilités de céréales secondaires et il est évident que, même avec l'écoulement prévu de quantités plus importantes, l'année 1955/56 se terminera, comme les trois campagnes précédentes, avec une nouvelle augmentation sensible des stocks. Selon les déclarations des cultivateurs, les superficies ensemencées pour la récolte de 1956 ont été réduites d'environ 4 pour cent par rapport à l'année précédente. Au Canada, il est probable que la campagne 1955/56 se terminera aussi sur une certaine augmentation des stocks. Le programme d'emblavures pour 1956 fait prévoir une légère augmentation des superficies consacrées aux céréales secondaires. En Argentine, la production globale de maïs et de céréales secondaires est nettement plus forte que l'année dernière ; cependant, les stocks actuels ou prévus n'atteindront pas un volume excessif.

On estime que les exportations de céréales secondaires des quatre principaux exportateurs dépasseront en 1955/56 11 millions de tonnes, soit 20 pour cent de plus qu'en 1954/55. Les Etats-Unis ont augmenté considérablement les leurs : à savoir 7 400 000 tonnes contre 3 900 000 l'année précédente. Les exportations canadiennes ont par contre diminué légèrement et celles de l'Australie n'ont guère varié. L'Argentine a exporté la moitié moins qu'en 1954/55 en raison de sa faible récolte de maïs au début de 1955.

Les prix des céréales fourragères ont baissé jusqu'aux derniers mois de 1955; ultérieurement, l'orge a regagné son cours de juillet et le maïs des Etats-Unis, qui avait subi une baisse encore plus forte, a repris le terrain perdu. Somme toute, exprimés en prix c.a.f., les cours étaient plus élevés en mai qu'au début de la campagne. La hausse était le plus accentuée pour le maïs

argentin, en raison de la diminution de la production et de l'augmentation marquée des frets de La Plata.

Riz

La production totale en 1955/56 a probablement été un peu plus élevée qu'en 1954/55. Des augmentations notables se sont produites au Japon, en Inde et au Cambodge ; par contre, les récoltes ont été moins abondantes aux Etats-Unis, où les superficies cultivées avaient été fortement réduites, et au Pakistan.

Contrairement aux prévisions, le commerce mondial du riz a marqué une nouvelle reprise en 1955, par rapport aux bas niveaux de la période qui a suivi la guerre de Corée (tableau II-13). Les importations indiennes et japonaises sont restées inférieures à celles de 1954, mais Hong-kong, la Malaisie et Singapour ont nettement augmenté les leurs. Les achats de l'Europe ont également augmenté beaucoup : il s'est agi surtout d'achats effectués par les pays de l'Europe orientale, en général à titre de troc, et d'une augmentation des importations de la part de l'Europe occidentale pour l'alimentation du bétail et l'industrie. Deux faits notables à signaler en 1956 : la forte augmentation des importations indonésiennes et l'apparition du Pakistan sur le marché en qualité d'acheteur.

La pression des stocks sur les marchés s'est beaucoup atténuée. Les stocks les plus impor-

tants sont ceux du gouvernement des Etats-Unis, tandis qu'en Asie, seule la Birmanie possède actuellement des stocks exportables assez considérables. Les Etats-Unis écoulèrent en 1956 et 1957, à des conditions spéciales, plus de 400 000 tonnes au total de riz usiné qui iront à l'Indonésie et au Pakistan, et des négociations sont en cours pour la livraison d'autres quantités importantes.

Les cours du riz sur le marché mondial ont continué à baisser en 1956. Le prix de base du riz birman a été fixé à environ £36 la tonne f.o.b., alors qu'il y a un an il était de £43. Cette baisse des cours mondiaux agit favorablement sur la situation du riz car elle décourage les excès de production et stimule la consommation. De nouvelles limitations draconiennes des superficies cultivées ont été annoncées aux Etats-Unis et la production diminuera sans doute aussi en Italie, par suite des modifications apportées au système de soutien des prix. Dans d'autres pays, l'expansion des cultures est freinée ou même stoppée, mais on s'efforce toujours d'augmenter les rendements à l'hectare, en espérant aussi qu'il en résultera une diminution des prix de revient unitaires.

Sucre

La production de sucre, qui a augmenté régulièrement depuis la fin de la guerre, continue à progresser. La production mondiale a marqué

TABLEAU II-13. — COMMERCE MONDIAL DU RIZ USINÉ

PAYS	Moyenne 1934-38		Moyenne 1948-52		1953		1954		1955 ¹	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
..... Millions de tonnes										
Birmanie	3,1		1,2		1,0		1,5		1,6	
Thaïlande	1,4		1,4		1,3		1,0		1,2	
Etats-Unis	0,1		0,6		0,7		0,6		0,5	
Cambodge, Viet-Nam.	1,3		0,2		0,2		0,3		0,2	
Chine.		0,7	—		0,3		0,3		0,3	
Italie.	0,1		0,2		0,2		0,2		0,2	
Japon		1,7		0,7		1,1		1,4		1,2
Inde		1,9		0,8		0,2		0,6		0,2
Malaisie-Singapour		0,5		0,5		0,5		0,3		0,5
Indonésie		0,3		0,5		0,4		0,3		0,1
Autres pays d'Asie.	2,3	1,0	0,5	1,1	0,2	1,1	0,2	0,6	0,3	0,8
Autres régions.	0,3	2,2	0,6	0,9	0,4	0,9	0,2	0,9	0,4	1,6
TOTAL MONDIAL	8,6	8,3	4,7	4,5	4,3	4,2	4,3	4,1	4,7	4,4

NOTE : Y compris des exportations de riz indigène en provenance des pays producteurs d'excédents seulement ; en outre, les pays importateurs nets ont exporté environ 300 000 tonnes de riz indigène pendant la période d'avant-guerre, 50 000 tonnes en 1948-52 et 1953, 100 000 tonnes en 1954 et 190 000 tonnes en 1955. Les chiffres des importations sont des chiffres nets.

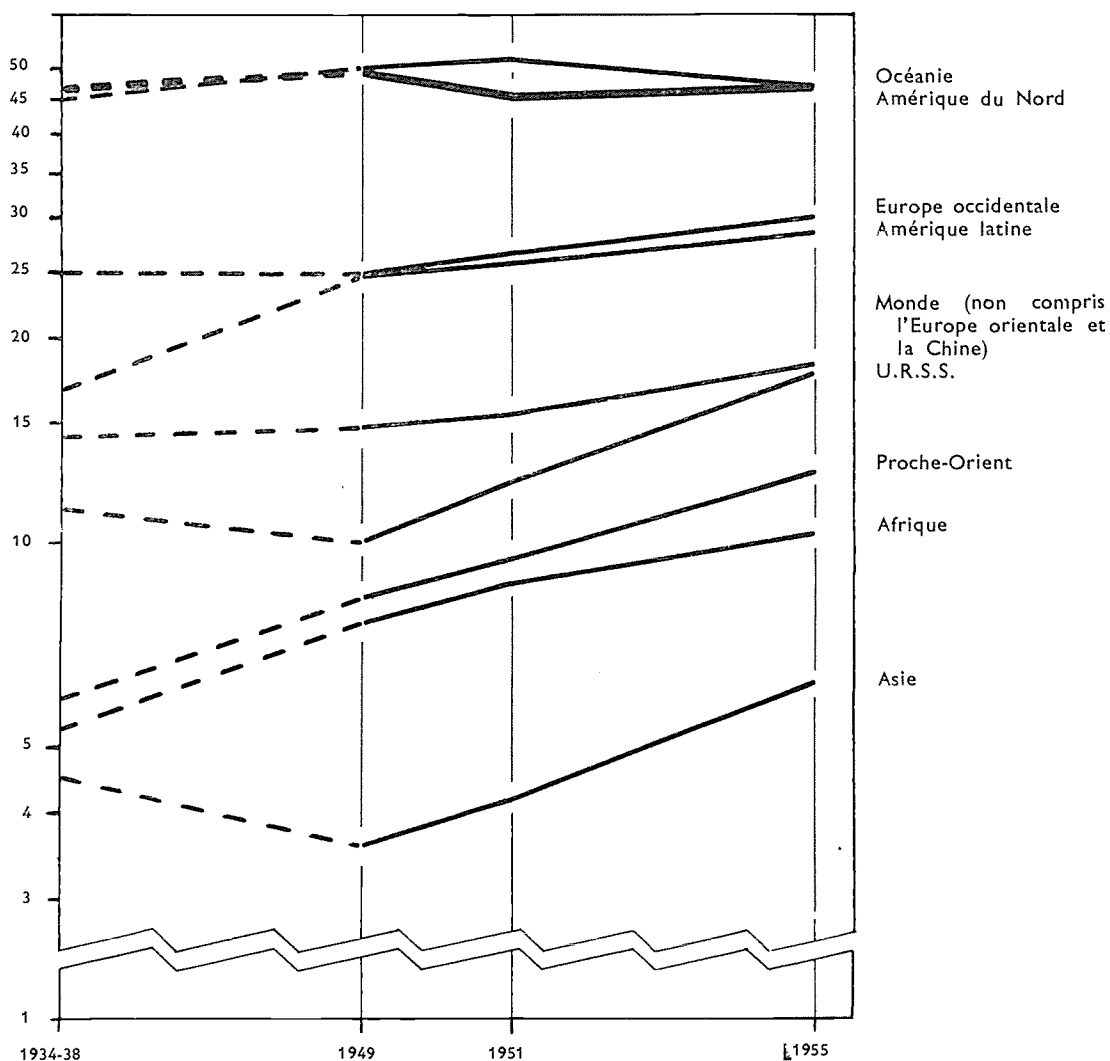
¹Chiffres provisoires.

un record en 1955/56 avec 39 millions de tonnes, soit 4 500 000 tonnes de plus qu'en 1952/53 et environ 14 millions de tonnes au-dessus de la moyenne d'avant-guerre. Ces augmentations sont à attribuer principalement, non à des conditions saisonnières favorables, mais à des facteurs à long terme, parmi lesquels il faut citer l'augmentation des superficies plantées et l'amélioration des rendements due au perfectionnement des méthodes de culture et des procédés d'extraction, l'emploi de variétés à meilleur rendement, l'amélioration des transports et de la manipulation, etc. En U.R.S.S., dans les pays de l'Europe orientale et dans la plus grande partie de l'Asie, cependant, ces facteurs à long terme, qui ont agi si puissamment en Europe occidentale, en Amérique du Nord et du Sud et en

Océanie, ont eu une bien moindre influence et l'expansion relative de la production n'a pas été aussi grande.

La consommation s'est développée au même rythme que la production. En fait, les stocks ont diminué un peu en 1955 et il est très probable que les stocks mondiaux subiront une nouvelle réduction d'ici la fin de la campagne actuelle. Au cours de ces dernières années, la consommation a augmenté, surtout au Proche-Orient, en Afrique et en Asie. En 1955, la consommation au Proche-Orient et en Afrique, considérés ensemble, a presque triplé par rapport à la moyenne de 1934-38. L'augmentation en pourcentage enregistrée pour l'Asie a été l'une des plus rapides du monde depuis quelques années et on estime qu'en 1955 la consommation

GRAPHIQUE II-4. Consommation de sucre pour l'ensemble du monde et par région
(en kilogrammes par habitant et par an ; échelle semi-logarithmique)



totale a dépassé de 55 pour cent celle de 1951. Cette tendance paraît devoir persister et l'augmentation prendra peut-être même un rythme plus rapide (graphique II-4).

L'augmentation continue de la consommation a évité une baisse sérieuse des cours. Bien que, dans la plupart des cas, la consommation supplémentaire ait été convertie par la production nationale, le volume du commerce international n'a pas diminué. Durant l'année en cours, le marché international a été soutenu par les importations du bloc soviétique.

Il est probable que, sauf si les conditions saisonnières devenaient extrêmement défavorables, la production sera encore plus forte l'année prochaine et les perspectives annoncent une augmentation continue pendant quelques années encore. La consommation aussi continuera à se développer. Comme par le passé, l'augmentation des revenus dans les pays où ils sont faibles ou moyens aura un effet marqué sur la consommation du sucre. Par ailleurs, les résultats de la Conférence internationale du sucre influenceront sans doute profondément sur l'évolution des prix et du marché pendant le reste de l'année.

Produits de l'élevage

La production et le commerce mondiaux de la viande ont augmenté en 1955 et cette augmentation s'est poursuivie en 1956. Les exportations de 1955 dépassaient d'environ 7 pour cent celles de l'année précédente et le volume des expéditions a augmenté chez presque tous les principaux exportateurs. La nouvelle politique agricole appliquée en Argentine a eu pour effet de doubler le volume des exportations de viande en carcasse par rapport à leur niveau de 1954 et cette augmentation s'est poursuivie au début de 1956.

Une augmentation marquée de la production aux Etats-Unis a provoqué durant l'année 1955 une baisse notable des prix de la viande. Les prix à la production du bétail sur pied sont tombés entre janvier et avril 1956 à 17 pour cent en moyenne au-dessous de ceux de la période correspondante de 1955. Au Royaume-Uni aussi, les prix de la viande de bœuf sont très inférieurs à ceux de 1955, en raison surtout de plus fortes importations. Dans la plupart des autres pays d'Europe, les prix de la viande soutiennent favorablement la comparaison avec ceux de l'année dernière. Le Royaume-Uni a relevé sa ga-

rantie sur les prix des bovins et des ovins gras pour 1956/57 et l'a réduite pour les porcs. Pour enrayer la baisse des prix du porc, le Département de l'agriculture des Etats-Unis a acheté, pendant les cinq mois qui ont suivi novembre 1955, environ 90 000 tonnes de viande de porc et de saindoux. La viande de porc a été utilisée pour les repas scolaires et les programmes d'aide sociale. Les arrangements conclus en application de la *Public Law 480* permettront aux Etats-Unis d'écouler des quantités importantes de viande. Jusqu'à présent, 37 000 tonnes de viande de bœuf et de porc ont été ainsi vendues à Israël, à l'Espagne, au Chili et à la Corée.

On estime que la production mondiale de lait a en 1955 légèrement baissé par rapport à celle de l'année précédente, principalement en raison d'une diminution en Europe occidentale due au mauvais temps. La production beurrière a diminué de 4 pour cent environ et celle de fromage a diminué elle aussi légèrement ; par contre, la production de lait en conserve a été plus forte qu'en 1954. Les exportations mondiales de beurre ont augmenté, l'Océanie et l'Amérique du Nord ayant considérablement accru leurs ventes. Les importations du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale ont été nettement plus fortes qu'en 1954, tandis que l'Union soviétique et l'Europe orientale ont diminué les leurs de près des deux tiers. En Europe, les prix des produits laitiers ont dépassé dans bien des cas ceux de 1954 ; aux Etats-Unis, ils sont restés au niveau de soutien. Les stocks mondiaux de beurre, pendant le premier trimestre de cette année, ont été en moyenne inférieurs de près d'un tiers à ceux de l'année dernière. En mars 1956, la *Commodity Credit Corporation* (CCC) des Etats-Unis avait presque achevé d'écouler les 400 000 tonnes de beurre achetées depuis 1952 ; à partir d'avril, le beurre a cessé de figurer au programme de dons à l'étranger en raison des faibles disponibilités. Par ailleurs, la CCC détenait toujours plus de 100 000 tonnes de fromage non encore attribuées.

On prévoit que cette année la production de lait et de produits laitiers dépassera en général celle de 1955. Le Royaume-Uni a importé, au cours du premier trimestre, 16 pour cent de plus de beurre que pendant la même période de 1955. La consommation n'ayant pas augmenté, ces nouvelles disponibilités sont allées grossir considérablement les stocks et il y a eu une baisse sensible des prix au cours de ces derniers mois. Les prix de soutien pratiqués aux Etats-Unis pour le beurre et le fromage en 1956/57 dépass-

sent d'environ 3 pour cent ceux de l'année précédente. Le prix de soutien du lait écrémé en poudre n'a pas changé. Le volume des achats effectués au titre du soutien des prix aux Etats-Unis ne variera sans doute pas beaucoup comparativement à l'année 1955.

On estime que la production mondiale d'*œufs* a légèrement augmenté en 1955 et l'on pense qu'elle augmentera encore un peu en 1956. Le volume du commerce des œufs en coquille a augmenté aussi, mais moins que les années précédentes. L'Allemagne occidentale, qui depuis 1951 était le plus gros importateur d'œufs en coquille, a importé l'année dernière 18 pour cent de plus que l'année précédente. Par contre, les importations du Royaume-Uni ont commencé à diminuer, et cette diminution s'est poursuivie en 1956.

Les effectifs mondiaux de bétail ayant atteint des chiffres record et les disponibilités fourragères étant abondantes, les perspectives laissent prévoir que la production animale continuera à augmenter en 1956/57. La vente des produits laitiers donnera peut-être lieu à quelques difficultés, étant donné que les besoins de certains des principaux importateurs d'Europe continentale seront moindres. Les efforts du gouvernement des Etats-Unis pour accélérer l'écoulement vers l'étranger de ses stocks de produits laitiers auront peut-être aussi un effet déprimant sur les prix. Toutefois, la demande de viande restant ferme, la production mondiale, bien que plus forte, devrait trouver sans peine des débouchés. Mais les prix à l'exportation auront peut-être tendance à se maintenir bas, du fait de l'augmentation des disponibilités exportables de l'hémisphère sud, dont le principal débouché est le Royaume-Uni.

Produits des pêches

Poissons frais ou congelés. En général, le commerce international des poissons frais ou congelés s'est maintenu et même, dans certains cas, légèrement développé. Les importations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale ont augmenté légèrement en 1955. Les Etats-Unis ont importé de plus grandes quantités de thon congelé, tandis que leurs importations de poissons de fond en filets, légèrement plus faibles qu'en 1954, dépassent encore de 40 pour cent celles de 1953. En 1955, les exportations norvégiennes de hareng congelé ont augmenté ; elles sont dirigées surtout vers la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale, la Pologne et l'U.R.S.S., qui en ont absorbé 70 pour cent.

Poisson séché, salé ou fumé. Les importations de hareng salé en Allemagne occidentale et en Belgique ont été du même ordre qu'en 1954, tandis que la Suède a augmenté les siennes de 40 pour cent. Les exportations hollandaises de hareng salé ont diminué, l'U.R.S.S. ayant réduit ses achats. Celles de la Norvège se sont maintenues sensiblement au même niveau qu'en 1954 et celles de l'Islande ont augmenté nettement, surtout vers l'U.R.S.S., la Suède et la Finlande.

Les exportations islandaises de morue séchée sont tombées à près de la moitié du chiffre record de 1954 et au même niveau qu'en 1953. Par contre, grâce à une demande soutenue et à des prix favorables, la production et les exportations de poisson salé se sont développées. En Norvège, les exportations de morue salée accusent une augmentation de plus de 10 pour cent, le Brésil restant largement en tête comme acheteur, tandis que pour la morue séchée, elles sont restées au même niveau qu'en 1954. L'Italie a augmenté légèrement ses importations de morue séchée, tandis que l'Afrique occidentale a légèrement diminué les siennes.

Poisson en conserve. Il y a eu un ralentissement de la production de saumon en conserve sur la côte occidentale de l'Amérique du Nord, et cette production a été aux Etats-Unis la plus faible depuis 1906. On a observé une contraction analogue pour le thon et la sardine du Maine. Les Etats-Unis ont augmenté considérablement leurs importations de saumon en conserve du Japon et du Canada. Au Japon, il y a eu en 1955 une expansion spectaculaire de la production de saumon en conserve qui a triplé par rapport à celle de 1954 et a été huit fois plus forte qu'en 1953. La production de brisling en Norvège a été plutôt faible, les pêches n'ayant pas été fructueuses, et certaines exportations de hareng et d'autres poissons en conserve ont diminué quelque peu en 1955. Les exportations portugaises de poisson en conserve ont augmenté d'environ 30 pour cent en 1955 ; le principal débouché a été l'Allemagne occidentale, suivie par ordre d'importance par l'Italie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Quant aux harengs et sardines en conserve, les importations de la France, de l'Allemagne occidentale et de l'Italie n'ont pas varié par rapport à 1954. En France, étant donné la forte diminution des quantités de sardines débarquées, les conserveries ont été amenées à traiter de plus grandes quantités de thon.

Farine de poisson. Les Etats-Unis ont eu une production record de farine de menhaden. Le

Danemark a développé ses pêches, principalement en vue du traitement industriel et, en conséquence, la production de farine de poisson s'est accrue en proportion. L'Union Sud-Africaine contingente les quantités débarquées ainsi que le traitement industriel et la production de farine de poisson a probablement diminué un peu par rapport aux années précédentes. L'Islande a produit moins de farine de hareng pour l'exportation, une plus grande proportion des quantités débarquées ayant été dirigée vers la salaison. En 1955, les exportations norvégiennes de farine de poisson ont été inférieures de plus de 20 pour cent au chiffre record de 1954. Comme les prix paraissent fermes, on prévoit qu'en 1956 une plus grande partie des quantités débarquées servira à la fabrication de farine de poisson plutôt qu'à la production de hareng salé. Il est important de noter qu'en 1956 la pêche de hareng d'hiver a donné 12 263 370 hectolitres de poisson, alors que le record avait été en 1954 de 11 744 411 hectolitres.

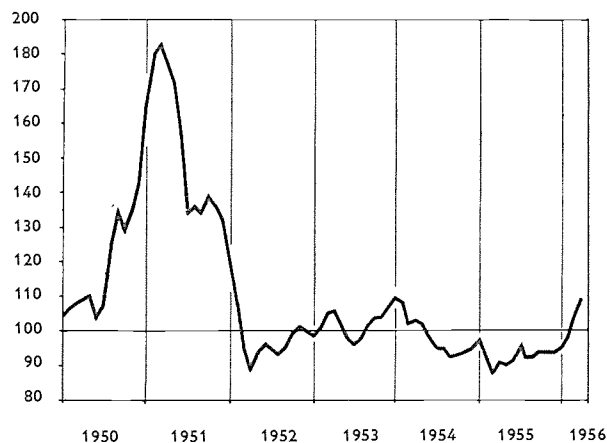
Matières grasses

La production mondiale de matières grasses en 1955 a atteint le volume record de plus de 24 millions de tonnes. Les prévisions concernant les abattages en Amérique de Nord et les informations sur les récoltes effectuées depuis les derniers mois de 1955 annoncent des disponibilités encore plus fortes pour 1956. Cependant, le niveau général des prix mondiaux, en hausse pendant le dernier trimestre de 1955, a continué de monter, pour atteindre son maximum en mai. Le commerce international des matières grasses et des oléagineux a enregistré en 1955 de légers gains sur le volume record des transactions de 1954, surtout en raison du développement des exportations de l'Amérique du Nord et de quelques pays d'Extrême-Orient, dont la Chine. En mars 1956, l'activité commerciale se maintenait à un niveau élevé et l'on prévoyait que cette situation continuerait pendant les prochains mois. En mai, les prix de quelques-unes des principales huiles avaient atteint leur plus haut point depuis 1951 et l'indice des prix des matières grasses sur le marché mondial, établi par la FAO, était de 113 (1952-54 = 100), soit 26 pour cent plus élevé qu'un an auparavant (graphique II-5). Toutefois, en juin, l'indice était tombé à 106.

Bien que la production de matières grasses ait atteint un chiffre record en 1955/56 aux

GRAPHIQUE II-5. Indice des prix des matières grasses (non compris le beurre) sur les marchés mondiaux en 1950-56

(Moyenne 1952-54 = 100)



Etats-Unis, les stocks de fin d'année atteindront peut-être leur niveau minimum depuis cinq ans. On s'attend, en effet, pour la campagne commerciale qui se terminera en septembre 1956, à des exportations plus fortes qu'elles ne l'ont encore jamais été. Durant les premiers mois de 1956, les matières grasses alimentaires et autres excédents exportables des Etats-Unis ont fait l'objet d'une demande soutenue, par suite de la forte activité économique en Europe occidentale, des accords conclus dans le cadre des programmes américains d'aide à l'étranger pour la fourniture d'importantes quantités d'huiles comestibles liquides, et de l'insuffisance marquée des approvisionnements dans un certain nombre de pays producteurs. De fortes livraisons à l'Argentine ont été nécessaires pour combler le déficit des récoltes désastreuses de 1954/55, tandis que dans les pays de la Méditerranée occidentale les récoltes d'olives de ces deux dernières années ont été si mauvaises que ces pays ont dû importer en 1955 de fortes quantités d'autres huiles « fluides », et qu'il leur en faudra encore en 1956 pour satisfaire leurs besoins nationaux. La demande de l'Europe a été stimulée aussi par la perspective d'une troisième mauvaise récolte d'olives en 1956/57 et à la suite des dégâts subis en février par les cultures de colza d'hiver.

Il n'y a pas lieu de craindre pour 1956 une diminution des disponibilités totales des principales huiles comestibles liquides (coton, arachide, soja et olive) qui représentent à peu près les trois quarts des disponibilités de ce groupe d'huiles en 1955, estimées à 9 500 000 tonnes.

L'augmentation des récoltes d'arachides et de soja enregistrée en 1955/56 a probablement compensé la diminution de la production d'huile d'olive. Les arachides disponibles pour le broyage atteindront un volume sans précédent à la suite des récoltes en cours en Afrique occidentale ; les Etats-Unis ont des disponibilités suffisantes de soja et s'attendent à une récolte record en 1956/57 ; enfin, le volume des exportations chinoises d'arachides et de fèves de soja se maintient à un niveau extraordinairement élevé pour les années d'après-guerre. La production mondiale d'huile de coton dépendra du volume de la récolte cotonnière de 1956/57 aux Etats-Unis, mais il est peu probable qu'elle se situe très au-dessous du chiffre record atteint ces deux dernières années, soit 1 500 000 tonnes, malgré la réduction du prix de soutien et des superficies autorisées. En Argentine, les récoltes de graines oléagineuses comestibles et notamment de graines de tournesol ont été en 1955/56 beaucoup plus abondantes qu'en 1954/55, année où ce pays est devenu importateur net d'huiles comestibles. Les disponibilités d'huile de lin augmenteront sans doute aussi un peu en 1956, principalement à cause d'une plus forte production au Canada, où l'on prévoit pour 1956/57 un accroissement des ensemencements ; il est probable aussi que les cultures reprendront de l'extension en Argentine. La production mondiale de coprah en 1955 a été élevée, principalement à cause de l'augmentation de la production aux Philippines, où celle de cette année sera encore plus forte si l'on se fonde sur le volume des exportations effectuées au début de 1956. Les achats d'huiles de palme et de palmiste en Nigeria, qui est le principal producteur du monde, ont diminué légèrement en 1955, pour reprendre vers la fin de l'année et durant les quatre premiers mois de 1956.

Une forte demande en Europe et au Japon a contribué notablement en 1955 à accroître les exportations mondiales d'oléagineux qui ont atteint 6 700 000 tonnes (en équivalent d'huile). Les plus fortes augmentations ont été enregistrées dans le groupe des huiles comestibles liquides (arachide, coton et soja) et, aux Etats-Unis, le gouvernement a pu liquider entièrement, durant 1955 et le début de 1956, ses derniers stocks d'huile de coton, de graines de lin et d'huile de lin. Actuellement, le gouvernement américain fournit une aide au commerce international beaucoup plus par les dispositions financières de ses programmes d'aide à l'étranger que par la vente directe des marchandises sto-

ckées par l'Etat. Ces dispositions permettent aux pays importateurs de payer en monnaie nationale leurs achats sur le marché libre. De septembre 1955 à mai 1956, des accords ont été conclus avec 15 pays, principalement latino-américains et méditerranéens, pour la fourniture de plus de 350 000 tonnes d'huiles comestibles. Le rythme des exportations effectuées au titre de ces accords s'est accéléré en 1956 et les transactions de ce genre continueront à être un élément important de la situation du commerce international et des prix tout au long de l'année.

Fruits frais

Malgré les fortes gelées qui ont endommagé au début de l'année 1956 les récoltes sur pied en Espagne et en Italie, la production d'oranges marquera sans doute un nouveau record en 1955/56. Les exportations d'oranges ont été plus fortes en 1955/56 qu'en 1954/55, bien que l'Espagne ait pratiquement arrêté ses expéditions au début de mars, à cause des gelées. Des exportations plus abondantes d'oranges israéliennes, italiennes et nord-africaines ont plus que compensé la réduction des exportations espagnoles, mais la disparition de ces dernières sur le marché provoqua au printemps une hausse marquée des cours qui, en moyenne, avaient été moins élevés au début de la campagne qu'un an auparavant. La France et l'Allemagne occidentale, principaux acheteurs d'oranges, ont augmenté encore leurs importations en 1955. On prévoit que les importations européennes d'oranges d'été en provenance des Etats-Unis, de l'Union Sud-Africaine et du Brésil atteindront un volume sans précédent au cours de l'été 1956.

En 1956/57, la production d'oranges en Espagne diminuera probablement de près de 1 million de tonnes à cause des dégâts causés aux arbres par la gelée. Il est donc probable que les exportations des pays méditerranéens tomberont, dans l'ensemble, nettement au-dessous du niveau de 1955/56.

La production de pommes et de poires à couteau a été d'environ 10 pour cent moins forte qu'en 1954. La diminution a été très forte dans le nord et le centre de l'Europe ; par contre, l'Italie a eu une production record. Les importations européennes de pommes et de poires, surtout en provenance de l'Italie, ont augmenté beaucoup et les prix ont subi une

hausse marquée pour la plupart des variétés. On ignore encore dans quelle mesure les grands froids du début de 1956 affecteront la production européenne de pommes et de poires. Celle des fruits à noyau sera considérablement réduite.

Fruits secs et vin

La production de raisins secs a augmenté en 1955. Celle des Etats-Unis a augmenté d'environ 30 pour cent ; par contre les disponibilités des pays extérieurs à la zone dollar ont baissé. En Turquie, la production de sultanas a baissé par suite des gelées ; en Grèce, en Australie et en Union Sud-Africaine, la production de raisins secs a également diminué, tandis qu'elle augmentait de 10 pour cent en Iran. La production de raisins de Corinthe en Grèce et en Australie, qui sont les principaux producteurs, a été la plus faible depuis 10 ans.

Les exportations de raisins secs en 1955 ont été légèrement inférieures à celles de 1954, principalement à cause de la forte contraction des exportations turques ; celles des Etats-Unis ont diminué aussi d'environ 10 pour cent. Les exportations grecques de raisins de Corinthe, dirigées surtout vers le Royaume-Uni, ont diminué fortement par rapport à 1954, tout en restant légèrement au-dessus de la moyenne 1948-52. L'U.R.S.S. a fourni en 1956 un débouché important à la Turquie pour les sultanas. Les prix des raisins secs et des raisins de Corinthe ont marqué une hausse en 1955/56, sauf pour les raisins secs californiens, et, à partir de février 1956, les exportations de fruits frais ayant été réduites du fait des fortes gelées, la demande s'est renforcée sur le marché européen et les prix ont subi une nouvelle hausse.

La Turquie et les Etats-Unis ont continué à subventionner les exportations ; la Turquie a augmenté considérablement ses subventions et les a étendues aux figes. En Australie, un plan de stabilisation des prix des raisins secs a été élaboré et sera peut-être mis en vigueur en 1956. En Union Sud-Africaine, il a été conseillé aux producteurs de raisins secs de réduire leur production.

En ce qui concerne les autres fruits secs, la production a encore diminué en 1955. Une augmentation de la production de pruneaux en Yougoslavie, en Argentine et au Chili n'a pas suffi à compenser la diminution de celle des Etats-Unis. Pour la première fois depuis 1949, la Yougoslavie a exporté 10 000 tonnes de prun-

neaux en U.R.S.S., soit un tiers de ses exportations totales. L'ouverture de plus larges débouchés au Pakistan et au Japon a amélioré l'économie des dattes irakiennes, mais des difficultés existent encore pour les fruits de qualité inférieure. La production n'a pas varié en 1955, mais on prévoit qu'elle fléchira légèrement en 1956, les prix à la production ayant baissé de 30 pour cent en février 1956. En Iran, la récolte de dattes a été inférieure de 40 pour cent à celle de 1954.

A la fin de la campagne 1955/56, les stocks invendus de fruits secs seront probablement négligeables. Les prévisions sur la production de raisins sultanas en Turquie indiquent pour 1956 une récolte moyenne, et on signale que la production australienne sera de l'ordre de celle de 1955 ; par contre, celle de raisins secs en Union Sud-Africaine pourrait être inférieure.

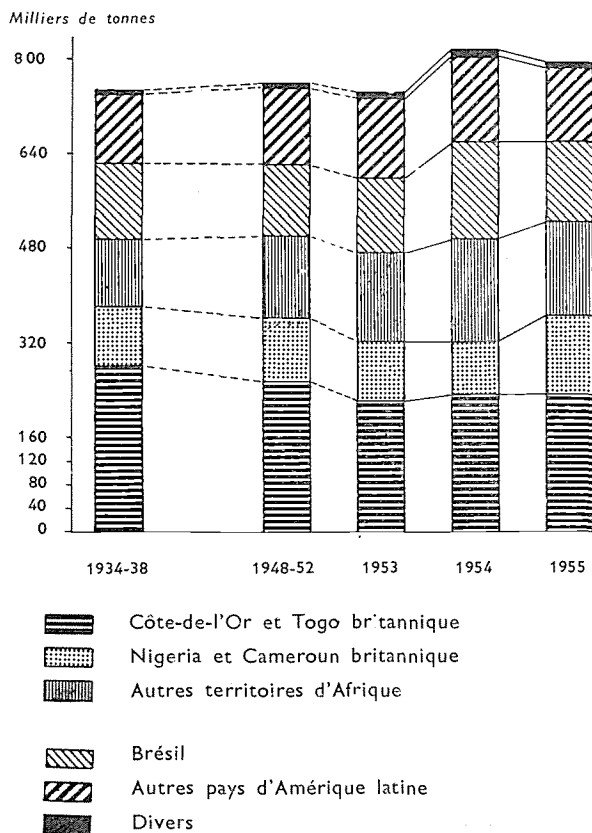
La production mondiale de vin n'a pas varié en 1955. Les rendements exceptionnellement faibles des vignobles nord-africains ont fait baisser la production de 20 pour cent, différence que l'augmentation enregistrée aux Etats-Unis, en Italie et en France n'a pas suffi à compenser. Le commerce international du vin est resté également au même niveau qu'en 1954. En France et en Algérie, les stocks des viticulteurs s'élevaient, le 1^{er} septembre 1955, à 19 200 000 hectolitres contre 16 900 000 l'année précédente. La diminution de la production algérienne de 1955/56 a réduit les disponibilités totales de la France et de l'Algérie de 1 400 000 hectolitres par rapport à l'année 1954/55. Comme la consommation taxée en France et en Algérie a continué à augmenter en 1955/56, les stocks de report au 1^{er} septembre 1956 seront peut-être inférieurs au chiffre de l'année dernière si, toutefois, la distillation et les utilisations industrielles se maintiennent au même niveau qu'en 1954/55. Les dégâts subis par les vignobles au début de cette année auront probablement pour effet de réduire la production européenne de raisin en 1956.

Cacao

L'économie mondiale du cacao se ressent profondément de la hausse des prix de 1954 et du recul de la demande qui en est résulté. Les aménagements d'ordre technique et structural qui ont suivi ont réduit d'environ 10 à 20 pour cent la demande de fèves de cacao.

En conséquence, l'année 1955 s'est achevée avec des stocks de report beaucoup plus forts

GRAPHIQUE II-6. Production de cacao



qu'il n'avait été prévu. La production n'a dépassé que de 50 000 tonnes le chiffre très faible de 1953/54, mais le facteur décisif a été la contraction, de l'ordre de 50 à 60 000 tonnes, subie par la consommation durant l'année 1955. En automne 1955, au début de la nouvelle récolte, les stocks étaient élevés et les prix baissèrent. La situation s'est maintenue, bien que la récolte de 1955/56 sera vraisemblablement de l'ordre de 800 000 tonnes, contre 825 000 tonnes l'année précédente (graphique II-6). Les stocks ont continué à augmenter durant les premiers mois de 1956 et, au début d'avril, les prix sont tombés sur le marché de New York à 23 cents la livre anglaise et, sur celui de Londres, à 170 shillings le *hundredweight* (à la fin de 1955, ce prix était de 250 s.). L'importance de cette modification du marché apparaît clairement si l'on se rappelle qu'en 1949/50 et 1950/51, la production était sensiblement la même qu'à présent, alors que le prix moyen était de 34 cents la livre (graphique II-7).

La situation actuelle est profondément influencée par la crainte qu'ont les fabricants de voir une amélioration de la consommation et

du commerce ramener les cours très élevés de 1948 et de 1953. Sachant que ni la situation actuelle ni les perspectives de la production ne comportent aucun changement fondamental, beaucoup de gros industriels suivent pour leurs achats une politique de prudence. Aux États-Unis, la consommation de fèves de cacao par habitant a été, en 1955, inférieure de 28 pour cent à celle de 1934-38, en dépit de l'augmentation des revenus, tandis que la consommation de produits de confiserie dépassait même le rythme de l'accroissement démographique.

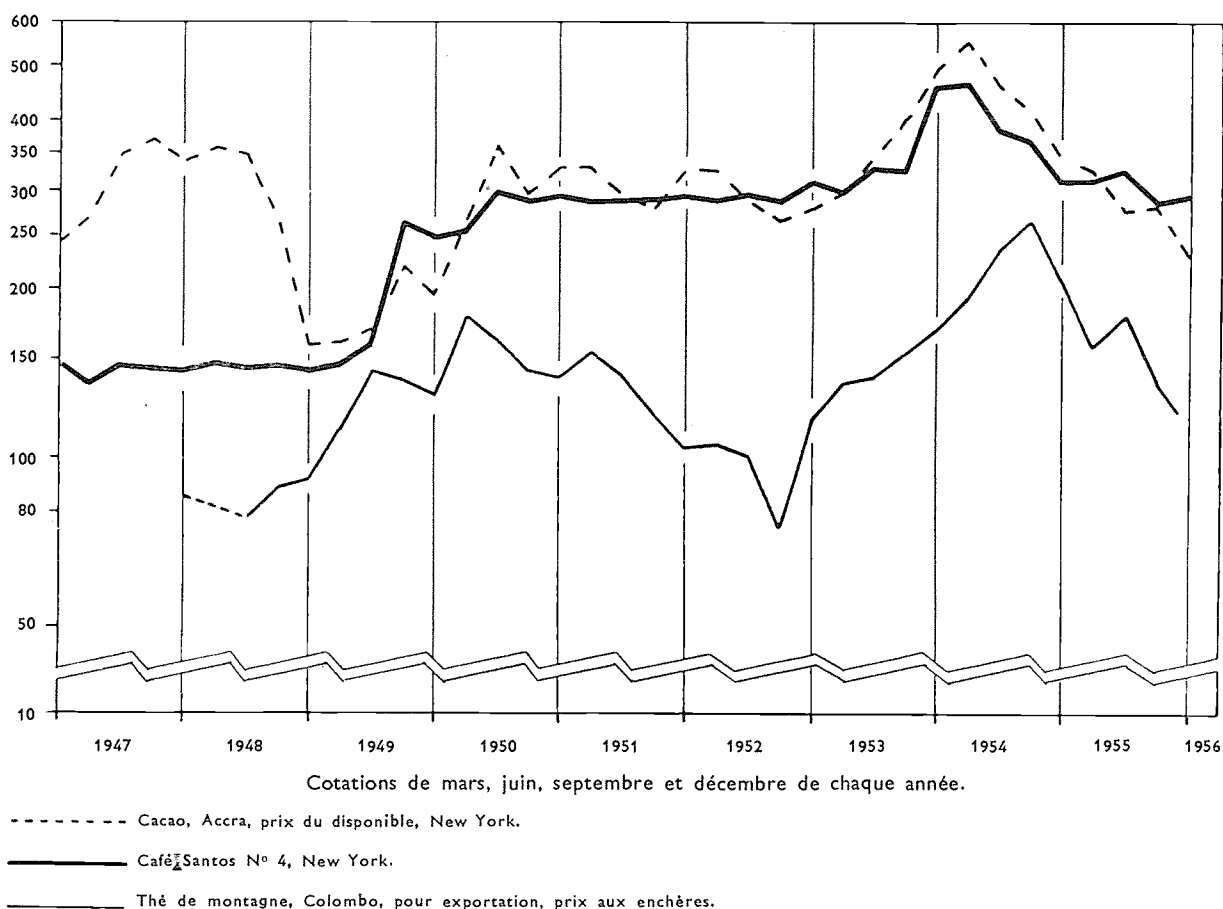
Café

La production mondiale atteindra vraisemblablement dans l'année en cours 44 millions de sacs (2 640 000 tonnes), et dépassera donc d'environ 7 pour cent celle de 1954/55 et de 13 pour cent la moyenne de 1950-53. Le total de 1955/56 aurait même été plus élevé encore si les récoltes de la Colombie et de l'Amérique centrale n'avaient diminué soudainement et fortement, apparemment sous l'influence de conditions atmosphériques défavorables. D'autre part, la production a continué à augmenter en Afrique et dans d'autres régions et, au Brésil, la récolte de 1955/56 a marqué, avec 23 300 000 sacs (1 400 000 tonnes) un record d'après-guerre (graphique II-8).

L'amenuisement des stocks dans les pays consommateurs et la baisse des cours ont stimulé la demande durant toute l'année 1955 et la première partie de 1956. Les importations des États-Unis, qui avaient fortement diminué avec la hausse marquée des prix en 1954, ont remonté de 15 pour cent, mais sont encore inférieures de 7 pour cent à celles de 1953. Aux États-Unis, la consommation par habitant, qui avait souffert de la hausse des prix, s'est relevée aussi, mais en 1955 elle était encore inférieure de 16 pour cent à la moyenne des années de l'après-guerre immédiat. La France, l'Allemagne occidentale et d'autres pays européens ont continué à augmenter leurs importations ; toutefois, en dépit du fort accroissement des revenus, la consommation par habitant est encore inférieure au niveau de 1934-38. D'après des chiffres provisoires, les importations mondiales en 1955 atteindront presque 34 millions de sacs (2 200 000 tonnes), soit 12 pour cent de plus qu'en 1954.

La reprise de la consommation et, surtout, une évolution défavorable de la production, ont donné aux prix du café une plus grande

GRAPHIQUE II-7. Indices des prix du café, du thé et du cacao
(1946 = 100)



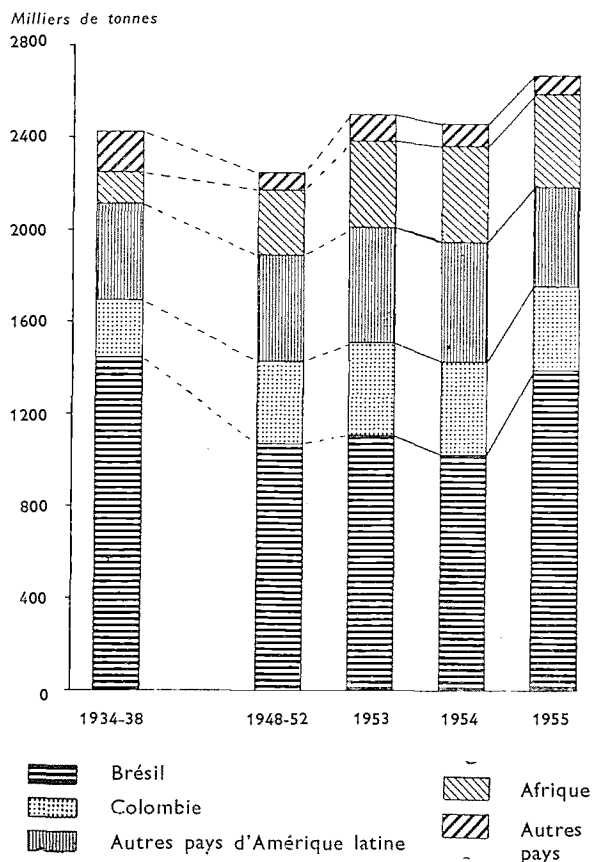
fermeté qu'il n'avait été prévu (graphique II-7). La baisse de la production de café colombien et d'autres cafés « mild » a provoqué une forte hausse des prix qui a raffermi par contre-coup les prix des variétés brésiliennes. Néanmoins, l'écart entre les variétés « mild » et le Santos standard, normalement de 3 à 5 cents des États-Unis, a atteint jusqu'à 15 cents, ce qui représente un maximum pour ces dix dernières années. L'annonce des sérieux dégâts infligés par les gelées à la production brésilienne de 1956/57 a donné à partir de septembre 1955 une certaine stabilité aux prix qui ont été soutenus aussi par la fermeté des cafés des meilleures qualités. Toutefois, le marché a faibli pour les « robusta » d'Afrique sous la pression d'une offre plus abondante. Les derniers renseignements sur la situation indiquent que les prix sont encore rémunérateurs, tout au moins jusqu'à la fin de l'année. Bien que les prévisions sur la récolte brésilienne de 1956 ne soient pas sûres, il est maintenant

admis que la production mondiale de 1956/57 sera inférieure à celle de 1955/56. Les cotations à terme pour les échéances les plus éloignées sont en conséquence passées de 41 cents en septembre 1955 à 51 cents en mai 1956. Il reste toutefois le risque de voir, comme en 1954, les prix élevés du café influencer défavorablement la consommation et les importations. Bien que l'on ne puisse prévoir de variations brusques de la consommation, il est possible que l'amélioration qui s'est amorcée l'année dernière subisse un arrêt temporaire, ce qui aggraverait les conséquences d'une forte augmentation éventuelle de l'offre.

Thé

L'année 1955 a connu une production record de thé. Celles de l'Inde et de Ceylan ont augmenté plus qu'il n'avait été prévu au cours des derniers mois de l'année, et la production

GRAPHIQUE II-8. Production de café



africaine s'est développée d'une manière continue. Par contre, au Pakistan et en Indonésie les récoltes ont été légèrement inférieures à celles de l'année précédente. Sous l'action de divers facteurs, dont certains étaient d'ordre administratif, les exportations ont diminué. Les exportations africaines au contraire ont augmenté, et Ceylan a pu maintenir les siennes au niveau de 1954. Les exportations indiennes, indonésiennes et pakistanaïses ont diminué.

Cette situation des disponibilités et du commerce, jointe à d'autres facteurs, a agi sur les prix (graphique II-7). La décision du gouvernement indien de limiter à 140 millions de livres (63 500 tonnes) les envois aux enchères de Londres a eu pour résultat de rendre insuffisants les moyens d'entreposage, de surcharger les enchères à Calcutta et de faire tomber les prix à partir de juillet 1955. Un autre facteur a été la baisse de qualité des thés indiens et ceylanais, par suite d'une cueillette moins sélective. Des stocks importants se sont accumulés dans les pays producteurs. A Londres, par contre, l'insuffisance des disponibilités s'est traduite par

une hausse des prix en automne 1955. Cependant, au début de mars 1956, le gouvernement indien a temporairement aboli le contingentement des exportations. De ce fait, les exportations augmenteront probablement et les prix seront plus uniformes sur les divers marchés aux enchères. Il semblerait que l'on envisage pour cette année, en Inde, le retour à une réglementation des plantations. Toutefois, les perspectives ne sont pas défavorables, en dépit de l'abondance des disponibilités. Les stocks sont faibles au Royaume-Uni, on peut s'attendre à une augmentation des importations sur pratiquement tous les marchés de consommation et, à condition que la qualité du produit soit acceptable, les prix se maintiendront probablement fermes.

Tabac

Malgré le niveau record des stocks aux Etats-Unis, le marché mondial du tabac demeure plutôt stable. La production, la consommation et le commerce mondiaux se sont développés encore en 1955 et la production et la consommation devraient continuer à augmenter en 1956. Malgré l'existence de stocks excédentaires, on ne prévoit pas de baisse générale des cours. La limitation des cultures, le contrôle du commerce et les achats de stabilisation effectués par l'Etat sont des mesures d'application générale.

En 1955/56, la production de tabac en feuilles *flue-cured* a été beaucoup plus forte que celle de 1954/55 aux Etats-Unis, au Japon et aux Philippines. Elle a diminué au Canada et en Inde, tandis qu'elle n'a pratiquement pas varié en Rhodésie du Sud. La production de tabac d'Orient en feuilles a marqué une nouvelle augmentation de 15 pour cent.

Aux Etats-Unis, les stocks de tabac en feuilles de production nationale, toutes catégories, atteignaient, au 1^{er} janvier 1956, 2 300 000 tonnes (poids/vente à la ferme), ce qui représentait une augmentation de 9 pour cent durant l'année 1955. Toutefois pour les stocks financés par l'Etat, l'augmentation a été de 50 pour cent. Les stocks n'ont que peu augmenté au Canada et les stocks de tabac cubain, détenus par le Fonds de stabilisation du tabac, ont diminué. Quant au tabac d'Orient, malgré l'augmentation soutenue de la production, les stocks de report n'étaient pas importants, sauf en Turquie. On croit que dans les pays importateurs les stocks ont augmenté en 1955 ; à la fin de l'année, ceux

du Royaume-Uni étaient les plus forts depuis la guerre.

Aux Etats-Unis, les prix aux enchères du tabac *flue-cured* en feuilles de la récolte 1955 étaient sensiblement les mêmes que ceux des deux campagnes précédentes, mais une plus grande partie de la récolte a été livrée en gage de prêts du gouvernement. En Rhodésie du Sud, les prix aux enchères du tabac *flue-cured* ont dépassé légèrement en 1955 ceux de 1954, mais aux ventes effectuées durant les premières semaines de 1956, les prix ont été inférieurs de 20 pour cent aux prix pratiqués pendant la même période de 1955. L'office de commercialisation a suspendu les enchères en avril et a engagé des négociations avec les manufactures britanniques afin d'écouler à de meilleures conditions le produit de la récolte record. La valeur unitaire des exportations grecques a été de 1,40 dollar des Etats-Unis le kilogramme en 1955, contre 1,18 dollar en 1954. Etant donné l'accroissement de la récolte en 1955, le gouvernement grec a annoncé en avril 1956 qu'il achèterait environ 8 000 tonnes de tabac afin de stabiliser le marché. La valeur unitaire des exportations turques a atteint 1,46 dollar le kilogramme en 1955, contre 1,34 dollar en 1954. Le gouvernement ture a accordé aux producteurs une subvention d'environ 9 cents des Etats-Unis par kilogramme pour tout le tabac qu'ils vendront au cours de la campagne actuelle.

Les exportations mondiales ont augmenté en 1955. Les Etats-Unis ont exporté 244 300 tonnes contre 205 700 tonnes en 1954. L'augmentation provient pour la moitié environ des ventes réglées en monnaie nationale par les importateurs (en vertu de la *Public Law 480*). Les exportations canadiennes aussi ont beaucoup augmenté.

La consommation continue à s'accroître dans presque tous les pays, y compris les Etats-Unis où la consommation de cigarettes avait faibli en 1953 et 1954. La production augmentera probablement en 1956, sauf aux Etats-Unis où la superficie des cultures a été limitée davantage. A la longue, les efforts des pays importateurs pour se suffire à eux-mêmes pourraient rendre plus aiguë la concurrence sur le marché d'exportation et provoquer enfin une certaine baisse des prix, à moins que les principaux exportateurs ne soient disposés à limiter encore davantage leur production et leurs exportations.

Coton

D'après les renseignements actuels, les stocks de report à la fin de la campagne 1955/56 pour-

raient atteindre environ 24 millions de balles, soit une augmentation d'à peu près 2 millions de balles qui, encore une fois, serait due surtout à la production des Etats-Unis. On estime que la production mondiale atteindra en 1955/56 le volume record d'environ 39 millions de balles ; quant à la consommation, il est peu probable qu'elle dépasse de beaucoup les 36 600 000 balles de l'année dernière.

Durant la première moitié de la campagne 1955/56, les prix d'exportation des cotons autres que ceux des Etats-Unis ont subi une forte baisse en prévision de la vente à des prix de concurrence de 1 million de balles prélevées sur les stocks de la CCC. En décembre, ces prix étaient, dans certains cas, inférieurs de 20 pour cent et même davantage à ceux des Etats-Unis. Les prix des cotons à fibres longues et à fibres ne dépassant par 15/16" (comparables aux cotons des Etats-Unis que la CCC devait vendre aux enchères) étaient touchés aussi, mais à un moindre degré. Entre temps, les prix du coton aux Etats-Unis ont acquis de plus en plus de fermeté en raison des quantités importantes déposées auprès de la CCC, et cette tendance se maintient par suite du resserrement de l'offre sur le marché libre. Commencée en janvier, la vente de 1 million de balles de coton par la CCC s'est terminée au début de mars à des prix qui étaient,

TABLEAU II-14. — DISPONIBILITÉS DE COTON, 1951-55

RUBRIQUE	1951/ 52	1952/ 53	1953/ 54	1954/ 55	1955/ 56 (chif- fres provi- soires)
	..... Millions de balles				
Report au 1 ^{er} août (total)	11,8	15,0	17,1	20,2	22,0
Production					
Etats-Unis . . .	15,1	15,2	16,4	13,6	14,5
Autres pays . .	21,3	21,7	22,9	24,9	25
Disponibilités totales	48,2	51,9	56,4	58,7	61
Consommation totale	33,1	34,6	36,0	36,6	37
A reporter au 31 juil.					
Etats-Unis . . .	2,8	5,6	9,7	11,2	14
Autres pays . .	12,2	11,5	10,5	10,8	10
Exportations:					
Etats-Unis . . .	5,5	3,0	3,8	3,4	2
Autres pays . .	6,6	8,7	9,2	8,6	...
Total	12,1	11,7	13,0	12,0	...

SOURCE : Comité consultatif international du coton et Département de l'agriculture des Etats-Unis.

¹ Estimation.

pour le Middling 15/16", inférieurs de 23 pour cent au prix de soutien officiel, tandis que les prix des cotons d'autres provenances, en particulier ceux à fibres plus longues, retrouvaient totalement ou partiellement leur niveau antérieur.

Jusqu'à la mi-mars, les exportations des Etats-Unis se sont poursuivies à un taux qui était inférieur de plus de la moitié à celui de la campagne précédente et, bien que l'on puisse prévoir une certaine amélioration lorsque se terminera l'expédition du million de balles de la CCC et celle des quantités exportées au titre de la *Public Law 480*, le volume total des exportations sera notablement inférieur à celui de l'année précédente. D'autre part, les autres pays, à part le Brésil et la Turquie, ont augmenté leurs exportations et l'on prévoit que la plus grande partie des disponibilités exportables de coton de la campagne actuelle seront vendues cette année même. Au total, on estime que le volume du commerce mondial sera peut-être cette année inférieur de 1 million de balles à celui de l'année dernière.

Toutefois, la tendance des prix et du marché dans les prochains mois sera conditionnée surtout par la réalisation d'un vaste programme, annoncé en mars, comportant l'écoulement à des prix de concurrence des stocks de coton de la CCC, de toutes longueurs et de toutes qualités, dont la livraison aura lieu au cours de la prochaine campagne. Cette décision, qui fait suite à la première livraison de 1 million de balles, représente une phase importante de la politique américaine d'exportation qui vise à rendre aux Etats-Unis leur place traditionnelle sur le marché mondial du coton. A la mi-juillet, 3 millions de balles avaient été vendues par la CCC à des prix qui, jusqu'à la mi-mai, se situaient aux environs de 27,50 cents la livre pour le Middling 15/16"; mais par la suite, conformément aux nouvelles mesures législatives, ces prix pouvaient descendre jusqu'à 25,5 cents selon l'intensité de la concurrence. Ces prix seront applicables aux exportations de coton aussi bien manufacturé que brut.

Il est difficile d'apprécier dès maintenant dans quelle mesure la chute des prix découragera la production. Le prix de soutien établi aux Etats-Unis pour la récolte 1956/57 de coton *upland* a été ramené de 90 à 82,5 pour cent de la parité, tandis que le prix de soutien du Middling 15/16" tombait de 33,50 à 31,10 cents par livre, ce qui représente une réduction relativement faible. Les limitations de cultures imposées sont les

plus sévères que la loi autorise. Ailleurs, la chute des prix plus marquée contribuera peut-être encore davantage à décourager la production, en particulier dans les pays cotonniers de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud et chez les producteurs de fibres artificielles en Europe.

Laine

Depuis la reprise des enchères en 1956 dans les dominions de l'hémisphère austral, les marchés lainiers sont restés fermes et les cotations ont été un peu supérieures au niveau atteint durant la première moitié de la campagne. Les troubles ouvriers éprouvés en Australie ont peut-être contribué à donner au marché cette fermeté.

On estime que les tontes mondiales atteindront cette année le chiffre record de 1 200 000 tonnes (laine dessuintée). A ces disponibilités il faut ajouter plus de 40 000 tonnes restant au début de cette année des tontes sud-américaines de l'année dernière, et environ 30 000 tonnes de laine détenues par la CCC aux Etats-Unis. Depuis la mise en vigueur en Argentine, en décembre 1955, d'une nouvelle réglementation des changes, le marché est devenu plus actif, et il semble qu'une bonne partie de la laine des tontes précédentes, tout au moins en Argentine, pourra être écoulée. A peu près 20 pour cent des stocks de la CCC aux Etats-Unis ont été vendus au cours des six mois qui ont suivi novembre 1955.

Si l'offre sur le marché de la laine est cette année plus abondante que jamais, la consommation se maintient aussi à un niveau comparativement élevé. On estime que 1 200 000 tonnes de laine (laine dessuintée) ont été consommées en 1955, soit une augmentation de 3 pour cent sur l'année dernière. L'augmentation de la production des textiles de laine a été proportionnellement un peu plus forte, en raison du développement relativement important de l'emploi de matières premières autres que la laine neuve. Mais, à la suite de la baisse des prix de la laine en septembre, la proportion des textiles de laine neuve a augmenté à nouveau.

Jute

Les prix ont été fermes en 1955/56, en partie grâce au maintien au Pakistan, malgré la dévaluation, du prix minimum d'exportation établi la campagne dernière sur la base de la livre sterling, et aussi en partie à cause de la lenteur des

arrivages sur les marchés ruraux. En outre, les manufactures de l'Inde et des pays d'outre-mer paraissent avoir acheté en fortes quantités au cours de la première moitié de la campagne 1955/56. Il est donc possible que le rythme de ces achats se ralentisse dans les derniers mois de la campagne.

Le volume de la production a dépassé probablement 2 millions de tonnes en 1955/56, dont 1 300 000 tonnes au Pakistan et 900 000 tonnes (y compris le mesta) en Inde. La consommation des manufactures locales et les exportations ont absorbé 1 830 000 tonnes en 1954/55, ce qui a entraîné une certaine diminution des stocks chez les utilisateurs. Il se peut qu'en 1955/56 les besoins soient plus importants, de sorte qu'à la fin de la campagne les pays producteurs ne disposeront pas de forts tonnages invendus. Les perspectives pour 1956/57 sont plus incertaines. On croit savoir que les semailles ont augmenté de 25 pour cent au Pakistan, mais on signale que les inondations ont causé des dégâts qui se répercuteront sur la récolte. Les milieux commerciaux prévoient une récolte de 1 450 000 tonnes pour le Pakistan et de 800 000 tonnes pour l'Inde. D'autre part, les marchés des articles de jute, où la concurrence s'accroît, ne paraissent pas devoir prendre une expansion très marquée. Calcutta n'a pas écoulé entièrement sa production qui a augmenté, et l'activité s'est ralentie dernièrement à Dundee. Lorsque les stocks se seront reconstitués, cette situation influera probablement sur la demande de jute brut de la part des manufactures. Il est par conséquent fort possible que le rapport de l'offre et de la demande pendant la campagne 1956/57 exerce une certaine pression sur les prix.

Fibres dures

La production de fibres dures a atteint en 1955 un chiffre record de 740 000 tonnes, mais elle a été dépassée par l'accroissement de la consommation. La plus grande partie du supplément de production a porté sur le sisal, dont le volume a totalisé 450 000 tonnes environ, et tous les gros producteurs ont manufacturé plus de fibres que l'année précédente. Les Philippines ont légèrement augmenté leur production d'abaca, mais on est en train d'abandonner plusieurs plantations en Amérique centrale. La production d'henequen du Yucatan a fortement baissé ; cependant, les corderies locales ont continué à travailler à leur capacité maximum

en ayant recours aux stocks accumulés les années précédentes. Cette année toute leur fabrication est retenue à l'avance.

Du fait de l'entrain manifesté par la demande en raison, notamment, de l'amélioration des récoltes de céréales et de foin et du développement de l'activité dans le secteur de la construction navale et du bâtiment, les stocks de fibres dures détenus dans les pays producteurs ont presque disparu. Au Brésil et au Mexique, la situation monétaire a particulièrement stimulé l'écoulement des stocks. Les cours internationaux des fibres dures ont été assez fermes ces derniers mois, mais toute tendance marquée à la hausse se heurte à une forte résistance des acheteurs. Les perspectives indiquent une augmentation de la production des fibres dures.

Caoutchouc

La consommation mondiale de caoutchouc naturel et synthétique a marqué un record en 1955, dépassant de 15 pour cent celle de l'année précédente. Presque tous les pays possédant des manufactures de caoutchouc ont augmenté leur consommation. C'est aux Etats-Unis, où la consommation avait été relativement faible l'année précédente, que l'expansion a été la plus forte (24 pour cent). La demande a repris au cours du troisième trimestre de 1954, mais en réalité la demande de caoutchouc naturel, dont les prix sont plus avantageux, avait déjà commencé à augmenter avant cette période, tandis que la demande de caoutchouc synthétique diminuait.

Le prix du caoutchouc naturel a augmenté rapidement en 1955 pour atteindre un maximum en septembre. La moyenne de l'année a dépassé de 70 pour cent celle de 1954. Malgré ces prix très élevés, la production mondiale de caoutchouc naturel, tout en atteignant un chiffre record, n'a augmenté que de 6 pour cent, ce pourcentage étant plus élevé chez les petits exploitants que dans les grandes plantations.

La hausse des prix du caoutchouc naturel les a portés à peu près au double de ceux du caoutchouc synthétique, dont la production a augmenté de 52 pour cent en 1955 pour atteindre un volume voisin de la limite de la capacité actuelle de production. Un fait est à noter dans ce développement de la consommation du caoutchouc synthétique : les Etats-Unis ont triplé leurs exportations de ce produit et il s'ensuit que les pays non producteurs, qui n'en utilisaient que de petites quantités, ont fortement augmenté leur consommation.

TABLEAU II-15. — PRODUCTION, CONSOMMATION ET PRIX DU CAOUTCHOUC NATUREL ET SYNTHÉTIQUE

RUBRIQUE	1950	1951	1952	1953	1954	1955	
	..... Milliers de tonnes						
<i>Consommation mondiale</i>							
Caoutchouc naturel	1 732	1 521	1 478	1 656	1 793	1 867	
Caoutchouc synthétique . .	589	826	899	887	752	1 074	
Total	2 321	2 347	2 377	2 543	2 545	2 941	
Pourcentage du caoutchouc naturel.	75	65	62	65	70	64	
<i>Production mondiale</i>							
Caoutchouc naturel	1 890	1 915	1 819	1 756	1 832	1 941	
Caoutchouc synthétique . .	544	923	892	951	727	1 102	
Total	2 434	2 838	2 711	2 707	2 559	3 043	
<i>Excédent de la production de caoutchouc naturel par rapport à la consommation</i>	158	394	341	100	39	74	
							Mars 1956
	..... Equivalent cents E.-U. la livre						
<i>Prix</i>							
Caoutchouc naturel, Singapour N° 1 R.S.S.	35,34	55,27	31,39	22,03	21,99	37,30	31,69
Caoutchouc synthétique, États-Unis, G-R-S	19	25	23,5	23	23	23	...

SOURCE : Groupe d'études international du caoutchouc.

Dans les premiers mois de 1956, un certain fléchissement de la demande paraissait probable en raison du ralentissement de la production automobile aux États-Unis et au Royaume-Uni. En outre, l'accroissement des disponibilités de caoutchouc synthétique à des prix plus avantageux, et la perspective de la mise en route des usines en construction en Europe et en Amérique du Nord, ont fortement influencé le marché du caoutchouc naturel. De ce fait, les cours du caoutchouc naturel ont baissé pendant le premier semestre de 1956, tout en restant plus élevés que ceux des caoutchoucs synthétiques équivalents.

Produits forestiers

L'expansion régulière de l'industrie, et de l'activité économique en général, a continué à faire augmenter la demande pour la plupart des produits forestiers en 1955. De nouveaux records furent marqués par la production mondiale de bois ronds, qui a augmenté d'environ 5 pour cent en 1955, principalement dans les caté-

gories industrielles. La forte demande des scieries et des fabriques de pâte, notamment en Amérique du Nord, en Europe et en U.R.S.S., est le principal facteur qui a fait augmenter la production mondiale de bois ronds. En 1956, bien que les perspectives générales soient plutôt favorables, aussi bien pour la consommation que pour le commerce, la production mondiale de bois ronds paraît devoir augmenter dans des limites plus modestes. En Amérique du Nord et en Europe, le ralentissement de l'activité industrielle dans son ensemble et le niveau relativement élevé des stocks de sciages existant au début de 1956 ont déjà réduit quelque peu la demande de grumes de sciage. Par contre, la demande de bois de pâte augmentera sans doute encore en 1956, qui marquera peut-être ainsi un nouveau record pour la production de bois ronds industriels.

La production et le commerce des sciages ont été en général plus élevés qu'en 1954 et les cours, tombés très bas en 1952 et 1953, se sont relevés nettement. On ne pense pas, en général, que le fort ralentissement de l'activité sur le marché

TABLEAU II-16. — PRODUCTION ET COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS

PRODUIT		1953	1954	1955
		.. Millions de mètres cubes ..		
Bois ronds	Production	1 450	1 506	1 575
	Export.	17	19	23
Sciages	Production	269	270	284
	Export.	27	30	34
Contre-plaqué	Production	8	9	10
	Export.	1/2	1	1
		.... Millions de tonnes		
Pâte de bois	Production	38	42	46
	Export.	6	7	7
Papier journal	Production	10	11	12
	Export.	6	6	7
Autres papiers et cartons	Production	38	41	45
	Export.	2	3	3

européen des sciages, qui a marqué le début de l'année, par suite de l'accumulation de stocks en 1955 par quelques-uns des principaux pays importateurs, aura un effet notable sur le volume du commerce mondial en 1956, et l'on prévoit que la consommation totale des sciages en Europe ne fléchira pas. La torpeur générale du marché européen au début de 1956 paraît avoir légèrement réduit les prix de la plupart des catégories de sciages européens et cela contribuera sans doute à raffermir la position des sciages vis-à-vis des nombreux consommateurs qui préféraient d'autres produits au bois devenu trop cher.

La cherté actuelle du fret paraît s'opposer à toute forte augmentation des exportations de sciages de l'Amérique du Nord vers l'Europe, de même qu'elle peut influencer aussi les exportations vers l'Europe en provenance d'autres régions. On pense en général qu'en Amérique du Nord le niveau de la demande pour les sciages ne devrait pas fléchir en 1956, tandis que l'on prévoit dans les autres régions un certain développement de la consommation par rapport au niveau de 1955.

En ce qui concerne la pâte de bois et les produits dérivés, la demande, qui a gardé sa régularité et sa fermeté tout au long de 1955, s'est maintenue jusqu'à la période actuelle et l'on ne prévoit pas que la tendance de la consommation, qui est nettement à l'augmentation, puisse être sérieusement modifiée. On estime en

général que l'augmentation de la production dans les usines déjà en activité, avec celles des nouvelles fabriques de pâte et de papier qui seront créées en 1956, pourra suffire à satisfaire la demande mondiale croissante de ces produits, en particulier pour le papier journal, dont à certains moments l'offre sur le marché mondial a été insuffisante en 1955.

La consommation de la plupart des produits forestiers s'accroît donc rapidement dans beaucoup de pays et de grands progrès sont accomplis vers l'utilisation de massifs forestiers encore inexploités et vers l'introduction sur le marché de nouveaux types de bois. En Europe, toutefois, le niveau relativement élevé des coûts continue à freiner le développement normal de la consommation de sciages et tend à encourager le remplacement du bois, notamment dans l'industrie du bâtiment et pour l'emballage, par des produits de substitution, parmi lesquels divers produits fabriqués à partir de la pâte de bois. Parmi les importants progrès techniques accomplis tout récemment pour satisfaire la demande croissante de bois et pour utiliser plus rationnellement le bois comme matière première, on peut citer l'expansion rapide d'industries produisant des panneaux d'agglomérés de types sans cesse plus variés.

LES PRIX ET LE PRODUCTEUR

Revenus agricoles

Les revenus agricoles semblent avoir diminué en 1954 et 1955, ou, dans la meilleure des hypothèses, n'avoir que très modérément progressé, ce qui contraste avec la tendance à l'accroissement des revenus dans la plupart des autres secteurs de l'économie. Cette tendance décroissante a été principalement déterminée par le mouvement des prix, et les rares pays qui font exception — comme l'Italie et le Japon — sont généralement ceux où le volume de la production a augmenté de façon marquée. Toutefois, les gains limités enregistrés dans ces pays sont loin de suffire à compenser le fléchissement relativement prononcé aux Etats-Unis et dans un certain nombre de pays européens importants.

Certains secteurs agricoles, comme la production laitière en Australie, ont été plus touchés que d'autres par l'évolution défavorable des prix et dans nombre de pays les petites entreprises ont perdu du terrain par rapport aux grandes exploitations. Les revenus par habitant n'ont pas

GRAPHIQUE II-9. Revenu agricole brut, dépenses et revenu net
(1953/54 = 100)

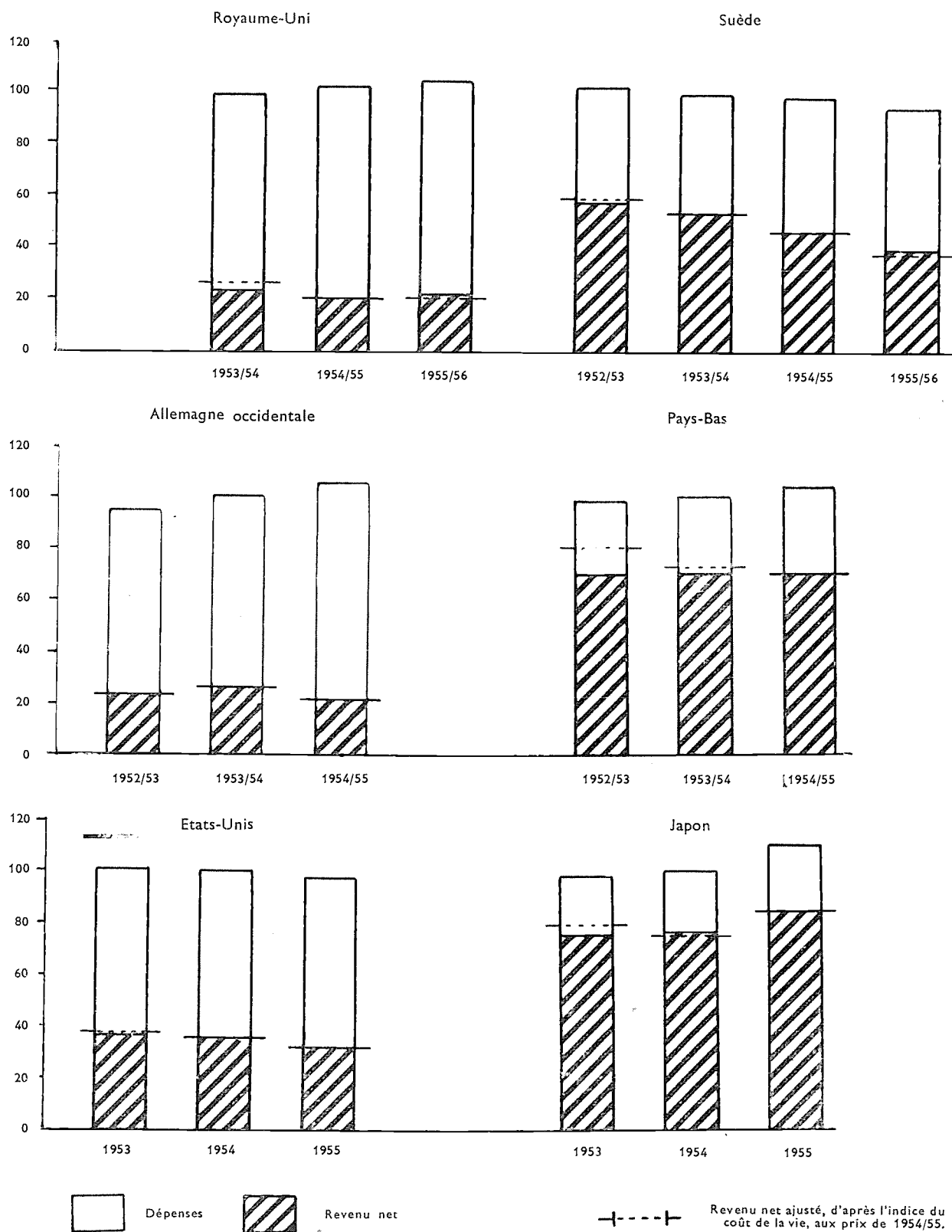


TABLEAU II-17. — POPULATION AGRICOLE ET NON AGRICOLE AUX ETATS-UNIS

ANNÉE	Population agricole	Population non agricole	Population agricole en pourcentage de la population non agricole
	..... <i>Milliers</i>		<i>Pour cent</i>
Moyenne 1936-39 . . .	31 209	98 100	32
1946.	26 483	114 906	23
1951.	24 160	130 200	19
1955.	22 108	143 000	15

SOURCE : Département de l'agriculture des Etats-Unis.

diminué aussi fortement que le revenu agricole global, du fait que, dans la plupart des pays, la population agricole, y compris les ouvriers agricoles, n'a cessé de diminuer.

On estime qu'aux Etats-Unis les revenus nets des agriculteurs en 1955 ont diminué de 9 pour cent par rapport à ceux de 1954. Le volume de la production a augmenté et le fléchissement des revenus doit être attribué aux prix plus bas des produits agricoles, ainsi qu'à une légère augmentation des frais d'exploitation. Etant donné l'exode rapide des populations rurales (tableau II - 17), les revenus agricoles par habitant en 1955 n'ont diminué que de 6 pour cent par rapport à 1954 et de 12 pour cent par rapport à 1951, année la plus favorable de l'après-guerre. A l'heure actuelle, on prévoit que les revenus diminueront encore en 1956. Ce phénomène contraste aux Etats-Unis avec la situation dans les secteurs non agricoles, où les revenus par habitant ont augmenté de 4 pour cent.

Au Canada, les revenus en espèces des agriculteurs ont été légèrement inférieurs en 1955 à ce qu'ils étaient en 1954, mais des stocks plus importants compensent largement une faible augmentation des frais d'exploitation et d'amortissement, de sorte qu'on enregistre un accroissement du revenu global net.

On ne dispose pas encore de données complètes pour l'Océanie, mais il semble bien que les revenus des agriculteurs aient été assez stables si l'on compare 1955 avec 1954. Les recettes brutes de l'agriculture en Australie ont été influencées par une baisse des prix de la laine de bonne qualité ainsi que du blé et des produits laitiers durant 1955, mais cette baisse a été compensée par une augmentation du volume général de la production. En Nouvelle-Zélande, les prix reçus par les agriculteurs sont restés

assez stables, tandis que la tendance ascendante de la production s'est maintenue. En Australie comme en Nouvelle-Zélande, on croit savoir que les dépenses sont restées assez stables et il est donc probable que les revenus agricoles n'ont guère subi de modifications importantes par rapport à l'année précédente.

En Europe, la caractéristique générale a été une augmentation assez sensible des dépenses totales entre 1954 et 1955, mais son incidence sur les revenus n'a pas été uniforme, en raison des variations de la production dues aux conditions atmosphériques et des méthodes différentes appliquées en matière de contrôle des prix et des revenus, dont il est question dans une section ultérieure du présent chapitre. Au Royaume-Uni, c'est le mauvais temps qui a exercé la plus forte influence sur les revenus en 1954/55, et qui a renversé la tendance ascendante de la production pour la première fois depuis l'après-guerre immédiat. En dépit des prix plus élevés consentis dans les années récentes, le revenu agricole brut n'a que légèrement augmenté en 1954/55 par rapport à 1953/54. Les dépenses ont continué de s'élever et le revenu agricole net est tombé d'environ 15 pour cent. Des facteurs du même ordre ont joué en Suède, où les revenus nets ont diminué de 12 pour cent. Les premières estimations font supposer que le fléchissement a pu se poursuivre en Suède en 1955/56, mais que la tendance s'est renversée au Royaume-Uni.

En Allemagne occidentale et aux Pays-Bas, la valeur commerciale de la production agricole a augmenté entre 1953/54 et 1954/55. Toutefois, en Allemagne, les dépenses se sont élevées encore plus rapidement et les revenus nets ont baissé de près de 20 pour cent ; par contre, aux Pays-Bas, les dépenses ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions que la valeur de la production agricole, de sorte que les revenus nets sont restés stables. En Italie, la valeur commerciale brute de la production agricole s'est accrue de 6 pour cent environ. Ce phénomène est dû presque entièrement à l'accroissement du volume de la production, car les prix reçus par les agriculteurs sont restés stationnaires. Les dépenses ont également augmenté, mais les recettes nettes de l'agriculture en 1955 ont dépassé d'environ 5 pour cent celles de 1954.

Il vaut peut-être la peine de noter qu'en règle générale, lorsque les dépenses se sont accrues dans les pays européens, certains signes tendent à prouver que cela a été dû en partie à l'augmentation des achats de biens de produc-

tion et en partie seulement à la hausse des prix de ces derniers. Il semble donc que se soit maintenue la tendance à accroître les moyens de production mis en œuvre afin de produire plus intensivement, tendance déjà signalée dans l'édition de 1955 du présent Rapport.

En ce qui concerne l'Afrique, on ne possède de données que pour deux pays seulement — l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud. En Rhodésie du Sud le revenu brut des agriculteurs européens a augmenté d'environ 3 pour cent, tandis que les frais d'exploitation se sont accrus de 6 pour cent. Le revenu net réalisé par les exploitants a très légèrement diminué. En Union Sud-Africaine, le revenu net de l'agriculture a légèrement diminué entre 1953/54 et 1954/55; on ne possède pas de renseignements sur la valeur de la production ou sur les dépenses.

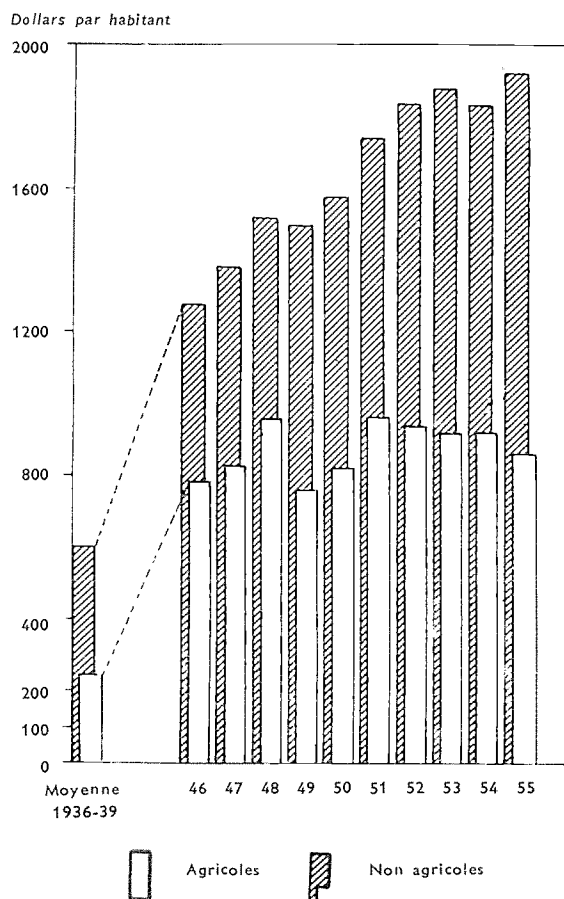
En dehors de ces régions, le seul pays pour lequel on dispose de données est le Japon, où les revenus agricoles ont augmenté en 1955/56 (année finissant en mars) par rapport à 1954/55. Le revenu en espèces a augmenté d'environ 14 pour cent, grâce surtout à des récoltes exceptionnelles, notamment de riz. Les dépenses agricoles se sont élevées de quelque 5 pour cent et l'augmentation nette du revenu des exploitants, provenant de leurs activités agricoles et non agricoles, a été de l'ordre de 7 pour cent.

Niveau relatif du revenu agricole

Les éditions antérieures du présent Rapport ont donné des estimations du revenu agricole par habitant comparé avec le revenu dans d'autres secteurs, estimations fondées sur les prévisions démographiques et les revenus globaux par branches d'activité. Ces estimations s'arrêtent à 1954 et on reconnaît qu'elles sont très imparfaites, mais elles restent le meilleur instrument de comparaison internationale dans ce domaine.

Dans quelques pays seulement les tendances sont assez nettes pour contraindre les possibilités d'erreur dans les données. Il n'y a guère de doute, cependant, que, par exemple, au Canada, au Japon, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et peut-être en Norvège, les populations qui dépendent de l'agriculture deviennent toujours moins prospères, par rapport à d'autres secteurs, qu'elles ne l'étaient au meilleur moment de la période d'après-guerre. En outre, il n'existe nulle part des signes d'une tendance persistante à l'amélioration. Les preuves assez maigres que l'on parvient à recueillir incitent à con-

Graphique II-10. Revenus agricoles et non agricoles aux Etats-Unis



SOURCE: Département de l'agriculture des Etats-Unis.

clure que si, dans l'ensemble, les revenus agricoles n'ont pas diminué de façon très marquée, le secteur agricole de la population a fortement perdu du terrain par rapport à la plupart des autres. Le graphique II-10 illustre l'évolution qui a eu lieu au cours d'un certain nombre d'années aux Etats-Unis.

Prix payés et prix reçus par les agriculteurs

Les renseignements statistiques dont on dispose au sujet des mouvements relatifs des prix payés et reçus par les agriculteurs sont incomplets, mais dans aucun des pays pour lesquels il existe des données on ne relève une tendance favorable aux agriculteurs. Dans la moitié d'entre eux environ, le rapport entre les prix payés et les prix reçus par les agriculteurs est resté stable, tandis que dans les autres il est devenu plus défavorable, à des degrés divers cependant.

C'est aux Etats-Unis que la détérioration a

TABLEAU II-18. — PRIX REÇUS ET PRIX PAYÉS PAR LES AGRICULTEURS ET RAPPORT ENTRE CES PRIX DANS DES PAYS REPRÉSENTATIFS

PAYS R - Prix reçus P - Prix payés Ra - Rapport R/P	1954				1955				1956
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
<i>Australie</i>	..... 1952/53 = 100.....								
R	98	96	95	91	94	94	88	...	...
P	101	102	102	102	103	104	104	...	...
Ra	97	94	93	89	91	90	85	...	...
<i>Canada</i>									
R	91	91	90	85	86	88	87	84	83
P	102	105	105	...	102	105	106	...	103
Ra	89	87	85	...	84	84	82	...	81
<i>Finlande</i>									
R	98	98	97	98	103	109	109	115	124
P	102	102	100	101	102	103	101	101	101
Ra	96	96	97	97	101	106	108	114	123
<i>Allemagne occidentale</i>									
R	100	101	102	100	101	102	105	107	111
P	100	99	99	100	102	100	99	100	101
Ra	100	102	103	100	98	101	105	107	111
<i>Japon</i>									
R	103	103	103	111	...	110	108	108	106
P	107	106	105	106	...	104	103	103	102
Ra	105	106	104	104	...	106	105	105	104
<i>Pays-Bas</i>									
R	103	100	99	105	98	90	93	106	102
P	101	102	101	106	108	106	104	104	107
Ra	101	98	98	99	91	85	89	102	95
<i>Etats-Unis</i>									
R	94	93	91	89	89	90	86	83	83
P	100	100	99	99	100	100	99	99	99
Ra	94	93	92	90	89	90	87	84	84

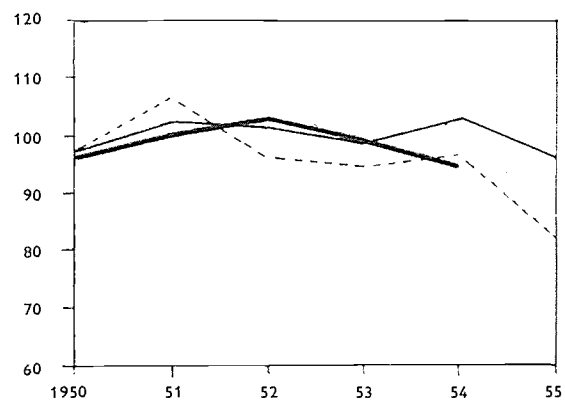
été le plus marqué, puisque le rapport des prix, qui, au début de 1955, était au niveau de 1935-39, est tombé à 6 pour cent au-dessous de ce niveau vers la fin de l'année. Une légère amélioration s'est produite au début de 1956, tant en ce qui concerne les prix reçus par les agriculteurs que leur rapport avec les prix payés par eux ; on ne prévoit aucun nouveau changement important dans le rapport des prix d'ici la fin de 1956. Au Canada, le rapport prix payés/prix reçus par les agriculteurs qui, en janvier 1954, dépassait de 3 pour cent le niveau moyen de 1935-39, était tombé à 7 pour cent au-dessous de ce niveau en janvier 1956.

En Europe, les mouvements des prix ont été irréguliers et rares sont les pays dans lesquels ils aient montré une tendance à une réelle fermeté. En Autriche et aux Pays-Bas, le rapport des prix a été moins favorable aux agriculteurs en 1955 qu'en 1954 ; il y a eu peu de changements en Suisse et une légère amélioration en Norvège. En Allemagne occidentale, bien qu'en moyenne la différence entre 1954 et 1955 ait été minime, on a enregistré en 1955 une tendance ascendante et le rapport des prix a été plus favorable pendant le premier trimestre de 1956 qu'à aucun moment depuis 1950. Il a subi un recul perceptible en Australie, mais ne s'est guère

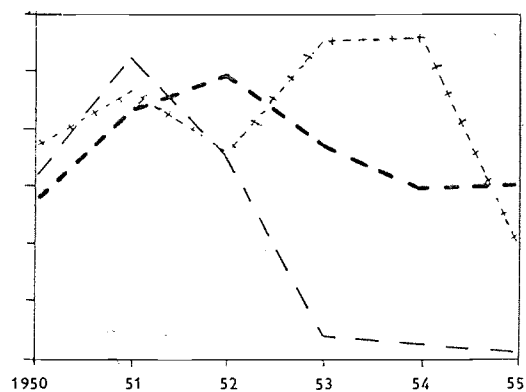
GRAPHIQUE II-11. Prix à la production de certains produits

Etats-Unis (1950-53 = 100)

Cultures

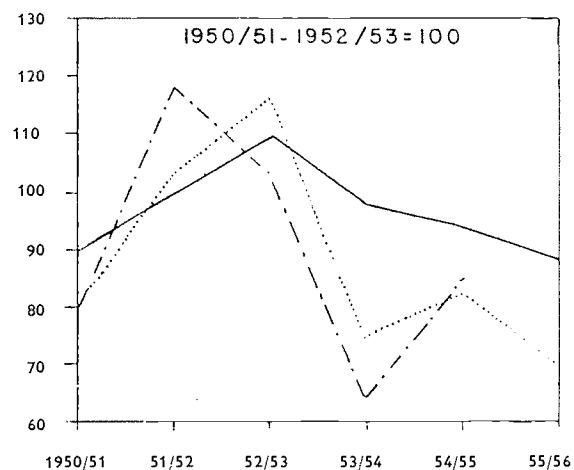


Produits de l'élevage

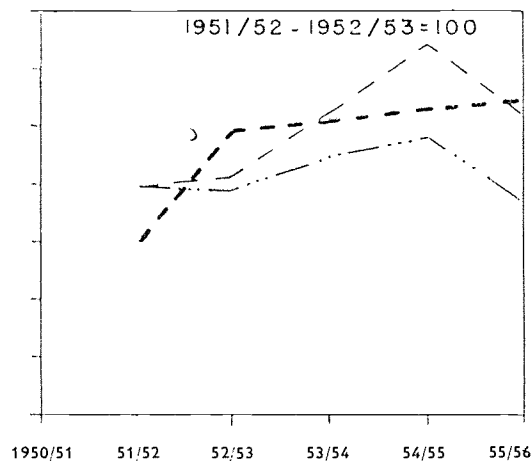


Australie

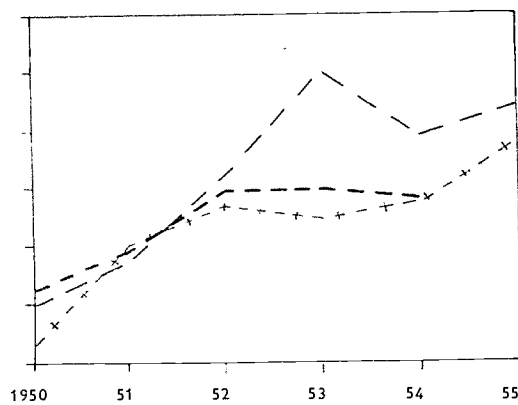
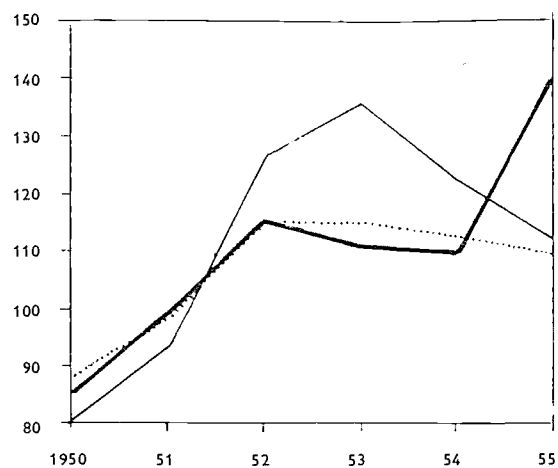
1950/51 - 1952/53 = 100



1951/52 - 1952/53 = 100



Suède (1950-53 = 100)

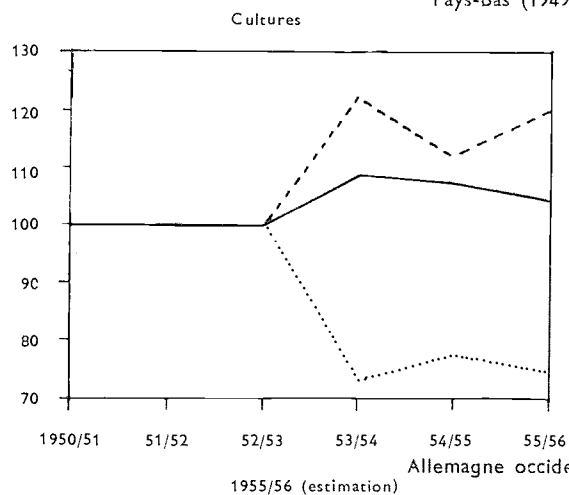


— Blé
 Orge
 - - - - - Maïs
 - . - . - Pommes de terre
 ——— Betteraves sucrières

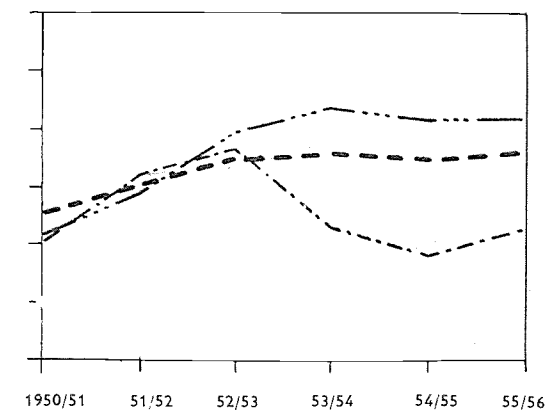
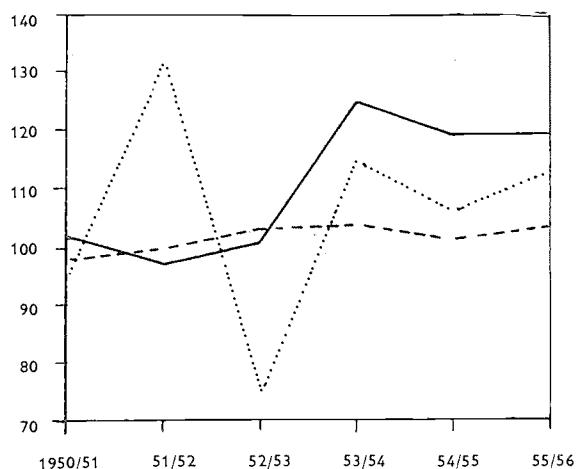
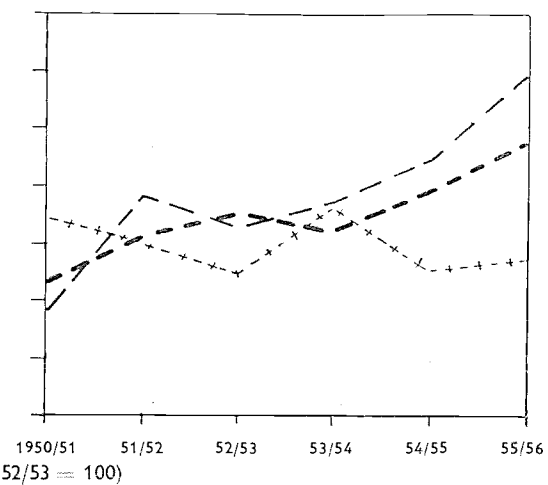
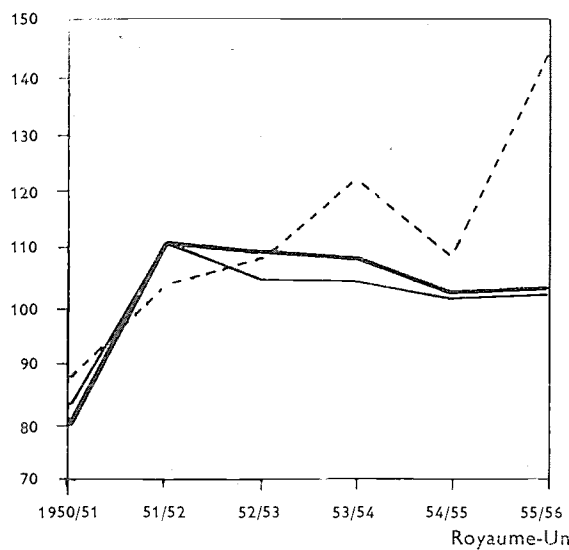
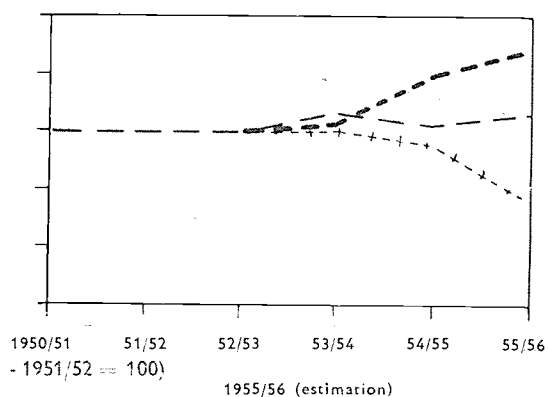
- - - - - Bovins
 + - + - + - + - Porcins
 Ovins
 - - - - - Lait

GRAPHIQUE II-11. Prix à la production de certains produits (fin)

Pays-Bas (1949/50 - 1952/53 = 100)¹



Produits de l'élevage



— Blé
 Orge
 --- Betteraves sucrières
 — Seigle

¹On ne dispose pas de données pour chaque année séparée de la période de base.

— Bovins
 --- Porcins
 --- Œufs
 - + - + - + - Lait (liquide)
 --- Animaux de boucherie

modifié au Japon. Aucune donnée n'a été publiée pour les autres pays.

Les prix à la production des produits des cultures avaient atteint un plafond assez net dans les années autour de 1952, tant dans des pays comme la Suède, le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale, où la production agricole est principalement destinée à la consommation intérieure, que dans des pays exportateurs comme les Etats-Unis et l'Australie. Le mouvement de baisse qui a suivi s'est amorcé un peu plus tard en Europe que dans les pays exportateurs et s'est étendu à presque toutes les cultures. Parmi les céréales, c'est le blé qui semble avoir le mieux maintenu son prix; toutefois, en Suède, en Allemagne et aux Pays-Bas, la betterave sucrière atteint peu à peu un prix relativement plus élevé que les autres produits, phénomène qui correspond à la tendance à compter de plus en plus sur la production intérieure.

En ce qui concerne les produits d'origine animale, il semble y avoir une différence très nette entre les pays européens, d'une part, et les Etats-Unis et l'Australie, d'autre part. Dans la majorité des pays européens, les prix ont continué d'augmenter, à quelques exceptions près: les œufs au Royaume-Uni et les porcins aux Pays-Bas, par exemple. Aux Etats-Unis, par contre, les prix des produits d'origine animale, comme ceux des produits d'origine végétale, ont baissé par rapport à leur niveau record de 1951 ou 1952. La baisse a en général été plus rapide pour les bovins que, par exemple, pour le lait ou les porcins. En Australie, les prix des produits de l'élevage ont monté rapidement au cours des quelques années antérieures à 1952 ou 1953, mais aucune tendance nette ne s'est dessinée depuis lors.

La caractéristique la plus générale des dépenses agricoles, qui cependant n'a pas d'influence sur les recettes de l'agriculture considérée comme un secteur de l'économie, a été l'augmentation des salaires agricoles et les améliorations apportées dans les conditions de l'emploi. Les salaires agricoles n'en restent pas moins, en général, parmi les plus bas qui soient payés dans une branche d'activité.

Les prix de certains éléments importants, tels que carburant pour tracteurs et entretien et réparation des machines et des bâtiments, ont également augmenté dans presque tous les pays. Les prix des engrais et des produits traités destinés à l'alimentation du bétail n'ont cependant pas suivi une tendance uniforme.

Les prix de nombreux biens de production

sont directement affectés par les mesures gouvernementales, qu'il s'agisse par exemple de taxes sur les carburants ou d'impôts sur le chiffre d'affaires pour les biens nécessaires à la production, et les modifications de prix ont souvent été utilisées pour encourager l'achat de ces articles afin de stimuler la production. Ces derniers temps, on note une tendance croissante, en Allemagne occidentale par exemple, à réduire le coût des biens de production, parfois au moyen de subventions, dans le but de soutenir les revenus agricoles. Il est ainsi possible de favoriser les revenus agricoles et la productivité sans accroître le coût des denrées alimentaires pour le consommateur.

LES PRIX ET LE CONSOMMATEUR

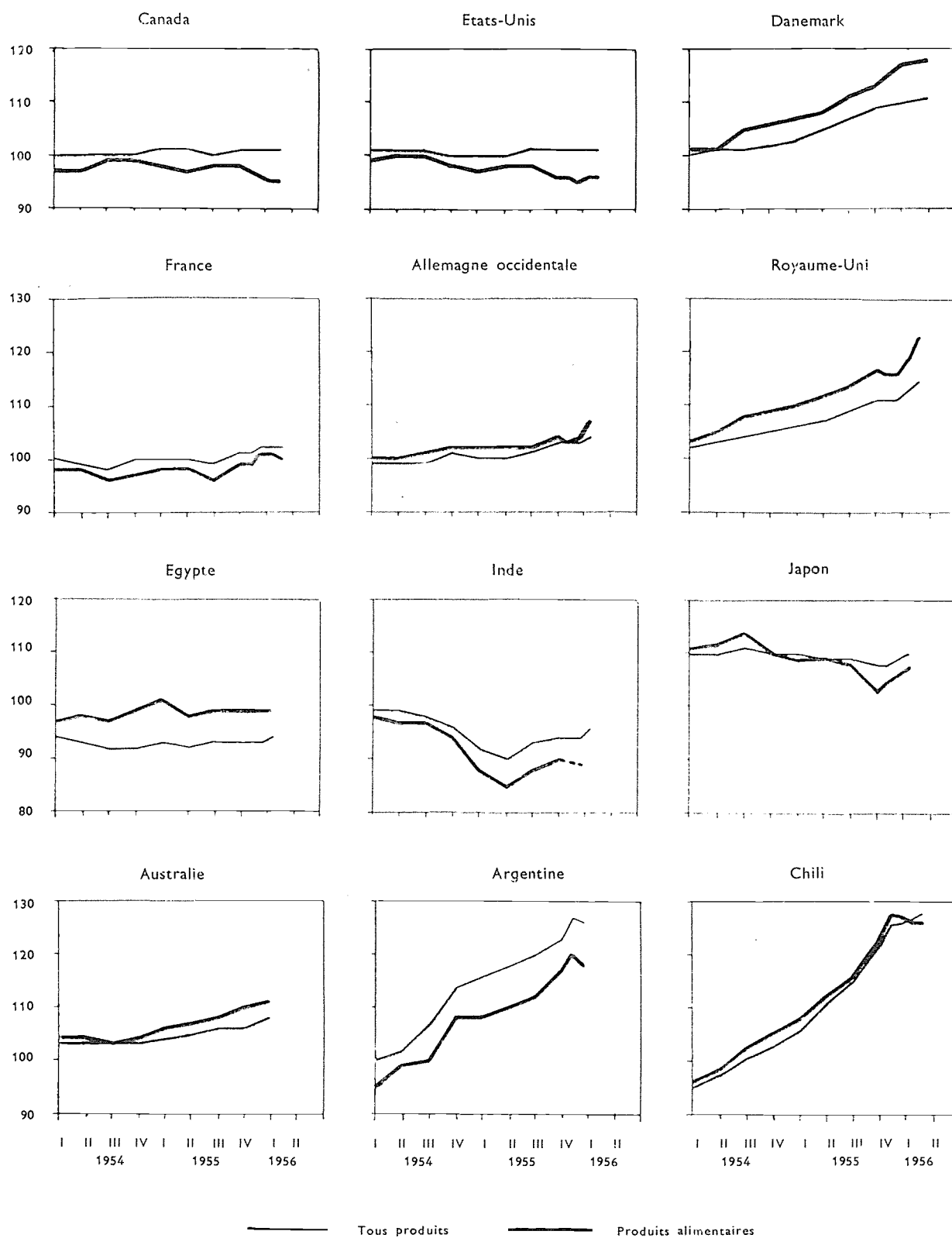
Prix de détail des denrées alimentaires

Bien que la situation de l'offre se soit en général améliorée, comme en témoigne dans de nombreux cas la baisse des prix à la production, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de changement très sensible dans les prix de détail des denrées alimentaires, ni dans l'absolu, ni par rapport au niveau général des prix de détail.

Les prix de détail des denrées alimentaires ont légèrement diminué dans certains cas, mais beaucoup moins, cependant, que les prix à la production. Les prix de détail ont été assez stables dans la plupart des pays; ils ont cependant parfois continué de monter par suite de modifications des politiques, et l'inflation persiste dans quelques pays. Lorsque le rapport entre les prix de détail des produits alimentaires et les prix de détail en général s'est modifié, le mouvement a d'ordinaire été dans le sens d'une diminution, mais assez peu prononcée (graphique II-12).

Aux Etats-Unis, les prix moyens des denrées alimentaires en 1955 ont baissé d'environ 2 pour cent par rapport à 1954, alors que les prix à la production ont diminué de 5 pour cent. En tout, les prix des produits alimentaires n'ont baissé que de 4 pour cent environ depuis le plafond qu'ils avaient atteint en 1952, tandis que les prix à la production ont subi une baisse d'environ 20 pour cent. Au Canada, les prix de détail des denrées alimentaires se sont fort peu modifiés depuis 1953, bien qu'un léger fléchissement ait eu lieu dans le premier trimestre de 1956. Aux Etats-Unis, comme au Canada, le niveau général des prix de détail est resté stable, de

GRAPHIQUE II-12. Indices des prix de détail
(1952/53 = 100)



sorte que par rapport aux prix en général, ceux des denrées alimentaires ont quelque peu diminué ; toutefois, aux Etats-Unis, les prix des produits alimentaires ont recommencé à monter en mars 1956.

Les pays européens se divisent en trois groupes. Le premier comprend les pays comme le Danemark et le Royaume-Uni, où il y a eu une augmentation assez marquée et continue des prix de détail en général et où les prix des denrées alimentaires ont monté encore plus rapidement. Le deuxième, dans lequel entrent l'Espagne, l'Italie, la Suède et les Pays-Bas, où les prix n'ont que modérément augmenté et où les prix des denrées alimentaires ont évolué au même rythme que les autres. Enfin, dans la plupart des autres pays les prix sont demeurés plus ou moins stables. Il est difficile d'attribuer cet ensemble de phénomènes à une série quelconque de causes générales, car l'évolution de chaque pays résulte de la combinaison des politiques de prix dans des secteurs déterminés et des politiques économiques générales. En ce qui concerne les pays du premier groupe, il ne fait pas de doute que la situation a été largement influencée par les variations des politiques de prix appliquées aux denrées alimentaires ; il en est ainsi au Royaume-Uni, par exemple, où les subventions alimentaires ont été réduites. De toute manière, il semble évident qu'au Royaume-Uni et au Danemark le rapport entre les prix des denrées alimentaires et les autres prix est en train de se modifier et qu'en fin de compte les premiers se trouveront à un niveau relativement beaucoup plus élevé que dans les années 1950-53. Dans les autres pays, ce rapport semble, pour l'instant, n'avoir rien perdu de sa stabilité.

En dehors de l'Europe, également, il a dépendu surtout des politiques gouvernementales en matière de prix et d'offre que l'existence de plus fortes disponibilités ou d'excédents ait ou non des répercussions sur les prix de détail. Rares sont cependant les pays où les prix des denrées alimentaires ont relativement dépassé les autres prix, tandis que dans certains pays ils sont devenus relativement plus bas. Au Proche-Orient, on peut citer l'exemple de la Turquie et de l'Iran, où les prix des denrées alimentaires ont augmenté moins que les autres dans le cadre d'une hausse générale de caractère inflationniste. En Egypte et en Irak, les prix et les rapports des prix sont restés stables, tandis qu'au Liban ils ont varié de façon irrégulière sans que se dégage une tendance précise. En

ce qui concerne l'Extrême-Orient, il semble que dans des pays comme le Japon, l'Inde et le Pakistan, il y ait eu une légère tendance à la baisse des prix en général, prix des denrées alimentaires en tête ; toutefois, à partir du second semestre de 1955, en Inde et au Pakistan, et un peu plus tard au Japon, les prix ont donné des signes de redressement. Cette tendance à la baisse avait été déterminée surtout par le fléchissement des prix des céréales panifiables et du riz. Dans certains autres pays d'Extrême-Orient, tels que Ceylan et les Philippines, où les prix de détail de certaines denrées alimentaires de base ne sont pas influencés par les prix internationaux, les consommateurs ne semblent pas avoir encore bénéficié, dans une mesure réellement appréciable, des cours plus bas des denrées alimentaires.

En Amérique latine, dans les pays où la demande de produits alimentaires est toujours supérieure aux disponibilités et où la pénurie de devises étrangères empêche d'importer des quantités suffisantes, l'inflation a continué à un rythme rapide. Il en a été ainsi en Bolivie, au Chili et, dans une moindre mesure, au Brésil. Au Chili, on a procédé à un blocage salaires/prix au début de 1956, dans l'espoir de stabiliser l'économie. Aucune modification perceptible des prix des denrées alimentaires par rapport aux autres prix n'a cependant eu lieu, au cours des quatre dernières années, ni dans ces pays ni dans ceux où les prix sont plus stables — à l'exception peut-être de l'Argentine. Dans ce dernier pays, qui, en tant qu'exportateur de denrées alimentaires, se trouve dans une position légèrement différente, le niveau moyen des prix des produits alimentaires a baissé d'environ 5 pour cent, entre 1953 et 1954, par rapport aux autres prix, et cette baisse relative s'est accentuée en 1955.

Ces variations plutôt légères des prix des denrées alimentaires par rapport aux autres prix n'ont pas suffi à modifier les tendances des dépenses des consommateurs, qui avaient été étudiées dans l'édition de 1955 du présent Rapport. Les dépenses alimentaires, en pourcentage des dépenses personnelles totales, présentent une grande stabilité dans de nombreux pays ; une certaine tendance ascendante se manifeste toutefois au Royaume-Uni, au Danemark et peut-être en Irlande, où les prix des denrées alimentaires ont augmenté par rapport au coût de la vie. Au Japon, où les prix des denrées alimentaires ont baissé, le pourcentage des dépenses ali-

mentaires a par contre été en diminution très forte pendant un certain nombre d'années ; il semble, toutefois, que cette tendance soit maintenant enrayée.

Marges de commercialisation

Lorsqu'il y a eu une baisse des prix à la production et des prix internationaux, la baisse des prix de détail des denrées alimentaires n'a représenté au plus qu'une fraction de la première, ce qui indique que les coûts de commercialisation ont généralement continué d'augmenter. Mais c'est seulement par les Etats-Unis qu'on possède des données actuelles permettant de mesurer la hausse des coûts de commercialisation. Pour les autres pays, fort peu de renseignements nouveaux sont parvenus depuis ceux qui ont été publiés dans les Rapports de 1954 et de 1955.

Aux Etats-Unis, la marge de commercialisation des produits agricoles compris dans le « panier de provisions » d'une famille moyenne est passée de 564 dollars pendant le premier trimestre de 1955 à 580 dollars pendant le premier trimestre de 1956, soit une augmentation d'environ 3 pour cent (tableau II-19). Durant la même période, la valeur à la production du « panier de provisions » a diminué dans une proportion atteignant 10 pour cent ; par contre, le coût au détail n'a diminué que de 2 pour cent.

Les prix des produits carnés ont eu à cet égard une influence déterminante, car s'ils ont subi une baisse atteignant 27 pour cent à la production, la marge de commercialisation s'est élevée de 10 pour cent. De ce fait, la baisse des prix de détail des produits carnés n'a été que de 12 pour cent.

TABLEAU II-19. — ETATS-UNIS : PRIX D'UN « PANIER DE PROVISIONS »¹ (JANVIER-MARS 1955 ET 1956)

RUBRIQUE	Tous produits		Viande	
	1955	1956	1955	1956
	..... Dollars E.-U.			
Prix au détail.	974	949	250	221
Prix à la ferme	410	369	144	105
Marge de commercialisation	564	580	106	117

¹Quantités moyennes de produits alimentaires agricoles achetés par famille de salarié et d'employé de bureau en 1952.

La marge de commercialisation indique le coût de la commercialisation d'une quantité déterminée de produits alimentaires et est principalement influencée par les modifications des salaires, des tarifs de transport et des bénéfices. Les dépenses totales de commercialisation des denrées alimentaires supportées par le consommateur des Etats-Unis ont cependant augmenté encore plus rapidement, car elles représentent également le perfectionnement des services offerts aux consommateurs et le volume plus large de produits commercialisés. On a estimé qu'au cours de la période 1940-55, les dépenses de la commercialisation sont passées de 9 à 32 milliards de dollars. Sur cette différence de 23 milliards de dollars, 13 milliards sont imputables à la hausse des coûts et des bénéfices, 4 milliards à l'augmentation des quantités commercialisées, et les 6 milliards restants, soit le quart du total, aux frais de développement ou d'amélioration des services de commercialisation, y compris l'usage plus étendu des restaurants. En d'autres termes, le consommateur américain, en contre-partie des frais de commercialisation plus élevés qu'il doit supporter, reçoit des services améliorés et plus modernes en ce qui concerne l'emballage, le traitement, etc. — la plupart de ces services répondant d'ailleurs aux exigences des consommateurs dont les revenus sont plus élevés. Il en est probablement de même, bien qu'à un moindre degré, dans d'autres pays.

NIVEAUX DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Pendant les premières années d'après-guerre, les niveaux et la structure de la consommation alimentaire variaient rapidement d'une année à l'autre. Ils se sont maintenant stabilisés dans toutes les régions et dans la plupart des pays, et cette évolution reflète les progrès importants réalisés graduellement dans le domaine de la production alimentaire à partir des faibles niveaux enregistrés dans l'après-guerre immédiat.

Dans les pays les plus évolués, et notamment dans ceux où pratiquement tous les secteurs de la population jouissent d'une ration qui satisfait complètement leurs besoins en calories, on cherche depuis quelques années à améliorer l'alimentation au point de vue de la qualité et de la variété des produits et, notamment, à obtenir davantage de produits de l'élevage et autres aliments de protection, fruits et légumes

entre autres. Une tendance semblable apparaît dans le secteur des aliments qui subissent un traitement assez poussé et entrent dans la catégorie des produits de luxe ou de demi-luxe. Les techniques de conservation des produits alimentaires ont fait de tels progrès que l'on peut maintenant utiliser plus complètement, d'un bout de l'année à l'autre, beaucoup de denrées excessivement périssables et dont la production est saisonnière. En outre, le perfectionnement des techniques de traitement et de conditionnement permet maintenant aux industries alimentaires d'offrir au consommateur une très grande variété de produits sous des présentations nouvelles et plus hygiéniques. Dans certains cas, comme nous l'avons examiné précédemment, ce supplément de services offert au consommateur a pour effet de maintenir, ou même d'augmenter, les coûts de commercialisation.

Dans les régions moins développées, et notamment en Extrême-Orient, l'alimentation s'est améliorée surtout du fait que la ration énergétique est plus abondante, les populations ayant augmenté leur consommation d'aliments de base comme le riz et autres céréales et les racines féculentes. On peut noter aussi une augmentation continue de la consommation de sucre. Dans quelques-uns de ces pays, il y a eu aussi augmentation de la consommation des produits de l'élevage et de la pêche. Mais de tels changements sont difficiles à mesurer ou même à constater par la méthode des bilans alimentaires. Il faudrait effectuer régulièrement des enquêtes complètes sur la consommation alimentaire des familles pour en déterminer les variations qualitatives et quantitatives dans l'ensemble d'un pays donné ou dans les divers secteurs de la population. Seuls quelques rares pays comme le Japon procèdent régulièrement à de telles enquêtes.

Les principales tendances de la consommation alimentaire que l'on vient de rappeler semblent avoir persisté en 1955. Dans la plupart des pays, une situation de plein emploi avec augmentation des revenus a déterminé une demande soutenue de produits alimentaires. La production alimentaire, en augmentation sur l'année précédente, a donné de plus larges disponibilités. Diverses mesures spéciales prises pour réduire l'accumulation des excédents alimentaires ont permis à des groupes nécessiteux d'obtenir des produits qu'ils n'auraient pu se procurer autrement. Par ailleurs, l'augmentation de l'offre s'est rarement traduite par la baisse des prix de détail, tandis que les mesures fiscales adop-

tées pour réduire les pressions inflationnistes et lutter contre des difficultés de balance des paiements tendaient aussi à limiter les pouvoirs d'achat des catégories de consommateurs le plus fortunées. Dans ces conditions, les changements dans la structure de la consommation paraissent être fonction des variations du rapport des prix de détail de diverses denrées, sans modifier beaucoup la valeur énergétique moyenne de l'alimentation nationale (tableau annexe II).

C'est ainsi, par exemple, que la légère augmentation de la consommation de riz par habitant, notée surtout dans les pays importateurs de riz de l'Extrême-Orient, a été probablement due à l'augmentation de la production et à la baisse des prix de cette denrée, et qu'elle a permis aux exportateurs asiatiques d'écouler en 1955 une partie de leurs stocks de riz. Certains pays, qui devaient importer de fortes quantités de blé pour combler leur déficit en riz, ont maintenant tendance à remplacer, dans une certaine mesure, le blé par le riz. Il est difficile de prévoir à quel point ce renversement de la tendance persistera dans l'avenir. Les stocks mondiaux de blé et de céréales secondaires sont encore très élevés et des quantités importantes ont été offertes sur le marché mondial, parfois à des conditions très avantageuses pour les importateurs. Il ne faut pas oublier toutefois que, malgré cette baisse, le prix d'importation du riz est encore, par rapport au blé et aux autres céréales, près de deux fois plus élevé qu'il ne l'était avant la guerre. C'est pourquoi le blé occupe encore dans l'alimentation de la plupart des pays consommateurs de riz une place beaucoup plus importante qu'avant la guerre.

Aux États-Unis, la consommation de viande par habitant a été, en 1955, la plus forte qui ait été enregistrée au cours du dernier demi-siècle. Dans la plupart des pays de l'Europe nord-occidentale, elle a également continué d'augmenter. Cette augmentation a été, par exemple, de 1953 à 1954, de l'ordre de 3 kilogrammes en Allemagne occidentale et de 5 kilogrammes au Royaume-Uni, mais nulle part encore la consommation n'a atteint le niveau d'avant-guerre. De 1954 à 1955, elle a continué à augmenter dans ces pays, mais plus lentement. Dans la plupart des autres pays gros consommateurs de viande, la consommation a augmenté aussi. Au Canada, par exemple, la consommation de viande en 1954/55 était de 4 kilogrammes environ plus forte que l'année précédente, et en Argentine, où elle avait diminué légèrement depuis 1952, elle est revenue au niveau d'avant-guerre.

La consommation de produits laitiers a continué d'augmenter lentement dans la plupart des pays européens, où elle a atteint et, dans bien des cas, dépassé les niveaux d'avant-guerre. La consommation de lait liquide reste cependant plus ou moins stationnaire et l'augmentation de production est en grande partie utilisée pour la fabrication de produits laitiers. Aux Etats-Unis et au Canada, la consommation par habitant de produits laitiers semble s'être stabilisée à un niveau plus élevé que celui d'avant-guerre. Dans la plupart des pays d'Extrême-Orient, la consommation moyenne par habitant a une légère tendance à augmenter.

Dans la plupart des pays d'Europe, la consommation de beurre est en augmentation, bien que la tendance persiste à le remplacer en partie par la margarine. Dans l'ensemble, la consommation de beurre paraît ne pas augmenter autant que celle des autres matières grasses, surtout dans les pays d'Europe occidentale où la consommation par habitant a augmenté d'environ 1 kilogramme depuis 1953/54.

POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT EN 1955/56

L'accumulation ininterrompue d'excédents de certains produits et son influence sur le commerce international et les prix ont amené, au cours de l'année étudiée, quelques modifications des politiques agricoles. La plus importante s'est produite aux Etats-Unis où il est devenu de plus en plus évident que les stocks excédentaires ne seraient pas résorbés, dans les conditions actuelles du marché, par la consommation locale ou les exportations, alors que le niveau de la production excédentaire reste le même. Des mesures législatives nouvelles tendant à renforcer les restrictions déjà existantes, en particulier sur le coton et sur le blé, ont donc été mises en vigueur. La baisse des prix de certains produits sur le marché mondial a conduit d'autres pays, principalement en Europe occidentale, à modifier leurs politiques de prix à la production, en vue d'ajuster la structure de leur production à la situation actuelle et d'améliorer la position concurrentielle de leur agriculture.

Ailleurs, toutefois, une expansion rapide et continue de la production agricole est toujours aussi nécessaire et reste l'objectif principal des politiques nationales. L'extension de la planification dans les différents pays a été l'un des

facteurs principaux du développement de l'agriculture après la guerre. Cette extension a été décrite dans l'édition de 1955 de ce Rapport et l'année considérée ici est particulièrement importante à cet égard. Elle a vu l'achèvement de plusieurs des programmes de développement les plus importants de l'après-guerre ainsi que l'élaboration ou le commencement d'exécution de nouveaux plans de développement destinés à exploiter les progrès réalisés grâce aux programmes précédents.

Un grand nombre des nouveaux plans de développement visent surtout à une rapide industrialisation, mais ils prévoient aussi d'autres accroissements importants de la production agricole. En Inde, par exemple, le succès du premier plan quinquennal, qui a réussi à élever le niveau de la production agricole, a permis de donner, dans le deuxième plan, une place plus importante aux industries de base. D'autre part, un certain nombre de pays qui en sont à un stade moins avancé de leur développement économique, comme certains territoires d'Afrique, et dont les premiers programmes visaient surtout à établir les bases des progrès futurs et comportaient l'exécution de travaux publics essentiels, comme les moyens de transports, sont maintenant en mesure de faire une plus grande part, dans leurs nouveaux plans, à l'agriculture et à d'autres projets directement productifs.

Ces nouveaux plans de développement agricole, particulièrement en Extrême-Orient et en Amérique latine, ont un autre caractère remarquable : ils reconnaissent de plus en plus l'intérêt qu'il y a à les concevoir en fonction des besoins nutritionnels des populations. Même dans les pays où des programmes agricoles sont appliqués depuis plusieurs années, les besoins du consommateur n'avaient pas été toujours suffisamment pris en considération.

La tendance à centraliser la coordination de la planification effectuée dans les différents secteurs s'est poursuivie en 1955/56 et un certain nombre de nouveaux organismes centraux de planification ont été constitués en même temps qu'étaient réorganisés les organismes existants, comme ceux du Brésil, du Japon, de la Malaisie, du Pakistan et de la Syrie. Il y a, par contre, peu de nouveaux progrès à noter en ce qui concerne la coordination régionale ou internationale de la planification. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) a récemment créé un Groupe de travail sur le développement et les plans économiques, qui a

tenu sa première session en novembre 1955 avec la participation de la FAO.

Les principaux événements survenus en 1955/56 dans le domaine de la politique agricole et des programmes de mise en valeur dans les différentes régions sont examinés ci-dessous.

Amérique du Nord

La partie principale de la nouvelle loi agricole de 1956, aux *Etats-Unis*, concerne la création de la « Banque foncière ». Celle-ci comporte la mise en œuvre de deux programmes : un programme des superficies réservées (*Acreage Reserve Program*) et un programme de mise en réserve de terres aux fins de la conservation du sol (*Conservation Reserve Program*).

Le programme des superficies réservées répond à une nécessité immédiate, celle de réduire les quatre productions pour lesquelles existent actuellement les excédents les plus inquiétants : blé, coton, maïs et riz, auxquelles il faut ajouter les productions d'arachides et de tabac. Pendant les trois prochaines campagnes, les agriculteurs réduiront volontairement les superficies consacrées à ces cultures, moyennant une indemnité basée sur le rendement possible de la superficie non cultivée, et présentée sous forme de certificats remboursables en espèces ou, dans le cas des céréales, également en nature. Pour l'agriculteur, le fait de participer au programme n'aura aucune incidence sur la superficie qui lui sera normalement allouée à l'avenir, mais il doit s'engager, pendant les trois années en question, à ne pas cultiver ou faire paître la terre mise en réserve. On espère qu'une bonne partie de ce programme sera financée (environ 750 millions de dollars par an) par la vente de produits déjà acquis par le gouvernement et qui seront prélevés sur les stocks et cédés, à titre de compensation pour les terres non cultivées, aux agriculteurs qui pourront les utiliser ou les vendre.

Le programme de mise en réserve de terres aux fins de la conservation du sol est à plus longue échéance que le précédent et s'applique à toutes les cultures. Les agriculteurs doivent s'engager volontairement vis-à-vis du gouvernement, et pour une période de 3 à 10 ans, ou exceptionnellement de 15 ans, à cultiver des engrais verts, à planter des arbres, à creuser des réservoirs sur les terres habituellement cultivées mais ayant le plus besoin d'être protégées. Ni

récolte ni pâturage ne devront être effectués pendant cette période sur les terres ainsi utilisées. En compensation, le gouvernement versera à l'agriculteur une partie du coût des mesures de conservation ainsi qu'une indemnité annuelle pour manque à gagner jusqu'à ce que la terre remise en état soit redevenue productive. Le gouvernement estime que l'application de ce programme lui coûtera environ 450 millions de dollars par an.

On espère que les stocks pourront revenir à leur niveau normal en trois ou quatre ans si, conformément au programme des superficies réservées, les superficies consacrées au blé sont réduites d'environ 4 900 000 hectares (soit un cinquième de la superficie actuellement autorisée), celles consacrées au coton de 1 200 000 hectares (soit un sixième), et celles cultivées en maïs de 2 millions d'hectares. En outre, grâce au programme de mise en réserve de terres aux fins de la conservation du sol, on espère soustraire encore 10 millions d'hectares à la production, assurant ainsi à plus long terme une réduction substantielle de la production de céréales fourragères et d'autres cultures.

Ces deux programmes ne réussiront évidemment à réduire les stocks que dans la mesure où les agriculteurs voudront bien y collaborer. Il faudra aussi tenir compte du fait que la réduction des superficies cultivées pourra se trouver compensée par l'augmentation des rendements, comme ce fut le cas dans le passé lors de la politique de contingentement des superficies. Il est probable que les meilleures terres, qui ne seront pas mises en réserve, pourront être cultivées plus intensivement, de sorte que les rendements de superficies moindres augmenteront. Si la participation à ces programmes est moindre qu'on l'espère et si les rendements augmentent, il sera nécessaire d'appliquer le programme des superficies réservées plus longtemps qu'il n'est actuellement prévu. Les dispositions de la loi tendant au renforcement des mesures d'éconlement des excédents ont été examinées plus haut dans ce chapitre.

Un problème important se posera peut-être lorsque les stocks actuels seront revenus à un niveau normal et qu'il aura été mis fin au programme des superficies réservées, à savoir, le niveau de la production agricole américaine. Il semble probable que dans les conditions actuelles de la production, notamment de la politique de soutien des prix, ainsi que dans des conditions météorologiques normales, la production agricole aux Etats-Unis restera très

supérieure à la demande optimum prévisible, de sorte qu'il est à craindre que de nouveaux excédents ne se constituent après la résorption des excédents actuels. Ainsi, on a récemment estimé² que si le montant total de la demande intérieure et extérieure de produits agricoles américains pouvait augmenter de 17 pour cent au cours des 10 prochaines années, la production agricole pouvait, de son côté, s'accroître d'environ 50 pour cent.

En *Canada*, les stocks de blé et de céréales secondaires restent importants mais aucune modification essentielle de la politique n'a été jugée nécessaire. Une aide importante doit cependant être accordée aux agriculteurs pour l'entreposage du blé, car les installations sont limitées et les coûts, en conséquence, élevés. Le gouvernement défrayera l'Office du blé du coût de l'emmagasinage des stocks au-delà de 178 millions de *bushels* à la fin de la campagne. Comme on estime, à l'heure actuelle, que les stocks de fin de campagne s'élèvent à environ 580 millions de *bushels*, le coût de cette indemnité, pour l'année 1956, sera d'environ 32 millions de dollars.

Océanie

Il n'y a pas eu de changements importants dans la politique agricole de l'Océanie au cours de l'année 1955/56. En *Australie*, l'intérêt toujours porté à l'accroissement de la production et des exportations s'est manifesté par l'élévation, pour 1957/58, des objectifs de la production, adoptés en 1952 et dont certains avaient déjà été dépassés. On se propose maintenant de dépasser de 27 pour cent, en 1957/58, le niveau d'avant-guerre. Toutefois, pour ce qui est du blé, le président de l'Office australien du blé a conseillé de réduire la production en raison de l'importance des stocks déjà accumulés. Un autre changement survenu en Australie est la création d'un ministère du commerce. En ce qui concerne l'agriculture, ce ministère s'efforcera de maintenir et de développer les marchés d'exportation et s'occupera aussi des questions de politiques commerciales. En *Nouvelle-Zélande*, le principal changement survenu en 1955/56 a été l'introduction d'un système de prix plancher pour la viande à la suite de l'expiration des accords à long terme avec le Royaume-Uni.

² John D. Black et James T. Bonnen, *A Balance of U.S. Agriculture in 1955*, National Planning Association, Washington, avril 1956.

Europe occidentale

Avec la hausse des salaires et des autres coûts, les agriculteurs d'un certain nombre de pays européens ont récemment réclamé l'adoption de mesures propres à relever les prix à la production. La plupart des gouvernements, bien que disposés à relever le niveau du revenu agricole, se sont refusés à laisser monter les prix des denrées alimentaires, ce qui déclencherait de nouvelles revendications de salaires, comme en *Finlande*, où l'augmentation des prix garantis à la production a été suivie d'une grève générale. Certains gouvernements ont trouvé que non seulement les subventions à la production devenaient une trop lourde charge mais que les prix garantis tendaient à encourager les agriculteurs à accroître la production de denrées qu'il serait avantageux d'importer, étant donné les prix mondiaux moins élevés.

Les prix fixés ou garantis de certains produits ont été relevés dans certains cas mais, d'une façon générale, on a eu de plus en plus tendance à aider les agriculteurs à réduire leurs coûts en améliorant la structure de l'agriculture ou en subventionnant les moyens de production plutôt qu'en relevant le niveau général des prix agricoles. Certains gouvernements ont assoupli leurs systèmes de prix ou ont baissé les prix garantis de certains produits, de manière à encourager une expansion plus sélective de la production.

En *Allemagne occidentale*, une nouvelle loi votée en septembre 1955 oblige le gouvernement à faire rapport annuellement sur la situation de l'agriculture et à prendre des mesures propres à porter le revenu agricole au même niveau que celui de personnes ayant une occupation comparable. Selon le premier rapport, publié en février 1956, les revenus des agriculteurs étaient inférieurs à ceux de n'importe quel groupe comparable de population. En outre, le déplacement de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie a obligé à consacrer une forte proportion des investissements à du matériel économisant la main-d'œuvre, de sorte que les crédits à court terme avaient de plus en plus remplacé les investissements à long terme. Près de 1 milliard de marks (240 millions de dollars) ont donc été réservés pour améliorer la situation agricole en 1956/57. Sauf en ce qui concerne l'augmentation du prix du lait, décidée auparavant, l'aide à l'agriculture ne prendra pas la forme d'une augmentation des prix. On encouragera la consommation en supprimant la taxe sur le chif-

fre d'affaires applicable à certains produits vendus par les agriculteurs et l'on réduira les dépenses en convertissant les dettes à court terme de façon à diminuer le montant des intérêts. On accroîtra l'efficacité de la production et de la distribution en subventionnant l'achat d'engrais et de semences de qualité supérieure, en fusionnant les laiteries non rentables, en aidant à la construction de silos, en distribuant du lait dans les écoles, en octroyant des primes pour l'arrachage des arbres fruitiers de faible rendement, en favorisant l'emploi de matériel en coopérative et en créant une industrie dans les régions où la population agricole est sous-employée. Les exploitations seront remembrées et les conditions de travail améliorées par l'installation de l'eau et la construction de meilleurs logements ; la main-d'œuvre sera accrue par l'emploi de travailleurs saisonniers immigrants ; et des services plus nombreux de formation professionnelle et de vulgarisation seront mis à la disposition des agriculteurs.

Le Royaume-Uni et la Suède, où les revenus des agriculteurs sont plus ou moins assurés, ont pris des mesures pour améliorer la position concurrentielle de leurs agricultures. En *Suède*, un nouveau système de fixation des prix entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1956. Les prix agricoles seront fixés pour trois ans, au cours desquels il pourront osciller entre un maximum et un minimum autour de certaines moyennes calculées de façon à assurer la parité des revenus entre la population agricole et d'autres groupes de population. La production nationale est protégée par des droits fixes à l'importation équivalant à la différence existant entre les prix moyens et les prix mondiaux ayant cours au début de cette période de trois ans, si bien que les prix du marché intérieur s'adapteront aux prix internationaux, tout en restant à un niveau supérieur, déterminé par les droits à l'importation qui, toutefois, ne dépasseront pas, dans l'ensemble, 25 pour cent du prix international. Pendant cette période de trois ans, la moyenne des prix ainsi que les droits à l'importation pourront faire l'objet d'ajustements si l'indice du coût de la vie s'élève ou s'abaisse de plus de 5 pour cent, ou si le nouvel indice des prix des produits agricoles, basé sur les prix au 1^{er} septembre 1956, s'élève ou s'abaisse de plus de 6 pour cent.

Au *Royaume-Uni*, les nouveaux niveaux de prix garantis, soutenus par un système de versements de compensation et de subventions à la

production, causeront un certain accroissement des recettes agricoles qui compensera l'augmentation des coûts, bien que l'on ait encore une fois admis qu'une plus grande efficacité compenserait en partie l'accroissement des coûts. La politique actuelle est de conserver une grande superficie cultivable en s'efforçant d'éviter l'importation de fourrages, d'augmenter la production des viandes de bœuf et de mouton, de limiter l'accroissement de la production laitière, mais de produire davantage avec les ressources fourragères locales et de réduire les coûts de production des porcs et des œufs. Le prix garanti des porcs ont été abaissés, alors que le niveau des prix de soutien a été élevé pour l'orge et l'avoine et abaissé pour le blé et le seigle. Mais si la superficie consacrée au blé est réduite, la production ne diminuera pas nécessairement car les subventions accordées en vue de l'achat d'engrais azotés et phosphatés ont été augmentées. La légère augmentation du prix garanti du lait ne compensera pas l'augmentation des coûts sauf sur les exploitations ayant les meilleurs rendements, et l'on espère que les producteurs qui obtiennent de moins bons résultats pourront se tourner vers la production de viande de bœuf à un moment où l'on considère qu'il n'existe pas de débouchés raisonnablement rentables pour une production laitière plus élevée.

L'*Irlande* également a décidé d'encourager la production nationale de céréales fourragères et de réduire les dépenses pour le blé. En ce qui concerne la campagne de commercialisation 1955/56, le prix de soutien du blé a déjà été réduit de près de 13 pour cent. On vise à faire couvrir les besoins du pays en blé par la production intérieure dans une proportion comprise entre la moitié et les deux tiers seulement, contre 85 pour cent en 1954, et à encourager les agriculteurs à produire plus de céréales fourragères, de façon à pouvoir produire et exporter plus de bétail et de viande.

En *France*, la politique officielle est d'élever le rendement de l'agriculture et d'éliminer les productions ne pouvant trouver de débouchés rentables. Le développement de la production de maïs et d'orge est encouragé aux dépens de celle du blé et de la betterave sucrière. Des primes sont payées, à des taux de plus en plus élevés, pour la conversion des vignobles. En 1956, des sommes plus importantes que celles de l'année précédente seront consacrées aux services de vulgarisation agricole, aux travaux d'électrification, d'adduction d'eau, etc. Le remem-

brement des exploitations et le développement des régions arriérées se poursuit. La préparation d'un troisième programme de développement agricole pour la période allant de 1957 à 1960 a commencé.

En *Italie*, la politique agricole est surtout dirigée vers l'expansion de la production et le maintien de l'équilibre du marché. Cette dernière considération a conduit à prendre des mesures pour réduire la production de riz. Comme les stocks constitués par l'Etat sont devenus très importants et que la production ne montre aucune tendance à diminuer, les autorités ont décidé de réduire le prix auquel elles achètent le riz, tout en limitant les superficies dont la production sera acquise à un prix garanti.

U.R.S.S. et Europe orientale

En *U.R.S.S.*, le sixième plan quinquennal ³ a commencé à être appliqué en 1956. Comme dans les précédents, l'industrie lourde a la priorité, mais la part de l'agriculture dans les investissements prévus par l'Etat a augmenté légèrement et représente 12 pour cent de leur total. C'est le premier plan dans lequel les investissements de l'Etat dans le domaine agricole dépassent les investissements des fermes collectives. Les objectifs de la production agricole fixés par les premiers plans n'ont généralement pas été atteints, en partie parce que les ressources prévues pour l'agriculture ont été employées à la réalisation d'objectifs industriels. Bien que l'industrie lourde garde toujours la priorité sur l'agriculture, il semble que les nouveaux objectifs industriels puissent être atteints sans prélever autant sur les ressources destinées à l'agriculture.

La production de céréales en *U.R.S.S.* devra atteindre en 1960 180 millions de tonnes, alors que les estimations de production étaient de 100 millions de tonnes en 1950 et de 129 millions en 1955. Pour atteindre l'objectif prévu pour 1960, il faudrait accroître la production d'environ 40 pour cent au cours des cinq prochaines années, c'est-à-dire dépasser largement les 30 pour cent d'augmentation qui ont été réalisés depuis 1950. Des augmentations substantielles de la production d'autres cultures sont prévues (tableau II - 20). Il semble que l'on n'en-

TABLEAU II-20. — *U.R.S.S.*: OBJECTIFS ET RÉALISATIONS DE LA PRODUCTION AGRICOLE

PRODUIT	Période du cinquième plan quinquennal Augmentations de 1950 à 1955		Période du sixième plan quinquennal Augmentations de 1955 à 1960
	Objectifs	Réalisation	Objectifs
	...Augmentation en pourcentage...		
Céréales	40-50	29	40
Coton égrené	55-65	9	56
Lin (fibre)	40-50	49	35
Betteraves à sucre	65-70	47	54
Pommes de terre	40-45	20	85
Légumes	—	42	118
Viande	80-90	30	100
Lait	45-50	19	95
Œufs	—	54	154
Laine	100-150	42	82

visage pas d'autres augmentations importantes de la superficie cultivée, sauf en ce qui concerne le maïs, et que les accroissements de production devront surtout provenir de l'augmentation des rendements et de la diminution des pertes au moment de la récolte. Le nombre des tracteurs et des moissonneuses-batteuses ainsi que la production d'engrais devront avoir plus que doublé pour 1960, et l'on devra utiliser plus efficacement les engrais organiques. Les effectifs du bétail ne font pas l'objet d'objectifs définis dans le nouveau plan, mais on y demande une grosse augmentation de la production. Cette augmentation est basée sur une amélioration sensible de la productivité par animal, actuellement bien peu élevée, et elle ne peut être obtenue que si les ressources fourragères sont largement augmentées.

Les exploitations agricoles d'Etat prennent de plus en plus d'importance en *U.R.S.S.* et près de la moitié des superficies récemment mises en culture l'ont été par ces exploitations. L'importance des stations de matériel et de tracteurs a été également augmentée et, bien que les exploitations collectives soient maintenant autorisées à établir elles-mêmes leurs plans de production, ces plans doivent être soumis à l'approbation de la station de matériel et de tracteurs à laquelle est rattachée chaque ferme collective. Les agriculteurs de ces fermes ont été récemment encouragés à augmenter la production de leur parcelle individuelle, mais il semble que la politique poursuivie maintenant soit de réduire la superficie de ces parcelles et le temps qui leur est consacré. Les contingents de livraisons obligatoires ont

³Pour un examen plus détaillé de ce plan, voir *FAO. Bulletin mensuel - Economie et statistique agricoles*, juin 1956.

été réduits et les prix des denrées faisant l'objet de livraisons obligatoires et ceux des denrées vendues à l'État ont été relevés de façon à encourager l'accroissement de la production et à diminuer l'attrait des ventes sur le marché libre.

Les pays d'*Europe orientale*, à l'exception de la Bulgarie, ont également commencé en 1956 l'exécution de plans quinquennaux. On ignore encore le détail des augmentations prévues de la production agricole et de la production du bétail, mais, comme en U.R.S.S., elles sont basées surtout sur l'amélioration des rendements. Dans ces pays, les exploitations privées forment encore une grande partie de la superficie cultivée, mais il semble que l'on tente à nouveau d'instaurer rapidement une agriculture collective en créant des coopératives rurales. Le rythme des investissements agricoles s'est récemment accru, le nombre des tracteurs ayant augmenté d'environ 26 pour cent entre 1953 et 1955.

Extrême-Orient

En Extrême-Orient, plusieurs importants nouveaux plans de développement ont commencé à être mis en œuvre en 1955/56. Le premier plan quinquennal de l'Inde s'est achevé avec la récolte de 1955/56 et un second plan couvrant la période 1956/57-1960/61 est maintenant mis en œuvre. Bien des objectifs de la production agricole prévus par le premier plan ont été atteints avant la date fixée, et lorsque le résultat final de la récolte 1955/56 sera connu, il est probable que tous les objectifs auront été dépassés, à l'exception peut-être du jute et de la canne à sucre. On mesurera le succès du plan dans son ensemble en constatant que le revenu national réel s'est élevé de 17 pour cent au lieu des 11 pour cent prévus, et que le revenu réel par habitant a augmenté d'environ 10 pour cent.

Le nouveau plan vise à augmenter encore le revenu national réel de 25 pour cent et le revenu réel par habitant de 18 pour cent. Le montant total des dépenses envisagées pour le secteur public est deux fois plus élevé que ne le prévoyait le premier plan. Alors que l'un des objectifs principaux du premier plan était d'accroître la production agricole, son succès a permis, dans le nouveau plan, de faire porter l'accent sur les industries de base. L'agriculture recevra 12 pour cent du montant total des investissements au lieu des 16 pour cent précédents, mais, en termes absolus, les investissements agricoles seront beaucoup plus importants qu'auparavant. De

nouveaux objectifs ont été fixés pour la plupart des cultures, notamment une augmentation de 15 pour cent pour les céréales alimentaires et de 25 à 30 pour cent pour le coton, la canne à sucre, les oléagineux et le jute. Le plan prévoit aussi l'amélioration de la qualité du régime alimentaire par l'augmentation de la production de bétail et de volaille et par un accroissement de 32 pour cent de la production de poisson. Le nombre des marchés ruraux contrôlés doit être doublé. On prévoit un important accroissement de la production d'engrais, mais avec l'augmentation rapide de la consommation il faudra encore recourir aux importations.

Depuis la publication du nouveau plan, il a été décidé de relever les objectifs de la production alimentaire en raison de l'accroissement de la demande de denrées alimentaires et de la difficulté d'importer des denrées alimentaires excédentaires de l'étranger. Les objectifs révisés de la production seront vraisemblablement fixés au cours de l'été 1956.

De nouveaux plans de développement ont également été entrepris dans un certain nombre d'autres pays d'Extrême-Orient. Le deuxième plan sexennal de *Ceylan* pour la période 1954/55-1959/60 a été annoncé en juillet 1955. Il poursuit en partie la réalisation de projets entrepris au titre du premier plan et les objectifs principaux de l'agriculture restent inchangés. Au *Pakistan*, où un conseil économique national à l'échelon ministériel, présidé par le premier ministre, a été institué au début de 1956, un projet de nouveau plan quinquennal vient d'être présenté. Les dépenses atteindront environ 870 millions de livres pour les secteurs publics et privés et l'on espère augmenter le revenu national de 20 pour cent en 1960. Environ un tiers des dépenses du secteur public doivent être consacrées à l'exécution de divers programmes agricoles. Au *Japon*, un nouveau plan économique pour la période 1955-60 a été présenté en février 1956 ; ce plan vise à augmenter la production de l'agriculture, des forêts et des pêches de 3,2 pour cent par an. L'*Indonésie* a annoncé en mai 1955 l'établissement d'un projet de plan quinquennal de l'agriculture, et l'on croit savoir que ce plan est en cours de mise au point définitive. La *Birmanie* et le *Viet-Nam* étudient de nouveaux plans de développement de l'agriculture qui visent à accroître et à diversifier la production agricole et à améliorer les rendements de paddy.

Le premier plan quinquennal de la *Chine continentale* a été adopté en juillet 1955. Ce plan s'applique aux années 1953-57, le retard mis à son

achèvement étant officiellement attribué au manque de renseignements et à l'inexpérience de ses auteurs en matière de planification à long terme. Son but principal est l'industrialisation rapide de la Chine, et 8 pour cent seulement des dépenses prévues sont consacrées à l'agriculture. Alors que la production agricole doit augmenter de 23 pour cent, l'objectif pour l'industrie est de 98 pour cent et pour l'artisanat de 61 pour cent. La production des céréales alimentaires doit être augmentée de 18 pour cent, celle du coton de 25 pour cent, celle de la canne à sucre presque doublée, et celle de la betterave sucrière plus que quadruplée. L'augmentation des superficies ensemencées ne doit être que de 7 pour cent, et la majeure partie de l'augmentation de la production devra provenir de l'amélioration des rendements, bien que les ressources en engrais chimiques seront probablement insuffisantes pour la réalisation de certains des objectifs, en dépit de la production triplée prévue. Comme premier stade de la mécanisation, le nombre des stations de tracteurs et des fermes d'Etat mécanisées, sur le modèle de l'U.R.S.S., sera augmenté. Le développement des coopératives et de la collectivisation a été récemment intensifié.

Les deux dernières années de ce programme agricole doivent maintenant faire partie d'un plan agricole de 12 ans, lui-même partie d'un plan de 15 ans pour le développement de l'ensemble de l'économie chinoise. Le projet du nouveau plan de 12 ans prévoit que les rendements des céréales doubleront et que ceux du coton seront plus que doublés. Il prévoit également une augmentation des superficies cultivées : 20 millions d'hectares pour le riz, 10 millions d'hectares pour le maïs et 7 millions d'hectares pour les pommes de terre. Des stocks de secours de céréales doivent être constitués, la qualité des produits vendus dans les coopératives améliorée, et le nombre d'exploitations d'Etat sensiblement augmenté.

Amérique latine

Les politiques agricoles et connexes de l'Amérique latine ont subi des modifications importantes au cours de l'année. L'Argentine est actuellement dans une période de transition, passant d'une économie dirigée à une économie plus libre et une série de mesures ont été adoptées, notamment une dévaluation de la monnaie, en vue de mieux équilibrer le développement agri-

cole par rapport au développement industriel et en vue aussi d'encourager les exportations agricoles. Certains autres pays de l'Amérique latine ont également modifié au cours de l'année 1955/56 leurs systèmes de taux de change pour favoriser les exportations agricoles.

En *Argentine* l'un des principaux objectifs de la dévaluation a été de stimuler à nouveau la production végétale qui n'avait pas été encouragée sous le régime précédent et de faciliter la commercialisation des principaux produits agricoles d'exportation. Les nouveaux taux de change ont permis de porter les prix à la production des produits agricoles à des niveaux plus rémunérateurs et de faire face à la concurrence sur les marchés étrangers sans perte pour le gouvernement. Pour éviter les pressions inflationnistes et faire en sorte que l'accroissement des bénéfices soit consacré aux investissements indispensables, un taux de change spécialement bas est appliqué temporairement aux exportations de produits agricoles. Les bénéfices que permet ce système sont versés à un Fonds national de redressement économique pour être employés partie au développement de l'agriculture et partie à la distribution de subventions destinées à atténuer l'effet, sur le coût de la vie, de l'augmentation des prix agricoles. Les prix à la production des céréales et des oléagineux ont été élevés de 20 à 117 pour cent, les prix les plus avantageux ayant été attribués aux oléagineux qui ont été si peu abondants en 1955 qu'il a fallu en importer. Les prix des bovins et des porcs ont été majorés de 14 à 18 pour cent. D'autres augmentations de prix, surtout en ce qui concerne les produits de l'élevage, ont été annoncées à la fin de mai.

Le commerce extérieur de l'Argentine en produits agricoles, qui était en majeure partie contrôlé par des organismes d'Etats, doit être rendu à l'initiative privée. Parmi les grands organismes d'Etat, le IAPI (Office pour le développement du commerce argentin) est en liquidation, alors que l'INGE (Office national des céréales) et l'INC (Office national de la viande) fixent maintenant des prix officiels à l'exportation et les rentrées effectuées jusqu'à concurrence de ces prix doivent être remises aux intéressés au taux officiel de change. Les recettes effectuées au-delà de ces prix peuvent être converties au taux du marché libre.

Ces changements de politique ont rendu inapplicable le deuxième plan quinquennal. On travaille donc à l'élaboration d'un nouveau plan

de développement et une assistance technique a été demandée à cet effet à des organisations internationales.

Dans la plupart des autres pays de l'Amérique latine, les plans de développement ont encore quelques années à courir mais dans certains cas de nouveaux plans sont en préparation. Un rapport analysant les possibilités de développement agricole de la *Colombie*, préparé par la Mission de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, a été soumis au gouvernement en avril 1956 ; une mission de la FAO aide maintenant la Colombie à élaborer un vaste programme de développement agricole. Au *Paraguay*, un nouveau programme de développement de l'agriculture a été préparé et attend d'être officiellement approuvé. Le nouveau Conseil du développement du *Brésil* prépare deux programmes : un programme de développement de la production alimentaire, des transports et de l'énergie, dont l'exécution s'étalera sur quatre ou cinq ans, et un programme pour la fourniture immédiate de crédits agricoles et la construction de silos et d'entrepôts. Des programmes de développement de régions particulières, comme la vallée du San Francisco ou le bassin de l'Amazonie, sont à l'étude.

Au *Mexique*, une caractéristique intéressante de la politique agricole, en raison de sa nouveauté en Amérique latine, a été la création d'un système d'assurance-récoltes patronné par le gouvernement et couvrant les risques d'incendie, de dégâts causés par les parasites et les ennemis des cultures et par les mauvaises conditions atmosphériques jusqu'à un maximum de 5 millions d'hectares occupés principalement par du coton, du blé et du maïs. On espère que cette mesure encouragera, au Mexique, les investissements agricoles privés et l'adoption de méthodes modernes de cultures.

Proche-Orient

Au Proche-Orient également, la plupart des anciens plans de développement sont encore en voie d'exécution mais quelques nouveaux plans ont commencé à être mis en œuvre pendant la période considérée. En *Iran*, avec la reprise de l'activité pétrolière, le programme d'investissement pour la période 1949-55, partiellement exécuté, a été remplacé par un second plan septennal qui, outre l'achèvement de projets déjà commencés, comporte l'exécution de nouveaux projets d'irrigation et d'autres projets. Ce plan

coûtera 840 millions de dollars, mais il se peut qu'il soit modifié sur l'avis de la Banque internationale pour que la période d'investissement maximum se place à la fin de la période de planification lorsque les recettes pétrolières auront atteint leur maximum. Le second plan quinquennal de l'*Irak* a commencé à être mis en œuvre en 1955. Il a été modifié en avril 1956 et les dépenses prévues seront maintenant de 488 millions de dinars (1 370 millions de dollars), soit 184 millions de dinars de plus qu'il n'était originellement annoncé, en raison de l'augmentation escomptée des recettes pétrolières. Ce plan comporte de grands projets d'irrigation, de drainage et de colonisation des terres. La *Syrie* a mis en route un programme quinquennal d'investissements, aux termes duquel 28 pour cent du montant total des dépenses prévues est attribué à l'irrigation et à l'énergie et 29 pour cent aux transports et aux communications. L'*Afghanistan* a conclu avec l'U.R.S.S. un accord d'assistance technique et financière en vue du développement de l'agriculture, de l'énergie, de l'irrigation, etc.

Potentiellement, le fait nouveau le plus important pour l'agriculture au Proche-Orient s'est toutefois situé hors du cadre d'un plan particulier de développement. Le projet de construction du barrage d'Assouan, dont le coût total est estimé à 1 300 millions de dollars, augmenterait d'au moins un tiers, s'il était réalisé, la superficie cultivable de l'*Egypte*.

L'intervention du gouvernement dans la commercialisation du coton est de plus en plus réduite. La Bourse du coton d'Alexandrie a été réouverte en septembre 1955 et les transactions à terme ont repris. Les planteurs sont à nouveau libres de vendre leur récolte aux exportateurs privés et la Commission égyptienne du coton se borne maintenant à s'occuper des questions de soutien des prix. Les droits à l'exportation du coton ont été fortement diminués.

Afrique

Dans certaines parties de l'Afrique, y compris l'Union Sud-Africaine, où le prix du maïs à la production a encore été abaissé, on s'efforce de persuader les planteurs de maïs de consacrer une partie de leurs terres à d'autres cultures. Un autre effet de la baisse des prix mondiaux de certains produits est que, dans certains territoires coloniaux britanniques, les prix garantis à la production de certaines cultures d'exportation ont été abaissés de façon à empêcher d'au-

tres prélèvements sur les réserves des Offices de commercialisation officiels (*Statutory Marketing Boards*). Dans certains territoires français d'outre-mer, des Caisses de stabilisation des prix ont été créées pour certains produits d'exportation.

En Union Sud-Africaine, le rapport Tomlinson, longuement attendu, sur le développement des Réserves indigènes, a été publié en 1956. La Commission a recommandé de consacrer 104 millions de livres en 10 ans pour le développement de l'agriculture et de l'industrie dans les Réserves pour que celles-ci puissent nourrir une population beaucoup plus dense. Le gouvernement n'a pas pu accepter toutes les recommandations de la Commission, mais il a annoncé récemment que, par l'intermédiaire du *Native Trust Fund*, des fonds seraient libérés en vue d'accélérer les travaux de boisement, de conservation du sol et d'irrigation.

A la suite de l'annonce faite au début de 1955 de l'octroi d'un autre don des *Colonial Development and Welfare Funds* pour la période 1955-60, quelques territoires coloniaux britanniques ont commencé à mettre en œuvre de nouveaux plans de développement applicables à cette même période ou ont révisé leurs plans précédents. Certains de ces nouveaux plans sont caractérisés par l'accent qu'ils mettent sur le développement agricole et industriel, alors que les premiers plans s'intéressaient surtout au développement des transports.

EVALUATION ET PERSPECTIVES D'ENSEMBLE

La situation alimentaire et agricole mondiale ne s'est pas essentiellement modifiée en 1955/56. La production a continué à se développer et, une fois de plus, ses progrès ont été inégalement distribués. Si les excédents de certains produits se sont un peu allégés en 1955/56, les stocks les plus importants, ceux de céréales et de coton, ont encore augmenté. Le volume des échanges mondiaux de produits agricoles a assez fortement augmenté en 1955 pour la première fois depuis plusieurs années, mais aucune tendance ascendante de caractère durable ne s'est encore manifestée et, du fait des baisses de prix, l'augmentation de la valeur des échanges de produits agricoles a été relativement faible. En fait, les prix ont généralement continué à évoluer dans un sens défavorable aux agriculteurs dont la position par rapport au reste

de la population s'est encore affaiblie. Le fléchissement des prix ne s'est encore fait sentir que fort peu au niveau du détail et la consommation ne s'est que légèrement améliorée.

Il semble que les disponibilités augmenteront de nouveau en 1956/57 et que la pause actuelle dans l'expansion économique se prolongera, tandis que la demande se maintiendra sans s'accroître de façon appréciable. Il y a donc peu de chances de voir les stocks excédentaires se réduire sensiblement en 1956/57, tandis que les tendances observées vers le début de 1956 en ce qui concerne les prix persisteront probablement. Elles pourront dans certains cas s'accroître sous l'effet de mesures plus énergiques d'écoulement des excédents.

Ainsi les principaux problèmes qui se posent à l'agriculture mondiale demeurent pratiquement inchangés. La plupart des gouvernements se trouvent pris entre la double nécessité de maintenir la position économique des agriculteurs tout en assurant aux consommateurs un approvisionnement alimentaire suffisant à des prix abordables. La position économique des populations agricoles, qui va en s'aggravant, continue à donner des inquiétudes. Bien que le nombre des individus qui vivent de l'agriculture ne cesse de décroître, les revenus agricoles par habitant sont presque partout très inférieurs à ceux que l'on perçoit dans d'autres secteurs et continuent encore à diminuer, ou tout au plus restent stationnaires dans la plupart des pays, alors que l'on assiste à un relèvement constant des revenus réels dans l'ensemble de l'économie. Pendant l'année considérée, on a noté une tendance de plus en plus fréquente à soutenir les revenus agricoles en abaissant le coût des biens nécessaires à l'agriculture, parfois au moyen de subventions directes, ce qui permet d'encourager l'accroissement de la productivité par l'emploi d'engrais, etc., tout en évitant de nouvelles hausses des prix de détail.

Les disponibilités alimentaires par habitant semblent avoir maintenant retrouvé leur niveau d'avant-guerre dans toutes les régions, mais des progrès considérables restent à accomplir, surtout en ce qui concerne la qualité du régime, dans les régions moins développées du monde. En dehors de la nécessité humaine d'améliorer les régimes alimentaires, une plus forte consommation représente, parallèlement à l'organisation réaliste et sélective de l'expansion de la production, le moyen le plus efficace et le plus salubre de résoudre le problème actuel des

excédents et d'en éviter le retour. Toutefois, bien que la situation se soit faite plus pressante du fait de l'existence de stocks excédentaires, on n'a jusqu'ici à peine entrepris de réduire les coûts de production et de commercialisation dans le but de mettre à la portée des consommateurs à faibles ressources des produits alimentaires plus abondants et de meilleure qualité. En outre, bien qu'il soit généralement admis que les stocks excédentaires devraient, partout où cela est possible, être utilisés pour favoriser le développement économique et relever les niveaux de vie et qu'un certain nombre de plans aient été proposés à cet effet, presque rien n'a encore été fait dans ce sens, sauf dans de rares cas où il s'agissait de remédier à une famine ou de porter secours à des groupes nécessiteux.

On a cependant déjà réussi, dans une certaine mesure, à ajuster plus étroitement la structure de la production à la demande. C'est ainsi, par exemple, que la production animale, pour laquelle il existe une forte demande, est en train de se développer à un rythme plus rapide que la production végétale dans la plupart des pays les plus évolués. De même, en Inde et dans certains autres pays insuffisamment développés, les nouveaux programmes de développement agricole tiennent davantage compte des besoins nutritionnels de la population.

L'avenir plus lointain dépendra en grande partie du succès des mesures récemment adoptées par les Etats-Unis pour alléger les stocks en réduisant la production. Les mesures proposées par la «Banque foncière» devraient faire sentir leur plein

effet sur les récoltes de la campagne 1957/58. Il est encore trop tôt pour décider si l'on pourra réaliser les importantes réductions de superficie envisagées et dans quelle mesure ces réductions seront compensées par des rendements supérieurs. Il sera peut-être nécessaire d'appliquer le programme de mise en réserve des superficies plus longtemps qu'on ne le prévoit actuellement. Le succès de ce programme sera fonction de la mesure dans laquelle il permettra de résorber les stocks d'excédents sans recourir à des opérations d'écoulement nuisibles aux marchés mondiaux.

La stabilité relative de la situation de l'alimentation et de l'agriculture en 1955/56, stabilité que l'on pense voir se maintenir au cours de la prochaine campagne, donne un répit supplémentaire pour l'application de ces mesures et d'autres qui tendent à ajuster la production agricole mondiale et à l'adapter plus étroitement aux fluctuations de la demande. Cette stabilité donne aussi un répit — moins généralement reconnu et à peine utilisé jusqu'ici — qui permet de s'attaquer au problème de la sous-consommation. Peut-être réussira-t-on ainsi à empêcher l'apparition d'excédents ruineux. Le trait le plus encourageant de la campagne 1955/56 est peut-être qu'elle prouve, par les nombreux et importants plans de mise en valeur mis en application pendant l'année, que l'expansion de la production agricole dans les régions sous-alimentées n'est pas freinée par la crainte des conséquences qu'entraînerait la constitution dans d'autres pays de stocks invendus.

Chapitre III - CERTAINS FACTEURS QUI INFLUENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES DES PRODUITS AGRICOLES

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le pouvoir d'achat des produits agricoles sur les marchés internationaux en termes de biens manufacturés a, dans l'ensemble, augmenté de 50 pour cent en moyenne par rapport à 1934-38. Vice versa, le pouvoir d'achat des biens manufacturés en termes de produits agricoles a baissé d'un tiers environ. Ces modifications du rapport des prix, que l'on appelle généralement « termes de l'échange », ont exercé une grande influence sur l'évolution économique d'après-guerre. D'un côté, elles ont aggravé la situation de la balance des paiements des pays de l'Europe occidentale qui sont importateurs de produits agricoles; de l'autre, elles ont aidé certains pays exportateurs de produits primaires à payer leurs importations de produits manufacturés, y compris celles de biens d'équipement, à une époque où ils en avaient grand besoin pour leur développement économique.

Les changements intervenus dans les prix relatifs ont été si importants qu'il est intéressant de chercher à savoir si cette tendance a des chances de se poursuivre et quelle a été l'influence de ces modifications sur l'évolution des échanges internationaux. On peut se demander, par exemple, si l'accroissement du pouvoir d'achat des produits agricoles a été dû principalement aux pénuries d'après-guerre, situation qui a été peut-être prolongée un peu artificiellement par les politiques de soutien des prix agricoles ou par les mesures gouvernementales de contrôle du commerce international; si les termes de l'échange des produits agricoles ont manifesté des ten-

dances à long terme; ou s'il existe un lien entre les changements intervenus dans les prix relatifs et la lenteur qui caractérise le développement des échanges de produits agricoles par rapport à l'expansion rapide des échanges de biens manufacturés.

Ces questions, qui touchent l'ensemble des produits agricoles, sont examinées dans les deux premières sections de ce chapitre. Les indications contenues dans les sections suivantes, consacrées au développement, en quantité et en valeur, des échanges des différents produits agricoles, offrent de plus grandes possibilités d'application pratique. Nous nous sommes efforcés de dégager quelques causes profondes de la stagnation ou du fléchissement du commerce de certains produits agricoles tandis que les échanges d'autres produits se développaient rapidement, et de voir si l'on pouvait obtenir des indications utiles sur ce que sera l'évolution probable de la demande des principaux produits agricoles sur les marchés internationaux.

Il s'agit là de questions qui intéressent au premier chef tous les pays qui participent au commerce international. Les pays industrialisés sont préoccupés par le prix relativement élevé atteint depuis la guerre par les produits agricoles par rapport à celui des produits manufacturés, ce qui les oblige à chercher constamment de nouveaux débouchés pour leurs exportations. Les pays sous-développés, pour désireux qu'ils soient d'accroître leurs disponibilités alimentaires nationales, n'en sont pas moins tenus de maintenir, voire d'accroître, leurs exportations de certains

produits alimentaires et agricoles pour pouvoir se procurer les devises étrangères indispensables à leur développement économique.

La présente étude ne prétend pas apporter la solution de ces problèmes; elle n'est rien d'autre qu'un exposé préliminaire, une première analyse d'ensemble à l'échelle mondiale, des principaux événements de la première moitié du siècle. Elle jette cependant les bases d'un examen que l'on espère poursuivre. Des études plus détaillées et des révisions éventuelles des statistiques de base seront entreprises dans les années à venir. C'est ainsi que la situation de chaque région, ou de chacun des principaux pays importateurs ou exportateurs, ou encore de chacun des principaux produits, pourrait faire l'objet d'un examen plus approfondi. Ce travail est présenté sous une forme résumée, sans les statistiques de base auxquelles on s'est référé; on espère que les questions et problèmes qu'il soulève susciteront des commentaires de la part d'autres spécialistes dans ce domaine.

Il conviendrait d'ajouter quelques mots sur les méthodes d'analyse. Disons tout d'abord que la méthode qui consiste à aborder le problème globalement est peut-être, tout au moins pour ce qui est des produits agricoles, moins générale et moins imprécise qu'elle peut sembler à première vue. On s'est surtout fondé sur les chiffres des importations: pour ce qui est de la plupart des produits agricoles, les échanges sont constitués en très grande partie par les importations d'une douzaine de pays fortement industrialisés. Mais on a procédé à des comparaisons précises avec des statistiques d'exportation comparables, et l'on a constaté une concordance étroite entre les conclusions qui ressortent de chaque série de données.

Les échanges de certains produits agricoles ont été profondément affectés par les modifications de frontières. C'est ainsi que la séparation de l'Allemagne a fait fortement augmenter les besoins d'importation de l'Allemagne occidentale en céréales. Les statistiques du commerce international du jute ont été profondément modifiées par la séparation de l'Inde et du Pakistan; aussi, pour des raisons de comparabilité, on n'a pas tenu compte, dans les estimations, des échanges entre ces deux pays. C'est pour la même

¹Les données statistiques détaillées sont trop volumineuses pour être incluses dans ce rapport. Elles ont cependant été réunies sous forme ronéotypée, avec un exposé des méthodes statistiques utilisées, et l'on peut les obtenir en s'adressant à la FAO, Rome.

raison qu'on a inclus dans le commerce international du riz les expéditions de ce produit effectuées avant 1939 par les anciens territoires japonais à destination du Japon. Cependant, si les modifications de frontières enregistrées depuis quelques dizaines d'années ont profondément modifié les échanges de certains produits, ils semblent avoir eu des répercussions moins profondes qu'on aurait pu le croire sur le commerce international des produits agricoles considérés dans leur ensemble.

Le fait que cette étude ait été entreprise du seul point de vue économique ne signifie pas que le commerce international des produits agricoles est soumis uniquement à des influences économiques et n'est pas touché par les facteurs politiques ou sociaux. C'est ainsi que la tendance vers une plus grande autarcie agricole, qui constitue l'un des principaux éléments influant sur les échanges, résulte en grande partie de ces facteurs, bien que certains problèmes économiques, tels que les difficultés des paiements à l'étranger, aient également exercé une certaine influence. De même, le déplacement qu'on vient d'enregistrer dans les échanges et qui favorise les produits manufacturés aux dépens des produits agricoles semble, comme nous le suggérons plus loin, imputable en partie à des modifications intervenues dans les valeurs sociales. Si nous nous sommes étendus, dans les sections suivantes, sur les facteurs économiques, c'est surtout parce que les autres facteurs ne se prêtent pas encore à des mesures quantitatives.

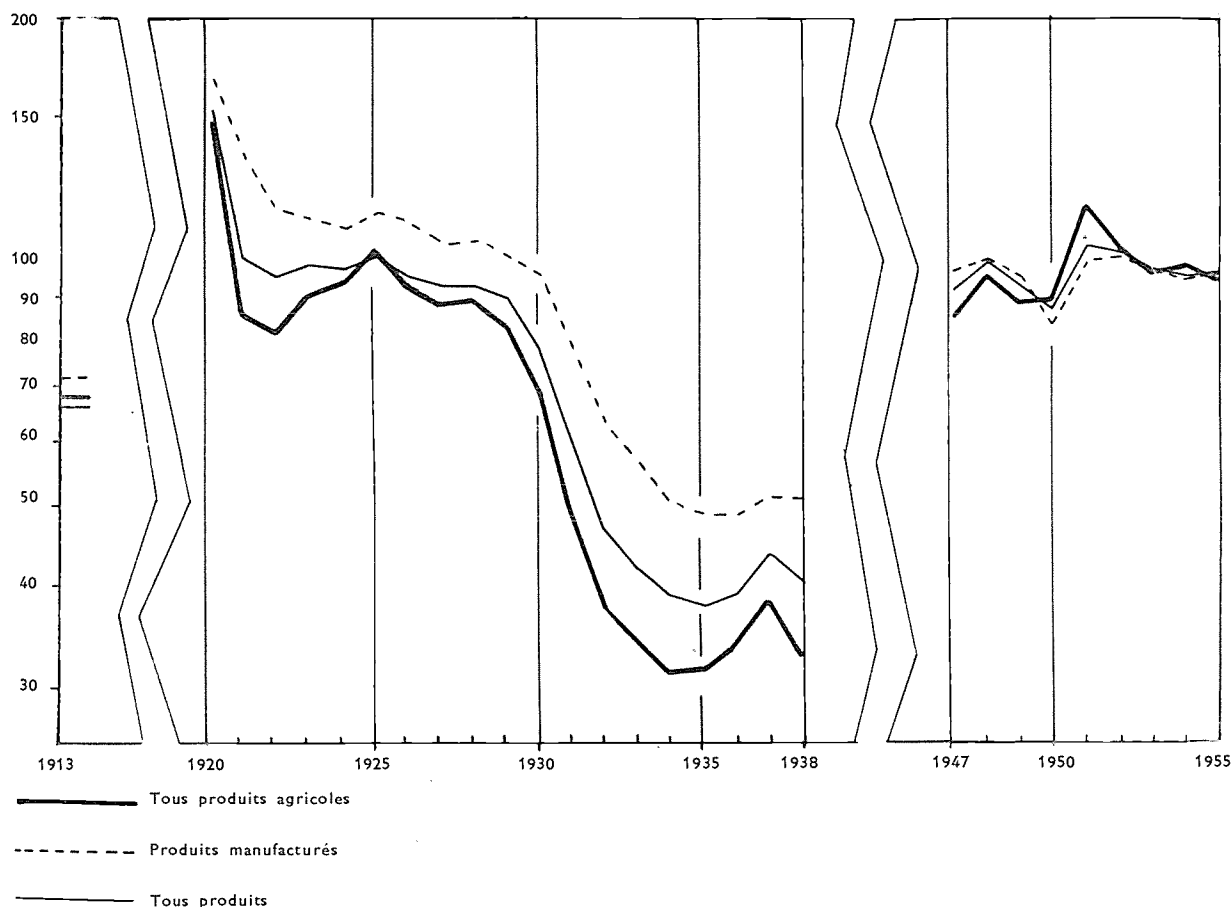
MODIFICATIONS DES TERMES DE L'ÉCHANGE DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS AGRICOLES

Il convient tout d'abord d'examiner rapidement le mouvement général des prix sur les marchés internationaux au cours des dernières décennies. Deux grandes guerres et deux grandes crises ont provoqué au cours de cette période des fluctuations exceptionnellement amples, et, comme on pouvait le prévoir, les prix agricoles ont subi des variations plus grandes que ceux des biens manufacturés. L'évolution de la situation depuis 1913 est représentée au graphique III-1, qui donne les indices annuels des valeurs unitaires moyennes² de tous les produits entrant dans le commerce mondial, ainsi que des indices comparables pour deux sous-

²Voir la note à la page 71.

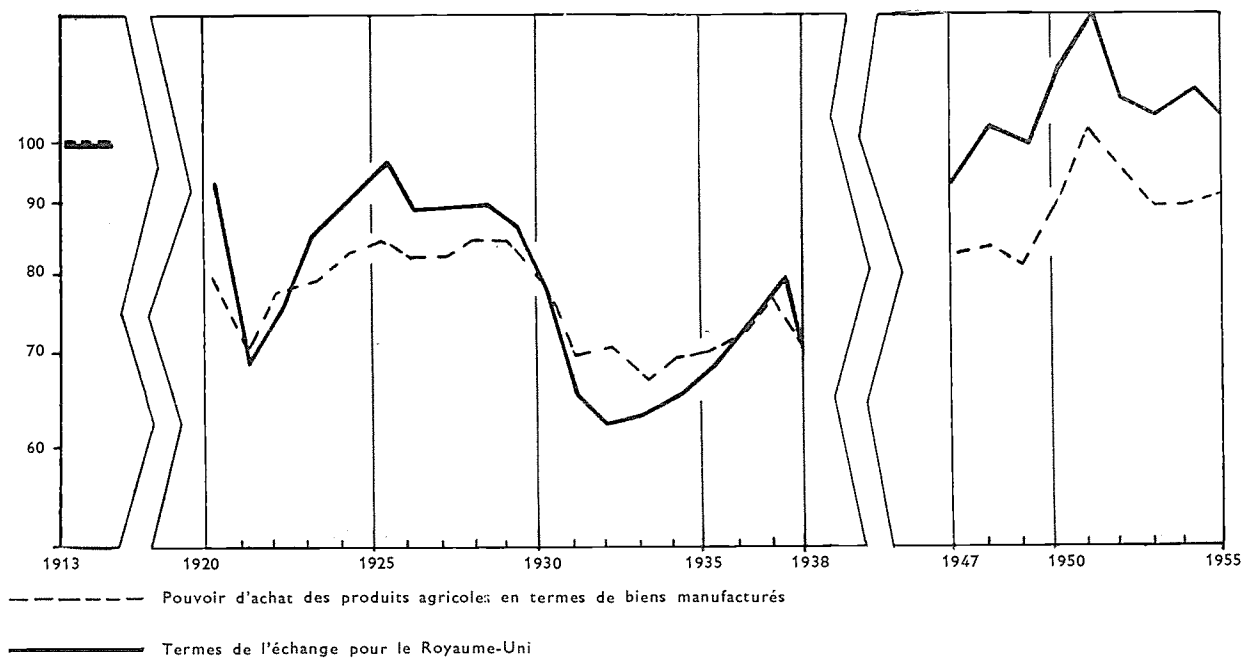
GRAPHIQUE III-1. Indices des valeurs unitaires moyennes des produits agricoles et des autres produits entrant dans le commerce international 1913-55

(1952/53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



GRAPHIQUE III-2. Indices du pouvoir d'achat (Termes de l'échange) des produits agricoles en termes de biens manufacturés sur les marchés mondiaux 1913-55 et termes de l'échange pour le Royaume-Uni

(1913 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



groupes : ensemble des produits agricoles et ensemble des produits manufacturés².

Depuis la deuxième guerre mondiale, ces trois indices de prix ont suivi une évolution sensiblement parallèle, la seule divergence importante étant la hausse de courte durée des prix agricoles pendant le boom coréen. En 1913, les trois indices (période de base 1952-53) sont également très voisins. Mais on voit que pendant toute la période de l'entre-deux-guerres les prix moyens des produits agricoles ont baissé par rapport à l'ensemble des prix (et plus encore des prix des produits manufacturés) beaucoup plus qu'ils ne l'avaient fait en 1913 ou qu'ils ne l'ont fait au cours de n'importe quelle année depuis 1947. L'écart a été très marqué au cours des deux crises de 1920 et 1930, ce qui confirme une fois de plus qu'en période de dépression, l'agriculture est surtout touchée par la baisse des prix, et l'industrie par la diminution du volume de la production et par le chômage.

Les données du graphique III-1 sont reprises ci-après (tableau III-1) sous forme de moyennes pour des périodes choisies pouvant couvrir jusqu'à quatre années. Le rapport entre les colonnes (b) et (c) donne, dans la dernière colonne, les « termes de l'échange » des produits agricoles, soit, en fait, le pouvoir d'achat de ces produits en termes de produits manufacturés.

C'est naturellement le pouvoir d'achat réel des produits agricoles, en termes soit de produits manufacturés, soit de biens en général, qui, plus que le prix en dollars ou en une unité monétaire quelconque de valeur variable, compte pour les pays tant exportateurs qu'importateurs. C'est précisément la valeur « réelle », ou pouvoir d'achat des produits agricoles, qui cons-

²La « valeur unitaire » est la valeur moyenne pondérée, par tonne (ou toute autre unité), des disponibilités totales d'un produit ou groupe de produits exporté (ou importé suivant le cas), au cours de la période indiquée. Elle est donc, à certains égards, plus représentative que les prix, qui ne reflètent que la valeur commerciale d'une catégorie ou d'une qualité (qui n'est pas nécessairement celle qui est la plus abondante) à une date donnée.

³Les indices du graphique III-1, pour tous les produits entrant dans le commerce international et pour les produits manufacturés, sont fondés sur ceux qui ont été publiés par les Nations Unies et, auparavant par la Société des Nations. Quant aux indices des produits agricoles, ce sont ceux de la FAO et ils appartiennent aux mêmes groupes que les indices trimestriels de la période d'après-guerre indiqués dans le graphique II-2. Dans ces indices les produits des pêches et des forêts ne sont pas compris; mais on trouvera plus loin des données sur certains de ces produits.

tituera l'objet essentiel de la suite de ce chapitre.

La dernière colonne du tableau III-1 fait nettement ressortir l'accroissement marqué du pouvoir d'achat des produits agricoles depuis la

TABEAU III-1. — VALEUR UNITAIRE MOYENNE DES PRODUITS AGRICOLES ET DES PRODUITS MANUFACTURÉS ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL, DE 1913 À 1954, ET TERMES DE L'ÉCHANGE (c'est-à-dire pouvoir d'achat des produits agricoles en termes de biens manufacturés)

PÉRIODE	Valeur unitaire moyenne de tous les produits (a)	Valeur unitaire moyenne des produits agricoles (b)	Valeur unitaire moyenne des produits manufacturés (c)	Termes de l'échange des produits agricoles en termes de produits manufacturés (b/c)
	..... 1952-53 = 100			
1913	66	68	71	95
1920	153	148	168	88
1921-22	98	83	124	67
1923-26	99	95	112	85
1927-30	89	82	102	81
1931-34	47	38	63	60
1935-38	41	34	50	68
1947-49	95	90	97	93
1950-51	96	103	92	112
1952-53	100	100	100	100
1954-55 (provisoire)	96	97	97	100

NOTE: Les périodes pour lesquelles des moyennes sont données dans le tableau ci-dessus ainsi que dans les tableaux suivants, ont été choisies de façon à correspondre approximativement aux différentes phases de l'évolution économique récente. Entre les deux guerres, 1920 a été une année de boom; 1921-22 a coïncidé approximativement avec la première crise qui a eu lieu après la première guerre mondiale; les années 1923-26 et 1927-30 ont été des périodes de prospérité en Amérique du Nord, et dans une certaine mesure ailleurs, bien que le chômage soit demeuré très important; 1931-34 ont été des années de crise; en 1935-38 la reprise n'a été que partielle; en 1938 l'activité industrielle et les prix ont subi un fléchissement inquiétant. Depuis la deuxième guerre mondiale, les années 1947-49 ont marqué une reprise rapide; la période 1950-51 couvre en grande partie le boom coréen; depuis 1952, les prix ont été remarquablement stables et le progrès économique assez continu.

deuxième guerre mondiale, par rapport aux dix années qui l'ont précédée. On remarque également que si tous les prix (exprimés en dollars ou en autres monnaies) étaient, en 1913, sensiblement inférieurs à ceux des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, le pouvoir d'achat des produits agricoles est à peu près le même au cours de ces deux périodes.

Comparaisons avec les statistiques nationales

Pour vérifier dans une certaine mesure l'ordre de grandeur des changements assez frappants des rapports de prix que fait ressortir le tableau III-1, les estimations ci-dessus ont été comparées avec certaines statistiques nationales. Dans le graphique III-2, on a rapproché les estimations annuelles des termes de l'échange (pouvoir d'achat) des produits agricoles (en termes de produits manufacturés, correspondant à la dernière colonne du tableau III-1) des termes de l'échange pour le Royaume-Uni (valeur unitaire moyenne des importations du Royaume-Uni divisée par la valeur unitaire moyenne des exportations de ce pays). Pour faciliter la comparaison, on a pris pour base des indices FAO 1913 = 100.

Si le Royaume-Uni est le plus gros importateur mondial de produits agricoles et l'un des principaux exportateurs de produits manufacturés, son commerce n'a cependant pas ce caractère exclusif. Néanmoins, il existe entre les deux courbes, pendant la période de l'entre-deux-guerres, une correspondance étroite, et leurs rapports avec les prix de 1913 sont pratiquement les mêmes. Depuis la deuxième guerre mondiale, les deux courbes sont parallèles, mais à des niveaux assez différents. Il est bien précisé cependant que les indices du Royaume-Uni pour cette dernière période ne sont pas comparables avec les chiffres antérieurs.

Pour les Etats-Unis, on peut établir une comparaison entre les indices publiés de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés et des estimations de la valeur unitaire des exportations et des importations agricoles tirées des données publiées sur le volume et la valeur de ce commerce. Aux Etats-Unis, la composition des importations de produits agricoles est très différente de celle des exportations de ces produits ; aussi la valeur unitaire des unes et des autres et les rapports de prix avec les biens manufacturés ne coïncident-ils pas. C'est ainsi que la valeur unitaire des importations agricoles, où le café occupe une place importante, a fortement augmenté depuis la deuxième guerre mondiale. Cependant, l'accroissement des termes de l'échange pour la moyenne pondérée des exportations et des importations agricoles américaines de 1934-38 à 1952-53 (période de base), est très voisin de celui des estimations de la FAO pour l'ensemble des produits agricoles (tableau III-2). Les statistiques na-

tionales du Royaume-Uni et des Etats-Unis paraissent donc confirmer les conclusions qui sont résumées dans le tableau III-1.

TABLEAU III-2. — MODIFICATIONS DES TERMES DE L'ÉCHANGE (PRODUITS AGRICOLES/PRODUITS MANUFACTURÉS) DE 1934-38 A 1952-53 (ESTIMATION)

RUBRIQUE	1934-38	1952-53	Modification en pourcentage
ETATS - UNIS. Exportations agricoles	76	100	+ 32
Importations agricoles . .	58	100	+ 72
Moyenne pondérée	65	100	+ 54
FAO. Produits alimentaires et aliments du bétail. . .	75	100	+ 33
Produits pour boissons et tabac	55	100	+ 82
Matières premières d'origine agricole	58	100	+ 72
Moyenne pondérée	67	100	+ 49

Tendances à long terme

On a indiqué dans les paragraphes précédents les grandes modifications intervenues depuis 1913 dans le rapport des prix sur les marchés internationaux pour l'ensemble des produits agricoles. Mais cet exposé ne nous permet pas encore de déterminer si les termes de l'échange des produits agricoles depuis la seconde guerre mondiale ont été particulièrement favorables ou si, au contraire, les termes de l'échange entre les deux guerres ont été particulièrement défavorables. Le fait que depuis 1947 le rapport des prix est voisin de celui de 1913 peut faire pencher en faveur de la première hypothèse ; mais il n'est pas concluant, car il est possible que les prix de la seule année 1913, c'est-à-dire à la veille de la première guerre mondiale, aient atteint un niveau anormal.

La FAO n'a pas pu déterminer antérieurement à 1913 les données de base sur la valeur unitaire des produits agricoles. Mais le professeur Lewis⁴ a publié récemment une série d'indices de prix pour les produits alimentaires, les matières premières et les biens manufacturés entrant dans le commerce international pour la période 1870-1938, ainsi que des chiffres pro-

⁴W. A. Lewis, « World Production, Prices and Trade, 1870-1960 », *Manchester School of Economic and Social Studies*, XX, 2, mai 1952.

visoires pour 1950. A partir de 1929 les chiffres se fondent sur les statistiques de la Société des Nations ; les estimations antérieures à cette date sont fondées surtout sur des données publiées par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les indices établis par le professeur Lewis pour les produits manufacturés sont pratiquement identiques à ceux du tableau III-1 et du graphique III-1. Pour les produits alimentaires, il a groupé plusieurs séries et leur base a été modifiée en 1913 et en 1929. Ces faits, joints à certaines différences sur le nombre des produits considérés, expliquent peut-être pourquoi, dans ses estimations, la chute des prix au cours de la crise des années trente est sensiblement moins accusée que celle qui ressort des indices de la FAO (tableau III-3).

TABLEAU III-3. — TENDANCES A LONG TERME DES TERMES DE L'ÉCHANGE (POUVOIR D'ACHAT DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET AUTRES PRODUITS AGRICOLES EN TERMES DE PRODUITS MANUFACTURÉS)

PÉRIODE	Pro- duits alimen- taires	Pro- duits alimen- taires	Pro- duits pour bois- sons et tabacs	Matie- res pre- mières d'ori- gine agri- cole	En- semble des pro- duits agri- coles
	1	2	3	4	5
	..... 1913 = 100				
1870-74	113	—	—	—	—
1875-79	118	—	—	—	—
1880-84	117	—	—	—	—
1885-89	107	—	—	—	—
1890-94	105	—	—	—	—
1895-99	101	—	—	—	—
1900-04	97	—	—	—	—
1905-09	98	—	—	—	—
1910-13	100	¹ 100	¹ 100	¹ 100	¹ 100
1921-22	79	81	67	58	71
1923-26	97	90	92	89	90
1927-30	94	89	96	73	85
1931-34	77	67	77	46	64
1935-38	82	76	75	58	72
1947-49	¹ 100	107	102	79	98
1950-51	—	103	139	129	118
1952-53	—	99	136	98	105
1954-55	—	92	163	95	106

¹Estimations du professeur Lewis. — ²Estimations de la FAO. — ³1913 seulement. — ⁴1950 seulement.

Mais la série de chiffres relatifs aux produits alimentaires que donne Lewis pour la période antérieure à 1913 est continue et ne laisse aucun doute sur la réponse à la question posée. Il en ressort nettement que 1913 n'a pas été une année de prix anormaux. Au contraire, elle marque la fin d'une période de stabilité remarquable de rapport des prix, remontant aux en-

virons de 1895. L'examen des données du professeur Lewis et de celles de la FAO fait ressortir nettement que le rapport des prix sur les marchés internationaux a été, au cours de la période d'entre-deux-guerres, beaucoup plus défavorable pour les produits agricoles par rapport aux produits manufacturés qu'il ne l'a jamais été au cours du siècle actuel. Toute comparaison basée sur le rapport des prix agricoles avec les prix industriels pendant les années qui ont immédiatement précédé la deuxième guerre mondiale risque donc de prêter à des interprétations fortement erronées.

Si l'on remonte plus loin dans le temps, il semble que le rapport des prix ait été plus favorable encore aux produits agricoles. En fait, il semble ressortir des chiffres du tableau III-2 qu'au cours de la période 1870-85 le pouvoir d'achat des produits agricoles en termes de produits manufacturés se situait à un niveau voisin de celui qui a été atteint, pendant une brève période, au cours du boom coréen.

La construction de séries d'indices de prix offrant un degré raisonnable de comparabilité est difficile si l'on ne se limite pas à une période relativement brève, notamment s'il s'agit de produits manufacturés, de sorte qu'il ne faut pas attacher trop d'importance aux comparaisons avec des dates aussi éloignées que 1870. Il ressort néanmoins des données du tableau III-3 qu'à la fin du XIX^e siècle on a enregistré un fléchissement important du pouvoir d'achat des produits agricoles sur les marchés internationaux et qu'après une période de stabilité ce fléchissement s'est manifesté à nouveau peu de temps après la première guerre mondiale.

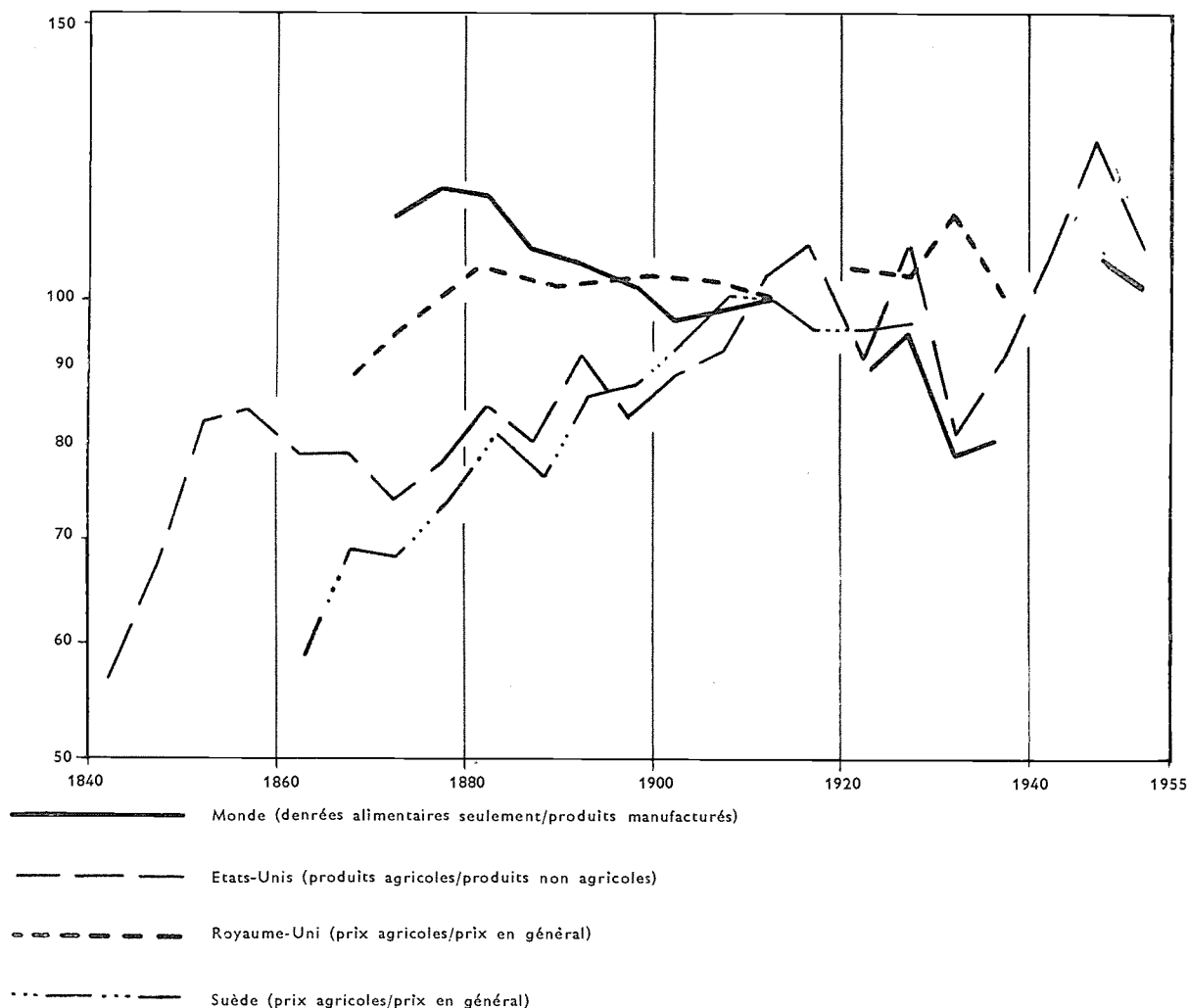
Comparaison des tendances à long terme sur les marchés nationaux et internationaux

Cette tendance à la baisse des prix agricoles sur les marchés mondiaux contraste avec la tendance à long terme de ces prix sur certains marchés nationaux. Plusieurs auteurs américains⁵ ont relevé qu'au cours du siècle dernier les prix agricoles ont subi aux Etats-Unis une hausse beaucoup plus importante que l'ensemble des prix. La même tendance a été observée en Suède et également, dans une certaine mesure,

⁵Voir, par exemple : F. Strauss et L. H. Bean, « Gross Farm Income and Indices of Farm Production and Prices in the United States 1869-1937 », U.S. Department of Agriculture, *Technical Bulletin* 703, 1940, et S. E. Ronk : « Prices of Farm Products in New York State, 1841-1935 », Cornell University Agricultural Experiment Station, *Bulletin* N° 643, 1935.

GRAPHIQUE III-3. Indices du pouvoir d'achat des produits agricoles sur les marchés internationaux et sur le marché intérieur aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suède

(1913 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



au Royaume-Uni⁶. La divergence apparente des tendances à long terme de rapport des prix sur les marchés internationaux et sur les marchés intérieurs (graphique III-3) présente un intérêt qui déborde peut-être le cadre purement historique et mérite une étude plus approfondie.

Peut-être existe-t-il moins une tendance permanente à long terme qu'une série de répercussions à relativement court terme. C'est ainsi que sur le marché international les années 1870 à 1885 semblent avoir constitué une période de stabilité relative de rapport des prix, suivie, de 1885 à 1895, par un fléchissement sensible de la valeur relative des produits agricoles, et d'une

autre période de stabilité qui a duré jusqu'en 1913. A partir de cette année-là, c'est surtout l'influence des guerres et des crises économiques qui se fait sentir.

LES TERMES DE L'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES ET LA STRUCTURE DU COMMERCE MONDIAL

Il s'agit maintenant de voir comment les modifications des prix relatifs des produits agricoles et des produits manufacturés influent sur le développement du commerce international. D'une manière générale, il semble que le niveau du commerce international soit essentiellement fonction du niveau de l'activité économique mondiale. C'est ainsi que le professeur Lewis, prenant

⁶E. M. Ojala, *Agriculture and Economic Progress*, Oxford University Press, 1950.

l'indice de la production industrielle mondiale comme indicateur de l'activité économique et de la demande mondiales, a montré que, de 1881 à 1929, le rapport entre cet indice et le volume du commerce mondial des produits primaires était assez constant. Le rapport est très étroit si l'on ne tient pas compte, dans le calcul de l'indice de la production industrielle, de l'économie, largement indépendante, des Etats-Unis ; on constate alors qu'à une augmentation de 1 pour cent de la production industrielle mondiale correspond en moyenne une augmentation de 0,87 pour cent du commerce mondial des produits primaires⁷.

Si l'on tient compte des Etats-Unis dans le calcul de l'indice de la production industrielle, on observe une rupture du rapport après la première guerre mondiale : le niveau du commerce international des produits primaires est alors inférieur à ce qu'il était avant la guerre pour un niveau donné d'activité économique. Les Etats-Unis produisant la plus grande partie de leurs matières premières, l'expansion industrielle de ce pays agit moins sur le développement du commerce international que ne le fait l'expansion industrielle de pays moins indépendants du point de vue économique ; la rupture du rapport traduit donc la forte augmentation de l'importance relative de l'industrie américaine pendant la première guerre mondiale et depuis.

La crise des années trente a altéré le rapport qui existait entre l'activité économique mondiale et le développement du commerce international des produits primaires ; mais ce rapport reprend entre 1934 et 1938, encore que le niveau du commerce soit inférieur à ce qu'il était auparavant, pour un niveau donné d'activité industrielle.

On peut, à partir des données fournies par le professeur Lewis, montrer qu'une relation à long terme semblable vaut non seulement pour le volume du commerce international des produits primaires, mais aussi pour le volume du commerce international dans son ensemble. Dans ce cas également, on constate deux points de rupture : le premier est dû à l'abaissement du niveau des échanges après la première guerre mondiale et traduit la plus grande importance relative de l'économie américaine ; le deuxième, dû lui aussi à l'abaissement du niveau des échanges, se situe après la crise de 1930. Ces deux ruptures ont eu pour effet de retarder l'expansion du commerce international, qui n'a pas suivi celle de la production industrielle mondiale.

Part revenant aux produits manufacturés et aux produits primaires dans le commerce mondial

On pourrait s'attendre qu'il existe un lien entre, d'une part, les modifications des prix relatifs des produits agricoles et des produits manufacturés et, d'autre part, sinon le niveau du commerce mondial dans son ensemble, du moins la part qui revient respectivement à ces deux groupes de produits dans la composition du commerce mondial.

Le commerce international est, pour une large part, un échange de produits manufacturés et de produits primaires, dont les denrées alimentaires et les autres produits agricoles constituent la part la plus importante. Selon des estimations du GATT⁸, les exportations des pays non industrialisés ont, en 1952 et 1953, représenté, en valeur, 60 pour cent des expéditions mondiales de produits agricoles, et leurs importations environ 50 pour cent des expéditions mondiales de produits manufacturés. L'ensemble de ces transactions, qui ont consisté en grande partie en un échange direct de produits agricoles contre des produits manufacturés, représentait près de la moitié de la valeur totale du commerce mondial. On peut supposer, en outre, qu'une bonne partie des 40 pour cent des expéditions mondiales de produits agricoles qui provenaient de pays industrialisés a été échangée contre des produits manufacturés importés.

Il pourrait donc, semble-t-il, y avoir un certain rapport entre la valeur totale du commerce mondial des produits manufacturés et la valeur totale du commerce mondial des produits agricoles (ou des produits primaires dans leur ensemble). Mais ce rapport ne serait pas nécessairement étroit car, non seulement les produits primaires sont directement échangés contre des produits manufacturés, mais il arrive souvent aussi qu'ils le soient contre d'autres produits primaires, que des produits manufacturés soient échangés contre d'autres produits manufacturés, et que ces deux catégories de produits soient échangées contre des services.

Or, la relation se trouve être plus étroite qu'on aurait pu le supposer. Le professeur Lewis note qu'entre 1881 et 1938 la proportion des produits manufacturés dans l'ensemble du commerce mondial ne s'est jamais beaucoup éloignée de 37 pour cent⁹. Si l'on rapproche les indices de la

⁷W. A. Lewis, *op. cit.*

⁸GATT, *International Trade 1954*, Genève, 1955.

⁹W. A. Lewis, *op. cit.*

valeur totale du commerce mondial des produits agricoles, établis par la FAO, des indices de la valeur du commerce mondial des produits manufacturés, établis par la Société des Nations et par l'Organisation des Nations Unies (graphique III-4), il semble qu'il y ait eu également une relation assez constante entre ces deux secteurs du commerce mondial de 1913 à 1938¹⁰. Après la deuxième guerre mondiale, cependant, la relation est moins étroite et la valeur du commerce

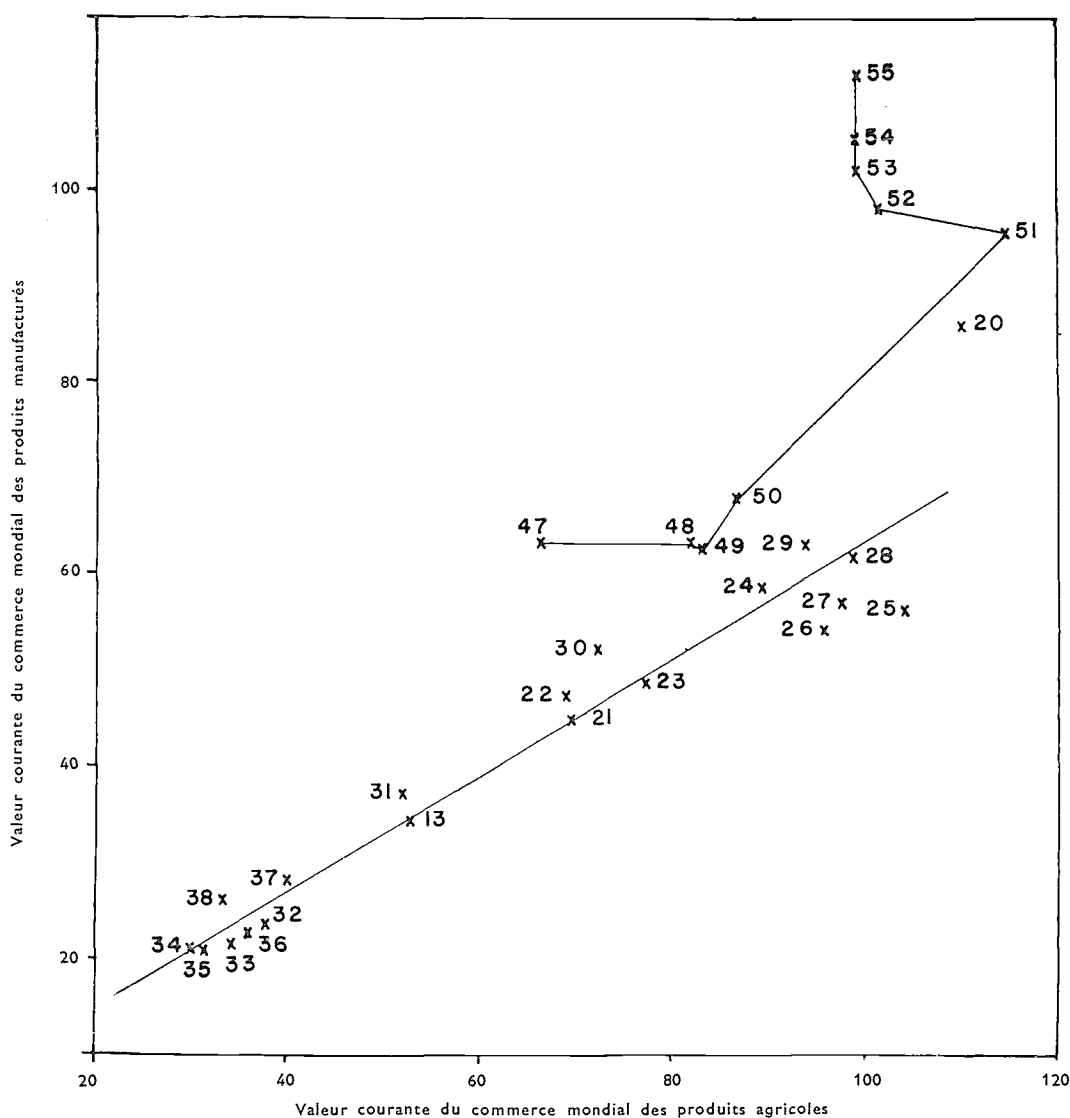
¹⁰Mais le rapport du graphique III-4 traduit, pour une partie, les modifications de la valeur générale de la monnaie dans les échanges internationaux pendant cette période.

des produits manufacturés est, par rapport à la valeur du commerce mondial des produits agricoles, sensiblement plus élevée qu'avant la guerre.

S'il existe une relation assez constante entre la valeur du commerce international des produits agricoles et la valeur du commerce international des produits manufacturés, il s'ensuit qu'à des modifications importantes des termes de l'échange entre ces deux groupes de produits (du genre de celles qui sont survenues, ainsi qu'on l'a montré, après la première guerre mondiale, après la crise des années trente et après la deuxième guerre mondiale) devraient correspondre des modifi-

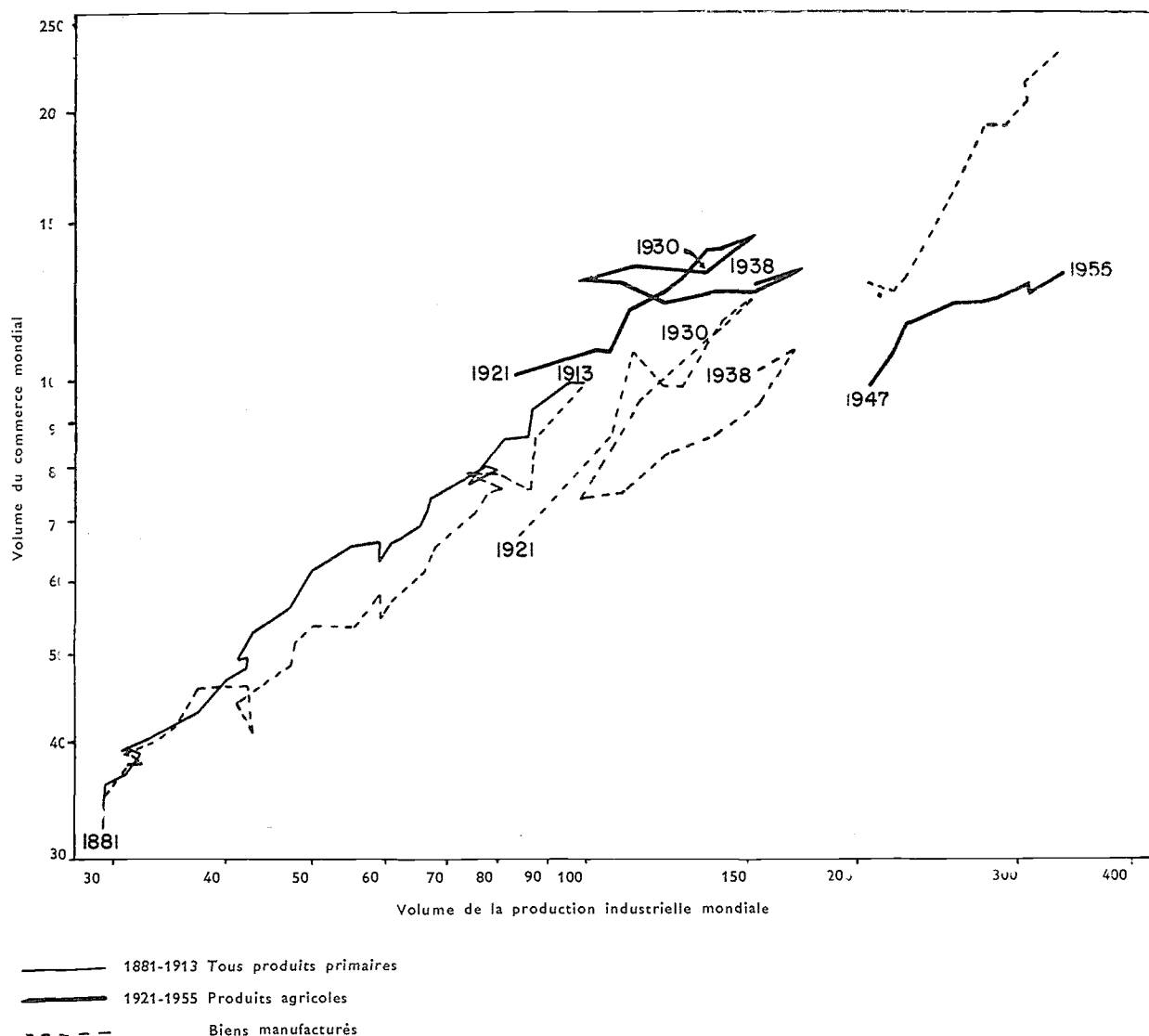
GRAPHIQUE III-4. Rapport entre la valeur courante du commerce mondial des produits agricoles et des biens manufacturés

(1952-53 = 100)



GRAPHIQUE III-5. Accroissement relatif du commerce international des produits agricoles et des biens manufacturés

(1913 = 100 ; échelles logarithmiques)



cations parallèles du volume relatif de leur commerce. Or, c'est bien ce qui s'est passé. On trouvera les données essentielles au graphique III-5 qui indique, par rapport à la production industrielle mondiale (Etats-Unis compris) :

- a) le volume du commerce mondial des produits manufacturés de 1881 à 1955,
- b) le volume du commerce mondial des produits primaires de 1881 à 1913,
- c) le volume du commerce mondial des produits agricoles de 1921 à 1955.

Pour les années antérieures à 1913, on s'est servi, pour établir ce graphique, de données pu-

blées par la Société des Nations et utilisées par le professeur Lewis; pour les années postérieures à 1913, on a pris des indices de la Société des Nations et des Nations Unies sauf en ce qui concerne c) pour lequel on a utilisé des estimations de la FAO.

Il est évident qu'avant 1913 le commerce international des produits primaires et le commerce des produits manufacturés se développaient à peu près au même rythme (au moins à long terme) et qu'il existait un rapport fort semblable entre eux et le niveau de l'activité industrielle mondiale.

Après 1921 et jusqu'à la crise de 1930, la courbe du volume du commerce des produits agricoles est restée plus ou moins semblable à la courbe du volume du commerce de l'ensemble des produits primaires d'avant la première guerre mondiale. En d'autres termes, pendant cette période, le volume du commerce mondial des produits agricoles, pour un niveau quelconque de l'activité industrielle mondiale, a correspondu à peu près à ce que pouvaient laisser escompter les chiffres d'avant-guerre.

Par contre, on voit que, de 1921 à 1930, le volume du commerce mondial des produits manufacturés s'est établi, par rapport au niveau de l'activité industrielle mondiale, à un niveau sensiblement inférieur à celui qu'il atteignait avant la première guerre mondiale. Cet écart a persisté et s'est même intensifié, lorsqu'un rapport régulier s'est rétabli aux environs de 1934, après les irrégularités des courbes constatées au moment de la crise de 1930.

Il ressort d'estimations approximatives que le pourcentage de diminution du volume du commerce des produits manufacturés, en comparaison de ce que l'on aurait escompté si le rapport existant avant-guerre s'était maintenu, a été à peu près le même, pour chaque période considérée, que le pourcentage de diminution du pouvoir d'achat des produits agricoles en termes de produits manufacturés. Etant donné que l'équilibre a été maintenu du fait de la contraction du volume du commerce des produits manufacturés, il semble que la demande d'importation des pays industrialisés ait été relativement peu touchée par la baisse des prix des produits agricoles et que ces pays aient obtenu les importations de produits agricoles dont ils avaient besoin, en échange d'un volume d'exportations de produits manufacturés moins important qu'auparavant¹¹.

Un ajustement dans le sens opposé semble s'être produit après la deuxième guerre mondiale. Mais cette fois, le relèvement des prix relatifs des produits agricoles ne s'est pas tant traduit par une modification du volume du commerce des produits manufacturés (le même rap-

port a continué à exister, entre celui-ci et le niveau de l'activité économique mondiale, que pendant les années qui ont immédiatement précédé la guerre), que par une contraction du volume du commerce des produits agricoles par rapport au niveau de l'activité économique mondiale. La contraction du volume du commerce international continua même après l'apparition des excédents agricoles et, après 1949, ne peut pas être attribué à la pénurie de denrées alimentaires de l'après-guerre.

Les raisons de cette réaction différente ne sont pas encore claires. Mais peut-être traduisent-elles l'importance grandement accrue de l'industrie manufacturière dans l'économie mondiale et, en particulier, la résolution qu'ont prise les gouvernements de maintenir au niveau le plus élevé possible les importations de produits manufacturés, notamment celles de biens d'équipement, de façon à accélérer la reprise et le développement économiques, fût-ce au prix d'une certaine pénurie de denrées alimentaires, etc.

Il est possible d'observer une autre différence entre les réactions qui se sont produites après la première et la deuxième guerres mondiales. Après la deuxième guerre mondiale, le déplacement des volumes relatifs du commerce des produits agricoles et du commerce des produits manufacturés a été sensiblement plus accentué qu'il n'était nécessaire pour compenser les changements intervenus dans le rapport des prix. C'est ce qui ressort des données du graphique III-4. Il apparaît donc que d'autres facteurs ont également joué un rôle. C'est ainsi que certaines formes d'aide économique peuvent avoir mis quelques pays en mesure de porter leurs importations de produits manufacturés, y compris les biens d'équipement, bien au-dessus du niveau que les simples recettes en devises étrangères leur auraient permis d'atteindre.

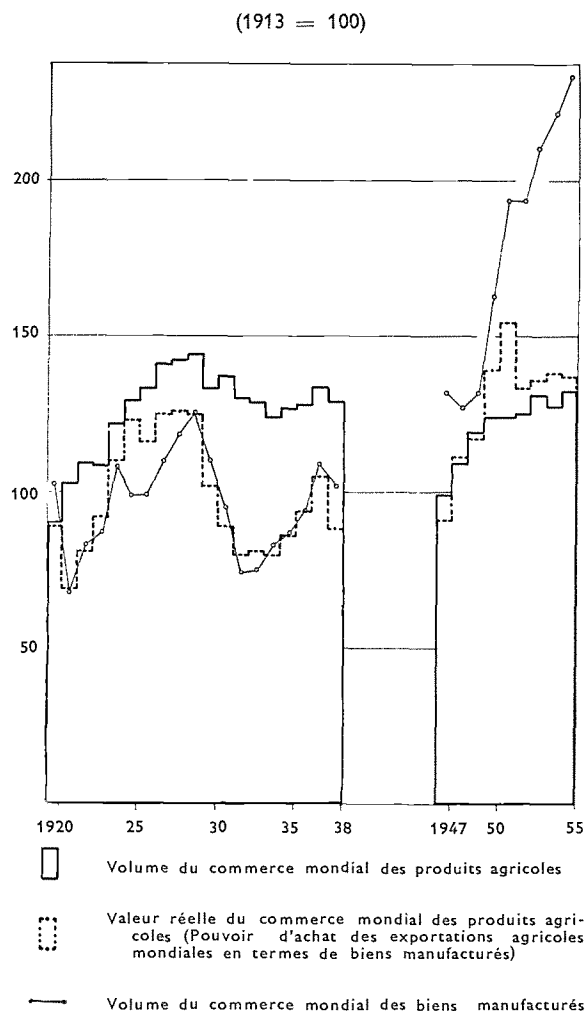
Ce serait simplifier à l'excès que de conclure de ce qui précède qu'à l'exception des cas où une telle aide économique spéciale est accordée c'est surtout le niveau des recettes en chiffres réels fournies par les exportations de produits agricoles qui détermine le niveau du commerce des produits manufacturés ou, à l'inverse, que c'est surtout le volume relatif du commerce des produits manufacturés qui détermine le prix des produits agricoles dans les échanges extérieurs. Certes, le niveau des échanges dans chaque secteur réagit sur l'autre secteur, et un niveau élevé d'activité économique stimulerait les deux secteurs.

¹¹Le volume du commerce des produits primaires dans leur ensemble (on ne l'a pas indiqué pour ne pas surcharger le graphique) s'est lui aussi contracté au point d'occuper une position intermédiaire entre le volume du commerce des produits agricoles et le volume du commerce des produits manufacturés. Il semble donc que le volume du commerce des produits primaires d'origine non agricole se soit contracté de la même façon que le volume du commerce des produits manufacturés.

Mais il semble bien que le niveau des recettes des exportations de produits agricoles influe sur le volume des échanges des biens manufacturés plus fortement que le niveau des recettes des exportations de biens manufacturés sur le volume des échanges de produits agricoles. C'est du moins l'opinion la plus généralement admise, et celle qui à tout prendre paraît raisonnable. En général, les pays exportateurs de denrées agricoles, ayant moins de ressources économiques que les pays industrialisés, doivent adapter plus strictement leurs achats à leurs recettes annuelles.

C'est ainsi que la valeur réelle du commerce mondial des produits agricoles (c'est-à-dire leur pouvoir d'achat en termes de produits manufacturés) a suivi de très près la courbe du volume des produits manufacturés, surtout entre les deux

GRAPHIQUE III-6. Volume du commerce mondial des biens manufacturés et volume et valeur réelle du commerce mondial des produits agricoles



guerres (graphique III-6). La relation inverse est moins étroite, bien que légèrement améliorée par un décalage d'environ deux ans.

CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA VALEUR UNITAIRE, LE VOLUME ET LA VALEUR TOTALE DU COMMERCE DE CERTAINS PRODUITS

Changements intervenus dans la valeur unitaire de certains produits

La valeur unitaire et les termes de l'échange de l'ensemble des produits agricoles sont nécessairement des notions assez générales ; aussi les tendances des prix ou du pouvoir d'achat de certains produits agricoles présentent-elles un intérêt plus pratique. Le tableau III-4 donne les indices du pouvoir d'achat de certains produits importants de l'agriculture, des forêts et des pêches sur le marché international depuis 1913.

On a trouvé commode de présenter les données relatives à chaque produit d'une façon légèrement différente de celle que l'on a utilisée pour l'ensemble des produits agricoles. On a tout d'abord corrigé les valeurs unitaires, originellement estimées en dollars des Etats-Unis, en leur appliquant l'indice général des prix plutôt que l'indice des prix des produits manufacturés¹². Les chiffres figurant au tableau III-4 indiquent donc le pouvoir d'achat d'une tonne de chaque produit en termes de tous les produits entrant dans le commerce international et non plus en termes de produits manufacturés seulement. Cette méthode était moins satisfaisante lorsqu'il s'agissait de l'ensemble des produits agricoles, étant donné qu'ils pèsent eux-mêmes si lourdement dans l'indice général des valeurs unitaires.

En deuxième lieu, on a pensé qu'il valait mieux relier les indices à une période de référence d'avant-guerre, de façon à faire ressortir plus nettement les tendances des prix depuis la deuxième guerre mondiale. En effet, si l'on prend comme période de base une période d'après-guerre, les différences enregistrées récemment entre les produits risquent de ne pas apparaître clairement. Mais le choix d'une période d'avant-guerre comme période de base n'a pas été facile. Les années qui ont immédiatement suivi la guerre ayant été éliminées en raison du rapport des prix anormal qui existait à l'époque,

¹²Colonne a) plutôt que colonne c) du tableau III-1.

TABLEAU III-4. — POUVOIR D'ACHAT MOYEN PAR UNITÉ DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE MONDIAL, 1913-55
(Valeur unitaire moyenne corrigée d'après l'indice général des prix)

PRODUIT	1913	1920	1921-22	1923-26	1927-30	1931-34	1935-38	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55
	..... 1920-38 = 100										
Blé.	111	115	111	105	104	79	103	119	98	97	85
Riz.	110	89	99	111	119	85	89	184	149	188	160
Maïs	110	101	100	107	111	84	98	140	119	134	113
Orge	115	119	103	101	107	87	98	115	98	105	83
Céréales secondaires . .	112	108	102	106	111	84	97	133	113	124	102
TOUTES CÉRÉALES CI-DESSUS	112	109	108	107	109	81	96	132	108	115	100
Sucre (brut et raffiné):	98	221	104	112	82	85	88	95	101	93	91
Huiles végétales comes- tibles et oléagineux (équivalent d'huile) .	158	112	99	108	112	88	90	112	114	102	102
Graines et huile de lin (équivalent d'huile) .	103	115	97	109	111	86	93	164	110	102	68
Tourteaux.	110	87	105	98	110	95	97	144	105	112	132
Pommes	77	75	106	85	104	113	102	76	65	65	76
Oranges.	61	84	97	81	109	115	100	101	79	74	79
Bananes	77	61	86	82	97	132	106	159	160	148	153
Raisins secs.	80	87	123	91	93	116	92	72	64	62	63
Viande de bœuf et de veau	107	87	95	85	109	112	100	89	106	106	120
Viande de mouton et d'agneau	154	55	100	98	99	105	109	63	56	63	84
Bacon	100	81	108	94	98	94	115	89	77	81	75
TOUTES VIANDES	111	79	101	90	100	105	109	80	79	83	91
Beurre	110	89	111	108	114	89	88	78	67	72	76
Fromage	97	73	98	101	111	101	95	89	73	75	78
Œufs (en coquille) . .	95	113	115	99	106	99	86	91	71	78	71
TOUTS PRODUITS DE L'ÉLE- VAGE	104	85	103	96	105	101	100	86	76	80	85
Morue salée. . . . .	...	86	105	100	107	101	94	144	122	134	¹ 144
Hareng salé. . . . .	...	57	68	87	100	119	120	133	107	116	¹ 115
Farine de poisson . . .	...	75	78	96	112	114	95	126	119	104	¹ 126
Café	115	77	74	117	128	102	72	89	165	174	202
Thé	81	45	69	100	107	109	114	91	84	78	116
Cacao.	208	108	90	95	131	87	89	159	180	181	257
Vin.	118	78	92	68	90	139	113	144	92	87	77
Poivre	96	65	49	79	185	108	61	250	666	489	198
Tabac	84	80	97	102	90	98	117	99	97	98	107
Coton (brut)	100	132	106	125	103	79	82	99	125	106	101
Jute (brut)	126	85	89	122	109	88	91	² 149	² 146	² 116	² 105
Laine (en suint). . . .	96	78	66	117	113	91	103	88	180	134	137
Caoutchouc (naturel) .	433	111	72	166	108	46	91	47	90	68	65
Sciages résineux	88	85	94	94	98	138	112	152	154	164	² 162
Pâte de bois mécanique	87	121	119	104	94	96	92	134	129	140	² 127
Pâte de bois chimique.	86	116	112	96	99	97	99	133	159	147	² 131
Papier journal.	94	93	123	106	100	105	80	85	91	104	² 109

NOTE: Voir au bas du tableau III-1 la note sur les périodes choisies.

¹1954 seulement; on ne possède pas encore de renseignements pour 1955.

²1948-55: non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan.

les dernières années de la période 1920-30, ou même l'année 1913, auraient mieux convenu mais elles ont semblé un peu trop éloignées. On s'est finalement arrêté à la moyenne des années 1920-38 ; cette période comprend en effet des années de prospérité et des années de crise et, si elle peut encore prêter à certaines objections, il semble à tout prendre que ce soit la meilleure.

Les chiffres du tableau III-4 font ressortir plusieurs points intéressants. Si les prix agricoles sont soumis, à court terme, à de rapides fluctuations, il convient de noter qu'à long terme le pouvoir d'achat de nombreux produits est resté remarquablement stable. Si l'on compare par exemple l'année 1913 à 1952-53, le pouvoir d'achat sur le marché international d'une tonne de sucre, de bœuf, de graines de lin, de tourteaux, de coton, de thé et de céréales considérées dans leur ensemble n'a pas varié de plus de 5 à 6 pour cent. Et cependant, certaines des fluctuations à court terme sont très marquées. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des tourteaux atteignait, en 1947-49, 40 pour cent en moyenne de plus qu'en 1950-51, et que les prix du thé et du bœuf ont augmenté considérablement depuis 1952-53. Il se peut que certaines des plus grosses différences de prix qui apparaissent actuellement — café et laine, par exemple — soient, elles aussi, le résultat temporaire de variations à court terme de l'offre et de la demande.

Il existe toutefois quelques tendances plus définies. Les valeurs relatives de la plupart des produits de l'élevage (le bœuf excepté) semblent avoir baissé assez régulièrement, et le pouvoir d'achat des produits de l'élevage, dans leur ensemble, a été inférieur d'environ un quart en 1952-53 à ce qu'il était en 1913. Plus spectaculairement, le pouvoir d'achat du caoutchouc était tombé en 1947-49 à guère plus du dixième de ce qu'il était en 1913. Par contre, les valeurs unitaires des produits forestiers, y compris les sciages de résineux, la pâte de bois et le papier journal, révèlent une tendance assez régulière à la hausse.

Il convient aussi de remarquer que c'est un nombre limité de produits qu'a frappé le plus fortement la chute des prix agricoles pendant la crise des années trente. Au cours des quatre premières années de la crise (1931-34), le pouvoir d'achat des céréales, du sucre, du coton et du cacao avait diminué en moyenne de 15 à 20 pour cent environ par rapport au pouvoir d'achat

moyen de toute la période s'étendant entre les deux guerres ; pour le caoutchouc, la baisse avait atteint près de 60 pour cent. Pendant les dernières années de la crise, les valeurs relatives des céréales et du caoutchouc se sont améliorées mais on a enregistré des baisses marquées du pouvoir d'achat de certains autres produits, et particulièrement du café. Par contre, le pouvoir d'achat de nombreux produits, notamment de la plupart des produits de l'élevage (à l'exception du beurre et plus tard des œufs), du thé, du tabac et des produits forestiers (à l'exception du papier journal) a faibli relativement peu sur le marché mondial au cours des années trente. Leurs prix ont certes baissé mais pas plus que l'ensemble des prix, si bien qu'ils n'ont rien perdu de leur valeur réelle.

Enfin, les chiffres figurant au tableau III-4 reflètent les fluctuations de prix auxquelles nous avons été habitués ces dernières années, depuis la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire les effets temporaires de la pénurie alimentaire qui a sévi après la guerre, le boom coréen, les valeurs récemment enflées sur les marchés d'exportation du riz, du café, du cacao, de la laine et des bois résineux, et la faiblesse relative des prix de certains autres produits, notamment des produits de l'élevage et du caoutchouc naturel.

Si l'on étudie les perspectives d'exportation, ces tendances de prix et en particulier les tendances les plus récentes, sont du plus grand intérêt. En fin de compte, toutefois, le montant total des recettes d'importation d'un produit est plus important encore de ce point de vue que les changements intervenus dans son niveau de prix. L'élévation d'un prix pendant une période de pénurie temporaire est évidemment moins significative que l'expansion à long terme du commerce total et du montant total des recettes résultant d'un accroissement régulier de la demande mondiale. Il convient donc de rapprocher les données relatives aux valeurs unitaires des principaux produits agricoles figurant au tableau III-4 des chiffres comparables du tableau III-5, qui montre les fluctuations du volume du commerce mondial de ces produits. Plus significatif encore est le tableau III-6, où sont combinées les données des deux tableaux précédents et qui montre les variations du pouvoir d'achat réel que représente le montant total des exportations mondiales des différents produits : c'est-à-dire leur pouvoir d'achat réel en termes de devises étrangères.

TABLEAU III-5. VOLUME TOTAL DU COMMERCE MONDIAL DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1913-55

PRODUIT	1913	1920	1921-22	1923-26	1927-30	1931-34	1935-38	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55
	..... 1920-38 = 100										
Blé.	102	99	102	102	115	100	83	109	125	131	117
Riz.	97	62	86	99	108	109	100	49	64	64	65
Maïs	78	66	90	78	104	112	119	63	51	55	56
Orge	205	49	70	103	132	103	90	88	118	194	180
Céréales secondaires. .	115	60	84	85	111	111	112	70	68	90	86
TOUTES CÉRÉALES CI-DESSUS	100	83	94	98	111	104	94	91	94	102	96
Sucre (brut et raffiné). .	67	72	89	103	115	96	98	95	112	122	123
Huiles végétales comestibles et oléagineux (équivalent d'huile) .	68	66	68	87	108	107	122	83	110	103	118
Graines et huile de lin (équivalent d'huile) .	86	70	90	96	109	104	104	38	66	39	76
Tourteaux. . . . .	...	67	80	107	117	102	93	43	59	63	80
Pommes	52	73	55	101	111	117	100	61	83	90	107
Oranges.	63	36	58	78	104	127	128	104	140	167	183
Bananes	54	61	69	90	109	102	123	100	110	123	141
Raisins secs.	86	72	62	95	109	101	122	98	101	128	123
Viande de bœuf et de veau.	73	104	92	125	108	86	84	73	51	46	55
Viande de mouton et d'agneau.	79	118	103	86	93	109	106	126	103	115	110
Bacon	62	72	74	98	111	125	87	34	59	72	78
TOUTES VIANDES	74	92	88	107	109	103	89	69	66	70	75
Beurre	66	26	57	84	107	122	128	79	98	86	87
Fromage	84	76	85	103	116	102	93	95	120	117	121
Œufs (en coquille). . .	132	24	41	98	142	111	98	55	88	92	104
TOUS PRODUITS DE L'ÉLEVAGE	84	58	72	101	117	107	100	70	82	81	86
Morue salée. . . . .	...	90	89	106	120	95	87	65	82	81	183
Hareng salé. . . . .	...	125	104	119	122	80	71	59	46	52	160
Farine de poisson . . .	...	56	28	41	119	138	149	99	330	442	1489
Café	83	81	86	92	101	105	114	127	123	134	129
Thé	88	83	82	97	109	105	102	95	103	110	119
Cacao	47	82	81	91	94	103	126	113	132	124	119
Vin.	94	68	68	92	109	116	108	75	98	112	147
Poivre	69	60	98	98	92	107	114	61	49	57	102
Tabac	71	98	91	96	112	97	100	89	99	97	105
Coton (brut)	106	79	84	102	111	101	99	66	85	77	77
Jute ¹ (brut).	128	81	72	92	115	95	116	260	292	292	291
Laine (en suint). . . .	86	81	104	91	103	103	106	119	110	119	115
Caoutchouc (naturel) ² .	15	47	48	70	107	121	141	199	263	249	254
Sciages résineux. . . .	103	73	72	113	126	89	94	62	88	81	102
Pâte de bois mécanique	80	84	68	100	105	102	112	91	120	115	139
Pâte de bois chimique.	42	52	49	78	101	112	146	128	159	148	192
Papier journal.	23	42	51	82	115	103	139	185	216	228	246

¹1954 seulement : on ne possède pas encore de renseignements pour 1955.²Non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan, pour permettre la comparaison avec les chiffres des années précédentes.³Non compris les réexportations.

TABLEAU III-6. - VALEUR RÉELLE (POUVOIR D'ACHAT) DU COMMERCE MONDIAL TOTAL DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1913-55

(Valeur totale du commerce mondial corrigée d'après l'indice général des prix)

PRODUIT	1913	1920	1921-22	1923-26	1927-30	1931-34	1935-38	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55
	..... 1920-38 = 100										
Blé.	113	114	113	107	120	78	85	131	121	128	99
Riz.	106	55	86	109	128	92	89	89	94	119	102
Maïs	86	67	91	84	116	94	119	89	62	74	64
Orge	236	58	72	105	142	89	88	101	116	203	149
Céréales secondaires . .	130	65	86	90	123	93	110	92	78	112	89
TOUTES CÉRÉALES CI-DESSUS	112	91	102	106	122	84	90	120	101	118	95
Sucre.	68	165	93	116	97	85	89	92	117	117	115
Huiles végétales comestibles et oléagineux	109	75	68	95	123	94	111	95	126	105	121
Graines et huile de lin	89	82	88	105	120	89	97	62	74	40	51
Tourteaux. . . . .	...	58	84	104	129	96	90	61	61	71	105
Pommes	40	55	57	86	115	132	100	44	53	58	80
Oranges.	38	30	55	62	112	142	125	102	107	120	141
Bananes	41	37	59	71	105	133	128	156	173	179	212
Raisins secs.	70	63	78	87	102	118	114	70	66	80	78
Viande de bœuf et de veau	79	91	88	108	118	98	85	65	54	50	67
Viande de mouton et d'agneau	123	65	103	85	93	114	116	79	58	72	92
Bacon	63	59	81	93	111	116	101	31	46	59	59
TOUTES VIANDES	83	73	89	97	110	108	98	55	52	58	71
Beurre	74	23	64	92	123	109	114	63	67	63	67
Fromage	81	55	82	103	128	103	87	85	86	87	93
Oufs (en coquille). . .	126	28	47	99	151	111	84	50	62	72	74
TOUTS PRODUITS DE L'ÉLEVAGE	87	49	74	96	122	108	99	60	62	66	73
Morue salée. . . . .	...	77	93	105	127	96	81	92	98	107	119
Hareng salé. . . . .	...	74	73	107	127	99	88	81	50	62	71
Farine de poisson . . .	...	41	21	40	127	151	137	122	355	446	599
Café	96	63	64	109	130	107	82	113	205	234	260
Thé	70	36	56	96	115	113	114	85	85	84	135
Cacao.	100	89	74	88	124	91	114	179	241	226	308
Vin.	109	52	61	61	96	158	118	104	89	95	111
Poivre	67	40	49	77	173	118	73	143	333	285	205
Tabac	60	78	89	98	100	95	117	88	95	95	112
Coton (brut)	106	105	89	127	115	80	82	66	106	83	79
Jute (brut)	161	68	64	113	126	82	105	91	133	102	95
Laine.	83	64	70	107	116	92	109	105	191	161	157
Caoutchouc (naturel) ³ .	67	55	36	129	117	61	136	97	251	180	174
Sciages résineux	90	62	67	106	123	92	105	94	136	134	159
Pâte de bois mécanique	71	103	81	105	100	100	104	123	160	163	171
Pâte de bois chimique.	37	61	54	75	102	109	146	171	260	217	244
Papier journal.	23	40	63	90	119	111	114	162	204	245	268

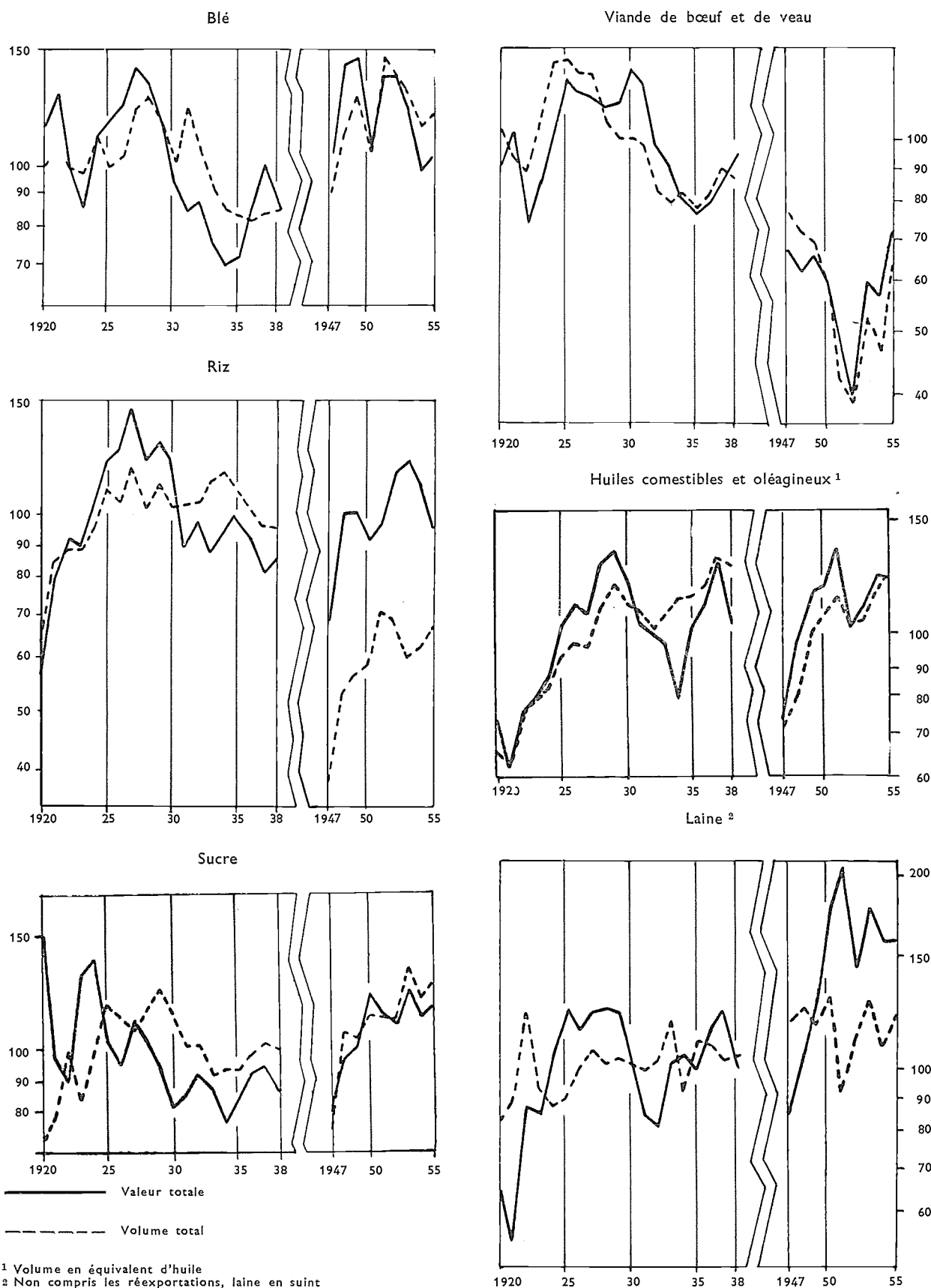
¹1954 seulement ; on ne possède pas encore de renseignements pour 1955.

²Non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan, pour permettre la comparaison avec les chiffres des années précédentes.

³Non compris les réexportations.

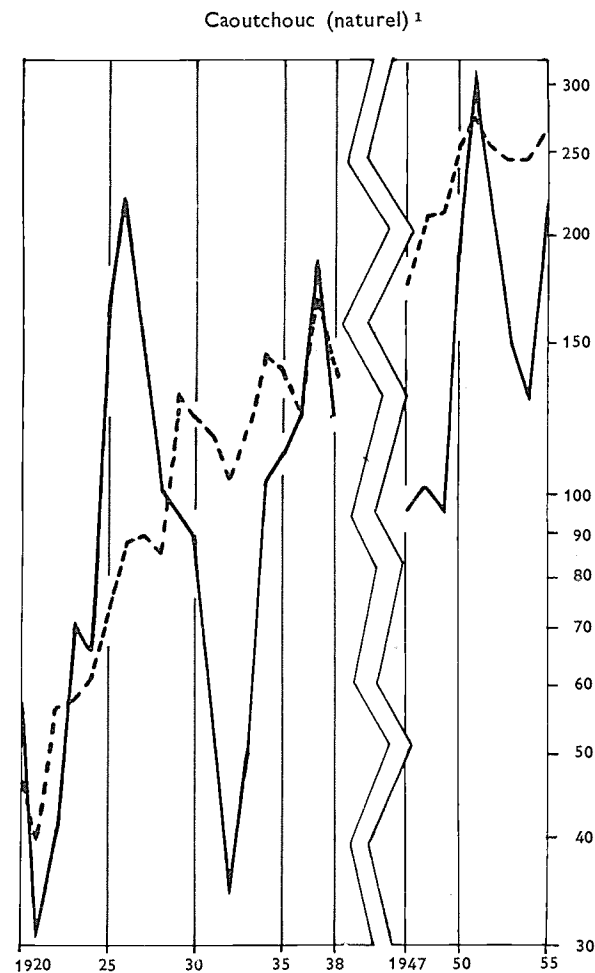
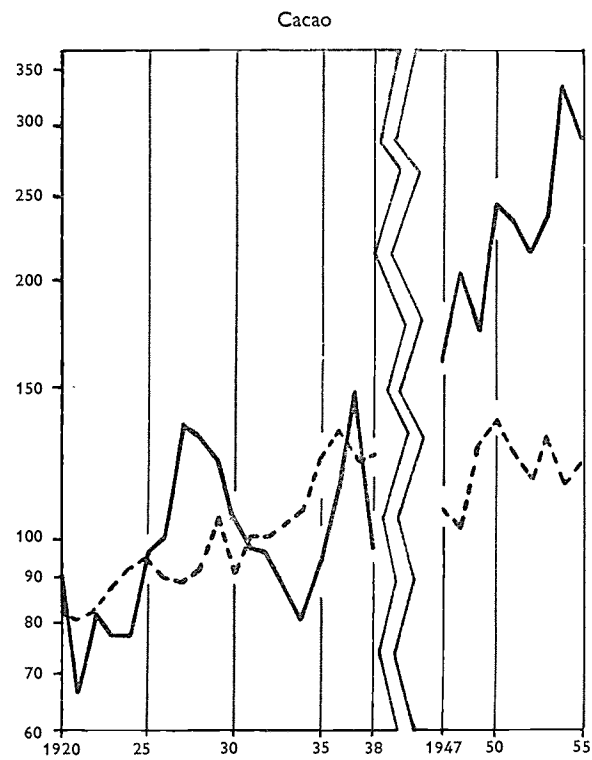
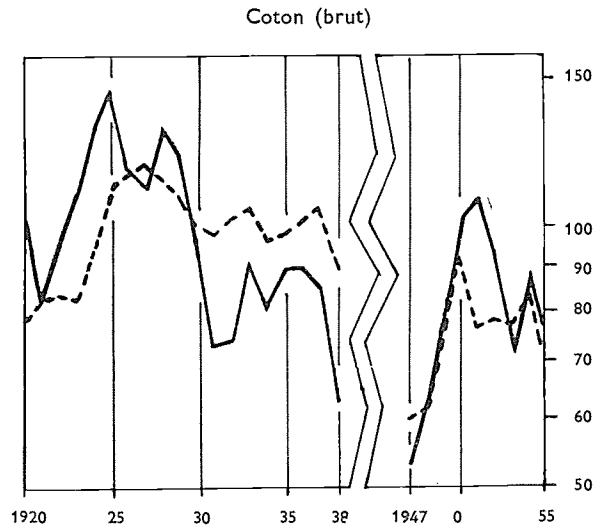
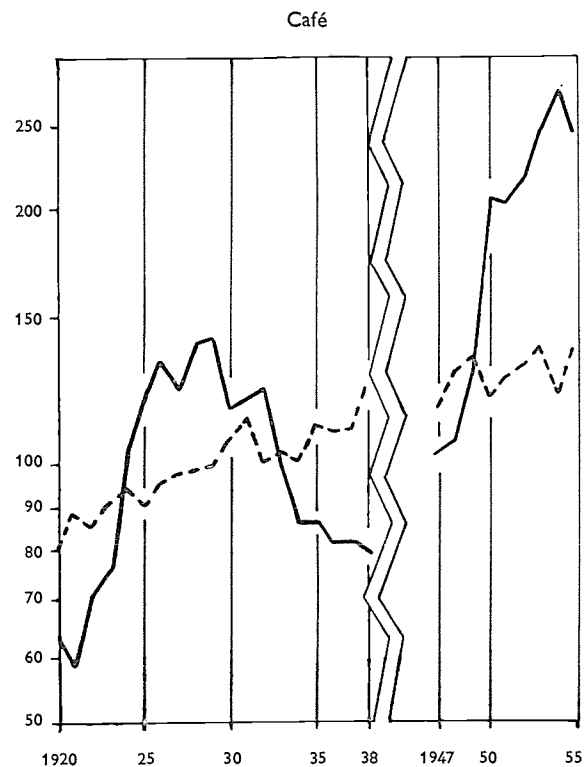
GRAPIQUE III-7. Indices du volume et de la valeur totale (réelle) du commerce mondial de certains produits agricoles : 1920-55

(Moyenne 1920-38 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



GRAPHIQUE III-7 (fin). Indices du volume et de la valeur totale (réelle) du commerce mondial
de certains produits agricoles : 1920-55

(Moyenne 1920-38 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



— Valeur totale

- - - - - Volume total

¹ Non compris les réexportations

Changements intervenus dans le volume du commerce

Si l'on considère d'abord le volume du commerce, des différences marquées apparaissent dans les tendances à long terme des divers produits. Il existe un groupe de produits, parmi lesquels le caoutchouc est l'exemple type, dont le volume du commerce accuse une augmentation plus ou moins continue pendant les 40 années considérées. A ce groupe appartiennent aussi le café, le cacao, le thé, la laine, le sucre, les oranges, la pâte de bois et le papier journal.

Le volume du commerce des céréales considérées dans leur ensemble ne montre aucune tendance très marquée à l'augmentation ou à la diminution pendant les 40 années en question. Mais à l'intérieur du groupe des céréales, des changements sont intervenus depuis la deuxième guerre mondiale: le volume du commerce du riz et du maïs a diminué; celui du blé et de l'orge a augmenté; cependant, le volume total du commerce mondial des céréales est resté remarquablement stable.

Pour un autre groupe de produits, le volume du commerce s'est élevé, pendant l'entre-deux-guerres, à un maximum qu'il vient à peine d'atteindre à nouveau. Tel est le cas pour le fromage, le mouton et l'agneau, le vin, les raisins secs et peut-être le tabac. Enfin, pour un nombre important de produits, notamment le bœuf, les œufs, le bacon, le beurre, les tourteaux, les pommes et le coton, le volume du commerce mondial depuis la deuxième guerre mondiale est resté bien au-dessous du maximum atteint entre les deux guerres.

Changements intervenus dans le pouvoir d'achat total des exportations agricoles

Les variations du volume du commerce donnent une image utile mais incomplète de la tendance de la demande mondiale d'importation. C'est ainsi que si nous prenons le groupe de produits pour lequel le volume du commerce a accusé une augmentation assez constante, nous trouvons certains produits (café, cacao, laine et pâte de bois) pour lesquels les valeurs unitaires se situent couramment bien au-dessous de leur niveau moyen. Les «recettes d'exportation» réelles de ces produits sur le marché mondial (ou, selon le point de vue auquel on se place, le coût réel des importations mondiales) ont donc augmenté beaucoup plus forte-

ment que ne le ferait apparaître l'examen du volume des échanges effectués. Le poivre en est un exemple frappant. Bien que le volume du commerce mondial de ce produit ait été un peu inférieur en 1952-53 à ce qu'il était en 1913, l'accroissement de la demande d'importation a fait à peu près quintupler la valeur unitaire par tonne (valeur réelle) et plus que quadrupler la valeur totale du commerce global.

Par contre, l'augmentation en volume des échanges a été en partie neutralisée dans d'autres cas par une baisse du niveau des prix réels. Il en a été ainsi du sucre, du mouton et, jusqu'à ces derniers temps, du thé. Les «recettes d'exportation» de ces produits ont été, en fait, inférieures depuis la deuxième guerre mondiale à la moyenne de ce qu'elles étaient entre les deux guerres, malgré l'augmentation du volume du commerce. Le cas le plus frappant de tous est celui du caoutchouc. Entre 1913 et 1949, le volume du commerce mondial du caoutchouc naturel (net de toute réexportation) a augmenté de plus de 14 fois, mais la valeur réelle de ces exportations a augmenté de moins de 50 pour cent car, entre temps, le prix moyen par tonne, comparé à celui d'autres produits, était tombé à un dixième de celui de 1913. C'est là un exemple évidemment extrême, car en 1913 le caoutchouc n'en était encore qu'au début de son utilisation industrielle.

De même, lorsque le volume du commerce mondial s'est contracté, la diminution de ce volume a quelque fois été compensée par des augmentations des prix réels. Ce fut le cas du riz, pour lequel le volume du commerce a été en 1954 inférieur de 38 pour cent à la moyenne d'entre les deux guerres, alors que la valeur réelle du commerce a augmenté de 9 pour cent. Inversement, la baisse de volume du commerce est quelquefois accentuée par le niveau peu élevé des prix réels; c'est ainsi que pour les pommes le volume du commerce mondial a été en 1952 inférieur de 12 pour cent à la moyenne d'entre les deux guerres, et la valeur réelle du commerce inférieure de 40 pour cent, la valeur unitaire ayant diminué de 30 pour cent. Le graphique III-7 montre l'évolution, depuis 1920, à la fois du volume et de la valeur totale du commerce mondial de certains produits représentatifs.

Le rapport entre la courbe du volume et celle de la valeur réelle dépend naturellement pour une large part de l'élasticité de la demande par rapport aux prix sur le marché international

pour le produit considéré. Mais il importe de ne tirer des chiffres indiqués que de prudentes conclusions sur l'élasticité par rapport au prix. On ne doit pas oublier que si pour certains produits, cacao ou caoutchouc par exemple, ils concernent pratiquement l'ensemble du marché mondial, pour d'autres — riz, céréales secondaires, œufs, pommes, par exemple — un faible pourcentage seulement de la production mondiale entre sur le marché d'exportation. Le commerce international a donc, dans une certaine mesure, un caractère marginal, même si certains pays sont fortement tributaires des importations, du fait que tant le volume du commerce que le niveau des prix sont influencés

dans une large mesure par la vente sur les marchés intérieurs des pays producteurs de la presque totalité des disponibilités.

FACTEURS INFLUENÇANT LA DEMANDE INTERNATIONALE DE PRODUITS AGRICOLES

Pour mieux mettre en évidence les tendances récentes du commerce international, on a distribué ci-dessous par ordre de grandeur (tableau III-7) les chiffres de la dernière colonne du tableau III-6. Ils indiquent, en fait, la valeur (réelle) totale du commerce mondial de chaque produit, en 1954-55, en pourcentage de la moyenne durant la période d'entre les deux

GRAPHIQUE III-8. Valeur réelle et volume du commerce international de certains produits agricoles 1954-55 en pourcentage de la moyenne 1920-38

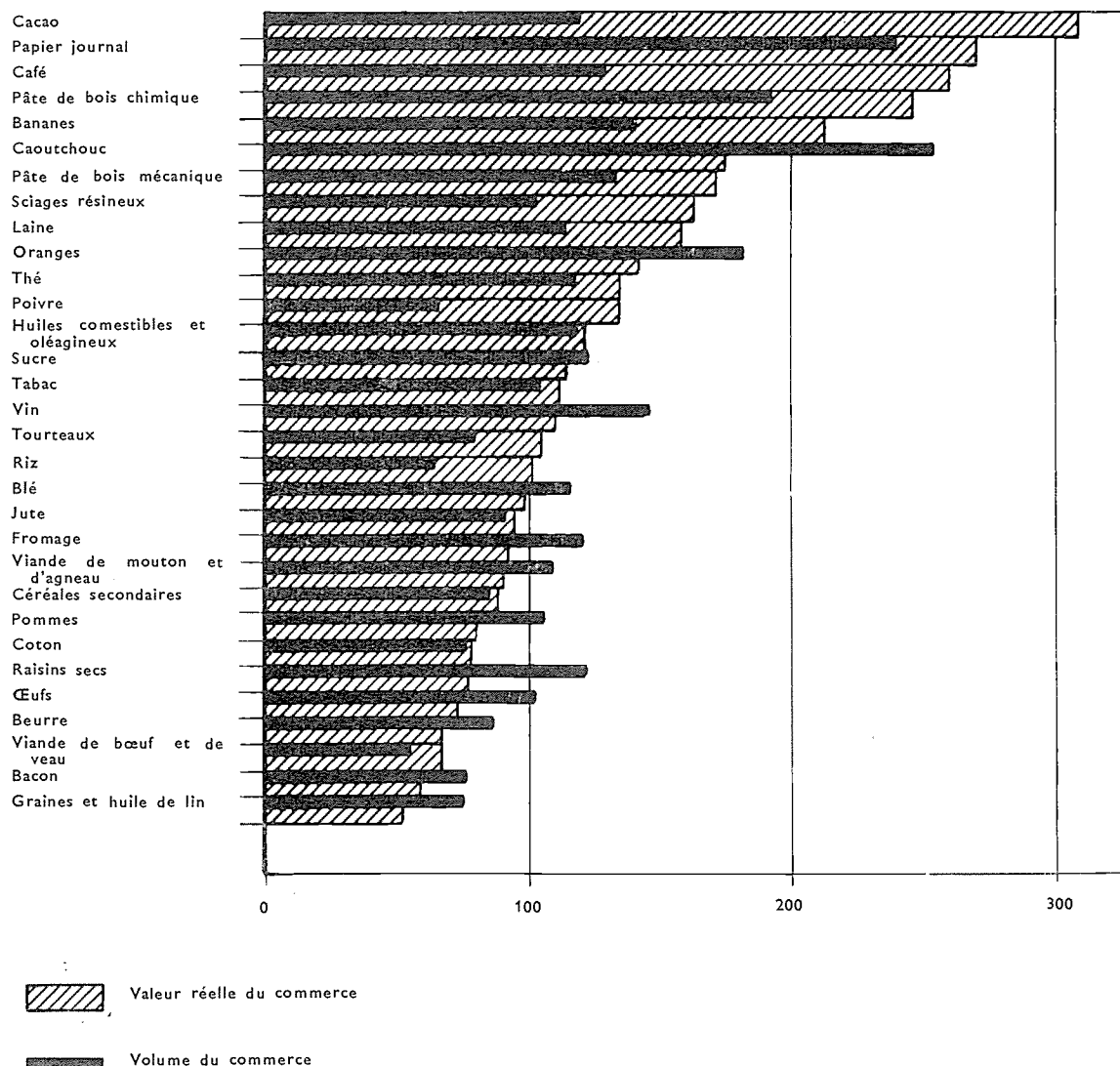


TABLEAU III-7. — VALEUR RÉELLE ANNUELLE DU COMMERCE MONDIAL DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS EN 1954-55, EN POURCENTAGE DE LA MOYENNE DE 1920-38

Plus de 150 pour cent	111-150 pour cent	91-110 pour cent	80-90 pour cent	Moins de 80 pour cent
Cacao 308	Orge 149	Tourteaux 105	Céréales secon- daires. 89	Coton 79
Papier journal. ¹ 268	Oranges. 141	Riz 102	Pommes 80	Raisins secs . . . 78
Café 260	Thé 135	Blé 99		Oeufs 74
Pâte de bois chimique . . . ¹ 248	Huiles comesti- bles et oléa- gineux . . . 121	Jute ² 95		Tous produits de l'élevage. 73
Bananes. 212	Sucre 115	Toutes céréales. 95		Toutes viandes. . 71
Poivre 205	Tabac 112	Fromage 93		Beurre 67
Caoutchouc . . 174	Vin. 111	Viande de mou- ton et d'agneau. . . . 92		Viande de bœuf et de veau. 67
Pâte de bois mécanique. . . ¹ 171				Maïs 64
Sciages rési- neux ¹ 159				Bacon. 59
Laine 157				Graines et huile de lin. 51

¹ 1954 seulement ; les chiffres pour 1955 ne sont pas encore disponibles.

² Non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan.

guerres. Les mêmes chiffres sont repris au graphique III-8, et on y a ajouté le volume du commerce.

Un certain groupement semble se dégager de ce tableau. Comme on le voit, les produits qui figurent dans la première colonne sont pour la plupart des produits destinés à l'exportation et dont la production est généralement non économique dans les principaux pays industrialisés. Par contre, la production de la plupart des produits qui figurent dans la dernière colonne ne pose pas de problème dans lesdits pays ; une faible partie seulement de la production mondiale de ces produits entre dans le commer-

ce international. Quant aux produits figurant dans les autres colonnes, ils se situent entre ces deux extrêmes. Le développement récent du commerce mondial de l'orge semble au premier abord faire exception à cette règle générale ; mais il est annulé par la diminution des échanges de maïs, de sorte que la valeur totale du commerce mondial des céréales secondaires n'a pas, dans l'ensemble, sensiblement changé par rapport à la moyenne de l'entre-deux-guerres. L'expansion assez modérée du commerce mondial du thé peut être considérée comme l'exception la plus notable à ce groupement général.

A titre de comparaison avec le tableau III-7,

TABLEAU III-8. — POURCENTAGE APPROXIMATIF DE LA PRODUCTION MONDIALE¹ DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL, 1948-50

Plus de 50 pour cent	25 - 50 pour cent	10 - 25 pour cent	Moins de 10 pour cent
Caoutchouc 98	Jute 44	Bananes. 23	Orge 7
Cacao 90	Sucre 44	Blé 20	Maïs. 4
Café. 90	Coton 43	Tabac. 21	Riz. 6
Laine. 80	Huiles végétales comes- tibles et oléagineux. ² 31	Oranges 13	Toutes céréales ³ . . 10
Thé 78		Viande de mouton et d'agneau 11	Pommes 4
Raisins secs. 52			Viande de bœuf . . . 3
			Oeufs. 1

¹ Non compris la production en U.R.S.S., en Europe orientale et en Chine.

² Huile d'olive, huile de palme, palmistes, fèves de soja, arachides et coprah, en équivalent d'huile.

³ Blé, riz, orge, maïs.

TABLEAU III-9. — VALEUR MOYENNE ANNUELLE (RÉELLE) DU COMMERCE MONDIAL DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES GROUPÉS EN TENANT COMPTE DES POSSIBILITÉS DE LES PRODUIRE DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS INDUSTRIALISÉES* OU DE LES REMPLACER PAR D'AUTRES PRODUITS

PÉRIODE	Tous produits agricoles	Produits agricoles de production facile dans les pays industrialisés	Produits agricoles de production facile dans certains pays industrialisés seulement		Produits agricoles dont la production est difficile dans les principaux pays industrialisés		Produits manufac- turés
			a) pouvant être remplacés en partie par des produits de remplace- ment naturels ou synthéti- ques	b) ne pou- vant pas être remplacés par des produits de remplace- ment	a) pouvant être remplacés en partie par des produits de remplace- ment naturels ou synthéti- ques	b) ne pou- vant pas être remplacés par des produits de remplace- ment	
			1	2	3	4	5
			..... 1920-38 = 100				
1913.	92	94	...	84	85	85	93
1920.	83	92	100	71	62	56	98
1921-22	81	90	89	74	59	62	82
1923-26	106	103	125	92	114	100	96
1927-30	117	116	117	114	117	124	115
1931-34	93	95	82	100	82	109	94
1935-38	98	94	83	114	117	97	105
1947-49	92	94	65	92	103	115	115
1950-51	119	92	101	111	209	175	147
1952-53	115	99	82	102	163	189	174
1954-55	117	92	81	118	158	225	196

* En l'occurrence, Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon.

¹ Céréales, sucre, produits de l'élevage, graines de lin, pommes.

² Coton, tourteaux.

³ Graines oléagineuses comestibles, oranges, raisins secs, tabac, vin.

⁴ Caoutchouc, laine, jute.

⁵ Café, cacao, thé, bananes, poivre.

on a donné au tableau III-8, pour tous les produits sur lesquels on dispose de chiffres sûrs, le pourcentage de la production mondiale totale entrée dans le commerce international en 1948 et 1950. On voit que la répartition des produits par groupe est à peu près identique dans les deux tableaux. Un tableau qui indiquerait les importations d'un de ces produits en pourcentage de la consommation totale en Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon ferait peut-être apparaître une concordance plus étroite encore.

Ces faits fournissent, semble-t-il, une explication simple de certaines tendances qui se sont manifestées récemment dans le commerce mondial. Il semble évident que l'augmentation de la demande mondiale, à la suite de l'accroissement de la population, de la production industrielle et du revenu par habitant, se reflète dans l'expansion marquée qu'a pris, depuis la deuxième guerre mondiale, le commerce internatio-

nal de produits, tels que le café, dont la culture ne serait pas rentable dans les principaux pays industriels où ils sont surtout consommés, et auxquels il est impossible de substituer des produits de remplacement naturels ou synthétiques. L'expansion du commerce est plus limitée dans le cas de produits qu'il est possible de remplacer dans une certaine mesure (caoutchouc, beurre ou tourteaux, ces derniers étant remplacés par d'autres aliments protéiniques destinés au bétail ou par des herbacées). Quant aux produits comme les céréales ou les produits de l'élevage, dont la production dans les principaux pays consommateurs est plus ou moins rentable, l'accroissement de la demande n'en a pas fait augmenter les échanges; de toute évidence, la demande accrue de ces produits a dû être satisfaite essentiellement par une production accrue dans les principaux pays consommateurs eux-mêmes.

Ce serait là une évolution économique normale. Mais il est probable qu'elle a été intensifiée au cours de ces dernières années, tant par

la politique d'autarcie des différents pays visant directement à corriger le déséquilibre de la balance des paiements extérieurs, que par les politiques de soutien des prix destinées essentiellement à stabiliser les revenus agricoles, mais qui ont peut-être contribué en outre à stimuler la production agricole intérieure.

Au tableau III-9, les principaux produits agricoles ont été groupés *grosso modo* compte tenu des difficultés que comporte leur production ou leur remplacement dans les principaux pays industrialisés. On a, d'autre part, calculé pour chaque groupe des indices de la valeur totale (réelle) du commerce mondial. Les chiffres ainsi généralisés concordent avec ce qui vient d'être avancé. Mais il est évident aussi que les différences entre le rythme d'accroissement des échanges pour les différentes catégories de produits agricoles sont devenues beaucoup plus accusées depuis la deuxième guerre mondiale.

On voit que dans chaque groupe, les échanges ont augmenté à peu près au même rythme de 1913 à 1930, malgré des irrégularités qui s'expliquent par les répercussions inégalement réparties de la première guerre mondiale. Les différences commencent à apparaître durant la crise économique des années trente, lorsque s'est manifestée la tendance à l'autarcie. Mais ce n'est qu'à partir de 1947 que leurs principaux effets se font sentir.

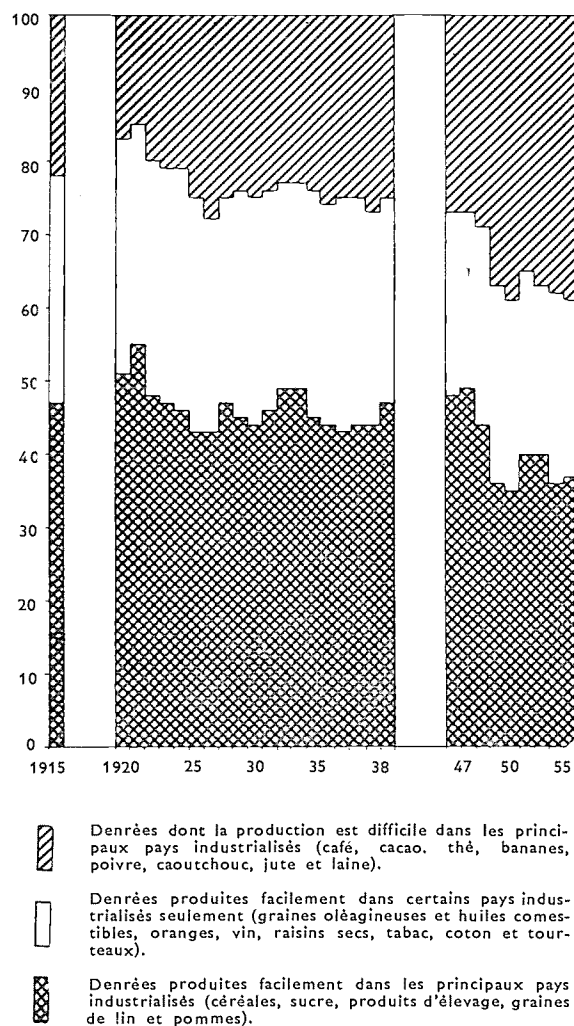
Accroissement relatif du volume des échanges des produits agricoles et des produits manufacturés

La FAO a appelé l'attention, dans des rapports antérieurs, sur la stagnation du commerce mondial des produits agricoles, considérés dans leur ensemble, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, par rapport à l'expansion rapide des échanges de produits manufacturés. Le volume du commerce des produits agricoles a tout juste retrouvé le faible niveau enregistré dans les années trente. D'autre part, si la valeur totale a augmenté, c'est uniquement parce que les termes de l'échange des produits agricoles se sont améliorés, ainsi qu'on l'a montré plus haut. Par contre, le volume du commerce des produits manufacturés a pratiquement doublé par rapport à l'avant-guerre et sa valeur totale a augmenté dans les mêmes proportions.

Mais il ressort nettement des indices du tableau III-9 que si l'augmentation des échanges de produits manufacturés a dépassé de loin

celle des échanges de produits agricoles, cela est dû presque entièrement à la lenteur du développement, voire à la diminution, des échan-

GRAPHIQUE III-9. Modifications de la composition du commerce mondial des produits agricoles



ges de produits dont la production dans les principaux pays industrialisés ne pose pas de problème, ou auxquels on peut substituer des produits de remplacement nationaux. L'expansion du commerce de produits comme le cacao et les bananes, que ces pays ne sont pas en mesure de produire eux-mêmes, a plus ou moins égalé l'expansion du commerce mondial des produits manufacturés. L'une et l'autre sont, semble-t-il, en relation directe avec l'augmentation de la demande mondiale.

Modification de la composition du commerce international des produits agricoles

Il était inévitable que le rythme différent du développement du commerce international des produits agricoles entraîne des modifications dans la composition moyenne des échanges mondiaux. En 1913, les produits, pour la plupart tropicaux, dont la production ne peut être rentable dans les principaux pays industrialisés (groupes 4 et 5 du tableau III-9) entraient pour 22 pour cent dans la valeur totale du commerce mondial de toute la gamme de produits qui font l'objet de la présente étude (tableau III-6). Leur part atteignait 25 pour cent en 1929, 27 pour cent en 1937 et 36 pour cent en 1952-53 (graphique III-9).

Par contre, la part des produits appartenant au groupe 1 du tableau III-9, c'est-à-dire ceux dont la production est rentable dans les principaux pays industrialisés, est tombée de 47 pour cent en 1913 à 40 pour cent en 1952-53. Il est pourtant intéressant de noter que la part de ces produits, qui sont essentiellement des denrées alimentaires de base, a augmenté temporairement durant les périodes de pénuries qui ont suivi les deux guerres mondiales.

Les changements intervenus dans la composition des échanges mondiaux de produits agricoles traduisent également l'importance croissante des Etats-Unis. Exception faite pour la laine et les produits forestiers¹², ce pays n'importe que des quantités infimes de produits des pays tempérés ou semi-tropicaux, qui représentent toujours le secteur principal des échanges mondiaux de produits agricoles. En fait, les

¹² Les produits forestiers ne sont pas compris dans le tableau III-9 ni dans le graphique III-9.

Etats-Unis exportent un grand nombre de ces produits. C'est donc pour les produits tropicaux que l'augmentation marquée de la demande américaine se fait surtout sentir sur le marché international, encore que ces effets aient parfois été grandement influencés par des faits nouveaux survenus dans l'économie américaine elle-même, l'augmentation de la production intérieure de graines oléagineuses ou la production de caoutchouc synthétique, par exemple. L'expansion de l'économie et de la demande aux Etats-Unis, relativement plus rapide que l'expansion dans l'ensemble du monde, a donc renforcé la tendance vers une plus grande autarcie agricole.

Diminution du pourcentage des produits agricoles entrant dans le commerce international

Les tendances examinées ci-dessus ont eu une autre conséquence : la diminution du pourcentage des produits agricoles entrant dans le commerce international. Les statistiques de la production mondiale en particulier ne s'étendent pas sur une période assez longue pour qu'on puisse dégager la tendance à long terme, sauf pour quelques produits (tableau III-10) ; mais pour presque tous ceux-ci, elle est, sans erreur possible, à la diminution. La tendance générale a cependant connu des interruptions momentanées, par exemple par suite des dévastations dues à la guerre et de mauvaises récoltes (cela a été le cas pour le blé après la deuxième guerre mondiale), et parfois aussi lorsqu'une forte surproduction a provoqué l'apparition d'excédents invendables et inexportables (c'est ce qui s'est passé pour le café durant les dernières années trente).

TABLEAU III-10. — POURCENTAGE DE LA PRODUCTION MONDIALE¹ DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL, 1909-13 A 1951-55

PRODUIT	1909-13	1924-28	1925-33	1934-38	1948-50	1951-55
	..... Pourcentage					
Coton	78	66	65	57	43	38
Sucre ²	47	58	55	51	44	39
Tabac	42	29	26	25	21	22
Café . . . . .	...	81	67	68	90	80
Cacao . . . . .	...	...	97	95	90	94
Blé	20	24	20	16	20	19
Riz	14	16	16	15	6	6
Céréales secondaires	6	7	7	7	4	5

¹Non compris l'U.R.S.S. et la Chine. - ²Y compris le commerce entre les Etats-Unis et leurs territoires.

RAPPORTS ENTRE LES VARIATIONS DU NIVEAU DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LE NIVEAU DU COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Les grandes différences enregistrées ces dernières années dans le taux d'accroissement du commerce international des divers produits agricoles semblent résulter de deux influences antagonistes, à savoir: d'un côté, l'effet d'expansion provoqué par le développement de l'économie mondiale et, de l'autre, la tendance croissante vers l'antarcie et l'action d'autres facteurs tendant à restreindre le développement du commerce international d'un grand nombre de produits agricoles.

Il est intéressant d'examiner si l'on peut établir des rapports entre le développement de la demande et de l'activité économique mondiales, d'une part, et le niveau des échanges internationaux, de l'autre, notamment pour les produits dont les échanges sont en voie d'accroissement, et de s'assurer si l'on peut obtenir de la sorte des indications sur l'évolution probable du rythme d'expansion des marchés internationaux. Dans l'affirmative, on sera alors en mesure d'appliquer aux échanges mondiaux les méthodes dont on se sert déjà beaucoup, notamment aux Etats-Unis, pour analyser les prix et prévoir leurs mouvements sur les marchés intérieurs.

On ne peut guère entreprendre, dans les dernières sections du présent chapitre, qu'un examen préliminaire. Mais si cet examen donne des résultats encourageants, on pourra le pousser plus avant en procédant, dans le même cadre, à des études plus détaillées par produits ou par régions.

La méthode adoptée ci-dessous est extrêmement simple. Comme pour le graphique III-5, on a utilisé, comme base de l'activité économique et de la demande mondiales, l'indice de la production industrielle établi par les Nations Unies en le liant à un indice analogue publié par la Société des Nations. Ces indices ne tiennent pas compte de la production industrielle de l'U.R.S.S. et des autres pays communistes, mais comme les importations de ces pays en provenance du reste du monde sont encore relativement réduites, cette omission améliore probablement la valeur des deux indices combinés en tant qu'indicateur statistique de la demande internationale de produits agricoles.

Pour la même raison, on a jugé préférable

d'utiliser des indices qui ne tiennent pas compte de la production industrielle des Etats-Unis, afin d'obtenir un indicateur statistique de la demande des produits qui ne sont pas importés normalement par ce pays.

Les indices du volume des échanges internationaux de chaque produit ainsi que les indices de la valeur réelle totale de ces échanges, indices que l'on obtient en effectuant les ajustements nécessaires pour éliminer l'influence des fluctuations du niveau général des prix, ont été reportés année par année en regard des indices de l'activité économique mondiale¹³.

Dans la plupart des cas, on a utilisé, de préférence aux indices par habitant, les indices de l'ensemble de la production industrielle et des échanges. Ces derniers auraient peut-être permis de tirer des conclusions sur les rapports entre le niveau du commerce international et celui de la production industrielle mondiale, une fois éliminés les facteurs résultant de l'accroissement démographique; mais tel n'est pas le but de cette partie de la présente étude qui vise plutôt à déterminer s'il existe des rapports constants entre le niveau du commerce international de chaque produit et l'expansion de l'économie mondiale, y compris les incidences de l'accroissement démographique. Néanmoins, les comparaisons que l'on a effectuées pour un certain nombre de produits, en utilisant les données par habitant, ont conduit dans l'ensemble aux mêmes conclusions générales.

C'est entre l'indicateur de la demande et la valeur réelle des échanges que l'on a généralement observé les rapports les plus nets, bien que dans certains cas ces rapports aient été plus étroits avec le volume de ces échanges. Ce fait est dû, semble-t-il, en partie à l'élasticité des disponibilités exportables, mais principalement à l'élasticité des prix des différents produits. La production de certaines denrées, en particulier celle des cultures annuelles, peut s'ajuster assez rapidement aux fluctuations de la demande, mais dans d'autres cas, notamment pour les cultures arborescentes et certains produits de l'élevage, le décalage de la production est considérable de sorte que le volume de l'offre à une époque donnée tend à refléter la situation de la demande quelques années plus tôt. En outre, pour certains produits, on peut adapter le volume des exportations aux

¹³ On a utilisé pour effectuer cet ajustement les indices Nations Unies/Société des Nations de la valeur unitaire moyenne de tous les produits entrant dans le commerce international (voir graphique III-1).

fluctuations à court terme de la demande en stockant, en modifiant les prix et la consommation des pays exportateurs ou, lorsque la production n'a pas un caractère essentiellement saisonnier — comme pour le caoutchouc, le thé ou la viande de bœuf — en ajustant le volume de la récolte ou de la commercialisation. Pour d'autres produits, l'adaptation de l'offre à la demande n'est pas possible parce qu'ils sont périssables et que les exportateurs sont dépourvus des ressources ou des moyens de stockage nécessaires, ou parce que le marché intérieur des pays exportateurs est trop restreint. Dans ce cas, les fluctuations des cours mondiaux sont plus fortes pour une élasticité de prix donnée.

Il faut encore tenir compte d'un autre facteur : l'utilisation finale du produit. Par exemple, du fait que les pneus en caoutchouc ne représentent qu'une faible part du prix des voitures, et que la valeur des matériaux d'emballage en jute est normalement très réduite par rapport à celle des produits qu'ils protègent, il semble que la consommation de ces matières premières soit peu affectée à court terme par les variations de prix. Le volume des échanges tend donc à être plus étroitement lié aux fluctuations de l'activité industrielle que leur valeur.

Produits dont le commerce s'est fortement développé

Cacao. On peut citer en premier lieu le cacao, car c'est le produit dont les échanges internationaux en valeur réelle se sont le plus développés depuis la guerre. Le commerce du cacao a augmenté de façon assez régulière pendant tout l'entre-deux-guerres (graphique III-7) ; cette tendance est également manifeste dans le graphique III-10A, où l'on compare les indices du volume du commerce mondial et les indices de la production industrielle mondiale. La chute de la courbe entre 1930 et 1932 correspond à la forte baisse que la production industrielle a subie pendant la dépression, alors que le volume des échanges mondiaux de cacao continuait d'augmenter.

Après la seconde guerre mondiale, le volume du commerce international du cacao a peu augmenté, mais l'accroissement de la demande mondiale a occasionné une forte hausse de prix. Par suite, le rapport entre la valeur réelle des échanges mondiaux et l'indice de l'activité industrielle mondiale (graphique III-10B) est resté ap-

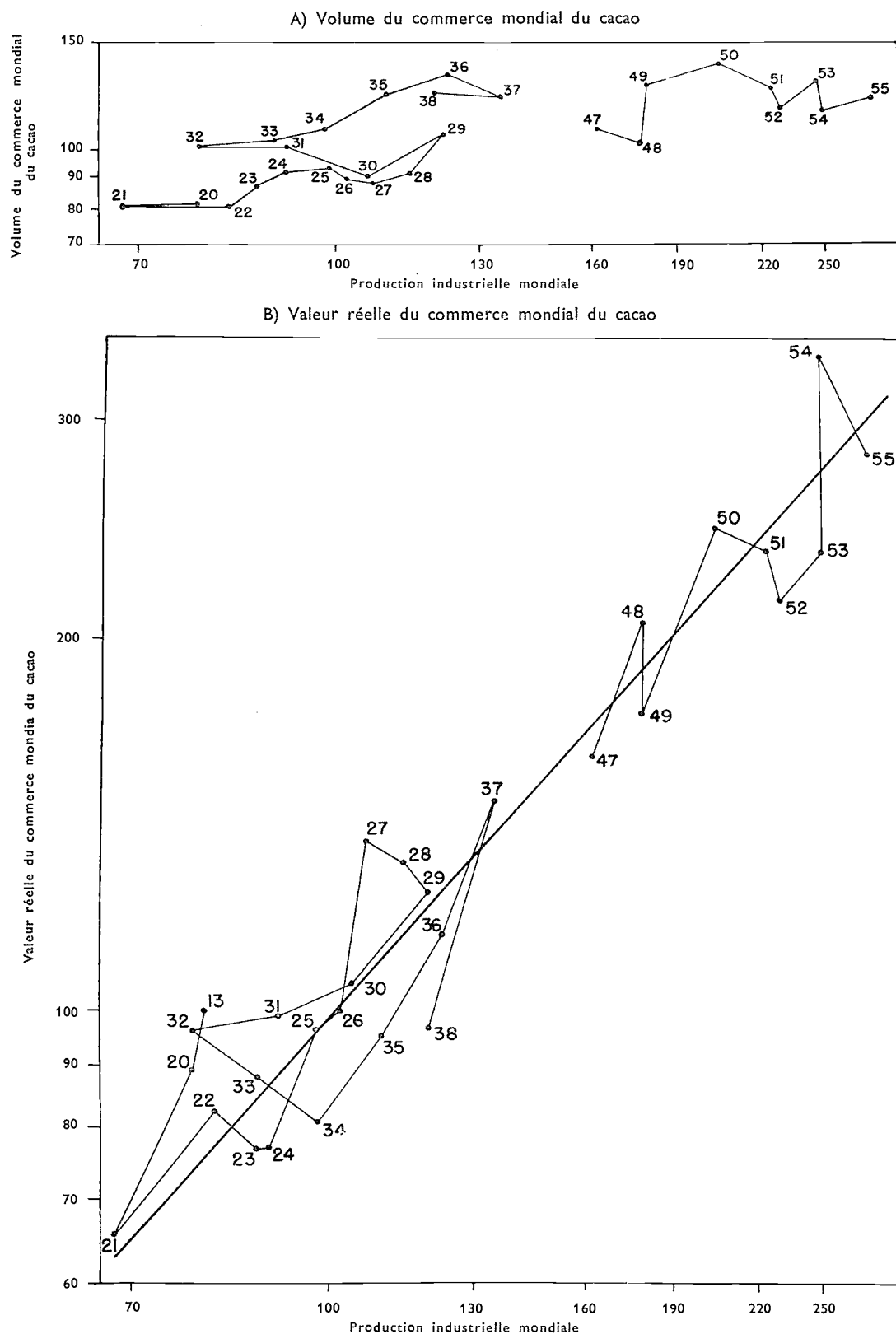
proximativement le même qu'avant la guerre. Les points correspondant à la période des années 1920 à 1955 se groupent assez étroitement de part et d'autre de la même courbe de régression, et le groupement est encore plus marqué si l'on utilise des moyennes mobiles biennales, au lieu de données relatives à l'année civile, afin de réduire au minimum les effets des mouvements de stocks. On peut constater que les écarts par rapport à la courbe de régression sont principalement imputables aux variations des disponibilités par habitant, et l'on a calculé pour chaque année, à l'aide de ce procédé, un prix moyen mondial assez proche du prix réel.

Café. On trouvera dans les graphiques III-11A et III-11B des comparaisons analogues du volume et de la valeur réelle du commerce mondial du café avec l'indice de la production industrielle mondiale. Les courbes y sont établies d'après les données par habitant, mais on obtient des résultats très semblables en utilisant des chiffres globaux.

Dans l'entre-deux-guerres, l'accroissement du volume du commerce a été plus lent pour le café que pour le cacao ; si l'on se fonde sur les données par habitant, il n'a augmenté que de 13 pour cent de 1920-22 à 1935-38, contre 30 pour cent pour le cacao. Depuis la seconde guerre mondiale, le volume du commerce par habitant n'a pas augmenté : le graphique comparant, par habitant, le volume du commerce mondial avec la production industrielle mondiale ne fait ressortir pratiquement aucune tendance à la hausse ou à la baisse.

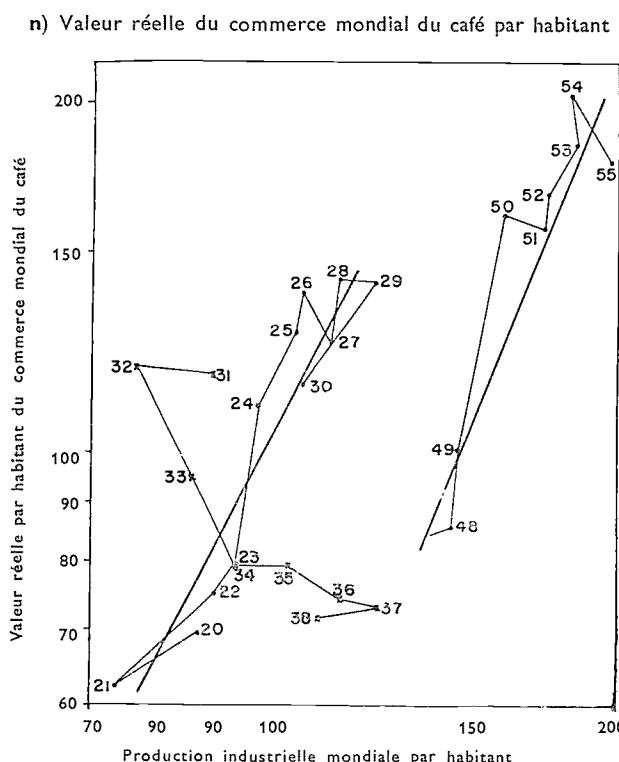
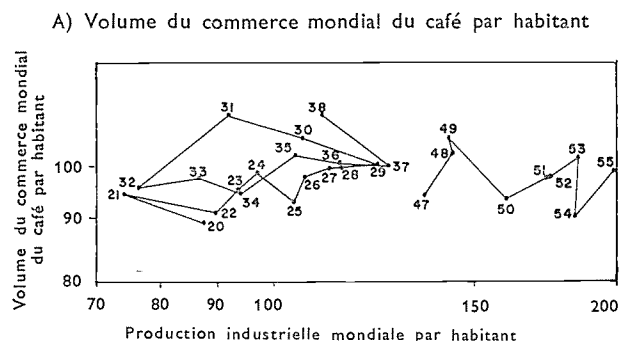
Cependant, de même que pour le cacao, le renforcement de la demande internationale enregistré depuis la seconde guerre mondiale s'est traduit par une forte hausse du prix réel et, par suite, de la valeur totale des échanges. On observe un rapport assez constant entre les indices par habitant de la valeur réelle des échanges et de la production industrielle mondiale de 1920 à 1930, et à nouveau (bien qu'à un niveau moins élevé) après la seconde guerre mondiale. De 1931 à 1933, la valeur des échanges a été supérieure à celle que laissaient prévoir les rapports entre les deux indices au cours des années vingt ; ce qui signifie que pendant les premières années de la crise, la baisse de la valeur réelle des exportations de café a été moins prononcée que celle de l'activité industrielle. C'est là un phénomène qui se produit à un degré plus ou moins marqué pour presque tous les produits et qui

GRAPHIQUE III-10. Commerce mondial du cacao et niveau de la production industrielle mondiale
(prise comme indicateur de la demande)
(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)



GRAPHIQUE III-11. Commerce mondial du café par habitant et production industrielle mondiale par habitant

(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)



est dû probablement pour une large part aux décalages dans le temps. Il est probable que l'on n'avait pas prévu tout d'abord la gravité et la durée de la crise, et les négociants ont continué d'expédier, et les consommateurs d'acheter (parfois peut-être en prélevant sur leurs économies) à une cadence voisine de la normale, et ce n'est qu'après un certain temps qu'ils se sont adaptés au nouvel état de chose.

Cependant, la reprise progressive de l'activité économique après 1932 ne s'est traduite par aucun relèvement de la valeur réelle du commerce

international du café par habitant. De 1933 jusqu'au début de la seconde guerre mondiale, les disponibilités de café étaient fortement excédentaires et le prix de ce produit, au débarquement, était si bas qu'il ne constituait qu'une très faible partie du prix payé par le consommateur. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1938 le prix au débarquement du café aux Etats-Unis représentait 40 pour cent environ du prix de détail, alors qu'en 1951 ce rapport était de 77 pour cent. Vers la fin des années trente, les variations des cours mondiaux n'ont donc exercé qu'une faible influence sur les prix de détail et, partant, sur la demande.

En raison de la place de premier plan occupée par les Etats-Unis comme importateurs de café, on a établi deux graphiques distincts pour l'étude des rapports entre la valeur réelle des échanges et le niveau de la production industrielle : l'un pour les Etats-Unis et l'autre pour le reste du monde.

Dans les deux cas, les rapports observés ressemblent étroitement à ceux du graphique III-11B, et il semble donc que les mêmes éléments aient agi dans les deux régions.

Les facteurs qui influent sur le développement du commerce mondial du café semblent plus complexes que pour le cacao et, de ce fait, exigent un examen beaucoup plus poussé qui dépasserait le cadre de cette étude. Cependant, les échanges internationaux de ces deux produits manifestent une forte réaction positive à l'accroissement de l'activité économique mondiale et, tout au moins jusqu'en 1955, on n'a observé aucune modification de cette tendance.

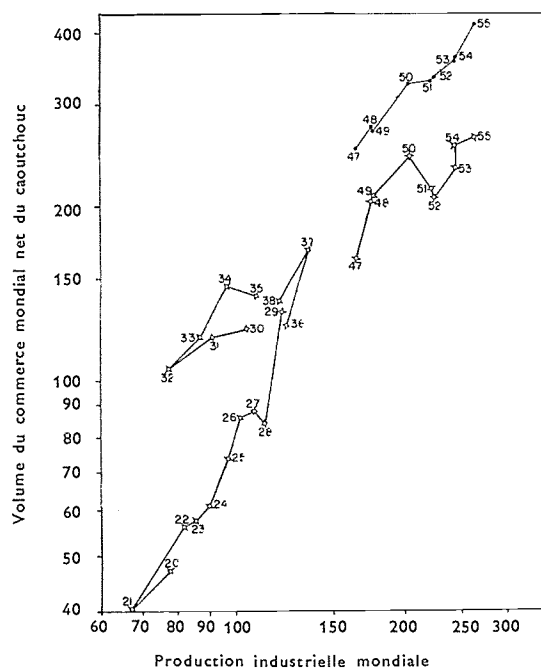
Caoutchouc. La substitution croissante du caoutchouc synthétique au caoutchouc naturel ne fait que compliquer l'évolution du commerce international de ce dernier produit. Les graphiques III-12A et III-12B indiquent les rapports existant entre le volume et la valeur de l'ensemble du commerce international (non compris les réexportations), d'une part, et la production industrielle mondiale, de l'autre. Dans ce cas, on observe qu'il existe un rapport assez étroit, sur le plan mondial, entre le volume du commerce mondial et le niveau de l'activité économique, et que ce rapport s'accroît si l'on tient compte de la consommation de caoutchouc synthétique pendant les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale.

Il y a également une corrélation, quoique moins marquée, entre la valeur réelle du commerce international et l'indice de la production

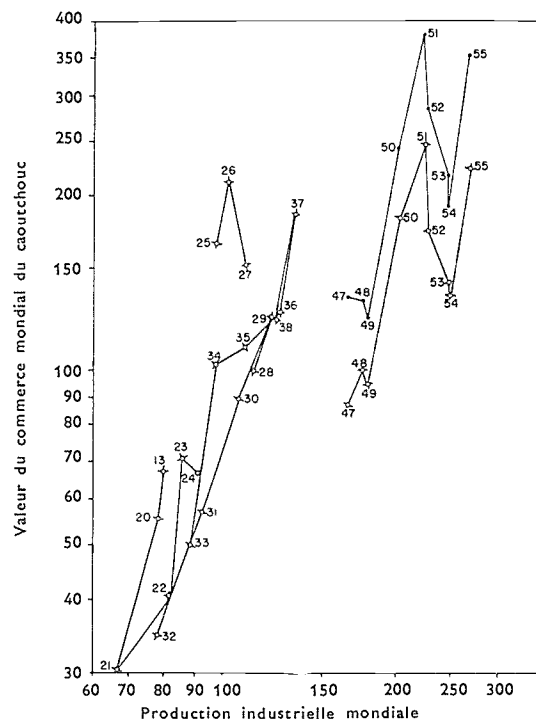
GRAPHIQUE III-12. Commerce international et consommation du caoutchouc (y compris le caoutchouc synthétique) et niveau de la production industrielle

(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)

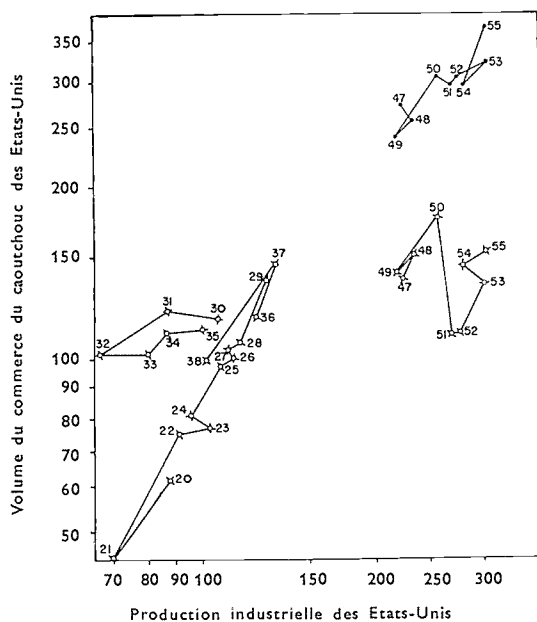
A) Volume du commerce mondial net et consommation du caoutchouc (y compris le caoutchouc synthétique)



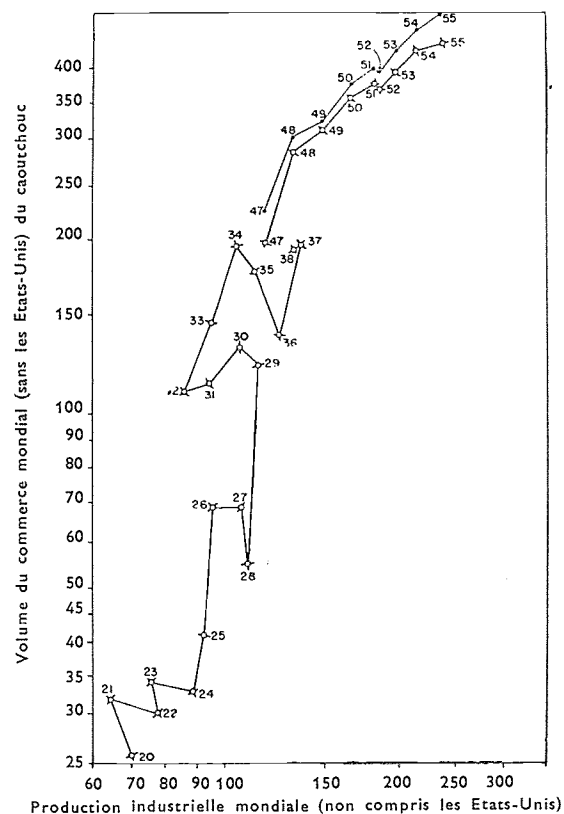
B) Valeur réelle du commerce mondial du caoutchouc



C) Volume du commerce et de la consommation du caoutchouc aux Etats-Unis (y compris le caoutchouc synthétique)



D) Volume du commerce du caoutchouc et volume de la consommation dans le reste du monde (y compris le caoutchouc synthétique)



○ Caoutchouc naturel seulement
— x — Caoutchouc naturel et synthétique

industrielle mondiale avant le deuxième conflit mondial, bien que les trois points relatifs à la période 1925-27 soient sensiblement au-dessus des courbes de régression tant pour la valeur que pour le volume des échanges ; ces points correspondent à l'application du plan Stevenson de restriction de la production de caoutchouc. Après la seconde guerre mondiale, la valeur réelle des échanges internationaux de caoutchouc est tombée à un niveau très inférieur à celui atteint avant les hostilités par rapport à l'activité économique mondiale, bien qu'on ait enregistré une certaine reprise au moment du boom consécutif à la guerre de Corée. Ce fléchissement a surtout traduit une baisse du prix réel du caoutchouc. On ne peut l'attribuer entièrement à l'accroissement de la consommation de caoutchouc synthétique, tout au moins si ce dernier est évalué au même prix que le caoutchouc naturel.

La comparaison du volume des importations avec le niveau de l'activité industrielle a fait l'objet de deux graphiques distincts (III-12C et III-12D), l'un pour les Etats-Unis et l'autre pour le reste du monde. Il ressort nettement que la part du caoutchouc synthétique est beaucoup plus grande aux Etats-Unis. Dans le reste du monde on n'a pas enregistré de rupture marquée dans le rapport entre les importations nettes de caoutchouc (surtout si l'on y ajoute la consommation de caoutchouc synthétique) et le niveau de l'activité industrielle. Les données relatives aux Etats-Unis, que l'on a ajustées pour tenir compte du stockage, indiquent cependant que la consommation de caoutchouc a baissé par rapport au niveau de l'activité industrielle de 1951 à 1954, mais l'ancien rapport s'est rétabli en 1955, année durant laquelle la production automobile a atteint un chiffre record. Si les indications concernant une baisse relative de la consommation de caoutchouc se vérifient, par exemple en raison de la réalisation d'économies dans son utilisation, et peut-être aussi à cause d'une diminution de la part de la production automobile dans la production industrielle totale des Etats-Unis, on pourra en tirer d'importantes conclusions pour l'évaluation des perspectives du caoutchouc. Il semble qu'il y ait là un autre domaine méritant une étude approfondie.

Produits forestiers. Les produits des forêts constituent un autre groupe dont les échanges internationaux se développent rapidement (graphique III-13). Le volume (graphique III-13A)

et la valeur du commerce mondial des *sciages résineux* ont accusé une nette tendance à l'accroissement au cours de la première partie de l'entre-deux-guerres, tendance qui a suivi d'assez près la développement de l'activité industrielle mondiale. Cependant, le volume des échanges a relativement baissé après 1934 et à nouveau après la seconde guerre mondiale. En outre, le commerce a, semble-t-il, moins réagi qu'auparavant à l'expansion de l'activité économique, surtout parce qu'un grand nombre de pays traditionnellement importateurs de sciages ont converti de plus en plus leurs besoins à l'aide de la production nationale et aussi parce qu'on a utilisé de façon croissante d'autres matériaux, par exemple l'acier, dans la construction. Par suite de la hausse de 50 pour cent environ des prix moyens réels des sciages résineux (tableau III-4), le fléchissement après la seconde guerre mondiale des échanges, par rapport au niveau de l'activité industrielle, a été beaucoup moins marqué en valeur réelle qu'en volume.

Le graphique III-13B indique, par rapport au niveau de la production industrielle mondiale, le volume combiné des échanges de *pâtes de bois* mécanique et chimique. On observe également dans ce cas une corrélation assez stable. Depuis la seconde guerre mondiale, on a enregistré, comme pour les sciages résineux, un recul marqué du volume des échanges par rapport à l'activité économique mondiale, mais ce recul a été largement compensé par une hausse des prix réels de 30 à 50 pour cent par rapport à l'entre-deux-guerres (tableau III-4). La valeur relative des échanges s'est donc maintenue à un niveau très voisin de celui d'avant-guerre, sauf lorsque les prix ont atteint un niveau exceptionnellement élevé durant le boom consécutif à la guerre de Corée.

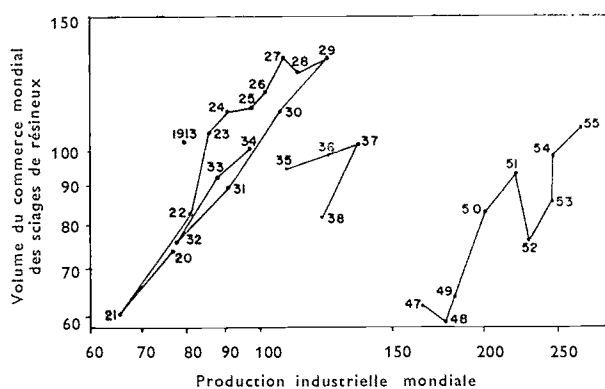
La contraction relative du volume des échanges depuis la seconde guerre mondiale peut s'expliquer par le fait que les efforts ont porté surtout sur les usines intégrées de pâte de papier produisant du *papier journal* et d'autres types de papier pour l'exportation plutôt que sur la pâte de bois. De ce fait, la part de la production de pâte de bois entrant dans le commerce international est tombée de 29 pour cent pendant les années qui ont suivi la première guerre mondiale à 17 pour cent en 1948-50. Même dans ces conditions, le volume des échanges de pâte de bois est actuellement près de trois fois plus élevé qu'en 1950, surtout en raison du développement des échanges de pâte chimique.

Le commerce international de *papier journal*

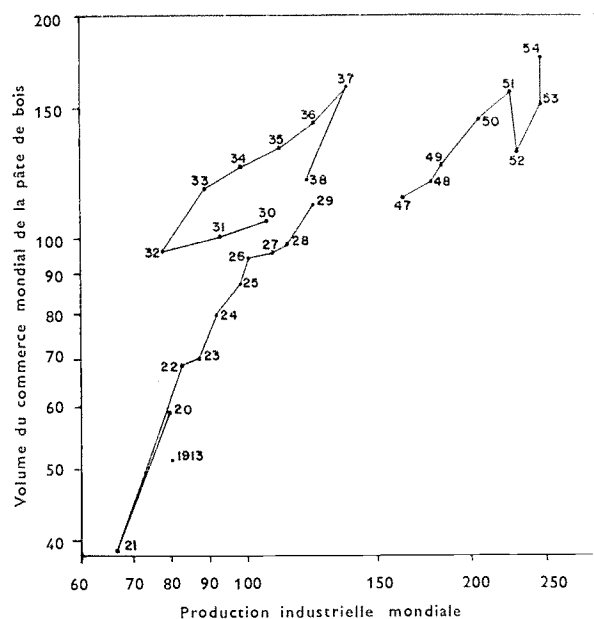
GRAPHIQUE III-13. Commerce mondial de certains produits forestiers et niveau de la production industrielle mondiale

(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)

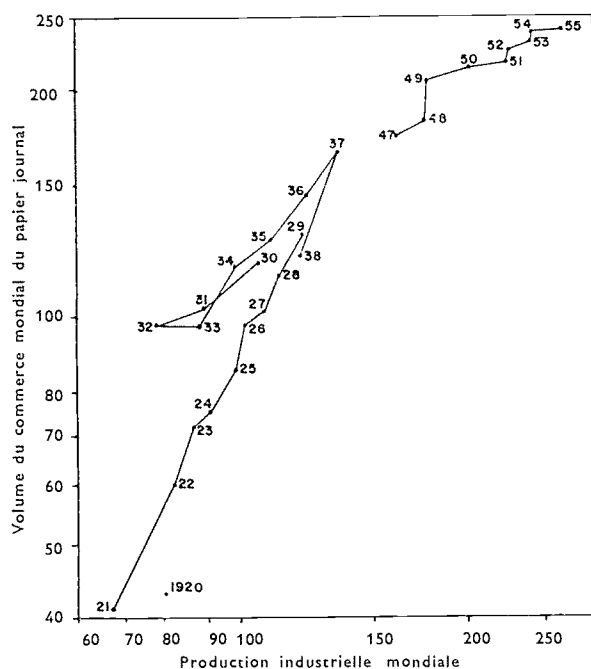
A) Volume du commerce mondial des sciages de résineux



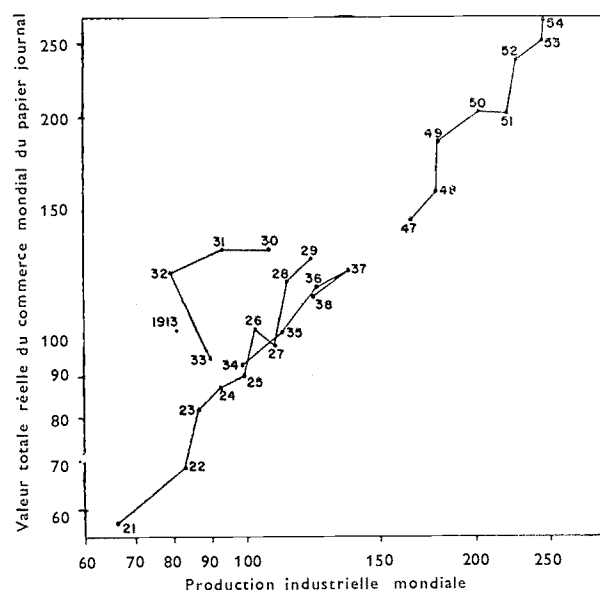
B) Volume du commerce mondial de la pâte de bois (chimique et mécanique)



C) Volume du commerce mondial du papier journal



D) Valeur totale réelle du commerce mondial du papier journal



(graphiques III-13 C et III-13D) s'est donc développé encore plus rapidement que celui de la pâte de bois. La capacité mondiale de production de papier journal s'est développée surtout au Canada et en Europe septentrionale où se trouvaient les matières premières nécessaires, et l'accroissement de la demande mondiale a été couvert pour la majeure partie par le commerce international. L'expansion du volume des exportations canadiennes de papier journal à destination des États-Unis a été particulièrement importante, augmentant de près de 8 fois de 1920-21 à 1955. Contrairement à ce qui s'est produit pour les sciages résineux et la pâte de bois, les prix réels du papier journal sur les marchés internationaux n'ont pas beaucoup changé depuis l'entre-deux-guerres, autrement dit, leur hausse a été analogue à celle de l'ensemble des prix. Le commerce international de papier journal a donc suivi d'assez près, tant en volume qu'en valeur réelle, le niveau de l'activité industrielle mondiale qui n'a pas subi de changements importants depuis l'entre-deux-guerres.

Autres produits. Si l'on excepte les bananes, la laine et la farine de poisson, ce groupe épuise la liste des produits énumérés dans la première colonne du tableau III-7, c'est-à-dire de ceux pour lesquels la valeur réelle du commerce international a augmenté de plus de 50 pour cent en 1943-44 par rapport à la valeur moyenne des années de l'entre-deux-guerres. On ne peut, faute de place, étudier tous les produits de façon aussi détaillée que ci-dessus, et il vaut mieux inclure les bananes, etc., dans le groupe de produits approuvé.

Pour certains des autres produits, le développement du commerce international a été peu important ces dernières années, et pour d'autres les échanges ont peu varié ou même ont baissé. On pourrait donc s'attendre que le niveau des échanges de ces produits ne suive pas, ou de très loin seulement, le développement de l'activité industrielle mondiale, ou qu'il réagisse tout au plus de façon limitée aux fluctuations de cette activité.

En fait, c'est rarement le cas. Ce rapport doit effectivement s'orienter à long terme vers la baisse pour les produits dont le commerce international s'est développé plus lentement que la production industrielle mondiale. Mais ce recul semble s'être effectué généralement par étapes. Pendant un certain nombre d'années, le niveau du commerce international réagit en hausse, comme on l'a déjà noté, à un accroissement

de l'activité industrielle mondiale. Puis on assiste à une chute de ce niveau, analogue à celle que l'on a enregistrée après la seconde guerre mondiale dans le volume des échanges (sciages résineux, par exemple). Après chaque nouvelle chute, il arrive souvent que l'inclinaison de la courbe de régression soit moins prononcée, c'est-à-dire que le niveau des échanges réagisse plus faiblement à l'accroissement de l'activité économique mondiale.

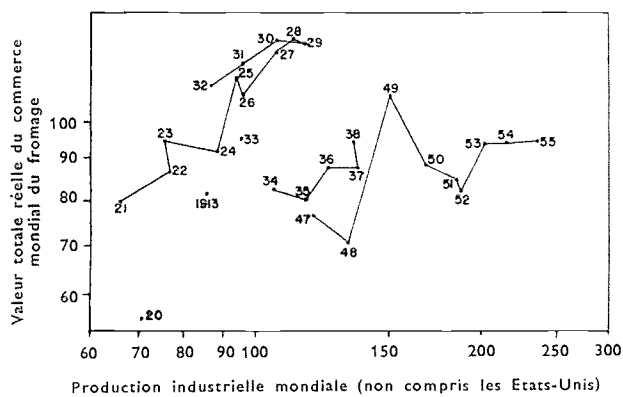
Produits de l'élevage. La viande, les produits laitiers et les œufs, par exemple, comptent parmi les produits dont on sait que la consommation augmente avec le revenu, et on aurait pu prévoir que l'élévation des revenus par habitant consécutive à l'industrialisation aurait conduit à une forte expansion de leur commerce. On a déjà montré dans les tableaux III-4 et III-6 que tel n'avait pas été le cas. Le volume du commerce international de la plupart des produits de l'élevage a tendu à baisser par rapport aux années d'avant-guerre, et le prix réel d'un certain nombre de ces produits a également tendu à fléchir, de sorte que la contraction des échanges a été encore plus forte en valeur réelle qu'en volume. La production de l'élevage cadre bien avec un grand nombre d'économies agricoles développées et, en se spécialisant dans l'élevage et en important des aliments du bétail, les agriculteurs d'Europe occidentale, principale région importatrice, ont été en mesure de tirer de petites exploitations des revenus qu'ils auraient difficilement obtenus avec la seule production des cultures. L'élevage a donc été encouragé, et l'accroissement de la demande de viande et de produits laitiers a été couvert en grande partie par le développement de la production intérieure des pays industrialisés.

Si le commerce international des produits de l'élevage n'a pas réagi ces derniers temps à l'accroissement de l'activité économique, il n'en a pas toujours été ainsi. Le graphique III-14A, par exemple, indique le rapport entre la valeur réelle du commerce mondial de *fromage* et l'activité économique. Il ressemble aux graphiques analogues qui ont été établis pour le beurre, les œufs, la viande de bœuf et de veau, la viande de mouton et d'agneau, et le bacon; il peut être considéré comme représentatif de la situation de tous ces produits alimentaires. De 1921 à 1932, la valeur réelle du commerce international de fromage a suivi d'assez près le niveau de la production industrielle mondiale (à l'exception des États-Unis, qui sont normalement

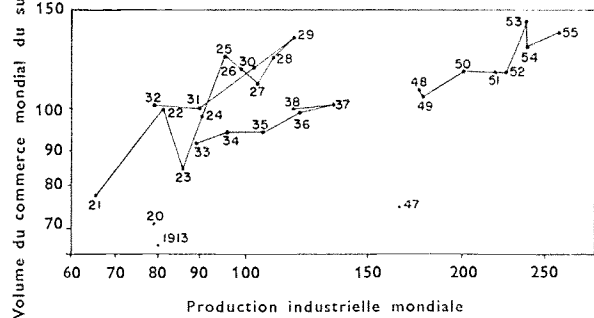
GRAPHIQUE III-14. Commerce mondial du fromage, du sucre et de certains fruits et niveau de la production industrielle mondiale

(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)

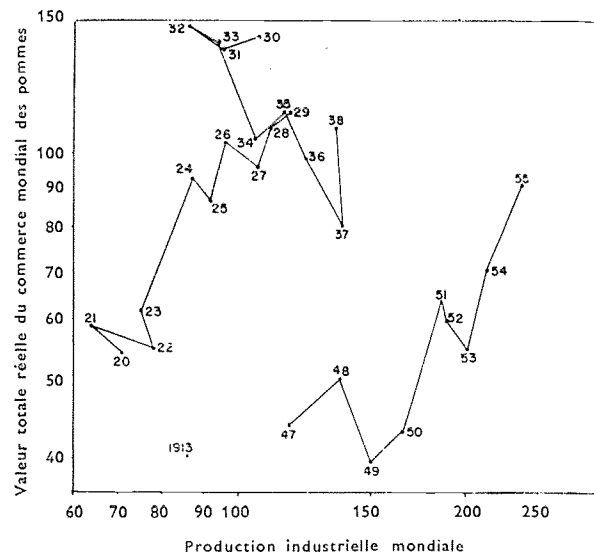
A) Valeur réelle du commerce mondial du fromage



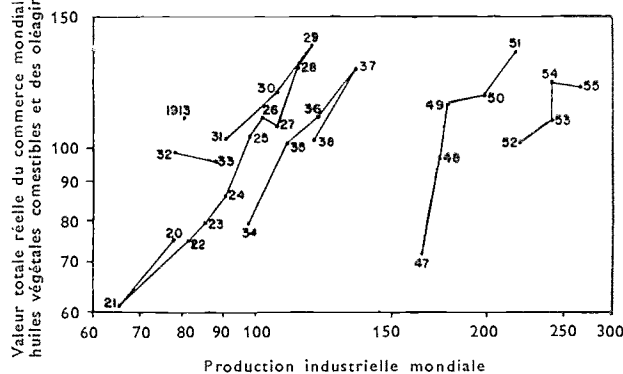
B) Volume du commerce mondial du sucre



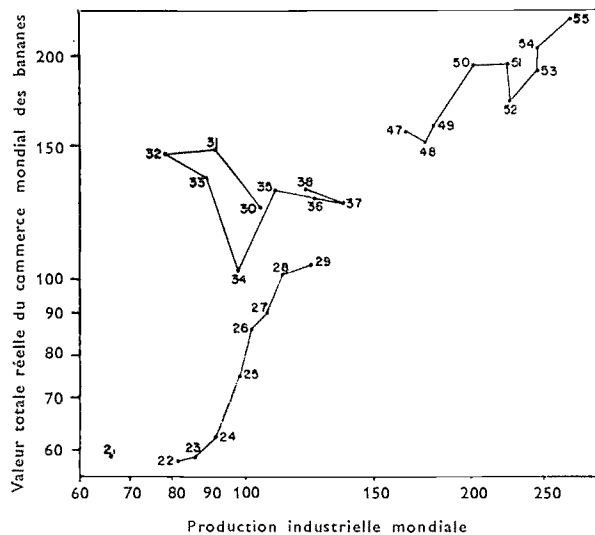
D) Valeur réelle du commerce mondial des pommes



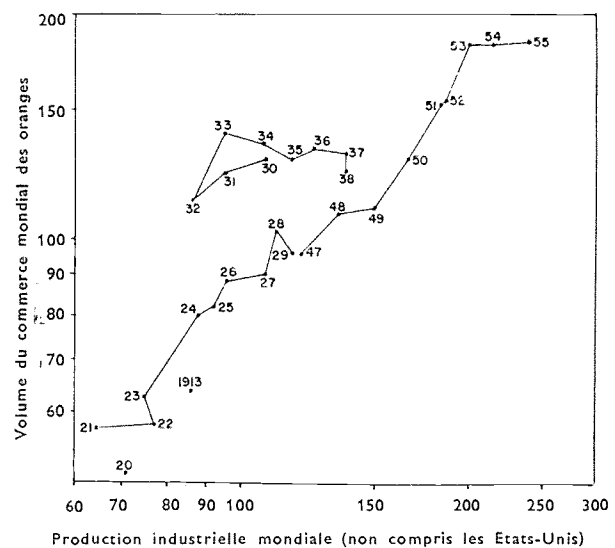
C) Valeur réelle du commerce mondial des huiles végétales comestibles et des oléagineux



E) Valeur réelle du commerce mondial des bananes



F) Volume du commerce mondial des oranges



exportateurs nets de ce produit). Cependant, le niveau relatif des échanges internationaux a fortement baissé par la suite, bien que, comme on pourra l'observer, un nouveau rapport semble s'être établi temporairement à partir de 1934-38. Depuis la seconde guerre mondiale, on ne relève guère de corrélation et, tant que les tendances actuelles se maintiendront, il ne semble pas que l'on puisse prévoir une forte élévation du niveau du commerce international du fromage et de la plupart des autres produits de l'élevage.

Sucre. On sait que la consommation de sucre, elle aussi, suit l'augmentation des revenus, et ce encore plus rapidement que la consommation des produits de l'élevage. Cependant, là encore, l'accroissement des échanges est demeuré en retard sur l'expansion de la demande et de la consommation. En effet, le sucre est le produit type pour lequel un grand nombre de pays, tant développés que sous-développés, se sont efforcés de suffire davantage à leurs besoins.

Les très fortes fluctuations des prix du sucre au cours des années vingt ont faussé tous les rapports entre l'activité économique mondiale et la valeur réelle des échanges, et même depuis cette époque on n'a pas observé d'étroite corrélation. Il semble cependant qu'il y ait en 1921 à 1931 un certain rapport entre le niveau de la production industrielle mondiale et le volume des échanges internationaux (graphique III-14B). Depuis 1933, le volume, tant total que par habitant, de ces échanges a réagi beaucoup moins nettement, quoique de façon assez régulière, à l'accroissement de l'activité économique. Il faudrait procéder à une étude plus approfondie pour déterminer dans quelle mesure le ralentissement de l'expansion du commerce du sucre (et des produits de l'élevage) observé depuis les années trente, a été imputable, d'une part, à la lenteur de l'accroissement de la consommation et, d'autre part, à l'essor de la production intérieure des pays importateurs. Toutefois, on n'a relevé jusqu'ici aucun indice de changement dans les tendances enregistrées récemment.

Huiles végétales et oléagineux. On a groupé les principales huiles végétales comestibles et les oléagineux¹⁴ en raison de la grande interchangeabilité de ces produits, et la valeur réelle

¹⁴ Huile de coco, d'arachides, de palmiste, de soja, de palme et d'olive, et oléagineux correspondants.

globale de leur commerce international par rapport à la production industrielle mondiale est indiquée dans le graphique III-14C.

L'examen de ce graphique fait apparaître un rapport assez stable entre le commerce international et le niveau de la production industrielle mondiale de 1920 à 1930 ou 1931, une réaction à retardement au fléchissement de l'activité économique durant la crise, et l'apparition d'un nouveau rapport de 1934 à 1938. Après la seconde guerre mondiale, le niveau des échanges mondiaux a de nouveau baissé par rapport à l'activité économique mondiale, mais l'inclinaison de la courbe de régression n'a pas sensiblement varié jusqu'en 1952. A partir de cette date, le niveau relatif des échanges a été plus bas qu'antérieurement et certains renseignements semblent indiquer l'établissement d'un nouveau rapport, les échanges réagissant de façon moins marquée à l'accroissement de l'activité industrielle. Il est probable qu'une étude plus approfondie permettrait de déterminer la mesure dans laquelle ces baisses successives ont été provoquées par des facteurs tels que la forte expansion de la production intérieure d'huiles de soja et d'arachide aux Etats-Unis et le développement considérable de l'emploi des détergents aux dépens du savon.

En ce qui concerne les huiles non comestibles, on ne dispose de données que pour la graine et l'huile de lin. Il y a eu un rapport constant entre la valeur réelle du commerce mondial et le niveau de la production industrielle de 1920 à 1929. Depuis lors, toutefois, le niveau relatif du commerce international a baissé par étapes et ne représente plus qu'une fraction de son ancienne valeur.

Fruits et produits à base de fruits. Les échanges internationaux ont beaucoup varié au sein de ce groupe. Par exemple, la valeur réelle du commerce international des bananes a subi, sauf pendant les années trente, une hausse comparable à celle du commerce du café et du cacao, et a suivi de près l'évolution de l'activité économique mondiale. Le commerce des bananes, comme celui de ces deux autres produits, a progressé assez lentement depuis la seconde guerre mondiale, et l'accroissement de la demande s'est reflété principalement dans le niveau des prix de détail qui a dépassé de 50 à 60 pour cent le niveau moyen de l'entre-deux-guerres (graphique III-14E).

La valeur réelle du commerce international des oranges a augmenté plus lentement et son rapport avec le niveau de l'activité économique

mondiale est moins stable si l'on ne comprend pas les États-Unis comme exportateurs d'oranges. Il est toutefois surprenant de constater qu'il semble y avoir en un rapport assez constant entre le volume des échanges et l'indicateur de la demande, de 1921 à 1955, sauf pendant la crise et la guerre d'Espagne (graphique III-14F). Depuis la seconde guerre mondiale, le prix réel des oranges a été inférieur de 20 à 25 pour cent à la moyenne de l'entre-deux-guerres, et la valeur réelle des échanges n'a donc pas augmenté aussi vite que leur volume.

Les pommes, les raisins secs et le vin ont également été étudiés. En ce qui concerne les pommes, l'évolution récente des échanges internationaux a été analogue à celle qui a été enregistrée pour le fromage et d'autres produits de l'élevage. La période pendant laquelle la valeur réelle du commerce a suivi l'accroissement de la production industrielle mondiale a pris fin avec la crise des années trente. Le commerce international des pommes n'a pas fléchi immédiatement, mais à partir de 1936, et surtout depuis la seconde guerre mondiale, le volume et, plus encore, la valeur réelle des échanges ont beaucoup baissé par rapport au niveau de l'activité économique mondiale.

L'évolution du commerce international des raisins secs a été, dans l'ensemble, analogue à celle des pommes. Le volume du commerce international s'est assez bien maintenu depuis la seconde guerre mondiale mais la baisse de la valeur réelle a été légèrement plus forte que pour les pommes, de sorte que l'augmentation de la valeur totale a été faible. La même remarque s'applique au vin, pour lequel l'accroissement du volume des échanges enregistré après la guerre a été annulé dans une large mesure par la baisse des prix réels. Cependant, il n'y a pas de nette corrélation entre les chiffres globaux du commerce mondial du vin et l'accroissement de l'activité économique.

Céréales. Au cours de ces dernières dizaines d'années, le commerce international du blé a été conditionné bien davantage par les répercussions de la guerre et les politiques d'antarcie, que par le jeu normal des forces économiques. En outre, les niveaux de prix ont été fortement influencés par les accords internationaux sur les produits et le niveau des prix intérieurs de soutien. Il s'ensuit qu'il n'existe pratiquement aucun rapport entre le volume du commerce mondial et le niveau de l'activité industrielle, et c'est durant la période 1923-27 que l'on a observé pour

la dernière fois une corrélation très stable entre ce niveau et la valeur réelle des échanges mondiaux. La pénurie alimentaire d'après-guerre a provoqué un accroissement marqué du commerce international, mais depuis peu on enregistre de nouveau une tendance à la baisse (graphiques III-15A et III-15B).

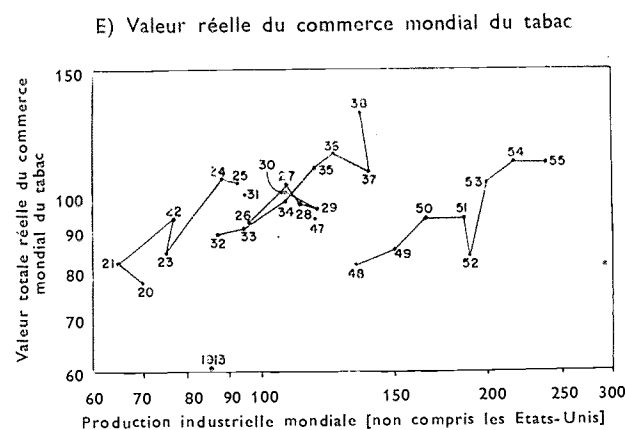
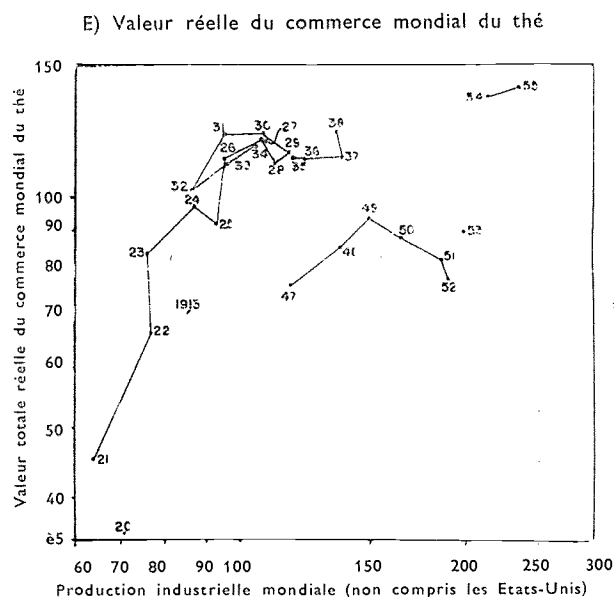
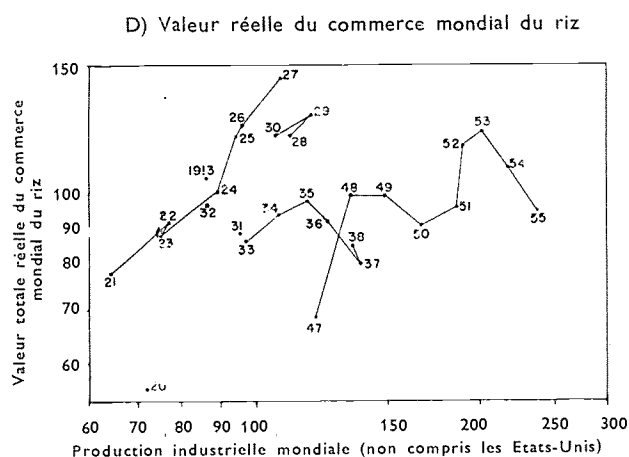
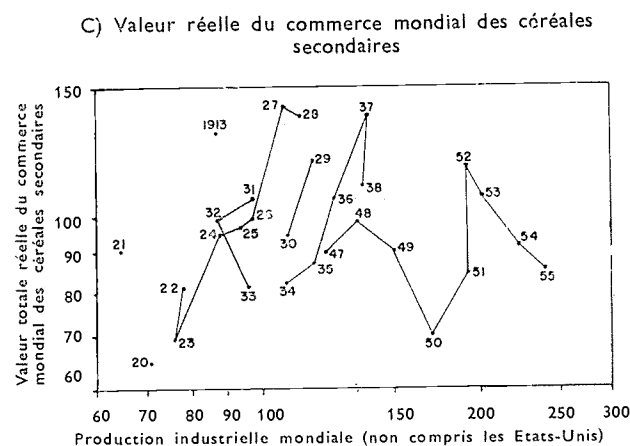
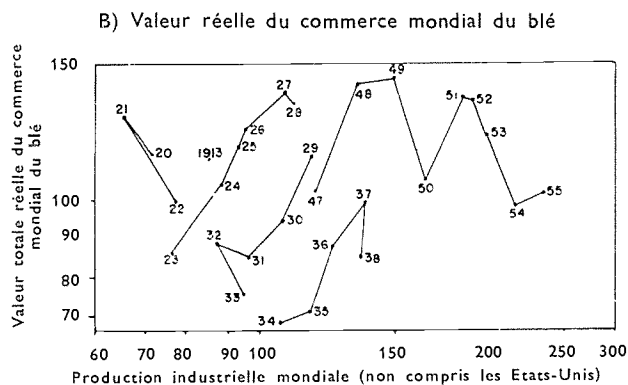
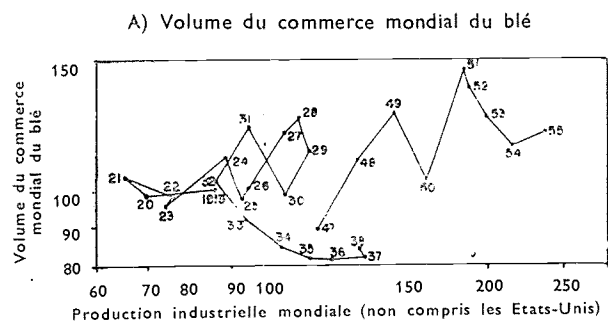
De 1923 à 1928 inclusivement, le commerce international des *céréales secondaires* (maïs et orge seulement) s'est aligné assez étroitement, tant en volume qu'en valeur, sur l'activité économique mondiale, et un nouveau rapport s'est établi à un niveau inférieur après la dépression de 1934 jusqu'à l'ouverture des hostilités. Depuis la seconde guerre mondiale, les échanges mondiaux de céréales secondaires ont fortement diminué par rapport au niveau de l'activité industrielle (graphique III-15C). Un grand nombre de pays importateurs se sont efforcés de limiter leurs achats de céréales secondaires à l'étranger en augmentant leur propre production, en améliorant leurs pâturages et leurs procédés de conservation des graminées et en perfectionnant leurs méthodes d'alimentation animale. Si l'on tenait compte d'autres céréales fourragères, comme le millet et le sorgho, sur lesquelles on ne possède pas encore de données, le niveau du commerce au cours de cette période apparaîtrait légèrement plus élevé.

Bien que les principaux pays importateurs de riz ne soient pas industrialisés, il a existé jusqu'en 1927 un rapport assez étroit sur le plan mondial entre le commerce de ce produit et l'activité industrielle, et il semble que la situation économique des pays industrialisés ait influé, dans une large mesure, sur celle des pays d'Extrême-Orient (graphique III-15D). Cependant, après 1927, il n'y a guère eu de corrélation entre le volume des échanges et le niveau de l'activité économique mondiale, et la valeur du commerce international a fléchi par étapes. Depuis la seconde guerre mondiale, le volume du commerce mondial du riz a fortement baissé et l'on n'a pas enregistré de rapport net entre le commerce du riz, tant en volume qu'en valeur, et le niveau de l'activité économique mondiale.

Autres produits « aromatiques ». Outre le cacao et le café, qui ont été déjà examinés, l'étude a porté sur le thé, le poivre et le tabac. Depuis la dépression des années trente jusqu'en 1953, on n'a pas enregistré de véritable expansion du commerce international du thé. En 1954 et 1955, les prix réels et la valeur totale des échanges ont fortement augmenté, probable-

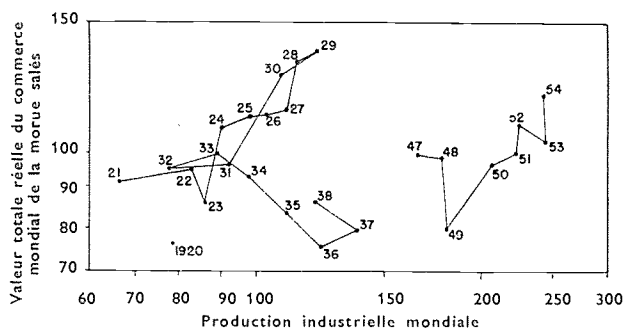
GRAPHIQUE III-15. Commerce mondial de certaines céréales, du thé, du tabac, et niveau de la production industrielle mondiale

(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)

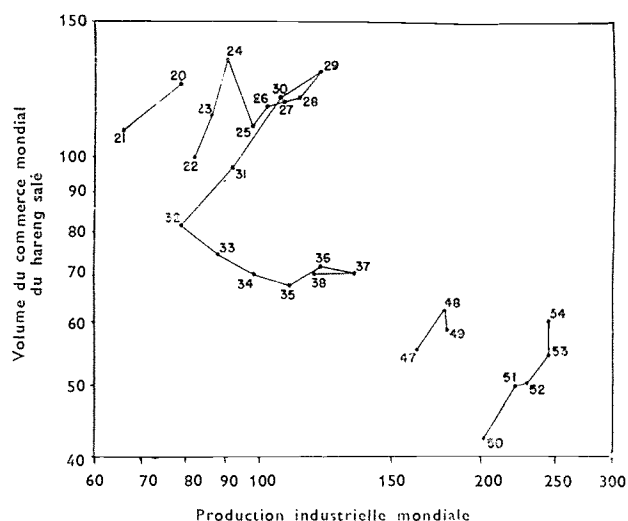


GRAPHIQUE III-16. Commerce mondial de certains produits des pêches et des fibres industrielles, et niveau de la production industrielle mondiale
(1920-38 = 100 ; échelle logarithmique)

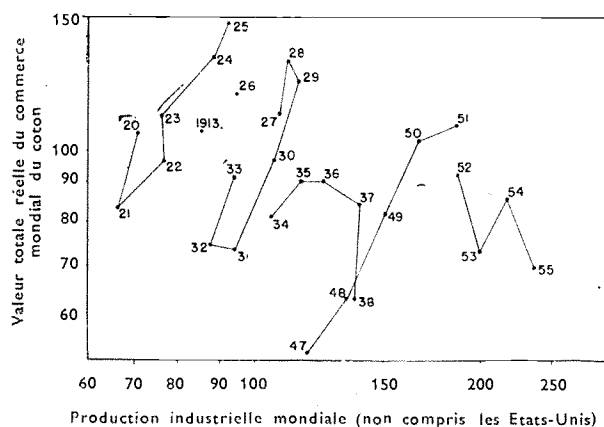
A) Valeur réelle du commerce mondial de la morue salée



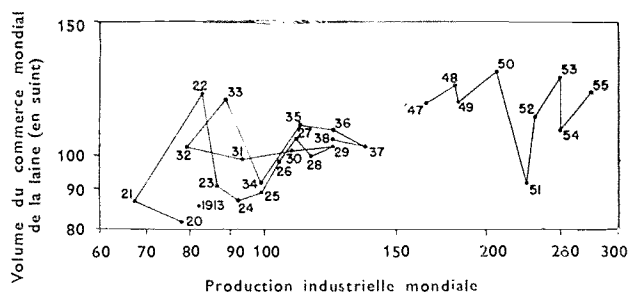
B) Valeur réelle du commerce mondial du hareng salé



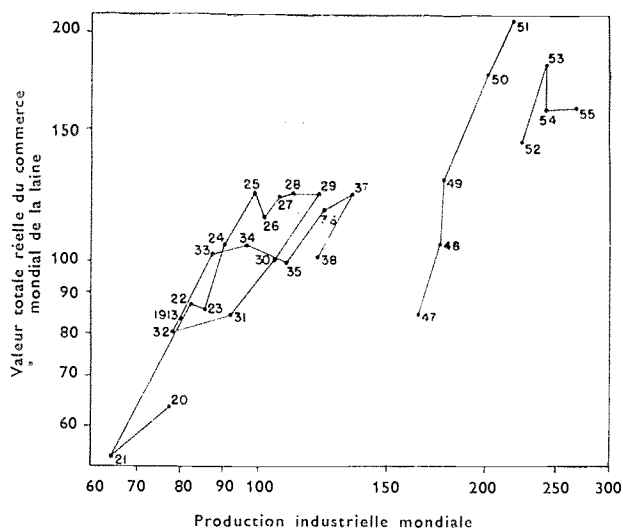
C) Valeur réelle du commerce mondial du coton



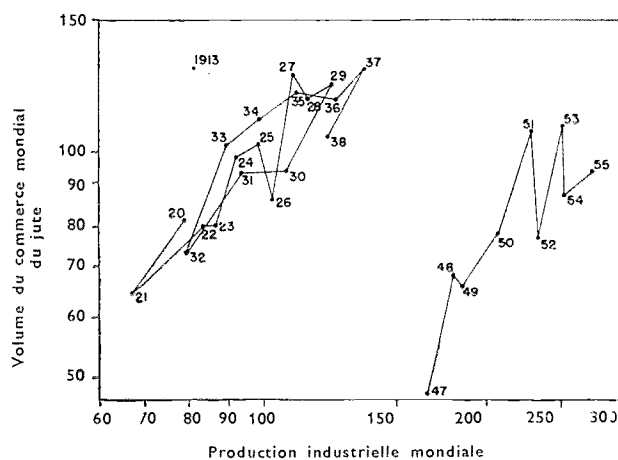
D) Volume du commerce mondial de la laine (en suint)



E) Valeur réelle du commerce mondial de la laine



F) Volume du commerce mondial du jute brut¹



¹ Non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan.

ment en raison surtout d'un déplacement de la demande provoqué par les prix élevés du café. Il est encore trop tôt pour dire si ce changement est susceptible de durer (graphique III-15E).

La valeur réelle du commerce mondial du *poivre* (blanc et noir seulement) était jusqu'à ces derniers temps en rapport étroit avec le niveau de l'activité économique mondiale, bien qu'en 1936 elle ait fortement baissé par rapport à ce niveau. Le rapport qui s'est établi ensuite s'est maintenu jusqu'en 1953 en dépit d'un net recul du volume des échanges et de 1950 à 1952 les prix réels ont été de cinq à six fois supérieurs à la moyenne de l'entre-deux-guerres. En 1954 et 1955, toutefois, le volume du commerce a augmenté, mais comme il y a eu en même temps une baisse proportionnellement plus forte des prix, la valeur réelle des échanges internationaux a nettement diminué.

La valeur réelle du commerce international du *tabac* a également suivi d'assez près l'évolution de la production industrielle mondiale (non compris les Etats-Unis) mais n'a réagi que faiblement aux variations de l'activité économique. Le niveau relatif des échanges semble avoir baissé après 1925, mais le nouveau rapport qui s'est établi a été maintenu pendant toute la crise jusqu'en 1938. Après la seconde guerre mondiale, le commerce a de nouveau baissé et a réagi encore plus faiblement à l'accroissement de l'activité économique. En règle générale, le volume et la valeur relative des échanges se sont suivis d'assez près, mais on ne relève jusqu'ici aucun indice d'une expansion marquée (graphique III-15F).

Produits des pêches. On ne possède des données appropriées pour la présente analyse que pour trois produits: la farine de poisson, la morue salée et le hareng salé. Le commerce international de la *farine de poisson* s'est développé avec une très grande rapidité du fait de l'expansion de la production animale basée sur les aliments du bétail importés, et en 1954 son volume représentait cinq fois, et sa valeur réelle six fois, le niveau moyen de l'entre-deux-guerres. L'évolution a été beaucoup moins favorable pour la *morue salée* et le *hareng salé*. Avant la crise des années trente, le commerce international de ces deux produits tendait, dans une certaine mesure, à suivre le développement de l'activité économique mondiale, mais depuis cette époque jusqu'en 1949-50, on a enregistré une baisse plus ou moins continue du volume, en chiffres absolus, et de la valeur réelle du commerce international. Le commerce

de la morue salée a diminué principalement du fait de la plus grande autarcie des pays de la péninsule ibérique, alors que le commerce du hareng salé a surtout souffert de l'interruption des échanges entre l'Europe occidentale et orientale. Depuis 1951, on a observé, notamment pour la morue salée, certains indices d'une reprise partielle des échanges (graphiques III-16A et III-16B).

Fibres industrielles. Le volume des échanges internationaux de *coton* a tendu à diminuer depuis le milieu de 1925 et son évolution ne semble avoir que peu de rapport avec le niveau de l'activité industrielle mondiale. La valeur réelle des échanges a subi une baisse analogue et constitue un bon exemple de la tendance qu'ont ces baisses à intervenir par étapes (graphique III-16C). On a observé une évolution parallèle de la valeur réelle du commerce international du coton et de l'activité industrielle de 1920 à 1925 inclusivement; ce rapport s'est établi à un niveau réduit de 1927 à 1933, et à un niveau encore plus bas de 1947 à 1951. Entre ces périodes, et depuis 1951, la valeur réelle du commerce international est tombée on est restée inchangée en dépit de l'essor de l'activité économique mondiale.

Une étude plus approfondie permettrait probablement d'évaluer l'importance du rôle qu'ont joué dans la contraction du commerce des facteurs tels que le développement de la production de coton dans des pays autres que les principaux pays exportateurs, la création d'industries textiles dans les pays sous-développés, et l'utilisation croissante de la rayonne et d'autres fibres synthétiques. Cette étude permettrait peut-être aussi de faire quelque lumière sur les raisons pour lesquelles le fléchissement du commerce s'est produit, non d'une façon continue, mais en trois temps. Ainsi, la première baisse est intervenue après trois années durant lesquelles les prix avaient atteint une moyenne exceptionnellement élevée, et la troisième après la forte hausse des prix enregistrée pendant le boom consécutif au conflit coréen. Cependant, les prix du coton et l'activité économique générale commençaient à se relever de la crise lorsque la seconde baisse s'est produite en 1933, et dans ce cas le volume des échanges a été touché avant le niveau des prix.

Le volume des échanges de *laine* a progressé lentement et, comme pour le cacao, la pénurie relative des approvisionnements a provoqué depuis la seconde guerre mondiale une réaction

très vive des prix qui ont augmenté par rapport au niveau de l'activité économique et de la demande mondiales. De 1952 à 1954, les prix moyens réels ont dépassé de près de 40 pour cent la moyenne de l'entre-deux-guerres, et la hausse, bien entendu, a été beaucoup plus forte encore pendant le boom coréen. Il n'y a guère eu de rapport entre le volume des échanges et les fluctuations de l'activité économique mondiale, et pendant la plupart des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, il n'a dépassé que de 10 à 20 pour cent le niveau de l'entre-deux-guerres. Au cours de ces dernières années, la valeur réelle des échanges mondiaux a augmenté de quelque 60 pour cent environ et, jusqu'au boom coréen, elle a suivi d'assez près l'évolution de la production industrielle mondiale. Néanmoins, il ressort de certains indices que les facteurs qui ont entravé le commerce mondial du coton commencent à agir également sur celui de la laine et, depuis la seconde guerre mondiale, la valeur réelle des échanges internationaux a baissé par rapport au niveau de l'activité économique mondiale (graphiques III-16D et III-16E).

Dans l'entre-deux-guerres, les échanges internationaux de *jute* brut se sont alignés assez étroitement, tant en volume qu'en valeur, sur l'évolution de l'activité industrielle mondiale, sauf de 1925 à 1929, période durant laquelle la valeur des échanges a sensiblement augmenté par rapport à cette activité (graphique III-16F).

Depuis la seconde guerre mondiale, le niveau du commerce international (non compris, pour des raisons de comparabilité, les échanges entre l'Inde et le Pakistan) a baissé par rapport à l'activité industrielle mondiale. Le volume des échanges a réagi moins fortement à l'expansion de cette activité, tandis que leur valeur réelle n'a cessé de baisser depuis le boom dû à la guerre de Corée, durant lequel les prix avaient atteint un niveau élevé. Il est probable que le fléchissement des échanges de *jute* brut est imputable, pour une large part, à l'emploi de plus en plus répandu de sacs en papier et à la tendance croissante au stockage et au transport des céréales en vrac.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET ORIENTATION DES TRAVAUX FUTURS

Les études de produits présentées dans la section qui précède font ressortir de manière frappante toute l'importance de la crise des années trente en tant que tournant de l'évolution du

commerce international des produits agricoles. De 1913 à 1930, les échanges de presque tous les produits agricoles étudiés ont connu une expansion assez régulière, qui correspondait à l'accroissement général de l'activité économique mondiale, et prolongeait l'expansion comparable amorcée quelques dizaines d'années avant la première guerre mondiale (graphique III-5). Mais, après 1930, les échanges de produits agricoles se sont peu ou pas développés, sauf pour un petit nombre de produits tropicaux et de matières premières industrielles d'origine agricole, difficiles à produire dans les pays industriels qui en sont les principaux acheteurs.

C'est ainsi que, de 1913 à 1927-30, le volume de la production industrielle mondiale a augmenté de 40 pour cent (29 pour cent non compris les Etats-Unis) et que le volume des échanges de produits agricoles s'est également accru de 40 pour cent¹⁵; toutefois, par suite de la baisse relative des prix agricoles, l'accroissement en valeur réelle n'a été que de 17 pour cent.

De 1927-30 à 1954-55, l'accroissement de la production industrielle mondiale a été beaucoup plus rapide et a atteint 130 pour cent (106 pour cent non compris les Etats-Unis). Mais en 1954-55, la valeur réelle des échanges de produits agricoles a tout juste regagné son niveau de 1927-30; quant au volume de ces échanges, il a diminué de près de 10 pour cent.

Il est particulièrement intéressant de comparer l'évolution des échanges, produit par produit, au cours de ces deux périodes. De 1913 à 1927-30, quatre seulement des produits étudiés n'ont pas vu augmenter la valeur réelle de leur commerce, et un grand nombre des hausses les plus importantes ont été enregistrées par des produits dont la consommation tend à croître avec le revenu (fruits frais, viande et produits laitiers, par exemple). Par ailleurs, de 1927-30 à 1954-55, la valeur réelle du commerce d'un peu plus de la moitié des produits étudiés a fléchi, et la baisse a été particulièrement marquée pour les produits de l'élevage et certains fruits (tableau III-11).

Rien ne laisse encore présager d'éventuelles modifications dans les facteurs étudiés plus haut qui semblent déterminer les tendances récentes de l'évolution du commerce international des produits agricoles. Ainsi, sauf en cas de modification importante d'ordre politique, par exemple

¹⁵ Toutes les estimations sur le niveau des échanges de produits agricoles données dans ce paragraphe ne font pas entrer en ligne de compte les produits des pêches et des forêts.

TABIEAU III-11. — MODIFICATIONS DE LA VALEUR RÉELLE DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS, ENTRE 1913 ET 1927-30 ET ENTRE 1927-30 ET 1954-55

Valeur réelle du commerce mondial par rapport à la période précédente	Entre 1913 et 1927-30		Entre 1927-30 et 1954-55	
Plus de 200 pour cent	Oranges Pâte de bois chimique Bananes	Pommes Poivre	Cacao Papier journal Bananes	Pâte de bois chimique
De 151 à 200 pour cent	Bacon Tabac Thé	Caoutchouc Beurre Fromage	Café Caoutchouc	Pâte de bois mécanique
De 131 à 150 pour cent	Viande de bœuf et de veau Sucre Laine Café	Raisins secs Pâte de bois mécanique Sciages de résineux Graines et huile de lin	Laine	Sciages de résineux
De 111 à 130 pour cent	Cacao Œufs Oléagineux et huiles comestibles	Riz Papier journal	Oranges Poivre Thé	Sucre Tabac Vin
De 91 à 110 pour cent	Coton Céréales secondaires ¹	Blé	Viande de mouton et d'agneau Oléagineux et huiles comestibles	
De 71 à 90 pour cent	Vin Viande de mouton et d'agneau	Jute brut	Blé Riz Jute brut	Tourteaux ² Raisins secs Céréales secondaires
70 pour cent et moins			Pommes Viande de bœuf et de veau Beurre Graines et huile de lin	Coton Bacon Œufs

¹Mais et orge seulement.

²Renseignements non disponibles pour la période précédente.

en matière d'écoulement des excédents, il semble peu probable que l'on assiste, dans un avenir immédiat, à un accroissement important des échanges pour les biens susceptibles d'être produits aisément dans les principaux pays industriels, ou qui cèdent de plus en plus la place à des produits synthétiques de remplacement. En revanche, il est probable que le commerce international des produits agricoles faisant l'objet, de la part des grands pays industriels, d'une demande accrue ne pouvant être satisfaite que

par un accroissement des importations, continuera à suivre un développement parallèle à celui de l'activité économique mondiale.

S'il faut voir dans l'accroissement de la production nationale dans les principaux pays importateurs l'une des principales raisons pour lesquelles les échanges de nombreux pays agricoles ne se sont pas développés, on doit s'attendre que le niveau de la production mondiale de ces produits — bien plus que celui de leurs échanges — soit en rapport avec l'accroissement de

l'activité industrielle et de la demande mondiale, sauf évidemment dans la mesure où le développement de produits synthétiques de remplacement réduit le marché mondial. Le même raisonnement devrait être valable pour une économie plus restreinte mais relativement autonome.

Une première comparaison donne à penser qu'il existe en fait une relation assez étroite entre la production mondiale de coton et de sucre par habitant et la production industrielle mondiale par habitant. Le niveau relatif de la production de ces deux produits par habitant avait baissé après la deuxième guerre mondiale ; en ce qui concerne le coton, la réaction apparente à l'accroissement de l'activité industrielle avait été plus faible. L'occasion ne s'est pas encore présentée d'examiner cette question plus à fond, mais il y aurait peut-être une autre manière de l'aborder, soit sur le plan mondial, soit par régions, ce qui pourrait notamment jeter quelque lumière sur certaines questions, par exemple l'apparition des excédents agricoles.

Cependant, nous l'avons déjà souligné, la manière dont le problème a été traité dans la section précédente fait qu'il ne s'agit essentiellement que d'une étude préliminaire d'un domaine nouveau ; c'est ce qui explique qu'il ait fallu l'aborder sous un angle assez général, et que nombre de questions soient restées pendantes. Il s'en dégage cependant assez de données pour se faire une idée de certains des principaux facteurs qui influent sur l'évolution des échanges internationaux de produits agricoles, et pour asseoir sur des bases plus sûres qu'auparavant l'estimation des perspectives d'exportation des principaux produits agricoles.

Certes, on pourrait pousser beaucoup plus loin l'étude des différents produits et, par exemple, subdiviser le marché international en secteurs, comme on l'a fait plus haut pour le caoutchouc et le café, effectuer sur des bases analogues l'étude de la tendance des disponibilités pour l'exportation, ou tenter d'évaluer (par exemple par la méthode des corrélations multiples) l'importance relative des différents facteurs qui tendent à élever ou à abaisser le niveau du commerce international de tel ou tel produit.

On pourrait encore procéder autrement, et prendre un pays déterminé ou une région plus étendue, l'Europe occidentale par exemple, et étudier par des méthodes analogues l'accroissement du débouché offert par ce pays ou cette région aux produits agricoles, la mesure dans laquelle l'augmentation de la demande de chaque produit principal a été couverte par la produc-

tion intérieure ou par les échanges, ainsi que les facteurs qui ont joué pour arriver à ce résultat.

Il semble également possible, à l'aide des données dont on dispose actuellement, d'appliquer aux marchés internationaux les méthodes d'analyse et de prévision des prix déjà connues pour les marchés nationaux. Il est évident en effet — on l'a bien vu pour le café au cours des années trente — que l'expansion du marché mondial ne garantit pas contre la chute des prix si l'offre dépasse momentanément le niveau de la demande. L'occasion ne s'est pas encore présentée de procéder à des études de ce genre qui posent, pour la plupart des produits, des problèmes complexes de substitution ; on a cependant effectué, à l'aide d'une méthode simple, une étude à propos du cacao. Afin d'éliminer l'influence des modifications du niveau de l'offre, on a pris toutes les années où les exportations de cacao par habitant ont été approximativement les mêmes ; pour chaque groupe d'années où l'offre a été égale, on a constaté une relation assez étroite entre la valeur unitaire moyenne (prix) et le niveau de l'activité industrielle mondiale prise comme indicateur de la demande mondiale. En mesurant les déviations des courbes de régression, on a constaté qu'il était possible de calculer année par année les niveaux des prix « probables », qui se sont trouvés concorder assez étroitement avec les niveaux des prix réels, sauf au cours des premières années de la crise des années trente. En particulier, les prix calculés reflétaient presque exactement la montée en flèche des valeurs survenue après la deuxième guerre mondiale. Cette étude pourrait sans aucun doute être considérablement améliorée par des méthodes plus poussées, surtout si l'on possédait des renseignements sur le niveau des stocks.

L'une des difficultés que rencontre l'application de la méthode d'analyse à la prévision des prix est la fréquence avec laquelle semblent se produire des déplacements plus ou moins brusques du niveau général du commerce international par rapport à l'activité économique mondiale. L'examen des graphiques de la section précédente nous a permis de relever de nombreux cas où s'est produit, une année donnée ou au cours d'une période de deux ou trois ans, une brusque rupture qui amenait les échanges à un niveau différent par rapport à la production industrielle. A ce phénomène correspond souvent une réaction différente, généralement moins forte, à des modifications du niveau de l'activité industrielle. De tels déplacements représentent, semble-t-il, une brusque modification de l'« ordre de grandeur »

du marché; il est d'ailleurs intéressant de noter qu'on a observé de brusques ruptures du même genre sur le marché intérieur des États-Unis, où elles semblent traduire des changements dans les goûts des consommateurs ¹⁶.

Dans un petit nombre de cas, presque tous localisés au début de la crise des années trente, le déplacement s'est fait dans le sens de la hausse; peut-être alors s'explique-t-il par le décalage dans lequel la consommation et les échanges se sont adaptés à l'abaissement du niveau de l'activité économique et des revenus.

Mais le déplacement se fait beaucoup plus fréquemment dans le sens d'une baisse du niveau des échanges. Si les causes du fléchissement sont généralement assez claires, il n'en est pas de

¹⁶ Voir, par exemple, H. Staehle « Relative Prices and Postwar Markets for Animal Food Products », *Quarterly Journal of Economics*, février 1945.

même des raisons pour lesquelles il s'effectue si souvent non d'une manière suivie, mais en plusieurs temps. Parfois ces baisses brutales du niveau apparent de la demande semblent succéder à une période de prix anormalement élevés, mais ce fait est loin de tout expliquer. Elles constituent de toute évidence un élément supplémentaire d'incertitude, et tant que l'on n'en connaîtra pas mieux la genèse, on ne pourra tirer pleinement parti des données pour prévoir l'évolution probable du commerce international ou des prix sur les marchés mondiaux. Il est donc nécessaire d'aborder le problème avec prudence. Néanmoins, les études préliminaires présentées dans la section précédente semblent ouvrir la voie à une étude plus systématique des échanges internationaux de produits agricoles. Nous espérons que l'occasion nous sera donnée de l'entreprendre d'une façon plus approfondie.

Chapitre IV - PÊCHES MONDIALES : TENDANCES ET PERSPECTIVES GÉNÉRALES - EXEMPLES PRIS DANS CERTAINS PAYS

CARACTÉRISTIQUES DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE MONDIAL DU POISSON

Généralités

Pour faire l'histoire des pêches mondiales et établir des prévisions sur l'évolution des pêches, il est indispensable de tenir compte de deux facteurs qui exercent une influence prédominante sur la majeure partie de la production mondiale de poisson.

Tout d'abord, la pêche offre essentiellement les caractères de la chasse. La plupart des peuplements de poissons qui ont de l'importance du point de vue commercial vivent en liberté et leurs mouvements échappent au contrôle de l'homme; ils se trouvent surtout dans les océans où personne ne peut exercer un droit exclusif de propriété. Aussi est-il extrêmement difficile de prévoir les tendances de la production et les résultats d'une campagne de pêche déterminée.

En second lieu, le poisson est extrêmement périssable et ce caractère a commandé, dans une large mesure, l'utilisation des prises et leur distribution dans le temps et dans l'espace.

Les effets de ces deux facteurs sont cumulatifs, car la nature périssable du produit aggrave les problèmes posés par les fluctuations saisonnières ou sporadiques des quantités pêchées, et la difficulté de prévoir le volume de la production est accentuée par les variations soudaines des arrivages.

En conséquence, les principaux progrès sont survenus lorsque l'influence de ces facteurs s'est trouvée réduite, soit par suite d'avantages naturels, soit en raison de l'existence de moyens techniques appropriés.

Principaux centres de production

On estime que le volume mondial des prises de poissons, crustacés, mollusques et autres spécimens de la faune et de la flore aquatiques, à l'exception des baleines, est passé de 20 millions de tonnes en 1947 (contre 22 millions de tonnes en 1938) à un niveau se situant entre 27 et 29 millions de tonnes durant la période 1952-55.

La part la plus importante de la production mondiale est fournie par un très petit nombre de pays. Les quantités globales pêchées par les six principaux producteurs (Chine, Etats-Unis, Japon, Norvège, Royaume-Uni et U.R.S.S.) ont atteint chaque année, depuis 1950, 14 millions de tonnes, soit 50 pour cent du volume mondial. Sept autres pays assez gros producteurs (Allemagne occidentale, Canada (y compris Terre-Neuve), Espagne, France, Inde, Indonésie, Union Sud-Africaine, y compris le Sud-Ouest africain) ont fourni 4 500 000 tonnes, soit 16 pour cent du total mondial. Les quantités pêchées par les 17 pays faisant partie du groupe des 30 Etats qui produisent annuellement plus de 100 000 tonnes chacun se sont élevées à 4 millions de tonnes par an, soit 14 pour cent du volume mondial. Il ressort de ces chiffres que la production de poisson des 30 principaux pays producteurs s'élève à 22 500 000 tonnes, soit 80

pour cent du total mondial; les autres pays pris collectivement ont produit environ 5 500 000 tonnes par an, soit 20 pour cent de ce total.

Certaines espèces qui ont l'habitude de voyager par bancs, et qui, de ce fait, peuvent être pêchées en grandes quantités, représentent un pourcentage important des prises de ces pays. Un quart du volume de la production mondiale, soit entre 6 et 7 millions de tonnes, est composé de harengs, de sardines, d'anchois, de menhagens, de pilchards, etc., alors que les prises de morue, de merlu, d'églefin, etc. s'élèvent environ à 4 millions de tonnes, soit environ un sixième du volume total.

L'étude des quantités pêchées par les principaux pays producteurs montre que leur production se compose, pour une bonne part, d'espèces appartenant aux deux groupes précités qui, de ce fait, prédominent sur le plan mondial. Dans un grand nombre de ces pays, la pêche porte presque exclusivement sur ces deux groupes d'espèces.

L'importante production de la Norvège (1,5 à 2 millions de tonnes par an) se compose surtout de hareng et de morue que l'on trouve en abondance près de ses côtes. De même, le Royaume-Uni produit annuellement environ 1 million de tonnes de poisson et surtout du hareng et de la morue. Même des pêches aussi variées que celles des Etats-Unis, qui produisent environ 2 500 000 tonnes chaque année, reposent principalement sur un assez petit nombre d'espèces : menhaden, thon, hareng, églefin, sébaste, saumon et crevette; le menhaden, par exemple, représente 40 pour cent du montant total des quantités pêchées. Les prises du Canada, qui sont de l'ordre de 900 000 tonnes par an, comprennent surtout de la morue de l'Atlantique et du saumon et du hareng du Pacifique. Les quantités pêchées par l'Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain), qui atteignent quelque 600 000 tonnes, sont composées surtout de pilchards, de maasbankers et de merlu du Cap. Ces espèces prédominent aussi dans la production de l'Angola. Les pêches maritimes du Maroc reposent presque uniquement sur la sardine. Dans un certain nombre d'autres pays producteurs importants, à savoir le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Islande, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne, les pêches sont fondées sur quelques espèces prédominantes (morue, hareng, sardine, sébaste, etc.) qui se trouvent dans des régions bien définies et que l'on peut pêcher en grandes quantités. En revan-

che, les pêches maritimes dans une grande partie des eaux du sud et de l'est de l'Asie, de l'Afrique tropicale et de l'Amérique latine sont dispersées et reposent sur un grand nombre d'espèces différentes.

Il importe également de souligner l'importance des pêches intérieures qui représentent environ 10 pour cent du total des ressources, et qui peuvent être exploitées assez facilement si on les compare à certaines pêches maritimes.

Il convient également de noter que les lieux de pêche les plus productifs sont situés principalement dans les eaux plus ou moins voisines des masses continentales de l'hémisphère nord. Il ne faut cependant pas perdre de vue les possibilités de développer les pêches dans l'hémisphère sud, sur le plateau continental et dans les zones de grand relief sous-marin, à preuve le rapide développement des pêches entre le cap de Bonne-Espérance et l'estuaire du Congo, au large du Chili et du Pérou.

Consommation

Les produits de la pêche n'entrent que pour une faible part (peut-être moins de 10 pour cent) dans la consommation mondiale de protéines animales, mais le niveau de la consommation de poisson diffère selon les régions. Bien souvent cette disparité est due, en partie, aux fluctuations du prix du poisson par rapport à celui des autres denrées et elle ne résulte que partiellement de l'importance relative du poisson dans les régimes alimentaires nationaux. Dans beaucoup de cas, elle reflète simplement les différences qui existent dans la consommation moyenne de protéines animales.

La consommation de poisson, si faible soit-elle, représente la majeure partie de la ration de protéines d'origine animale en Indonésie, aux Philippines, dans une partie de l'Inde, en Thaïlande et dans d'autres pays, alors que même un niveau relativement élevé de consommation ne représente qu'une faible part de cette ration au Royaume-Uni, en Allemagne, en Norvège, au Danemark, etc. Le Japon et l'Islande sont des cas exceptionnels où la majeure partie d'une ration substantielle de protéines animales est fournie par le poisson.

La difficulté de conservation du poisson a toujours eu une importance primordiale et les niveaux actuels de consommation reflètent surtout les habitudes que la disponibilité, la régularité et la forme des approvisionnements en poisson ont formées sur une longue période. La consom-

mation varie beaucoup même à l'intérieur de régions très peu étendues, comme, par exemple, entre la côte et l'intérieur, entre les divers groupes culturels, religieux et sociaux, ou entre les divers groupes de revenus. Elle est également caractérisée par les préférences du consommateur pour les différentes espèces de poisson de mer et d'eau douce, pour les crustacés et les mollusques, comme pour les différents procédés d'emballage dans la glace, de congélation, de séchage, de salage, de marinage, de mise en conserve et de conditionnement.

Utilisation

On a cherché à préparer les produits de la pêche de différentes façons pour résoudre les problèmes de la distribution et de l'entreposage. Chacune de ces préparations fait maintenant l'objet d'une demande plus ou moins spécialisée. Toutefois, environ 40 pour cent des ressources disponibles sont toujours fournis aux consommateurs à l'état frais, ce qui indique que dans le monde entier la distribution du poisson s'effectue encore en grande partie sur le plan local.

Le traitement du poisson est pratiqué depuis longtemps et il existe actuellement de multiples modes de préparation, allant du séchage pur et simple au soleil, jusqu'au fumage de produits de qualité supérieure dans des fours modernes. Plus de 25 pour cent des disponibilités mondiales sont utilisés de cette manière, surtout en Asie, en Europe orientale et méridionale, en Afrique et en Amérique latine. Sous sa forme la plus simple, ce traitement est le procédé de conservation le plus économique.

Le secteur des produits séchés, salés ou fermentés (par exemple sauces et pâtes de poisson), est l'un des plus importants du commerce du poisson dans la région indo-pacifique.

La mise en conserve est maintenant très perfectionnée et, bien qu'elle n'absorbe que 7 pour cent du total des disponibilités, elle revêt une importance particulière pour certaines espèces, par exemple pour le saumon et le thon en Amérique du Nord, et pour le thon, le hareng, la sardine et le crabe en Europe, au Japon et en U.R.S.S.

La surcongélation est le plus moderne des procédés de conservation appliqué au poisson. Son usage s'est répandu rapidement en Amérique du Nord et il s'est diffusé plus lentement en Europe après la guerre ; mais il joue maintenant

un rôle important, 4 pour cent du total mondial des quantités pêchées étant congelés.

L'année 1951 a vu l'introduction aux Etats-Unis de « baguettes » de poisson, dont la production a augmenté rapidement, passant de quelques centaines de tonnes à 30 000 tonnes. Cette production s'est développée à un rythme accéléré dans d'autres pays et bien qu'elle semble plafonner aux Etats-Unis ces derniers temps, il se peut qu'elle continue à s'accroître dans d'autres pays.

Il importe particulièrement de noter que la production de farines et d'huiles de poisson n'a cessé d'augmenter ; elle était destinée à l'origine à absorber les issues et les excédents locaux, mais elle est devenue la principale utilisation de certains poissons — hareng norvégien d'hiver (960 000 tonnes en 1954), menhaden des Etats-Unis (environ 790 000 tonnes en 1954), pilchard et chinchard de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain (environ 450 000 tonnes chaque année). Environ un cinquième du total mondial des quantités pêchées est maintenant transformé en farines de poisson.

Alors que certaines espèces ont une seule utilisation, comme le menhaden et, en Amérique du Nord, le saumon et le thon qui servent exclusivement, le premier à la production de farine et les deux autres à la conserverie, des espèces comme le hareng, le pilchard, la morue et le merlu peuvent être traitées de différentes façons : conserves, salées-vertes, séchées-salées, ou simplement séchées, ou encore utilisées pour fabriquer de la farine de poisson. Il convient de noter que les modes d'utilisation de ces espèces varient d'un pays à l'autre et, à l'intérieur d'un même pays, d'une saison à l'autre selon la demande pour les différents types de produits finis.

Commerce

Malgré les progrès réalisés depuis la guerre dans le traitement du poisson, la commercialisation de la plupart des produits de la pêche pour la consommation humaine doit encore s'effectuer très rapidement et une grande partie des disponibilités totales est commercialisée à l'échelon local en vue d'une consommation immédiate. Cependant, les progrès réalisés dans le traitement du poisson et l'amélioration des transports ont permis d'étendre graduellement la distribution des produits de la pêche, de sorte qu'un quart des prises mondiales entre maintenant dans le commerce international sous forme

TABLEAU IV-1. — COMPOSITION DU COMMERCE
INTERNATIONAL DE PRODUITS DES PÊCHES:
MOYENNE 1950-53

PRODUIT	Poids net	Estimation du poids vif équivalent
	..... Tonnes	
Tous groupes de produits. .	2 754 000	5 600 000
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé	617 000	950 000
Poisson séché, salé ou fumé.	620 000	1 900 000
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc.	141 000	300 000
Poisson en récipients hermé- tiques	287 000	900 000
Crustacés et mollusques en récipients hermétiques. . .	17 000	100 000
Préparations de poissons, crus- tacés et mollusques. . . .	9 000	50 000
Huiles et graisses d'animaux aquatiques, brutes ou raf- finées	544 000	...
Huiles, graisses, cires, etc. d'animaux aquatiques, trai- tées	82 000	...
Farines de poisson, engrais, etc.	360 000	1 400 000
Produits comestibles divers pro- venant d'animaux aquatiques	9 000	...

de produits traités. La majeure partie de ce commerce est encore intra-régional mais certains produits font maintenant l'objet d'échanges accrus entre régions. En poids vif, le volume des produits à base de poisson qui entrent dans le commerce international s'élève à environ 5 600 000 tonnes par an. Le tableau IV-1 sur le commerce des années 1950-53 en indique la composition par types de produits.

Progrès techniques

La disparité de développement technique entre les industries de la pêche les plus modernes et celles qui sont le plus arriérées est si saisissante qu'elle tend à faire oublier les différences très importantes qui existent à cet égard entre les entreprises de pêches les plus efficaces. Il est généralement exact que, même dans beaucoup de pays très développés, l'industrie de la pêche est restée en retard sur les autres secteurs économiques, notamment l'agriculture, au point de vue tant de l'application des innovations techniques que des investissements. C'est ainsi que la

vapeur et l'huile lourde pour la propulsion et la congélation n'ont été adoptées dans l'ensemble qu'extrêmement tard, bien que leurs énormes avantages fussent clairement démontrés.

Cet état de choses peut s'expliquer, au moins partiellement, par les risques que comportent les investissements dans l'industrie de la pêche, risques qui, pour une large part, sont dus comme on l'a dit au début du présent chapitre, au fait que l'on ne peut exercer de contrôle sur les ressources et que le produit est extrêmement périssable. La brièveté du présent exposé ne permet pas d'aborder les autres facteurs qui contribuent à cet état de choses. Dans chaque type de pêche, les innovations à introduire et l'ampleur des investissements à effectuer dépendent du facteur prédominant.

D'importantes pêches sont situées dans les eaux côtières et mettent en jeu un grand nombre de petites unités utilisant des méthodes manuelles. Dans ces opérations à petite distance, le progrès technique a consisté surtout à améliorer la construction et la propulsion des petits bateaux de pêche; à utiliser des engins de pêche perfectionnés et motorisés, comme la senne tournante par exemple; à employer des matériaux synthétiques plus durables, comme le fil de nylon; à diffuser l'utilisation du matériel de détection du poisson, en particulier de l'écho-sondeur et de l'asdic. En revanche, la pêche de la morue dans l'Arctique et dans l'Atlantique Nord, la pêche du thon dans le Pacifique et la chasse de la baleine dans l'Antarctique s'effectuent à des milliers de kilomètres des ports d'attache. Dans ce cas, le progrès technique a été plus manifeste avec la construction de chalutiers, de « tuna clippers », de navires-ateliers et de navires-usines d'un tonnage accru, plus rapides et mieux équipés, comportant les derniers perfectionnements adoptés dans la marine marchande, tels que écho-sondeurs, radars, moteurs Diesel, réfrigération et amélioration du poste d'équipage.

A terre, on a aménagé de vastes installations comprenant quais en eau profonde, matériel de déchargement motorisé, slips, ateliers, fabriques de glace, et une multitude d'industries annexes. Aussi les bateaux de pêche hauturiers opèrent-ils à partir d'un nombre de ports relativement limité où l'on peut utiliser économiquement les installations essentielles, alors que les opérations de petite envergure peuvent être et sont souvent conduites à partir d'un grand nombre de petits ports et de havres ou même à partir du rivage lui-même.

De même, les progrès techniques réalisés dans la distribution du poisson varient beaucoup avec les régions. Lorsque la distribution du poisson à l'état frais s'échelonne sur une saison assez longue, les progrès ont surtout consisté à améliorer les transports routiers et ferroviaires, par exemple en utilisant des wagons et des camions isothermes ou réfrigérés, à utiliser des emballages plus hygiéniques offrant une meilleure protection et des moyen frigorifiques pour l'entreposage de courte durée, à installer des fabriques de glace, etc. Les changements n'ont pas été très marqués et ont porté davantage sur les méthodes que sur le matériel; à cet égard il est probable que le plus important d'entre eux est l'utilisation accrue en Europe des transports routiers.

Dans les régions où le poisson — surtout lorsque la saison de débarquement est courte — subit un traitement, la technique a fait l'objet de recherches et d'améliorations continues, en particulier en matière de surcongélation, de mise en conserve et de traitement industriel. Le traitement se prête facilement à une vaste organisation industrielle. En Amérique du Nord, en Europe occidentale, en Afrique du Sud et au Japon, les conserveries, les installations de surcongélation et les usines de traitement industriel ont été progressivement améliorées, conformément aux techniques industrielles les plus modernes. Dans le cas des produits surcongelés, particulièrement en Amérique du Nord, ces améliorations ont été accompagnées de la création de transports spéciaux réfrigérés, ferroviaires et routiers, d'un réseau d'entrepôts frigorifiques à basse température et de vitrines d'exposition et d'armoires réfrigérées pour la vente au détail.

POLITIQUES GOUVERNEMENTALES RELATIVES A L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Si on veut situer les politiques et les programmes nationaux en matière de pêches dans une juste perspective, il faut les examiner dans le cadre de la politique économique générale. Le fait que les gouvernements ont abandonné après la guerre leur politique de laissez-faire ou d'intervention modérée pour se lancer dans un interventionnisme actif, a fortement influé sur l'industrie des pêches comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres industries.

Politiques suivies en matière de pêches avant la deuxième guerre mondiale

A quelques exceptions près, l'industrie des pêches occupe une place relativement modeste dans l'économie des différents pays. En période de crise économique, comme celle qui s'est produite avant la deuxième guerre mondiale, cette industrie s'est donc trouvée dans une situation particulièrement désavantageuse. Bien que la baisse générale des prix des denrées alimentaires se soit répercutée en plein sur le marché des produits à base de poisson, les gouvernements ont fait l'objet d'une pression beaucoup plus forte pour soutenir les agriculteurs que pour aider les pêcheurs. L'assistance qui a été fournie à l'industrie des pêches a surtout bénéficié aux secteurs les plus solides, en particulier lorsque cette industrie prend part au commerce international ou occupe une place importante dans l'économie alimentaire nationale. Il est exact que dans l'entre-deux-guerres un petit nombre de pays ont créé des institutions de crédit et que l'on a essayé de stabiliser ou de protéger le commerce par l'établissement de tarifs douaniers et de contingents; mais, en général, on s'est peu préoccupé des problèmes économiques et sociaux qui se sont posés avec une acuité particulière pour les petits producteurs, qui sont nombreux et disséminés. Excepté les grandes industries, telles que celles du saumon et de la morue, qui dans une certaine mesure ont pu effectuer les investissements nécessaires pour acquérir un équipement permettant de réduire les coûts afin de compenser la baisse des prix, les effets de la crise se sont fait sentir pleinement sur les revenus des producteurs. La modicité des recettes s'est opposée à l'afflux de capitaux de sorte qu'au début de la deuxième guerre mondiale de nombreuses entreprises utilisaient des méthodes et un équipement périmés. La baisse de la productivité des lieux de pêche dans un certain nombre de régions, et en particulier en mer du Nord où opéraient de nombreuses entreprises du nord-ouest de l'Europe, n'a fait qu'aggraver la pauvreté généralisée des pêcheurs.

Il convient de rappeler à cet égard que de nombreux gouvernements ont édicté une importante législation afin de protéger les ressources des pêches. Une bonne partie de cette législation s'appliquait et s'applique encore aux eaux intérieures et aux eaux territoriales, mais on s'est aussi efforcé de réglementer la pêche hauturière sur le plan international. Les gouvernements se sont

occupés activement de cette question et depuis des siècles soutiennent énergiquement les revendications antagoniques de leurs flottes de pêches. Etant donné l'ampleur de l'effort à accomplir tant par le législateur que par le gouvernement dans le domaine des droits de pêche et de la conservation des ressources, il est surprenant qu'au début on se soit si peu attaché à effectuer des recherches de caractère biologique sur la nécessité des mesures de conservation et les effets, notamment économiques, que ces mesures sont susceptibles d'exercer sur les industries de la pêche. Les autres mesures législatives prises avant la guerre n'avaient qu'un caractère réglementaire ou fiscal et concernaient la sécurité de la navigation, les permis, les redevances, les normes à appliquer et certaines statistiques élémentaires.

Politiques gouvernementales depuis la deuxième guerre mondiale

Les modifications brusques des conditions économiques pendant la guerre ont eu des répercussions très sensibles sur les flottes de pêche qui, bien que gravement endommagées et désorganisées par les réquisitions et le blocus dans les zones d'opérations militaires, ont pris une importance considérable du fait qu'elles étaient une source de production alimentaire pour les pays belligérants contraints de vivre en économie fermée. Presque partout l'industrie de la pêche, comme les autres industries alimentaires, a été étroitement contrôlée par le gouvernement, dans presque toutes les phases de la production et du commerce du poisson. Le maintien de ce contrôle après la guerre a permis non seulement d'éviter des rajustements brusques et pénibles dans l'industrie de la pêche, mais aussi d'appliquer sans heurt une politique dans de nombreux pays visant à développer leur industrie alimentaire pour suffire davantage à leurs besoins, à améliorer la nutrition en quantité comme en qualité, et à atteindre certains objectifs sociaux. En outre, la mise en œuvre des contrôles pendant la guerre a mis de nombreux gouvernements à même d'améliorer leur connaissance de l'industrie des pêches. Ainsi, ils ont pris davantage conscience des problèmes qui se posent à cette industrie, et un nombre limité mais croissant de fonctionnaires qualifiés par leur formation et leur expérience se sont attaqués à ces problèmes. En même temps, tandis que les program-

mes économiques d'après-guerre des différents pays faisaient une place plus importante aux pêches, il convient de noter que les objectifs de ces programmes ont varié considérablement. Aussi, en étudiant le développement économique de l'industrie des pêches, est-il bon de grouper les pays conformément à ces objectifs qui ont été déterminés, non seulement par la structure économique et sociale des pays, mais aussi dans une large mesure par les effets de la guerre elle-même.

De nombreux pays, principalement en Europe et en Extrême-Orient, ont subi d'énormes destructions matérielles et leur capacité de production a fléchi. Le principal objectif de leur politique économique d'après-guerre a été de relever rapidement la production et, partant, le niveau de vie. En essayant d'atteindre cet objectif, presque tous les pays de ce groupe se sont trouvés aux prises avec de graves problèmes d'inflation et de balance des paiements. Le fait que bon nombre d'entre eux avaient entrepris d'ambitieux programmes sociaux n'a fait qu'ajouter à leurs difficultés.

Un deuxième groupe de pays, la plupart éloignés du théâtre des hostilités, a abordé la période d'après-guerre avec un potentiel de productivité qui avait été largement développé pour faire face aux besoins du temps de guerre.

Enfin les pays du troisième groupe occupent une position intermédiaire, la guerre ayant surtout modifié la structure de leur commerce extérieur et leurs termes de l'échange. Ces pays ont eu souvent à faire face simultanément à une pénurie de certaines denrées et à des excédents d'autres denrées, tout en ayant, la plupart du temps, à résoudre les problèmes posés par la balance des paiements. Leur politique économique a visé à réduire leur dépendance à l'égard des importations et quelquefois, en même temps, à renforcer, voire développer, leurs exportations. Cette classification, bien entendu, ne répond qu'à un besoin de simplification. A l'intérieur même de ces groupes la politique adoptée diffère sensiblement selon l'importance économique des pêches et la mesure dans laquelle elles dépendent des marchés intérieurs ou extérieurs ou peuvent les approvisionner. Etant donné la diversité des politiques et des mesures appliquées à une industrie d'importance relativement secondaire, comme celle des pêches, il peut être plus instructif de limiter l'examen de l'évolution des pêches à quelques pays choisis, dans lesquels s'exercent des influences économiques et sociales différentes, mais caractéristiques.

EXEMPLES TYPIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES DANS DES MILIEUX ÉCONOMIQUES DIFFÉRENTS

Japon

La production de poisson au Japon a rejoint maintenant son niveau maximum d'avant-guerre, qui était de 4 500 000 tonnes par an durant la période 1931-38, soit le triple du chiffre obtenu au cours des 20 années précédentes. Trois facteurs expliquent la rapidité de cet accroissement.

Tout d'abord, les eaux qui baignent les îles étaient peuplées d'espèces prolifiques. En outre, le poisson constituait la principale source de protéines d'origine animale pour une population qui est passée de 55 millions en 1920 à plus de 70 millions en 1940. Enfin, la production agricole ne suffisait pas à assurer l'alimentation d'une population très dense, car une grande partie des terres est trop montagneuse pour être cultivée en permanence. La pression démographique et les besoins alimentaires pesaient directement et lourdement sur les nombreuses opérations de petite envergure entreprises dans les eaux côtières dont la production, qui avoisinait 1 million de tonnes en 1910, était passée à près de 4 millions de tonnes en 1933, fournissant ainsi environ 70 pour cent des disponibilités de poisson de la métropole avant la guerre. En même temps, grâce à son industrialisation rapide, le Japon disposait des moyens techniques et des stimulants économiques sans lesquels il n'aurait pu entreprendre ses opérations de pêche à l'échelle mondiale dans l'entre-deux-guerres. La pêche hauturière intéressait non seulement l'ensemble du Pacifique Ouest, mais s'étendait également à l'océan Indien et aux eaux situées au large de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. La flotte et l'équipement furent accrus et leur efficacité améliorée ; on mit en service des navires-usines pour la pêche et le traitement du saumon et du crabe et acquit des bases à terre dans un certain nombre de pays. En outre, des usines de traitement furent construites et les pêches « coloniales » mises en valeur — notamment en Corée — pour accroître la production alimentaire ou pour obtenir des devises étrangères. Pour faciliter cette action, le gouvernement lança une vigoureuse campagne en faveur des exportations en examinant et en exploitant toutes les possibilités de débouchés à l'étranger.

La structure de l'économie japonaise influait alors de façon importante sur ces multiples efforts pour développer les pêches, efforts qui, bien entendu, exigeaient de gros investissements de capitaux et qui, dans un grand nombre d'autres pays, auraient été jugés trop risqués. Cette structure a permis la fusion des petites entreprises et la constitution de vastes monopoles en mesure d'étaler leurs risques et d'exercer leur activité avec le minimum de concurrence sur les lieux de pêche ou sur les marchés intérieurs. Ainsi, l'industrialisation et l'expansion des pêches ont été réalisées surtout par quatre grandes sociétés et leurs filiales. Par exemple, avant la guerre, une seule société contrôlait 87 pour cent de l'ensemble du chalutage, 98 pour cent des conserveries flottantes traitant le crabe, 40 pour cent de la chasse à la baleine en haute mer et 76 pour cent de cette chasse sur les côtes, 50 pour cent de la production de glace, 60 pour cent de la capacité de réfrigération et 20 pour cent des exportations de poissons de mer ; cette société possédait des filiales en Argentine, à Formose, à Bornéo, aux Philippines, en Mandchourie et en Corée. A cet égard, le gouvernement, désireux de développer les pêches pélagiques, a fortement stimulé celles-ci en octroyant d'importantes subventions aux grandes sociétés, en accordant le droit de pêche dans les eaux territoriales et en protégeant son exercice, en se faisant concéder par les pays étrangers des droits de pêche et des bases à terre et enfin, comme on l'a déjà dit, en appliquant une vigoureuse politique d'exportation.

Du fait de la guerre, le Japon a perdu les concessions qu'il avait obtenues de l'étranger, y compris l'industrie particulièrement importante du saumon dans les îles Kouriles et au Kamtchatka. La production a baissé de 50 pour cent, tombant environ à 2 millions de tonnes en 1945. Les opérations de pêche ont été strictement contrôlées par le *Supreme Commander for Allied Powers* au Japon (SCAP) et, immédiatement après la guerre, elles ont été limitées aux eaux côtières. Sous la direction du SCAP, on a appliqué un vaste programme ayant pour objet de relever les industries de la pêche et de réformer leur structure de façon à soumettre leurs activités à un contrôle plus démocratique. On a créé à cette fin en 1948 l'Office national des pêches qui a joué un rôle capital dans le relèvement et l'essor rapides des pêches qui ont été enregistrés depuis lors. Bien que la reprise des opérations de pêche sur l'échelle d'avant-guerre se soit heurtée à une vive résistance, la situation

alimentaire critique et la baisse du rendement de la pêche dans les eaux côtières qui étaient exploitées de façon intensive ont entraîné un certain assouplissement des restrictions et, en particulier, ont permis au Japon de participer à la chasse à la baleine dans l'Antarctique et à la pêche du thon dans le Pacifique. Bien que sévèrement amputées, les industries de la pêche ont vu leur importance s'accroître par rapport à l'avant-guerre, tant pour satisfaire les besoins de l'économie alimentaire nationale que comme source de devises étrangères. On a mis en route un vaste programme d'assistance financière, d'éducation et de recherche avec l'aide et les conseils d'experts étrangers. Le gouvernement a joué un rôle capital non seulement pour réorganiser l'industrie proprement dite et l'améliorer du point de vue technique, mais aussi pour créer à l'étranger des conditions de nature à assurer la reprise du commerce d'exportation. En outre, il s'est vivement intéressé à l'exploitation des nouveaux peuplements et aux réunions internationales sur la prospection et l'utilisation des ressources.

Après-guerre, la production de poisson a fait des progrès saisissants et en 1952 elle dépassait de plus de 130 pour cent le niveau de 1945. Cet essor a été dû dans une large mesure au fait que la pêche côtière a repris très vite son rythme antérieur, que l'on a exploité de nouveaux lieux de pêche et que les opérations ont atteint une très grande efficacité technique. Plus de 90 pour cent des disponibilités, non compris les baleines, sont absorbés par le marché intérieur où les prix ont été contrôlés jusqu'à 1950; après cette date, la demande urbaine s'est quelque peu contractée; en outre, les consommateurs ont légèrement modifié leurs préférences et il en est résulté une plus grande diversification des produits de la pêche. La consommation de poisson est beaucoup plus faible dans les régions rurales qui, de ce fait, offrent des possibilités de débouchés pour un nouvel accroissement de la production. En même temps, le commerce d'exportation a beaucoup changé de caractère par suite des modifications apportées à la structure du commerce international. Près de 10 pour cent de la production totale de poisson est exportée contre 20 pour cent en 1938. Les exportations de thon vers les Etats-Unis et le Canada ont atteint un niveau sans précédent, mais le commerce de saumon, de hareng, de mollusques et de crustacés a nettement fléchi. Durant les années trente, près de la moitié des expéditions japonaises de poisson se diri-

geaient vers l'Europe et environ un quart vers les Etats-Unis. Ces chiffres sont maintenant respectivement de 7 et de plus de 55 pour cent. Malgré la contraction du commerce avec la Chine, l'ensemble des échanges avec l'Asie s'est développé et représente actuellement 35 pour cent des exportations de poisson, contre environ 25 pour cent durant les années trente. Le gouvernement est également intervenu en concluant des accords, officiels ou non, sur les prix et la réglementation des expéditions.

Les pouvoirs publics continuent à aider vigoureusement les industries de la pêche tout en les soumettant à un étroit contrôle. Les peuplements des eaux côtières, du fait de leur importance primordiale, exercent de profondes répercussions d'ordre économique et social sur les conditions d'existence des pêcheurs qui sont très nombreux; aussi convient-il de mettre l'accent sur la nécessité d'exploiter rationnellement ces ressources, de réformer la structure de l'industrie de façon que les producteurs primaires obtiennent une part suffisante des recettes et en même temps d'utiliser toutes les autres ressources de la mer qui sont accessibles en tirant pleinement parti de l'énorme potentiel technique dont dispose le Japon. Aussi faudra-t-il continuer pendant quelque temps à fournir un vigoureux effort d'éducation, de vulgarisation et de recherche, à entreprendre des négociations à l'échelle mondiale sur le commerce et les zones de pêche et à financer les investissements à long terme à l'aide des deniers publics.

Norvège et Islande

Tout en différant sensiblement, les économies de ces deux pays ont en commun — outre les problèmes de la balance des paiements — le fait que les pêches jouent un rôle de premier plan dans leur économie nationale. Tous deux possèdent de riches ressources naturelles en poisson, composées de peuplements qui sont situés à proximité des côtes et où prédominent la morue et le hareng. De même, tous deux s'appuient fortement sur ces ressources et la pêche y est une activité traditionnelle, solidement établie, qui joue un rôle politique et social de premier plan dans la collectivité. Le niveau de la consommation intérieure de poisson est élevé tant en Islande (50 kg par habitant) qu'en Norvège (53 kg par habitant); bien entendu, la population de l'Islande est plus faible que celle de la Norvège et elle ne constitue de ce fait

qu'un marché très limité. Toutefois, les expéditions de poisson de l'Islande représentent 90 pour cent des recettes totales d'exportation contre environ 25 pour cent en Norvège.

L'exposé ci-dessus démontre que l'industrie de la pêche doit occuper une place particulièrement importante dans l'effort de planification économique. Dans l'entre-deux-guerres, la production de poisson de l'Islande a plus que triplé, passant d'environ 80 000 tonnes en 1920 à près de 260 000 tonnes en 1939; elle n'a cessé d'augmenter pendant les hostilités et a atteint un maximum de plus de 450 000 tonnes en 1944, pour faire face aux besoins urgents des pays en guerre, en particulier le Royaume-Uni. Avant les hostilités, la production de la Norvège était passée d'environ 650 000 tonnes en 1919 à plus de 1 million de tonnes en 1939. Toutefois, dans ce pays, l'industrie a subi de graves dégâts durant l'occupation, et la production, fortement désorganisée et soumise à diverses restrictions, est tombée à 650 000 tonnes en 1944.

Après les hostilités, l'Islande s'est trouvée avec une capacité de pêche fortement accrue et un important solde créditeur en sterling; aussi lui a-t-il été facile de reconstituer et de moderniser la flotte de pêche et les usines de traitement qui s'étaient ressenties de l'exploitation continue du temps de guerre. Les quantités capturées trouvaient facilement acquéreur, principalement au Royaume-Uni, mais il était évident que l'écoulement régulier d'une production aussi fortement accrue allait poser un grave problème dès que la capacité de pêche des pays importateurs se serait rétablie, en particulier dans les cas où la balance des paiements créait des difficultés. En conséquence, immédiatement après la guerre, des sommes considérables ont été investies pour accroître la capacité de traitement et de congélation en vue d'ouvrir de nouveaux débouchés d'exportation. Depuis 1944, la production a quelque peu fléchi, tombant à environ 360 000 tonnes par an, et le fait que la capacité de production de farine et d'huile de hareng ait doublé depuis 1945, tandis que la capture de ce poisson s'est nettement ralentie durant la même période (1944 : 220 000 tonnes; 1953 : 70 000 tonnes) met en lumière les difficultés qui sont propres à l'Islande.

Ayant interrompu ses débarquements directs au Royaume-Uni, l'Islande a tendu davantage à diversifier les produits de la pêche afin de trouver de nouveaux débouchés. L'effondrement des exportations de poisson frais et conservé dans la glace, surtout vers le Royaume-Uni et l'Alle-

magne, s'est accompagné d'un accroissement des exportations de poisson congelé vers l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Toutefois, la physionomie d'ensemble du commerce d'exportation du poisson de l'Islande depuis la guerre a évolué dans une certaine mesure pour s'adapter à l'instabilité des marchés d'exportation et on s'est préoccupé avant tout d'utiliser à plein la capacité de production de poisson, mais avec plus de souplesse.

En Norvège, la production de poisson a rejoint le niveau d'avant-guerre dès 1947 et en 1951 dépassait 1 million de tonnes.

La production est représentée en grande majorité par la morue et le hareng. Mais, tandis que l'accroissement enregistré après l'occupation a été dû au fait que la pêche de ces deux poissons est revenue au niveau d'avant-guerre, l'essor de la production intervenu depuis est dû presque entièrement au hareng, dont la production a avoisiné 1 million de tonnes par an. Du même coup est passée au premier plan la production de farine et d'huile de poisson qui absorbe la plus grande partie des pêches de hareng et qui s'est développée pour suivre le rythme soutenu dont la demande de farines de poisson a fait preuve après la guerre dans toute l'Europe et aux Etats-Unis. Ainsi, les pêches norvégiennes de hareng ont bénéficié d'une certaine stabilité, qui a fortement encouragé la modernisation et l'expansion de l'industrie, et a beaucoup contribué à la porter au niveau élevé d'efficacité qu'elle a atteint actuellement. Par ailleurs, l'existence de marchés favorables, après la guerre, pour les produits norvégiens frais, congelés ou séchés a stimulé les investissements dans l'industrie du poisson de fond, encore que le niveau élevé des prix en Norvège ait récemment engendré quelques difficultés.

Dans les deux pays, le gouvernement a joué un rôle capital et il est intéressant de noter que les plans de développement ont été exécutés en étroite collaboration avec l'industrie. Les appréhensions que les pêcheurs ont fréquemment exprimées à l'égard de la protection des ressources en poisson ont amené le gouvernement à intensifier ses travaux de recherche et à s'efforcer d'élargir au moyen de négociations les zones où ses ressortissants jouissent d'un droit de pêche exclusif. A cet égard se pose l'épineuse question de savoir comment on peut concilier l'incontestable dépendance des pêcheurs norvégiens et islandais vis-à-vis de leurs pêches côtières avec l'importance que les pays européens attachent à leurs pêches au chalut dans

les zones situées immédiatement en dehors des eaux territoriales de ces deux pays.

Les limites des eaux territoriales et la pêche à l'intérieur de ces limites ont fait l'objet de différends et leur fixation a donné lieu à de longues négociations. Dans le cas de la Norvège, on fait appel au jugement de la Cour internationale de justice; dans celui de l'Islande, le différend en cause s'est avéré jusqu'à présent insoluble.

Dans le domaine de la recherche, les deux pays ont joué un rôle de premier plan dans l'effort soutenu qui a été fait après la guerre pour mieux coordonner les travaux sous l'égide du Conseil international pour l'exploration de la mer et de la Commission internationale des pêches de l'Atlantique Nord. La Norvège a effectué des recherches particulièrement fructueuses qui ont permis aux pêcheurs de localiser les bancs très importants de hareng d'hiver avec plus de précision et de rapidité et qui, incontestablement, ont contribué pour une grande part à la hausse saisissante de la production de cette espèce durant la guerre (1947 : environ 600 000 tonnes; 1955/56: plus de 1 million de tonnes).

Les flottes de pêche ont été reconstituées et modernisées sous l'étroit contrôle des gouvernements et grâce à une aide financière considérable. En Norvège, la construction de nouveaux bateaux s'est poursuivie dans une certaine mesure durant les hostilités, mais les disponibilités en engins de pêche ont été ramenées à environ 25 pour cent du niveau d'avant-guerre. Dès 1949, on avait comblé les pertes dues à la guerre et à l'usure des bateaux de pêche; après cette date, le nombre d'unités et leur capacité de production n'ont cessé d'augmenter, avec une légère tendance à augmenter l'utilisation de bateaux plus grands, et notamment de chalutiers. On a continué, comme pendant la guerre, à centraliser les importations de matières premières pour la fabrication d'engins de pêche, et une association publique a été créée à cette fin en 1954. La modernisation de l'équipement de la flotte a été assurée rapidement grâce à l'utilisation de sondeurs à écho, de radios et d'autres moyens nécessaires à la détection du poisson et à la diffusion de renseignements.

Des prêts hypothécaires consentis par la Banque nationale des pêches ont permis de financer dans une large mesure cet effort de modernisation, prêts qui dans certains cas ont couvert jusqu'à 95 pour cent des frais de construction. On a également octroyé des facilités de crédit pour l'achat d'équipement et d'engins nouveaux.

En Islande, l'effort de reconstruction a porté surtout sur les chalutiers de haute mer dont le nombre a doublé et le tonnage triplé entre 1945 et 1948, alors que la flotte de petits bateaux à moteur a fléchi en nombre mais augmenté en capacité de production. Une grande partie du concours financier nécessaire a été obtenue sous forme de subventions et de prêts accordés par les banques nationales et les banques des pêches, et l'exécution du programme de mise en réserve des devises étrangères a également aidé les propriétaires de bateaux à moteur. Les pêcheurs bénéficient maintenant d'une aide directe du gouvernement, qui fournit d'importantes subventions aux patrons et aux équipages des chalutiers.

La concentration saisonnière de la pêche, en particulier dans le cas du hareng d'hiver, a donné naissance en Norvège à des problèmes particuliers d'utilisation et d'écoulement, notamment pour disposer d'installations permettant de traiter rapidement de grosses quantités de poisson et pour assurer tant l'emploi saisonnier de la main-d'œuvre que des recettes régulières. Dans les deux pays, le gouvernement a été amené à patronner la création de puissantes associations professionnelles dotées de pouvoirs étendus en matière de prix et d'accords commerciaux. En Norvège, les associations de vente des pêcheurs ont joué un rôle décisif dans l'établissement des prix et dans leur stabilisation aux niveaux fixés, niveaux dont on assure le maintien grâce à la gestion de fonds de péréquation. Certaines associations d'exportateurs ont centralisé le contrôle du commerce d'exportation et l'on a confié à des comités d'experts semi-officiels la tâche de négocier des contrats pour l'exportation de certains produits de la pêche. De même, en Islande, le Conseil du hareng a strictement contrôlé l'utilisation et la commercialisation de ce poisson.

Les investissements qu'exigent les installations à terre où l'on assure la congélation, le traitement et la mise en conserve des abondantes prises saisonnières ont été assurés dans une large mesure par le gouvernement et dans les deux pays la capacité de production de ces installations s'est accrue conformément aux plans gouvernementaux. En même temps, les institutions de recherche ne cessent de fournir des renseignements et il convient de noter qu'en Norvège les industries de la mise en conserve et de la farine de poisson financent elles-mêmes leurs travaux de recherche. En Islande, les travaux de recherche technologique sont financés à l'aide d'un droit modique sur les exportations de poisson.

La stabilité de ces pêches continue à dépendre fortement des marchés d'exportation. Les gouvernements se sont attachés activement à développer ces derniers et à se renseigner sur les besoins actuels et éventuels des marchés extérieurs. Sur cette base, les gouvernements et les industries des deux pays font un effort continu pour ajuster et diversifier leur production de façon à s'adapter à tous les changements prévisibles de la demande. Cependant, toute contraction importante des marchés d'exportation pour les farines de poisson et les produits congelés et traités aurait de très graves conséquences ; par ailleurs, les coûts de production et l'insuffisante souplesse de la formation des prix ont causé certaines difficultés. A cet égard, le développement des marchés d'Europe orientale ces dernières années revêt un intérêt particulier.

Royaume-Uni et Allemagne

Le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale sont avant tout des pays importateurs et consommateurs de poisson qui disposent en même temps d'une industrie de la pêche très développée. Tous deux ont un certain nombre de points communs. Leur économie est fortement industrialisée et l'accroissement démographique rend ces pays de plus en plus tributaires des importations de denrées alimentaires; le développement de l'industrie de la pêche a été l'un des aspects de cette évolution. Tous deux sont baignés par la mer du Nord qui était, avant la première guerre mondiale, l'une des zones de pêche les plus poissonneuses et qui contient encore des peuplements abondants de hareng. En outre, ils ont surtout l'expérience de la mer et les moyens techniques nécessaires pour entreprendre la pêche hauturière et, lorsque les pêches de la mer du Nord sont devenues moins rentables, pour étendre leurs opérations à l'Atlantique Nord et à l'océan Arctique. Enfin, ils achètent beaucoup à l'étranger et avant la deuxième guerre mondiale étaient les deux principaux importateurs mondiaux de poisson.

Pendant les deux guerres mondiales, la flotte de pêche et l'industrie à terre des deux pays ont subi de graves dégâts et ont été soumises à de sévères restrictions. Aussi, à l'issue de la dernière guerre mondiale, se sont-ils trouvés aux prises avec la tâche de remettre sur pied une vaste industrie de la pêche fortement capitalisée, durant une période rendue particulièrement difficile par la pénurie de matières premières,

de main-d'œuvre et de capitaux. Enfin, le principal problème dans chacun des deux pays est actuellement d'abaisser les coûts de production et de maintenir sinon d'accroître la demande du marché intérieur.

Toutefois, les industries de la pêche du Royaume-Uni et de l'Allemagne ne se sont pas développées à la même époque et ont subi une évolution quelque peu différente. Les chalutiers du Royaume-Uni ont été les premiers à exploiter intensivement les ressources de la mer du Nord qui a fourni jusqu'après la première guerre mondiale la majeure partie des prises de poisson de fond. En même temps, une industrie prospère du hareng a été établie grâce à l'existence d'importantes prises saisonnières et ce poisson a facilement trouvé acquéreur en Allemagne et en Europe orientale avant la première guerre mondiale. Au Royaume-Uni, malgré l'insularité et la longueur du littoral de ce pays, la rapide prédominance du chalutage et de la pêche au hareng sur la côte orientale ont entraîné l'essor d'un ou deux ports de cette côte qui sont devenus les principaux centres de l'industrie et le sont restés même après le développement de la pêche hauturière pour laquelle leur situation géographique n'était pas avantageuse.

En 1913, la production du Royaume-Uni a atteint 1 200 000 tonnes, chiffre qui n'a jamais été dépassé depuis; la production annuelle, tant avant qu'après la deuxième guerre mondiale, s'est élevée à environ 1 million de tonnes. Toutefois, cette comparaison superficielle des chiffres masque les changements quasi révolutionnaires qui sont intervenus durant cette période. Actuellement, la production de morue et de hareng prédomine tout comme en 1913; mais tandis que la production de cette année-là comprenait 600 000 tonnes de hareng et 400 000 tonnes de morue et espèces voisines, ces chiffres ont été de 165 000 et 640 000 tonnes respectivement en 1955. L'industrie du hareng a subi un net recul après 1914 par suite de la contraction des marchés de l'Europe continentale. Par suite de la diminution des gains, les achats de nouvel équipement ont été réduits et l'état des flottes s'est progressivement dégradé dans l'entre-deux-guerres, ce qui a eu de graves conséquences sur le plan économique et social pour les collectivités de pêcheurs, particulièrement en Ecosse, pour lesquelles il n'y avait pas d'autres possibilités locales d'emploi. Cette tendance, tout en faisant ressortir la faiblesse de la demande dont le hareng à bas prix fait l'objet sur le marché intérieur, souligne peut-être encore davantage les difficultés

d'utiliser et de conserver de fortes disponibilités saisonnières. Les procédés de surcongélation et de traitement n'avaient pas encore été mis au point au Royaume-Uni ; le produit salé qui se vendait bien sur les marchés d'exportation, ne jouissait pas de la faveur du consommateur national et les débouchés pour le hareng frais, légèrement salé, étaient de toute nécessité limités dans le temps. En même temps, le poisson de fond à bon marché faisait l'objet d'une forte demande, en particulier dans le commerce du poisson pour la friture qui fournit des produits prêts à être consommés dans les régions industrielles et urbaines. L'existence de faibles revenus durant la dépression de l'entre-deux-guerres a plutôt soutenu la demande de poisson — en particulier pour la friture — lequel permet de remplacer les produits plus coûteux à base de viande.

Cette évolution économique s'est accompagnée d'un changement dans la nature des ressources des pêches. Dans l'entre-deux-guerres, la production de la mer du Nord a graduellement fléchi du fait de la forte intensification de la pêche. En même temps, la baisse de la production a porté sur les espèces les plus appréciées et les plus chères, telles que le carrelet, la sole, le turbot, etc., dont la demande a également reculé du fait de la baisse des revenus. La demande d'aliments protéiniques bon marché et la contraction de la production de la mer du Nord ont poussé à étendre les opérations de pêche aux peuplements abondants de morue au large des côtes de l'Islande, de la Norvège, de l'île Bear et de la côte de Mourmansk. Au Royaume-Uni, la pêche à la morue dans l'Atlantique Nord et l'Arctique a commencé à dominer à partir du début des années trente; de ce fait, on a enregistré une intensification des investissements dans l'achat de chalutiers plus rapides et d'un tonnage accru et une expansion des sociétés de chalutage et des entreprises commerciales, celles-ci devant écouler une plus grande quantité de poisson. De ce fait, les principaux ports, et en particulier les deux ports de l'Humber où sont débarqués près de 75 pour cent des prises totales de poisson de fond, ont vu leur prédominance s'accroître. Au Royaume-Uni, deux traits saillants caractérisent l'industrie du poisson de fond; d'une part, les débarquements de ce dernier subissent des fluctuations saisonnières beaucoup moins prononcées que ceux de hareng; d'autre part, cette industrie dispose d'un réseau ferroviaire qui permet d'acheminer rapidement dans les différentes par-

ties du pays les disponibilités de poisson provenant d'un petit nombre de ports importants, ces disponibilités étant seulement conservées dans de la glace, laquelle peut être produite à bon marché et en grande quantité dans ces ports. En outre, en limitant les débarquements et les installations à un petit nombre de grands ports, on a pu réaliser des économies considérables sur les opérations annexes. En 1939, le Royaume-Uni disposait, en gros, de trois flottes : la première, moderne, se livrait au chalutage hauturier et fournissait surtout de la morue en grandes quantités; la seconde, composée d'unités nombreuses mais anciennes, se consacrait au chalutage dans les eaux territoriales; et la troisième, également formée de vieilles unités, pêchait le hareng à la seine; ces deux dernières flottes étaient aux prises avec de sérieuses difficultés, l'une par suite du recul des prises et l'autre du fait de l'insuffisance des marchés d'exportation.

La production a été fortement réduite durant la guerre, les meilleures unités et un grand nombre d'équipages ayant été réquisitionnés, et on a limité la pêche à de petites zones étroitement protégées. Elle a baissé de 75 pour cent, tombant à environ 250 000 tonnes en 1941, et le Royaume-Uni a dû importer de forts tonnages d'Islande et du Canada. Le relèvement d'après-guerre a été grandement facilité par la reconstitution des peuplements de la mer du Nord durant la guerre et la production était déjà remontée à 500 000 tonnes en 1945, retrouvant dès 1947 son niveau d'avant-guerre. Celui-ci a été maintenu dans l'ensemble et on a mis de façon croissante l'accent sur la pêche hauturière à la morue, la production de la mer du Nord retombant au niveau d'avant-guerre, et on a réformé les chalutiers qui opéraient dans les eaux proches en ne remplaçant qu'une faible partie d'entre eux. Durant l'après-guerre immédiat, la construction de chalutiers s'est limitée principalement aux unités de haute mer. Le commerce a tendu surtout à se stabiliser et dans l'industrie du poisson de fond on s'est surtout occupé d'écouler les excédents à court terme, en amenant les intéressés à régler spontanément la pêche du poisson dans les eaux lointaines, en fournissant un effort accru de propagande sur le marché intérieur, en utilisant davantage la surcongélation et enfin en développant les marchés d'exportation pour des produits spécialisés. Le marché intérieur du poisson de fond frais continue à fournir au commerce son principal appui. Les quantités de hareng

pêchées après la guerre ont varié entre 200 000 et 250 000 tonnes par an et l'incertitude qui caractérise les peuplements de ce poisson qui se trouvent dans les eaux de la côte orientale de l'Angleterre — peuplements d'une importance capitale — cause une grande appréhension dans l'industrie. On s'est surtout efforcé de ranimer le commerce d'exportation, de rationaliser les opérations de pêche et d'en réduire le coût et d'amener les pêcheurs à exercer leur activité tout au long de l'année. Les problèmes de pénurie et de pléthore se sont posés avec acuité et l'on fait un appel croissant à la surgélation et aux installations de traitement afin d'assurer une plus grande stabilité.

L'essor de l'industrie allemande des pêches est intervenu légèrement plus tard qu'au Royaume-Uni et n'a pas suivi le même processus. Sans doute, l'industrie allemande de la pêche dépend-elle surtout de l'exploitation des peuplements de la mer du Nord, de l'Atlantique Nord et de l'Arctique, tout comme celle du Royaume-Uni, mais elle se distingue de cette dernière par son assise géographique, qui a profondément marqué sa structure. Disposant d'un littoral peu étendu par rapport à la superficie de son territoire, l'Allemagne a circonscrit ses opérations de pêche et l'ensemble de son système de distribution à un ou deux grands ports. Le marché du poisson frais conservé dans la glace est par conséquent moins développé qu'au Royaume-Uni et, de fait, il existe une forte demande pour le poisson traité et en particulier pour le hareng. Les exportations allemandes de poisson, bien qu'elles aient augmenté depuis la dernière guerre, n'ont jamais revêtu une grande importance; aussi la production n'a-t-elle cessé de s'accroître durant les dernières périodes décennales, sans se ressentir des fluctuations des marchés d'exportation qui ont fortement influé sur le volume de la production au Royaume-Uni. Avant la première guerre mondiale, la production allemande de poisson était de 160 000 à 180 000 tonnes par an contre plus de 1 million de tonnes au Royaume-Uni. Après la première guerre mondiale, la production a avoisiné 200 000 tonnes jusqu'à la fin des années vingt, après quoi elle s'est élevée régulièrement, pour dépasser 700 000 tonnes en 1938. Durant la deuxième guerre mondiale, elle est retombée à moins de 140 000 tonnes en 1940 et n'atteignait plus que 80 000 tonnes en 1945. Si l'on tient compte des destructions qu'a subies une grande partie des industries, des communications et des installations portuaires, la reprise

après la guerre a été rapide et, en 1953, l'Allemagne occidentale à elle seule produisait à nouveau plus de 700 000 tonnes.

Exception faite des deux guerres, la production a augmenté de façon continue au cours d'une période où, au Royaume-Uni, elle avait déjà atteint son niveau actuel. Pour l'Allemagne (pour 1955, Allemagne occidentale seulement) ce fait ressort clairement des chiffres ci-dessous pour les trois principaux groupes d'espèces :

ANNÉE	Morue et espèces voisines	Hareng	Sébaste
	Tonnes		
1910	56 000	60 000	3 000
1938	250 000	216 000	80 000
1955	190 000	340 000	146 000

Le schéma du développement des pêches apparaît donc plus simple qu'au Royaume-Uni et montre que l'on applique délibérément une politique de production massive d'espèces à bas prix pour lesquelles il existait avant la guerre et il existe encore maintenant une forte demande; il est à noter qu'en Allemagne le marché est beaucoup moins sujet aux fluctuations qu'au Royaume-Uni, et que les goûts des consommateurs y sont moins différenciés. Bien que les chiffres ci-dessus ne se rapportent qu'à la production des pêches hauturières, qui a coïncidé avec la principale phase de développement des pêches allemandes durant l'avant-guerre, il faut observer que l'Allemagne, en nette opposition avec le Royaume-Uni, a utilisé une grande partie de sa capacité de chalutage pour la production de hareng et que le sébaste y a une grande importance commerciale. Après les hostilités, l'Allemagne, malgré ses difficultés dans d'autres domaines, a été avantagée pour le relèvement de ses pêches par le fait que sa marine marchande avait été dispersée et que l'on disposait du même coup d'une abondante main-d'œuvre qualifiée pour construire, entretenir et manœuvrer les bateaux de pêche.

Les deux pays ont appliqué des politiques assez analogues pour répondre à cette évolution; toutefois, elles ont différé quant à l'ampleur de l'intervention gouvernementale, alors qu'avant-guerre elles se distinguaient nettement tant par leur nature que par leurs objectifs. Dans l'entre-deux-guerres, le gouvernement du Royaume-Uni s'est occupé de certaines recherches sur les

ressources de la mer et a surtout fait un effort de réglementation et de contrôle dans les domaines suivants : protection des ressources des eaux côtières et intérieures, sécurité en mer, conditions d'emploi des équipages, navigation des bateaux de pêche, règlement des litiges, etc. Toutefois, cette action s'inscrivait dans le cadre de la politique économique générale et l'on peut dire que l'aide financière limitée qui a été fournie aux pêcheurs côtiers après la première guerre mondiale et que l'étude qui a été faite des économies du poisson de fond et du hareng ont revêtu une importance particulière si l'on considère l'évolution que ces mesures ont préparée. La prise de conscience des problèmes particuliers posés par les pêches a entraîné la création d'un Office de l'industrie du hareng en 1935 et d'une Commission du poisson de fond en 1938; toutefois, ces organismes n'avaient pas encore fonctionné lorsque les hostilités ont éclaté. Les attributions de ces organismes, bien que limitées, représentaient une évolution importante par rapport à la politique de laissez-faire, évolution dont on vit également un signe dans la publication d'un décret portant application de la loi sur l'industrie de la pêche maritime de 1933 et visant à restreindre les débarquements de poisson provenant des eaux lointaines durant les mois chauds d'été.

La menace de graves difficultés économiques a été écartée par la deuxième guerre mondiale durant laquelle la production et la distribution ont été fortement réduites et sévèrement contrôlées. Un grand nombre des contrôles, particulièrement en matière de prix, ont été maintenus durant la pénurie alimentaire d'après-guerre. En même temps, on a fourni une aide financière sous forme de dons ou de subventions pour construire ou moderniser les bateaux de pêche côtiers, aide financière qui a accéléré le développement de la flotte pêchant à la seine en mer du Nord. La construction de chalutiers a porté surtout sur les unités destinées à la pêche hauturière et elle a été financée à l'aide de capitaux privés, le gouvernement faisant bénéficier cette activité d'une priorité pour l'utilisation des matériaux et des installations contrôlés. L'Office de l'industrie du hareng a été rétabli avec des attributions et des ressources financières accrues et il a donné l'impulsion à un programme permanent de grande envergure visant à rationaliser les opérations et à élargir les débouchés grâce à la conclusion d'accords commerciaux avec l'étranger et au développement des installations nationales. Il a fourni une aide financière considérable pour remplacer les vieux bateaux de

pêche et a institué également un système de prix minimums qui est toujours en vigueur.

On a cessé de contrôler les prix du poisson de fond en 1950, mais on s'est trouvé dès cette date aux prises avec des problèmes de commercialisation et avec la hausse des coûts de production, et ces difficultés n'ont fait que s'intensifier durant les mois qui ont suivi la levée du contrôle, notamment du fait du cloisonnement très poussé de l'industrie et de la multiplicité des entreprises. En 1951, on a créé un Office du poisson de fond en le dotant des pouvoirs et des ressources nécessaires pour réorganiser, réglementer et développer l'industrie de ce type de poisson et cet organisme est toujours en activité. En 1950, on a inauguré un système de subventions directes, en versant un montant fixe pour chaque *stone* (6,350 kg) de poisson rapporté par les bateaux côtiers et en effectuant des paiements de compensation pour garantir des recettes journalières minimums aux bateaux de pêche opérant à courte et à moyenne distance. On a maintenu ce système en l'ajustant périodiquement (le principal ajustement a consisté à étendre le versement de sommes fixes aux bateaux de pêche opérant à courte et à moyenne distance). L'Office a été chargé d'exécuter le programme gouvernemental de modernisation de la flotte de pêche, qu'il s'agisse de pêches côtières ou de pêches à courte ou à moyenne distance — flotte dont certaines unités étaient sur le point d'être réformées — à l'aide de subventions et de prêts pour couvrir le coût de l'achat de bateaux et de machines. Il s'est occupé également de développer le marché, d'assurer une formation professionnelle et de financer certaines expériences. En même temps, le gouvernement a intensifié les travaux de recherche sur la technologie du traitement et sur la biologie des pêches maritimes. Il s'est particulièrement occupé de la commission permanente qui a été créée par la convention sur la protection des fonds de pêche de la mer du Nord, convention dont les pays signataires ont décidé d'appliquer des mesures de conservation tant dans cette mer que dans les eaux situées à moyenne ou à longue distance. On espère que la réapparition de peuplements en quantités commerciales dans la mer du Nord et une meilleure connaissance des mouvements de la morse dans les eaux lointaines contribueront sensiblement à réduire le coût de la pêche.

En Allemagne, avant la deuxième guerre mondiale, les pêches étaient soumises à un contrôle gouvernemental beaucoup plus direct. Aux prises avec les problèmes bien connus de la

baisse des rendements, de l'insuffisance des recettes et du vieillissement de la flotte de pêche, le gouvernement, en 1936, décida de remplacer systématiquement les unités qui n'étaient plus rentables. Il mit en œuvre un programme quadriennal pour moderniser la flotte et mettre en service des unités plus économiques. En même temps, il fit une enquête sur les conditions du marché, formula des prévisions sur l'offre et la demande et établit des prix fixes pour les principales espèces commerciales.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, le gouvernement a dû, non seulement reconstituer les installations à terre et la flotte qui avait été détruite à 75 pour cent, mais aussi résoudre les problèmes nés de la division de l'Allemagne et en supporter les incidences sur le marché. L'effort de reconstruction a été financé en grande partie à l'aide des deniers publics. On a reconstitué, en les modernisant, les grands centres de débarquement de Bremerhaven, Cuxhaven et Hambourg et on a octroyé une aide financière considérable pour construire de nouveaux bateaux, en mettant l'accent sur les grands chalutiers dont une centaine ont été lancés après la guerre. L'ensemble du système de commercialisation a été étroitement contrôlé et on a stabilisé les prix en instituant des fonds de péréquation. En attendant, pour satisfaire la forte demande de poisson bon marché et en particulier de hareng traité, l'Allemagne occidentale a continué à importer d'assez gros tonnages, ses achats s'étant élevés à environ 75 pour cent du niveau d'avant-guerre.

Aussi dans ce pays la tendance reste-t-elle à l'expansion, encore que deux problèmes importants causent actuellement une certaine inquiétude, à savoir la hausse des coûts de production et la distribution du poisson sur les marchés intérieurs les plus éloignés.

Au Royaume-Uni, à l'exception peut-être du hareng, on s'efforce plutôt de stabiliser et de rationaliser le commerce en tenant compte de la capacité de pêche. Le gouvernement et l'industrie s'inquiètent également de la montée des coûts et des problèmes qu'il faut résoudre pour concilier cette dernière avec les bas prix pratiqués durant les périodes d'abondance et avec une politique d'importation libérale. Jusqu'ici, le principal secteur, celui de l'industrie du chalutage hauturier, s'est passé d'une aide financière et si l'on trouve le moyen d'absorber ou d'éviter des excédents temporaires, il est probable que l'activité pourra y être maintenue sur une base commerciale. Les pêcheurs qui opèrent dans les

eaux côtières ou dans les eaux proches continuent néanmoins à recevoir une aide considérable pour la construction de nouveaux bateaux et leur utilisation. Il est possible que le remplacement des vieilles unités par des bateaux plus rentables, peut-être avec une réduction de la capacité totale de pêche, permette un accroissement durable des recettes, mais en attendant il est de plus en plus difficile de conserver une main-d'œuvre suffisante dans des conditions de plein emploi.

Etats-Unis et Canada

Si leurs pêches diffèrent sensiblement, les Etats-Unis et le Canada ont en commun une économie à devises fortes et une situation géographique qui leur a épargné les destructions causées par les opérations militaires durant les deux guerres mondiales. Les hostilités ont entraîné la réquisition de la main-d'œuvre et des bateaux de pêche, la pénurie de matières premières et d'installations, le changement de la structure du commerce, le contrôle des prix, etc., au lieu d'amputer gravement la capacité de production et d'enlever à l'industrie des lieux traditionnels de pêche, comme ce fut le cas pour les pays européens. Aussi a-t-on réussi durant les dernières dizaines d'années à maintenir, sinon augmenter, le niveau de la production et du commerce, sans avoir à subir une brusque rupture d'activité en temps de guerre.

Au point de vue de la configuration et des ressources naturelles, les Etats-Unis et le Canada sont également assez semblables. Tous deux occupent une grande superficie et disposent de côtes sur deux océans, l'Atlantique et le Pacifique. Des peuplements abondants d'espèces commerciales de première qualité vivent au large de ces deux côtes — morue, laddock, hareng, menhaden, sébaste, homard et crevette dans l'Atlantique ; saumon, flétan, hareng, maquereau et thon dans le Pacifique. Dans les deux cas, la rentabilité de l'exploitation de ces ressources a dépendu de la facilité avec laquelle les disponibilités pouvaient être transportées à grande distance et, de ce fait, on a mis particulièrement l'accent dès la naissance de l'industrie de la pêche sur les moyens de traitement et de distribution. De même, dans les deux pays et en particulier aux Etats-Unis, cette industrie, tout en ayant atteint un degré élevé d'efficacité technique dans de nombreux secteurs, ne revêt pas, dans l'ensemble, une grande importance

économique ; néanmoins, elle joue un rôle politique, économique et social considérable à l'échelon local, dans certaines régions où elle est solidement implantée, et s'appuie sur de gros investissements de capitaux. La consommation de poisson est généralement faible dans les deux pays mais, bien entendu, la consommation totale des Etats-Unis, du fait de sa population et du développement intensif de ses moyens de distribution, est forte par rapport aux disponibilités, alors que c'est l'inverse au Canada. Ce fait met en lumière la différence fondamentale entre les deux industries, à savoir que la majeure partie de la production de poisson des Etats-Unis est écoulée sur le marché intérieur, qui absorbe également un volume considérable d'importations de produits de la pêche, tandis que les pêches canadiennes sont fortement tributaires des marchés d'exportation. De plus, le progrès économique n'a pas été le même dans les deux pays et a été réalisé à des dates différentes, comme le montre l'aperçu suivant de l'évolution des pêches dans chacun d'eux.

Aux Etats-Unis, la production de poisson a subi un accroissement assez continu, passant de 1 million de tonnes en 1921 à un peu plus de 2 millions de tonnes en 1936, niveau qui s'est plus ou moins maintenu. Cette évolution traduit moins la pression de la demande — étant donné que la consommation par habitant est très faible (10 kg. poids vif, par an) — que la consolidation et l'expansion progressive du marché intérieur, qui ont été facilitées par l'amélioration des moyens de traitement et de distribution. En même temps, on a enregistré des progrès remarquables dans l'exploitation de certains peuplements qui ont montré que l'industrie s'adaptait avec une très grande facilité et que la grande capacité technique des Etats-Unis permettait de rapides ajustements. Ces changements fournissent également des indications sur les marchés relativement spécialisés qui sont approvisionnés par les pêches des Etats-Unis. Ainsi, la production de crevettes de l'Atlantique est passée d'un chiffre légèrement inférieur à 50 000 tonnes en 1929 à environ 120 000 tonnes en 1954. En fait, ces dernières années, la production de ce crustacé l'a emporté, en valeur, sur n'importe quelle autre espèce.

On voit donc l'importance que présentent les produits de la pêche comme aliments d'appoint ou même comme aliments de choix, produits qui supportent plus facilement les frais de présentation (traitement et emballage) que les principaux produits alimentaires bon marché.

La production de sébaste, espèce qui était considérée comme sans valeur (et l'est encore dans certains pays) est passée de moins de 100 tonnes avant 1930 à près de 70 000 tonnes en 1953. L'introduction des filets de poisson et de la surcongélation a permis de présenter ces produits de manière plus attrayante, tant en ce qui concerne le conditionnement que l'appellation. La production de thon et de bonite à ventre rayé est passée de 45 000 tonnes en 1930 à environ 140 000 en 1953, essor qui traduit la faveur croissante dont jouit ce poisson; la production de ces espèces a donné lieu à des progrès techniques remarquables et elle s'appuie sur des thoniers parfaitement équipés et des conserveries très modernes.

Les prises de menhaden ont oscillé entre 100 000 et 350 000 tonnes par an jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, après laquelle elles n'ont cessé d'augmenter pour se porter à près de 770 000 tonnes en 1953, représentant près de 40 pour cent de la production totale des Etats-Unis. Cette espèce, bien qu'elle ne soit pas destinée à la consommation humaine, est devenue la principale source de farine de poisson aux Etats-Unis, produit dont la demande est toujours restée élevée sous l'impulsion des programmes d'alimentation du bétail.

En revanche, illustrant les risques imprévisibles qui sont inhérents à l'industrie de la pêche, les prises de sardines en Californie sont tombées de 680 000 tonnes en 1936 à environ 4 300 tonnes en 1953. Au cours de cette période, ces grands bancs ont pratiquement disparu et toutes les recherches entreprises pour les retrouver sont demeurées sans résultat ; cependant, d'après certains renseignements récents, ils auraient fait leur réapparition. Entre temps, la pêche du saumon rose et du saumon du Pacifique est tombée entre le tiers et la moitié des niveaux d'avant-guerre.

On a déjà signalé l'importance prise par le traitement ainsi que le développement des moyens de préservation et d'emmagasinement qui permettent une plus grande souplesse dans la distribution. Plus d'un tiers environ des disponibilités totales est vendu à l'état frais ou congelé, tandis que le reste est réparti à peu près également entre les conserveries et les usines de transformation en huile ou en farine. Cependant, ces proportions peuvent varier sensiblement (de 10 à 20 pour cent) et les quantités pêchées des différentes espèces ont tendance à se compenser. Dans ces conditions, les importations de poisson sont diversement appréciées. Les producteurs, qui doivent faire face à des frais d'exploitation élevés,

redoutent l'effondrement de la structure des prix qui, à leur avis, menace déjà la stabilité économique de leurs entreprises. Les transformateurs et les distributeurs, tout en étant désireux d'assurer la continuité de leurs approvisionnements grâce à la production nationale, cherchent également à travailler à pleine capacité et se préoccupent des marges bénéficiaires précaires qu'impose la forte concurrence des marchés de produits alimentaires.

Les importations de poisson et de produits à base de poisson aux Etats-Unis ont plus que doublé de 1938 à 1950, passant d'un peu plus de 200 000 tonnes à près de 500 000 tonnes. Cette proportion a été encore plus élevée pour certaines catégories, comme le montrent les chiffres suivants :

PRODUIT	1938	1953
	.....Tonnes.....	
Poisson frais ou congelé . .	56 000	174 000
Crustacés (frais, congelés ou séchés)	11 000	46 000
Poisson en conserve	21 000	59 000
Farines de poisson	36 000	120 000

Ces chiffres reflètent la tendance déjà notée dans la production et l'industrie du traitement de ce pays. C'est ainsi que parmi les importations de poisson frais et congelé figurent des quantités beaucoup plus importantes de filets de poissons de fond, notamment en provenance du Canada et de l'Islande, et de thon du Japon. Les crustacés comprennent de grosses quantités de crevettes du Mexique, de langoustes du Canada et d'autre provenance, et de naissains d'huîtres du Japon. En ce qui concerne le poisson en conserve, les augmentations ont surtout porté sur le thon du Japon, le saumon du Canada et le thon et la bonite du Pérou. L'accroissement des importations de farine de poisson est dû principalement à l'importance de la demande des Etats-Unis et à l'augmentation des disponibilités au Canada, en Norvège, en Angola, au Pérou et en Afrique du Sud. Les exportations de poisson et de produits à base de poisson des Etats-Unis ont augmenté dans l'ensemble, principalement à cause du développement important des expéditions d'huile de poisson vers l'Allemagne occidentale, qui, de 1 200 tonnes, sont passées à 48 600 tonnes en 1953. Les exportations de

poisson en conserve sont tombées de 40 000 tonnes en 1938 à 21 000 tonnes en 1953.

Depuis la première guerre mondiale, la production du Canada a, dans l'ensemble, progressé plus lentement et sur une plus petite échelle. Pour des raisons d'ordre pratique, nous étudions le Canada et Terre-Neuve séparément, étant donné que ce territoire n'est devenu province du Canada qu'en 1949 et qu'il existe des différences de situation que font ressortir les niveaux de production.

La production au Canada est passée de 375 000 tonnes (poids débarqué) en 1920 à 550 000 tonnes en 1928, où elle a quelque peu fléchi pendant la crise pour reprendre ensuite et atteindre 550 000 tonnes environ en 1940. Elle a oscillé autour de ce chiffre pendant la seconde guerre mondiale, puis elle a augmenté et en 1950 elle a dépassé 675 000 tonnes d'où elle est retombée aux environs de 600 000 tonnes. Les pêches des différentes espèces n'ont pas subi des variations assez importantes pour affecter la production totale, à l'exception toutefois du hareng dont la production, qui était de 90 000 tonnes en 1920, est montée à 250 000 tonnes en 1948 et dépassait encore 200 000 tonnes en 1953.

A Terre-Neuve, l'évolution de la pêche a été toute différente : après une production de près de 440 000 tonnes en 1918, qui s'est maintenue jusqu'après la seconde guerre mondiale lorsque, après une courte période de production plus abondante, les quantités pêchées sont tombées à moins de 190 000 tonnes en 1953. Cette contraction est due, en majeure partie, à la diminution des prises de morue, qui constitue le produit essentiel des pêches de Terre-Neuve.

Ces chiffres font ressortir des différences importantes entre la structure et l'évolution des pêches des deux côtes. Sur la côte du Pacifique, les concentrations de saumon et de hareng ont favorisé l'adoption de méthodes industrielles de traitement (mise en conserve, congélation et fabrication de farine et d'huile de poisson) et de systèmes plus centralisés d'entreposage et de distribution, qui exigent et attirent des investissements plus importants. L'industrie de la pêche dans cette région dépend principalement des exportations de saumon en boîte ; ce commerce, qui était bien établi, a quelque peu souffert depuis la dernière guerre en raison des difficultés de paiement qu'éprouvent les pays importateurs et notamment le Royaume-Uni. L'abondance de poisson à prix élevé, comme le saumon, a donc stimulé le développement technique des pêches de la côte du Pacifique, qui s'est encore accru

sous la pression de la demande de produits alimentaires pendant et immédiatement après la guerre. On a calculé que le nombre des pêcheurs a augmenté de 25 pour cent environ de 1938 à 1955, tandis que les investissements par homme dans l'industrie primaire ont plus que doublé. Ces investissements ont servi surtout à acheter des navires plus grands et plus puissants, équipés d'appareils modernes de navigation et de détection. On ne possède pas de données comparables pour les secteurs du traitement et de la distribution, mais il est certain que là également l'intégration et la mécanisation des opérations se sont poursuivies. Le nombre des ouvriers était inférieur à 4 000 en 1955 (6 000 en 1945), alors que la production n'a pas diminué et que sa valeur est passée de moins de 45 millions de dollars canadiens en 1945 à 70 millions environ en 1954.

Par contre, sur la côte Atlantique, la production est beaucoup plus dispersée et exige un grand nombre d'opérations de faible importance, conduites à partir de centres de pêche lointains et disséminés, comportant plusieurs îles où l'absence de bonnes communications a fait obstacle à la centralisation et ankylosé la structure économique et sociale. Pendant de nombreuses années, les opérations de pêche ont été effectuées suivant des méthodes simples et traditionnelles et la commercialisation a porté principalement sur des produits séchés et salés préparés localement à l'échelle artisanale. Dans de telles conditions, qui offrent peu de possibilités d'emplois de remplacement, les pêcheurs se sont trouvés parfois dans une situation extrêmement difficile lorsque les débouchés étaient restreints, et que la pauvreté de leurs moyens financiers, résultant de cet état de choses, ne leur permettait pas d'investir des capitaux dans des installations et des techniques qui, en réduisant leurs frais d'exploitation, auraient pu consolider leur position sur des marchés où s'exerce la concurrence. C'est principalement à Terre-Neuve que ces problèmes se sont posés avec le plus d'acuité.

Le recul de la production, que nous avons souligné plus haut, contraste avec l'abondance des ressources de ces côtes qui attirent les grands bateaux de pêche à la ligne de fond et les chalutiers de pays aussi éloignés que l'Espagne, la France, le Portugal, et le Royaume-Uni.

Néanmoins, si l'on excepte Terre-Neuve, des progrès notables ont été réalisés dans les provinces de la côte Atlantique depuis la dernière guerre. La flotte des grands bateaux hauturiers de la côte Atlantique a augmenté régulièrement

et les installations modernes pour le traitement du poisson ont accru leur capacité de production pour satisfaire la demande de filets congelés en Amérique du Nord. Même dans les flottes de pêche de faible tonnage, de nombreuses améliorations ont été réalisées, et la valeur des bateaux dépasse 20 millions de dollars canadiens, ayant triplé de 1945 à 1954.

Le nombre des usines de traitement a augmenté, la mise en conserve artisanale a été remplacée en grande partie par des procédés industriels et les méthodes traditionnelles de salage et de saumurage ont cédé de plus en plus la place à la réfrigération et à la congélation.

Même à Terre-Neuve, où les problèmes sont plus complexes — car ils comportent non seulement la modernisation et la concentration des opérations, la diversification des produits, etc., mais également des transferts de population et des emplois saisonniers de remplacement — d'importants changements se sont produits. De nombreuses difficultés techniques ont été résolues; la production de morue salée a été abaissée et le nombre de personnes employées dans cette industrie est tombé de 25 000 en 1945 à 14 000 en 1954. Cependant, la morue salée occupe toujours une place de premier plan dans l'économie de Terre-Neuve qui, en raison de sa structure vétuste, ne peut plus lutter avec succès contre la concurrence, y compris celle des autres provinces canadiennes. La disparition de cette production diminuerait encore la diversité des produits, si importante pour le Canada en sa qualité de pays exportateur de poisson.

Le volume de ces exportations est passé de moins de 170 000 tonnes en 1938 à plus de 270 000 tonnes en 1953. Cette progression est due en grande partie à l'augmentation des exportations de produits frais et congelés, qui sont passées de 50 000 tonnes environ en 1938 à près de 120 000 tonnes en 1953, et à celles de poisson préparé, qui sont passées de 43 000 tonnes en 1938 à 74 000 tonnes en 1953 (ce dernier chiffre comprenant également les exportations de Terre-Neuve). Ces augmentations sont dues au fait que, pour ses exportations de poisson, le Canada est de plus en plus tributaire des États-Unis qui tendent à remplacer les pays d'Europe à devises faibles vers lesquels était expédiée avant la guerre une grande partie de la production canadienne. Les États-Unis absorbent actuellement 70 pour cent des exportations canadiennes de poisson, qui représentent elles-mêmes les deux tiers de la production du Canada. En 1951, celle-ci comportait 50 000

tonnes de farine de poisson, correspondant à plus de 200 000 tonnes de poisson frais. Cependant, le fléchissement marqué survenu après 1950 a fait ressortir l'incertitude des marchés d'exportation et les difficultés auxquelles se heurte le Canada en dehors de la zone à devises fortes, par suite de la concurrence des autres exportateurs.

Les gouvernements du Canada et des Etats-Unis ont entrepris de vastes programmes de développement des pêches, mais ces derniers comportent d'importantes différences dues aux besoins particuliers des industries de ces deux pays. Le Canada et les Etats-Unis ont tous deux un gouvernement fédéral dont les programmes ont été conçus pour compléter les activités des gouvernements des états et des provinces et en entreprendre d'autres à l'échelon national.

Aux Etats-Unis, le développement des pêches s'est effectué sans aide financière ni intervention directe du gouvernement, en faisant appel aux importantes ressources et à l'expérience technique et commerciale de l'industrie privée. Les contrôles du temps de guerre se sont rapidement assouplis et le gouvernement a concentré ses efforts sur les questions de surveillance, de réglementation, de représentation et de recherche à l'échelon fédéral comme à celui des états. Ces fonctions englobent des domaines très vastes, notamment ceux de la pêche d'exploration biologique et de la recherche en matière de commercialisation. Depuis la guerre, on a accordé une importance beaucoup plus grande aux ressources de la pêche en tant qu'élément de base de l'industrie alimentaire moderne, comportant des investissements considérables sous forme de bateaux et surtout de moyens de traitement et de distribution. Là où ces concentrations de capitaux existent, l'instabilité provoquée par les fluctuations de la pêche est coûteuse et l'industrie a donné tout son appui au gouvernement pour la mise en œuvre des vastes programmes de recherche qu'il a entrepris le long des deux côtes. En même temps, du fait de la concurrence très sévère qui sévit sur les marchés, les services de renseignements commerciaux se sont encore développés depuis la seconde guerre mondiale pour rassembler des informations sur les quantités pêchées, leur utilisation, les stocks, les prix, etc., et les prévisions de la demande. En 1954, une vigoureuse impulsion a été donnée au programme par le vote de la loi Saltonstall-Kennedy, aux termes de laquelle 30 pour cent des droits de douane sur les importations de poisson ont été affectés, pour une durée de trois ans, dans les

limites d'un montant maximum annuel de 3 millions de dollars, à la mise en œuvre d'un service éducatif, au développement de la recherche et des services consacrés à la technologie, à la biologie et aux branches connexes et à la création de débouchés pour les produits des pêches d'origine nationale. Un grand nombre de projets ont déjà été entrepris en étroite collaboration avec des universités et autres institutions. Non seulement ils visent à intensifier les services de recherche existants, mais comportent également des programmes spéciaux relatifs à l'éducation du consommateur, les repas scolaires, etc.,. Contrairement à l'agriculture, l'industrie des pêches ne comporte ni subventions de quelque nature qu'elles soient, ni mesures de stabilisation des prix, bien que l'on puisse observer à ce propos que le renforcement des organisations de pêcheurs a soumis, dans une bien plus large mesure, les prix à l'influence des négociations et des contrats collectifs. Le but général de cette politique est de promouvoir, par une action entreprise sur les plans national et international, une exploitation plus rationnelle des ressources naturelles par des enquêtes et des règlements appropriés; de veiller à ce que les intérêts des industries des pêches soient convenablement représentés sur le plan politique, notamment en ce qui concerne les importations, et, par l'intermédiaire de services consultatifs, d'aider les industries des pêches à résoudre les problèmes de production et de vente qui se posent dans les systèmes de libre concurrence dont elles font partie.

Au Canada, où l'économie est également fondée sur l'entreprise privée et la concurrence, le gouvernement a jugé nécessaire d'intervenir d'une façon plus directe pour résoudre les difficultés économiques et les problèmes sociaux qu'elles posent dans certains secteurs, notamment dans les provinces de l'Est. Le niveau élevé des prix intérieurs et les pénuries sur les marchés d'exportation ont provoqué une amélioration provisoire des recettes pendant et immédiatement après la seconde guerre mondiale; mais elle a été insuffisante pour entraîner des changements durables dans les structures économiques et sociales des communautés de pêche dispersées sur la côte de l'Atlantique. Le programme plus complet d'assistance sociale et le développement économique que le Canada vient d'entreprendre avaient déjà été envisagés dans une certaine mesure dans la législation de soutien des prix votée en 1944 et promulguée en 1947. Cependant, bien qu'elle ait été primitivement

conçue pour empêcher l'effondrement des prix du poisson, elle a tendu à devenir un moyen d'augmenter les revenus dans certaines couches de la population de pêcheurs. En conséquence, des mesures plus directes ont été prises pour encourager la modernisation des pêches de la côte de l'Atlantique. Une subvention fédérale pour la construction de nouveaux bateaux d'un type agréé a été votée ; elle est octroyée en même temps que des prêts provinciaux à faible intérêt et d'autres mesures d'aide à la construction de bateaux de pêche. Les autorités provinciales ont aussi accordé une aide financière pour l'installation d'usines de traitement afin d'encourager le remplacement des méthodes artisanales par des procédés industriels de production. On a enregistré certains succès, mais dans plusieurs secteurs importants des pêches de la côte de l'Atlantique, l'industrie est encore très en retard et le gouvernement fédéral a annoncé en 1949 la mise en œuvre d'une politique de coopération avec l'administration provinciale pour étudier et réaliser un programme concret de modernisation. Un gros travail a été accompli dans l'étude de problèmes déterminés et la préparation de plans détaillés pour les résoudre, et plusieurs projets sont en cours de réalisation. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les problèmes qui se posent à Terre-Neuve sont beaucoup plus complexes, mais l'on est en train de s'y attaquer, suivant un plan détaillé, avec l'aide d'un spécialiste du développement des pêches.

Sur la côte du Pacifique, le développement des pêches s'est surtout effectué spontanément et par auto-financement ; la modernisation et la centralisation des opérations de traitement et de commercialisation ont été encouragées par de puissantes associations de pêcheurs et d'ouvriers qui se sont formées en vue de défendre les intérêts de leurs membres. Cependant, elles ont bénéficié des avantages conférés par l'assurance spéciale des bateaux et engins de pêche instituée par le gouvernement en 1953. Elles ont également bénéficié de la mise en œuvre du vaste programme de recherches biologiques et technologiques, coordonnées et dirigées par l'Office de recherche des pêches. Elles tirent d'importants avantages des recherches permanentes effectuées sur les peuplements de saumon et leur conservation ainsi que des progrès réalisés dans la technologie de la conserve et de la congélation ; en particulier, elles ont grandement bénéficié des importants travaux exécutés dans le cadre du programme entrepris

conjointement par les Etats-Unis et le Canada pour le percement du canal de dérivation de Hell's Gate qui s'opposait au passage des migrations de saumon.

Sur les marchés intérieurs, de plus grands efforts ont été entrepris pour mieux faire connaître les produits des pêches et permettre au pays d'être moins tributaire des exportations. A l'étranger, les attachés commerciaux rendent de précieux services en effectuant des enquêtes sur la situation du marché et les possibilités de débouchés pour l'exportation.

La politique canadienne, en général, tient compte de l'instabilité inhérente et du manque de souplesse qui ont handicapé les industries des pêches dans une économie en plein essor ; aussi les mesures qui ont été prises visent, d'une part, à stimuler le développement de ces industries et, de l'autre, à fournir une aide temporaire aux communautés de pêcheurs les plus déshérités afin de sauvegarder leur sécurité économique et sociale.

Les Etats-Unis et le Canada ont des intérêts communs, non seulement dans les fleuves qui coulent dans les deux pays et dans les pêches des Grands Lacs, mais également dans les peuplements de poissons de l'Atlantique et du Pacifique. Ils ont pris tous deux une part active à la mise sur pied de la Convention des pêches du Pacifique Nord, de la Commission internationale du flétan du Pacifique, de la Commission internationale des pêches de saumon du Pacifique, et de la Commission internationale des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique, qui coordonnent les recherches et assurent la mise en œuvre des programmes entrepris en commun.

Union Sud-Africaine et Sud-Ouest africain

Le développement de la pêche en Union Sud-Africaine et dans le Sud-Ouest africain a été remarquablement rapide au cours des dix années d'après-guerre, surtout à partir de 1947. En 1938, les pêches de l'Union Sud-Africaine s'élevaient à 64 000 tonnes, alors qu'elles ont atteint 95 000 tonnes en 1947 et plus de 400 000 tonnes en 1952 ; celles du Sud-Ouest africain sont passées de moins de 10 000 tonnes en 1938 et 1947 à 275 000 tonnes environ en 1953. Par mesure de prudence, le gouvernement a institué une politique de conservation comportant la limitation du tonnage des pêches annuelles de pilchards et de chinchards. Cette politique de l'Union Sud-Africaine et du Sud-Ouest africain empêche, jusqu'à ce

que la recherche scientifique ait démontré la possibilité d'intensifier l'exploitation de ces espèces, toute nouvelle augmentation de la production annuelle, qui s'est stabilisée depuis 1950.

Avant la guerre, la structure des industries de la pêche de l'Union Sud-Africaine comprenait les principales branches suivantes : a) pour la pêche au large des côtes, une flotte de 26 chalutiers exploitée par deux compagnies et répartie entre quatre ports de commerce ; sa production annuelle (15 000 à 20 000 tonnes) alimentait la plus grande partie des marchés nationaux en poissons frais et conservés dans la glace, ainsi que des exportations à destination de la Rhodésie ; b) une flotte de bateaux de haute mer pour la pêche du snoek, basée à Cape Town mais opérant également au large de la côte du Sud-Ouest africain, alimentait en produits salés le marché intérieur ainsi que l'exportation, notamment à destination de l'île Maurice ; c) une industrie de la pêche à la langouste qui alimentait non seulement les conserveries exportant, depuis le début du siècle, la plus grande partie de leurs produits, principalement à destination de la France, mais également les installations de congélation de queues de langouste qui exportent depuis 1930 à destination des Etats-Unis ; d) une industrie de la pêche littorale, utilisant des lignes de fond, des sennes de rivage et différents autres types d'engins, parfois manœuvrés du rivage, mais pour la plus grande partie à bord de petits bateaux côtiers rentrant tous les soirs au port. En dehors des navires côtiers motorisés, qui se trouvent dans les principaux ports, la mécanisation dans les centres de pêche côtière relativement isolés, s'est effectuée rapidement au cours des années trente, à la suite de la mise en œuvre d'un programme gouvernemental de construction de ports de pêche dans plusieurs de ces localités.

Au début de la guerre, les mesures de réquisition ont fortement réduit la flotte de chalutiers, mais ceux qui ont été épargnés ont fait de gros efforts pour maintenir le tonnage des pêches. La guerre a également fait naître une demande d'huiles de foie vitaminisées, ce qui a amené à pêcher le requin pour alimenter l'industrie de traitement des foies et d'extraction d'huile, qui a aussi utilisé les foies des poissons pêchés au chalut. Les difficultés de transport maritime et la situation créée par les hostilités ont réduit les importations de poisson conservé ou préparé et, par suite de l'accroissement de la demande intérieure, les conserveries qui mettaient alors

les langoustes en conserve pour le compte du Ministère de l'alimentation du Royaume-Uni, commencèrent à s'intéresser à d'autres types de poisson.

Au cours des années vingt et trente, plusieurs commissions gouvernementales avaient souligné le bas niveau de vie des pêcheurs côtiers, et ces derniers risquaient de retomber dans leur situation précaire d'avant-guerre, une fois passée la période de prospérité créée par la guerre. C'est pour remédier à cet état de choses, et chercher en même temps à exploiter de nouveaux peuplements de poisson et augmenter la production de la pêche, que la Société pour le développement des pêches fut instituée en 1944.

Bien que la Société ait été créée par une loi votée par le Parlement et que son capital-actions ait été fourni par le gouvernement, elle est gérée suivant les méthodes commerciales. Ses actions sont de deux sortes : les unes destinées à la construction de logements et autres services d'ordre social ainsi qu'à fournir aux pêcheurs une aide financière pour l'achat de bateaux et d'engins de pêche ; les autres servent à promouvoir des activités d'ordre industriel et commercial.

La Société a construit, dans le cadre de programmes d'ensemble, des logements pour tous les groupes de pêcheurs dans différentes localités. Certains de ces logements ont été vendus par la suite à des compagnies de pêche privées. La Société a établi un plan pour aider les pêcheurs à faire construire des bateaux et installer des moteurs. Des coopératives ont été créées dans une ou deux localités. La recherche technologique et biologique a été financée, et la Société a joué un rôle prédominant dans la création, en 1946, d'un Institut de recherches des pêches, financé pour une part par le gouvernement, et pour l'autre par la presque totalité des compagnies privées de l'industrie de la pêche, afin que soient entreprises conjointement des recherches d'ordre technologique. Pour permettre à la Division des pêches du Département du commerce de l'Union Sud-Africaine et à la Section des pêches de l'Administration du Sud-Ouest africain d'exécuter le programme extrêmement important de recherche en commun sur le pilchard, la Société fournit les fonds nécessaires à l'exploitation de trois bateaux de recherches et à la fourniture d'autres moyens, qui viennent s'ajouter à ceux qui sont déjà utilisés par les organismes gouvernementaux intéressés. Un droit prélevé sur les quantités pêchées doit permettre à la Société d'investir les fonds nécessaires dans ces recherches biologiques.

L'application de normes techniques aux produits des pêches destinés à l'exportation, entreprise à l'origine par l'Institut de recherches des pêches, est assurée depuis mars 1953 par un Service d'inspection du *Bureau of Standards*.

Après avoir un peu stagné pendant la guerre, le programme de construction et d'amélioration des ports destinés à abriter les bateaux de pêche côtiers a repris, mais il a été réduit au cours des années cinquante par suite de restrictions de crédits gouvernementaux.

Comme la politique générale du gouvernement vise à encourager, guider, surveiller et aider les entreprises privées, l'action gouvernementale s'est manifestée dans l'industrie des pêches principalement sous forme de mesures conservatives limitant les quantités de langoustes, de pilchards et de chinchards que l'on peut pêcher pendant une campagne déterminée, imposant en même temps un diamètre minimum pour les mailles de filet et une taille minimum pour les différentes espèces commerciales, et interdisant la pêche de certaines espèces dans diverses zones pendant certaines périodes. En outre, le gouvernement impose aux producteurs, par l'intermédiaire du *Bureau of Standards*, des normes de qualité pour les produits et a continué à appliquer jusqu'en 1956 la politique de contrôle général des prix, instaurée pendant la guerre, et qui s'appliquait également au poisson frais. La farine de poisson a été taxée sur le marché intérieur à un prix inférieur à celui d'exportation, et les producteurs doivent satisfaire la demande intérieure avant d'être autorisés à exporter.

Bien que l'Etat ne participe pas en fait à l'activité de l'industrie de la pêche, il a acquis, par l'intermédiaire de la Société pour le développement des pêches, une certaine proportion du capital-actions de plusieurs compagnies ; la Société n'a pas voix prépondérante car la majeure partie des fonds investis dans l'industrie des pêches, que ce soit dans les affaires dépendant étroitement de la Société, ou dans les compagnies sans liens financiers avec elle, ont été fournis par le secteur privé. L'abondance des capitaux privés mis à la disposition de l'industrie des pêches de l'Union Sud-Africaine et du Sud-Ouest africain, au moment où les autres secteurs de l'économie nationale se développaient rapidement et cherchaient des fonds, montre à quel point la situation de cette industrie a été prospère et en rapide progrès au cours de ces dernières années.

La politique gouvernementale qui a consisté à aider la recherche, à financer, par l'intermé-

diaire de la Société, le développement des ports de pêche, etc., a contribué d'une façon décisive à la prospérité de l'industrie des pêches, mais le vrai problème consiste à trouver des débouchés, non seulement sur le marché intérieur, mais aussi à l'étranger.

Pendant les hostilités, la pénurie provoquée par la guerre et la demande de nouveaux produits des pêches ont permis aux pêcheurs et transformateurs sud-africains d'étendre leur expérience à de nouveaux domaines. Lorsque les restrictions du temps de guerre sur les importations ont été supprimées, le contrôle des changes mis en vigueur en 1948 protégea le pays contre l'invasion des produits en conserve en provenance d'outre-mer. La dévaluation de la livre sud-africaine, en septembre 1949, a avantage les producteurs de plusieurs façons : les importations éventuelles en provenance d'Amérique du Nord devinrent de plus en plus coûteuses, tandis que le produit des ventes effectuées aux Etats-Unis par l'Union Sud-Africaine et le Sud-Ouest africain augmentait sensiblement. Les difficultés de change renforcèrent la position concurrentielle des exportations sud-africaines vis-à-vis des producteurs des pays à devises faibles. La disparition du pilchard de Californie élimina du marché international un tonnage important de poisson en conserve à une époque où un autre gros exportateur, le Japon, commençait seulement à reconstituer son industrie de la pêche.

Le développement de la consommation de farine de poisson pour l'alimentation du bétail, qui s'est produit après la guerre aussi bien en Afrique du Sud qu'en Europe et en Amérique du Nord, est à la base de la création des vastes installations de transformation industrielle sur la côte occidentale sud-africaine et dans le Sud-Ouest africain, et le niveau de la production s'est maintenu malgré les baisses de prix subies par le produit connexe, l'huile de poisson.

PROGRAMMES ACTUELS DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

En examinant les programmes actuels et les perspectives des pêches, il est utile de faire la distinction entre les économies développées qui n'ont cessé de s'adapter et les économies sous-développées qui n'ont pas subi de profonds changements depuis longtemps. Le degré de développement technique à lui seul peut ne pas consti-

tuer un critère satisfaisant et, dans certain cas, par exemple pour certaines opérations côtières, les différences ne sont pas très marquées ; néanmoins, la distinction essentielle réside entre des conditions relativement mouvantes et des conditions pratiquement stagnantes.

Situation des pêches développées

Coûts de production. L'exploitation de bateaux pour la pêche hauturière et d'installations à terre entraîne de nombreuses dépenses dont quelques-unes sont particulières aux pêches, mais dont la plupart sont communes à plusieurs industries parmi lesquelles celle de la pêche n'a qu'une importance secondaire. La quasi-totalité des coûts n'ont fait qu'augmenter depuis la deuxième guerre mondiale et les économies qui ont été réalisées sur certains frais n'ont eu qu'un effet limité sur le coût total de la production et de la commercialisation du poisson.

La construction de bateaux a beaucoup renchéri dans de nombreux pays par suite de l'accroissement, après-guerre, du coût de la main-d'œuvre, des matériaux — en particulier l'acier et le bois — et des machines. La hausse saisissante des prix des cordages — en particulier sisal et chanvre de Manille — a été fortement ressentie dans l'industrie des pêches qui en fait une grande consommation. L'utilisation progressive des fibres synthétiques laisse prévoir une baisse de ces prix, mais elle nécessite une grosse mise de fonds initiale. De même, le charbon, le mazout, la glace, les vivres et le matériel pour l'entretien de la coque et du moteur sont devenus plus coûteux et le plus souvent ont représenté une part importante des dépenses globales, en particulier dans le chalutage. D'ordinaire, l'industrie des pêches ne contribue que faiblement aux dépenses en capital occasionnées par les installations portuaires, sauf lorsqu'il existe de vastes entreprises de traitement. Toutefois, la hausse du coût d'entretien et d'utilisation a été due fréquemment à celle des droits de quai et de la location du terrain.

Les coûts de la manutention, du traitement et de la commercialisation ont continué à s'élever dans l'ensemble et, pour les produits de la pêche, s'augmentent presque toujours de frais supplémentaires dus à la difficulté de conserver ces produits. Le fret, en particulier, représente maintenant une part plus importante du coût des produits de la pêche. En outre, l'amélioration de la qualité qui a été enregistrée

après-guerre et dont on attend, à long terme, une expansion du marché a entraîné une hausse des coûts due, par exemple, à l'augmentation des frais généraux entraînés par l'inspection et la classification et à l'utilisation d'emballages plus hygiéniques, tels que l'aluminium et les matières plastiques.

Enfin, le renchérissement de la main-d'œuvre, qui apparaît à chaque stade de la production et de la distribution du poisson, est imputable non seulement au relèvement général des salaires, mais aussi aux efforts qui ont été faits après-guerre pour améliorer la situation des travailleurs dans certaines industries (horaire de travail réglementaire, paiement des heures supplémentaires, fixation de salaires minimums et d'autres garanties contre la diminution des gains par suite des fluctuations du chiffre d'affaires des entreprises).

C'est pourquoi, en Europe et en Amérique du Nord, le problème de la hausse des coûts de production est devenu d'une importance capitale qui influe sensiblement sur la structure des industries. De nombreuses mesures ont été prises tant par les gouvernements que par les particuliers pour essayer d'empêcher cette hausse et c'est par l'organisation collective — sous une forme ou sous une autre — que l'on a obtenu les meilleurs résultats. Les associations de producteurs ont réalisé des économies substantielles dans les achats de carburants, de glace, de cordages, de vivres, de matériel de débarquement, d'emballages, d'équipement de pêche, etc., ainsi que dans les réparations, l'entretien et autres services. De même, sur une échelle plus réduite, les coopératives de pêcheurs ont organisé l'approvisionnement collectif sans but lucratif. Les gouvernements ont encouragé ces coopératives en leur octroyant le plus souvent certains privilèges ou parfois en leur fournissant une assistance financière tant pour maintenir leur activité que pour la développer. Dans de nombreux cas, les gouvernements ont consenti des avantages particuliers à l'industrie des pêches, par exemple en l'exonérant des taxes sur les carburants et sur certaines fournitures importées, en fixant des taux de fret spéciaux, etc., et parfois, comme c'est le cas en Islande et au Royaume-Uni, en lui octroyant directement des subventions pour compenser les coûts élevés qui pèsent sur ceux de ses secteurs qui sont les moins rentables.

Investissements. On a déjà fait allusion à certains des obstacles les plus manifestes aux investissements dans l'industrie de la pêche. On a

mentionné à cet égard les risques inhérents à l'irrégularité des prises, le caractère excessivement périssable du poisson et l'absence — sauf dans des cas particuliers — de droit de propriété sur les ressources. Aussi n'est-il pas surprenant que jusqu'ici la plupart des investissements dans cette industrie aient été le fait d'un nombre relativement limité de personnes, particulièrement familiarisées avec les pêches, et qu'ils aient été effectués à l'aide des économies réalisées durant les périodes où la pêche a été rentable. Dans beaucoup de pays hautement développés, une très forte proportion de petites entreprises appartiennent encore à des particuliers, entreprises dont un grand nombre sont dirigées par des patrons qui ont réussi ou par leurs familles. Ce n'est que dans un passé relativement récent que la nécessité de disposer de gros capitaux et l'intégration verticale ont encouragé le développement de sociétés, en particulier dans les secteurs les plus développés et les plus rentables. En dehors de cette évolution, les investissements dans l'industrie de la pêche ont été faibles dans l'entre-deux-guerres, ce qui a entraîné les conséquences déjà indiquées dans la section sur les politiques des pêches avant la deuxième guerre mondiale.

La hausse générale des prix alimentaires pendant et immédiatement après la deuxième guerre mondiale a gonflé les bénéfices d'un grand nombre d'industries de la pêche et a attiré dans une certaine mesure de nouveaux capitaux. Cet apport s'est avéré particulièrement nécessaire, l'équipement des pêches ayant été insuffisamment entretenu et modernisé avant et pendant les hostilités. Dans le cas des importants producteurs, usiniers et négociants s'occupant de longue date de la pêche de la morue, du thon, et du saumon en eaux lointaines, ou de produits en conserve et congelés, par exemple, la reconstruction et la modernisation a été faite en grande partie à l'aide de capitaux privés et de prêts bancaires, pour lesquels la valeur accrue de l'actif d'avant-guerre fournissait une garantie suffisante — en particulier aux Etats-Unis, dans le Canada occidental et au Royaume-Uni.

Dans la plupart des pays développés, la modernisation de l'équipement et des installations et l'encouragement à la création de grandes entreprises ont été fonction des subventions et du crédit gouvernementaux. Pour la construction de bateaux, en particulier, l'Etat a développé les anciens systèmes de crédit ou on en a introduit de nouveaux dans les pays suivants :

Canada, Belgique, Pays-Bas, France, Allemagne occidentale, Norvège, Suède, Japon, Royaume-Uni, Italie et Danemark. Cette dépendance à l'égard du crédit a permis un certain effort de rationalisation en obligeant à limiter les investissements aux bateaux dont les plans étaient approuvés et dont l'utilisation était rentable. Dans la plupart des cas, les systèmes utilisés prévoient soit des dons, soit l'octroi d'une subvention sous forme de prêts à faible taux d'intérêt. Ces systèmes visent souvent, en outre, à encourager les pêcheurs à devenir propriétaires de leurs bateaux et de leurs engins de pêche et, de ce fait, à leur donner plus d'indépendance sur le plan économique et plus de sécurité sur le plan social.

Après-guerre, le financement des installations de traitement et de distribution a été assuré par des capitaux privés, sauf dans quelques pays, comme la Norvège et l'Islande, où le gouvernement a pris à sa charge les frais de construction de vastes installations pour le traitement des quantités débarquées chaque saison par un grand nombre de petites entreprises de pêche. Le financement par l'Etat s'est étendu également aux fabriques de glace et aux entrepôts frigorifiques ; enfin, dans un certain nombre de pays, les installations et les transports portuaires sont propriété publique.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les résultats à long terme de la politique d'investissements appliqués après la guerre. Il est certain qu'un grand nombre d'entreprises ont tiré de cette politique un profit immédiat et qu'elle a permis aux industries d'améliorer leur équipement et d'accroître leur efficacité. Toutefois, le succès final exige un effort d'investissement sélectif et, par conséquent, une rationalisation de la production et de la commercialisation, rationalisation qui sera conditionnée dans une large mesure par l'action entreprise dans d'autres secteurs. Il faudra notamment être en mesure de connaître et de prévoir avec précision le comportement des peuplements de poissons qui ont une importance commerciale et encourager la stabilisation des marchés.

Prospection et exploitation des ressources.

La biologie des pêches s'est développée de façon saisissante depuis la deuxième guerre mondiale. On a assisté comme à l'épanouissement soudain d'une science qui avait pris naissance durant la deuxième moitié du *xix*^e siècle. Pendant plus de 50 ans, beaucoup de pays avaient recueilli des renseignements sur

les poissons qui ont une importance économique, sur les eaux où ils vivent, et sur les quantités pêchées. Les principaux aspects de la biologie des espèces les plus importantes ont été décrits et on a constaté que des caractéristiques importantes de la pêche étaient imputables à des phénomènes biologiques ; on a constaté en particulier que les fluctuations des prises étaient dues, en grande partie, aux variations de l'effectif des peuplements de poissons. Toutefois, bien qu'il ait été prouvé que le ralentissement des activités de pêche en mer du Nord durant la première guerre mondiale avait permis la reconstitution des peuplements et que la reprise de la pêche y avait de nouveau réduit ces derniers, on n'avait pas encore établi de façon convaincante, avant la deuxième guerre mondiale, que les caractéristiques d'un peuplement — notamment son abondance — pouvaient être affectées par le type des opérations de pêche. La répétition de ce phénomène durant et après la deuxième guerre mondiale, conjuguée à l'apparition de phénomènes analogues et à l'élaboration d'une partie importante de la théorie de la pêche, a conduit à la conclusion que les activités humaines pouvaient influencer de façon importante sur les peuplements naturels de poissons, d'où deux conséquences importantes : d'une part, les gouvernements sont maintenant persuadés qu'il importe d'être mieux documenté quantitativement et qualitativement sur les ressources exploitées par leurs flottes de pêche, et, d'autre part, on reconnaît la nécessité d'une collaboration internationale active en ce qui concerne tant la prospection des ressources que la mise au point et l'application d'un système de contrôle des activités de pêche. La création sur le plan international de plusieurs commissions et conseils des pêches et, plus encore, la nature et la portée de leurs activités attestent clairement que l'on a compris la nécessité de cette collaboration. Les rapports des réunions de ces organismes et la documentation croissante sur les pêches montrent que la science des pêches est en plein essor et on peut dire, sans céder à un optimisme exagéré, que certains indices laissent prévoir que cette science permettra d'assurer un contrôle efficace dans un domaine où tout contrôle était jusqu'ici jugé impossible.

Problèmes soulevés par le commerce national et international. Les industries développées de la pêche se sont trouvées presque toutes aux prises avec des difficultés de commercialisation croissan-

tes depuis la disparition de la pénurie alimentaire de l'après-guerre immédiat en Europe et en Amérique du Nord. Sans doute le rationnement a-t-il persisté pendant quelques années et les prix du poisson ont-ils été contrôlés dans quelques pays, en particulier au Royaume-Uni, mais avant même la levée de ces restrictions, la consommation de poisson commençait à baisser par rapport au niveau exceptionnellement élevé qu'elle avait atteint durant la pénurie de viande. Toutefois, ce n'est pas seulement le recul de la demande globale de poisson, mais aussi les préférences marquées par le consommateur qui ont entraîné certains ajustements dans la structure de la production et du commerce du poisson, et les industries n'ont pas toutes diversifié leur production avec la même facilité. En Europe, particulièrement, ce fait a influé de façon importante sur les programmes récemment mis en œuvre. Afin de maintenir le niveau de la demande sur les marchés de produits alimentaires concurrentiels, il a fallu améliorer la qualité et la présentation des produits de la pêche et satisfaire la préférence croissante des consommateurs pour les plats faciles à préparer, en particulier dans les classes de la population où un grand nombre de femmes travaillent hors du foyer. Toutefois, plus de 50 pour cent des prises en Europe occidentale sont débarquées 10 ou 15 jours après la pêche et le problème du maintien de la qualité à ce stade est particulièrement complexe. Une grande partie des prises est encore distribuée à l'état frais et quelques améliorations ont été apportées à l'emballage et aux transports. La production de filets de poissons, qui a été entreprise pour réaliser des économies dans la distribution des quantités massives de poisson de fond, repose maintenant sur une base solide ayant conquis la faveur du consommateur. Les filets de poisson ont une place particulièrement importante dans le commerce des produits congelés, qui s'est lentement développé en Europe depuis la guerre ; grâce à leur qualité, à leur présentation agréable et à la diversité de leur préparation, ces produits font l'objet d'une demande croissante. A l'inverse de l'Amérique du Nord, l'essor a été lent en Europe par suite du manque d'entrepôts frigorifiques et d'installations de réfrigération dans les circuits de la vente en gros et au détail et également à la résistance opposée par le consommateur aux produits congelés, résistance que l'on est en train de vaincre progressivement. Toutefois, le problème de l'amé-

lioration de la qualité des prises effectuées dans des eaux lointaines se pose toujours avec la même acuité et des expériences et des travaux de recherche très poussés sont effectués en vue de sa solution.

En revanche, les pêches dans les eaux voisines, d'où les prises peuvent être ramenées rapidement, approvisionnent un commerce relativement rentable d'espèces de poissons dont la demande est assez régulière, par exemple les carrelets, les soles et le turbot.

En Amérique du Nord, les problèmes techniques de la commercialisation ont été résolus beaucoup plus facilement qu'en Europe et l'on a vendu toute une série de produits, qu'il s'agisse de produits frais ou ayant subi une précuisson, de poisson entier ou de baguette de poisson, en utilisant des techniques de vente en gros et en détail très étudiées. Toutefois, la concurrence est très développée sur les marchés de produits alimentaires, la consommation de poisson a toujours été relativement faible et le secteur commercial doit faire preuve d'une grande souplesse tant pour créer la demande que pour faire face à cette dernière.

Sur le plan international, les problèmes que posent les préférences des consommateurs sont aggravés par les difficultés de la balance des paiements qui ont eu pour effet, tantôt de restreindre les importations, tantôt de les faire admettre sur des marchés concurrentiels conformément aux engagements pris dans le cadre de l'OECE et du GATT pour libéraliser les échanges.

Dans la plupart des programmes gouvernementaux relatifs aux pêches en Europe et en Amérique du Nord on s'est surtout attaché à résoudre les problèmes de commercialisation par les moyens suivants : développement du marché, réglementation et réorganisation de la commercialisation et fixation ou soutien des prix. Des organismes de développement patronnés par le gouvernement, des offices de commercialisation, des groupements de vente, etc., dotés d'attributions précises en matière de vente et de distribution de produits de la pêche ont été créés en Norvège, aux Pays-Bas, en Allemagne occidentale, en Suède, au Royaume-Uni et tous ces pays appliquent en matière de prix des systèmes de péréquation et de soutien ou bien fixent des prix minimums pour les espèces d'une importance particulière. La plupart des pays de l'Europe du nord-ouest et d'Amérique du Nord appliquent des programmes d'éducation du consommateur, de propagande et d'alimenta-

tion scolaire. En particulier, ces dernières années, les exportateurs de l'Europe du nord-ouest ont conclu une série d'accords commerciaux bilatéraux avec l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale afin d'élargir leurs débouchés. L'OECE a étudié les problèmes de la commercialisation du poisson en Europe occidentale et, à la suite de cette étude, certaines mesures de libéralisation ont été prises. Toutefois, le maintien d'un large éventail de contingents et de tarifs atteste les difficultés que rencontrent les producteurs sur les principaux marchés de consommation. Sans la quasi-totalité des pays qui ont des pêches développées, la situation est dominée par les difficultés que ces pays éprouvent à relever la consommation tout en maintenant les prix à des niveaux économiques, et à écouler les excédents saisonniers sur les marchés tant intérieurs qu'extérieurs.

Il importe toutefois de noter que la consommation humaine de produits de la pêche fait exception à la tendance notée ci-dessus. Après-guerre, le marché des farines de poisson est resté ferme et ne semble pas s'être ressenti de l'accroissement étonnant de la production. Dans les pays où l'on produit de grandes quantités de poisson exclusivement pour la fabrication de farine, en particulier la Norvège, le marché de ce produit représente un élément de stabilité, qui fait contraste avec la situation montante décrite plus haut.

Perspectives. On ne s'attend guère à ce que la situation des pêches très développées change dans l'immédiat ou se renverse brusquement dans l'avenir et l'on prévoit plutôt le maintien de la tendance à la rationalisation des opérations grâce au perfectionnement de la technique et à une meilleure connaissance des ressources et des perspectives d'investissement. L'amélioration des méthodes de localisation et de capture du poisson, des formes des bateaux et de leur propulsion sans aucun doute accroîtra la rapidité et l'efficacité des opérations de pêche, et permettra d'en réduire le coût. Les progrès déjà réalisés dans les procédés de traitement des produits alimentaires montrent qu'il sera possible, dans un avenir assez rapproché, de conserver les produits de la pêche plus longtemps et sous des formes plus variées. Ceci devrait permettre de conférer plus de stabilité au commerce et d'accroître les investissements dans le secteur de la commercialisation du poisson, où l'un des principaux problèmes est celui de la fluctuation des disponibilités. A cet égard, l'évolution économi-

que semble condamner le commerce du poisson frais à faire place peu à peu à celui des produits surgelés en Europe comme en Amérique du Nord, et il se peut que le consommateur réagisse favorablement à une plus grande diversification des produits faciles à préparer.

Cette évolution amènera à concentrer davantage les opérations, à accroître la mécanisation et à tirer un meilleur parti de la main-d'œuvre ; dans certains pays, elle sera facilitée par la pénurie de main-d'œuvre qui est déjà manifeste. Les entreprises les plus importantes auront donc naturellement tendance à renforcer leur position et à étendre leurs activités, probablement au détriment des petites entreprises, sauf lorsque celles-ci font un commerce localisé ou spécialisé ou lorsqu'elles sont protégées ou aidées par le gouvernement pour des raisons économiques et sociales d'ordre général. Les gouvernements continueront pendant quelque temps à fournir une aide financière aux secteurs les plus défavorisés de l'industrie jusqu'à ce que ceux-ci puissent être absorbés par d'autres branches d'activité, ou jusqu'à ce que leur gestion puisse être assurée selon les techniques industrielles modernes. Dans l'immédiat, on s'efforcera de stabiliser la production et la commercialisation aux niveaux actuels, en réformant le matériel ancien qui ne sera pas remplacé (peut-être en mer du Nord et dans certaines pêches côtières), mais on enregistrera une expansion dans le secteur de la farine de poisson, expansion justifiée par la demande de ce produit.

Pêches sous-développées

En revanche, pendant de longues périodes on a enregistré très peu de changements dans l'industrie de la pêche des pays peu développés. La situation des pêches ressemble à beaucoup d'égards à celle de l'agriculture, c'est dire qu'elle est commandée par un sous-développement économique généralisé dont les caractéristiques sont bien connues ; il convient seulement de rappeler que la pauvreté, l'ignorance et les défauts de structure jouent un rôle particulièrement important dans les pêches. L'objectif du présent examen est de décrire les changements qui sont intervenus ou qui pourraient se produire dans un avenir prévisible.

Méthodes de production. Presque partout, les opérations de pêche, quelle que soit leur complexité et l'adresse qu'elles requièrent, sont

effectuées le long de bandes côtières étroites à l'aide d'un équipement rudimentaire et de matériaux d'origine locale. En outre, les activités sont disséminées sur une grande étendue du littoral et des eaux intérieures, et font intervenir un grand nombre de pêcheurs dans des collectivités populenses mais isolées. Pour familiariser les pêcheurs avec l'utilisation de méthodes et d'un équipement améliorés, force est d'avoir recours à des projets-pilote localisés dont l'exécution est facilitée par certains facteurs tels que la demande et les communications. En particulier, la mécanisation des opérations en mer, qui permet d'accélérer la rapidité des expéditions, d'étendre le rayon d'action des bateaux et la durée de la pêche et d'accroître les prises, s'est avérée l'un des moyens d'amélioration les plus efficaces et a donné de bons résultats dans différents pays, en particulier à Bombay, à Hong-kong et à Singapour. Cependant, les problèmes que posent la modernisation des bateaux, l'introduction de nouvelles unités et l'installation de moteurs appropriés ont souvent d'étroits rapports avec ceux de la formation des pêcheurs. De vastes moyens de formation professionnelle sont indispensables pour qu'un nombre croissant de pêcheurs tirent profit des méthodes perfectionnées et pour le moment peu de pays sont équipés de façon satisfaisante à cet égard. Néanmoins, des progrès considérables ont été accomplis depuis la guerre.

Il est clair que ces améliorations exigent un effort financier qui dépasse de beaucoup les moyens des pêcheurs locaux, exception faite de quelques secteurs (Philippines et Indonésie, par exemple) où la mécanisation a été introduite plus tôt qu'ailleurs. Cet effort a dépendu des subventions et des crédits gouvernementaux. Ici encore, c'est surtout à l'échelon local que des investissements ont été effectués, comme par exemple en Inde, au Pakistan, à Ceylan, à Hong-kong, à Singapour, en Côte-de-l'Or et en Barbade, et le montant de ces investissements a été très faible eu égard aux besoins, lesquels sont considérables. Les subventions jouent souvent un rôle important comme moyen de financement ; quant aux prêts, il reste à savoir s'ils peuvent être remboursés et, ce qui importe encore davantage, si l'accroissement des recettes permet de remplacer les bateaux, les machines et les engins de pêche. Néanmoins, le fait que la plupart des programmes que les gouvernements ont exécutés après-guerre en faveur des pêches sous-développées ont prévu l'octroi de

crédits, si limités soient-ils, représente une innovation importante dans la politique des pêches.

Demande. Dans les programmes qui ont été appliqués dans ces régions en matière de pêches au début de l'après-guerre prédominait le désir d'accroître la production de poisson de façon à atteindre certains objectifs nutritionnels. On a été amené, de ce fait, à négliger, consciemment ou non, le facteur «demande» et il en est résulté un déséquilibre qui a persisté dans une certaine mesure et se reflète dans les effectifs des services gouvernementaux des pêches. Néanmoins, la lenteur des progrès réalisés dans le processus de la production a peu à peu attiré l'attention sur le fait que les moyens et les circuits traditionnels de distribution laissaient à désirer et ne se prêtaient aucunement à un accroissement de la production dans la plupart des régions. En outre, les besoins en matière de nutrition ne fournissent pas d'indications satisfaisantes sur la demande des consommateurs qui est limitée principalement par la pauvreté, mais aussi par l'ignorance des divers produits, les préjugés et les interdits religieux.

Ainsi, le problème de la demande est essentiellement double : il s'agit d'abord d'assurer la réforme de la structure et des méthodes du commerce afin d'accroître les disponibilités à moins de frais, et ensuite de mobiliser la demande en faisant un effort éducatif approprié. Au point de vue de la commercialisation, on se heurte avant tout à l'irrégularité des disponibilités de poissons et à leur grande difficulté de conservation, problèmes qu'aggravent, dans de nombreuses régions, les questions de climat et de distance. Comme on ne dispose pas des moyens nécessaires pour détenir, préserver et transporter les approvisionnements, le commerce du poisson a un caractère fortement spéculatif et les négociants ont l'habitude de se protéger en opérant sur la base des marges élevées qu'il est possible d'imposer lorsqu'on contrôle les disponibilités et que l'on approvisionne un marché limité. En particulier, l'émiettement de la production primaire et souvent de la vente au détail a permis aux négociants de s'assurer un quasi-monopole dans leur région et a également encouragé la formation de circuits de distribution longs et compliqués.

La plupart des gouvernements sont maintenant conscients des limites que cette rigide structure de monopole impose à tout programme de développement des pêches, mais jusqu'ici on

s'est peu occupé de déterminer le rôle précis joué par les intermédiaires ou les facteurs qui renforcent cette structure. Beaucoup de gouvernements ont eu recours à l'organisation coopérative pour affaiblir les négociants et accroître les recettes des pêcheurs de façon à développer la production. Il est extrêmement difficile, pour le moment, d'évaluer le succès remporté par cette mesure dans les pays sous-développés, mais, à part quelques exceptions, notables il est vrai, il semble que son principal résultat ait été d'éliminer le négociant sans pour autant influencer sur la structure du commerce. Là où l'organisation coopérative a réussi, par exemple à Bombay et à Hong-kong, des facteurs favorables ont joué, en particulier la pression exercée par la demande dans les grandes agglomérations urbaines. Néanmoins, le coopératisme a une solide assise politique et il existe maintenant un assez grand nombre de coopératives de commercialisation du poisson, notamment en Inde, à Ceylan, en Birmanie, en Indonésie et dans certains territoires non autonomes. Ces coopératives laissent surtout à désirer dans le domaine de la gestion administrative et commerciale, pour laquelle beaucoup de pêcheurs sont mal préparés.

Les gouvernements se sont occupés un peu plus activement de la question de l'équipement et ont installé des fabriques de glace, des entrepôts frigorifiques, des facilités de traitement, des locaux pour la vente en gros et au détail, etc., mais cette action n'a été entreprise que sur une très petite échelle dans quelques centres de pêche.

On n'a pas réalisé jusqu'ici de réels progrès dans le domaine de l'éducation des consommateurs et de la formation professionnelle. Des campagnes ont été menées sur le plan local avec l'aide des experts fournis au titre du Programme élargi d'assistance technique, par exemple au Chili et au Mexique. Dans les régions sous-développées, peu d'efforts ont été faits en général pour encourager l'accroissement de la consommation au moyen de programmes d'éducation des adultes et des écoliers ou de programmes d'alimentation ou de nutrition destinés aux collectivités, etc., et, dans de nombreux cas, de tels efforts seront prématurés tant que l'on ne pourra assurer des disponibilités régulières en poisson. Dans certains pays on a familiarisé quelques fonctionnaires avec les problèmes posés par le traitement et la distribution du poisson, mais cette action n'a pas encore eu de répercussions sur le commerce proprement dit.

Aussi peut-on dire que dans l'ensemble on n'a guère réussi, depuis la guerre, à élargir le goulot d'étranglement entre pêcheurs et consommateurs et c'est là probablement l'une des principales lacunes des programmes gouvernementaux appliqués après les hostilités, lacune qui, incontestablement, est due en partie à la pénurie de personnel qualifié et à la dépendance des pêches vis-à-vis de l'évolution dans d'autres domaines, notamment les transports, l'hygiène, l'éducation et l'industrie en général.

Ressources. Durant la période qui a suivi immédiatement la deuxième guerre mondiale, on a accordé une attention particulière à la nécessité de relever les industries de la pêche des pays sous-développés qui avaient subi des dégâts durant les hostilités et à la possibilité d'accroître la production des pêches dans l'ensemble de ces pays. L'intérêt porté aux pêches a été dû à ce que le poisson est un élément constitutif important de la ration alimentaire des pays asiatiques et à la conviction que les populations des pays sous-développés devraient disposer de quantités plus abondantes de protéines d'origine animale ; dans le même sens a joué le fait que le poisson constitue l'une des ressources les plus accessibles et que la pêche est l'une des activités qu'il est le plus facile de développer. Tout en prenant immédiatement des mesures pour relever et développer l'industrie (citons à cet égard les opérations massives entreprises par l'UNRRA), on s'occupa aussi de façon active des problèmes, notamment spéculatifs, posés par l'emploi des ressources. On s'est également intéressé aux vastes océans de l'hémisphère sud et aux grands réseaux hydrographiques intérieurs de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, où il y aurait d'abondantes ressources inexploitées mais dont il faut commencer par entreprendre l'exploration. C'est une véritable coïncidence que la science des pêches ait été représentée alors presque exclusivement par des biologistes et c'est vraisemblablement ce qui explique pourquoi les programmes gouvernementaux dans le domaine des pêches mirent particulièrement l'accent sur la prospection des ressources. Dans de nombreux pays, l'action gouvernementale a consisté surtout à installer des laboratoires de recherche et l'on est probablement fondé à penser que les travaux de ces derniers ont été entravés sans avoir établi les contacts nécessaires avec l'industrie de la pêche lors de leur création. Ces contacts sont indispensables pour que la science des pêches joue un rôle d'information et pour que les travaux

de recherche soient orientés de façon à satisfaire les besoins de l'industrie. Toutefois, sur les plans tant nationaux qu'internationaux, les programmes en matière de pêches n'ont cessé de se développer. Ainsi, le Conseil indo-pacifique des pêches étend sa compétence à l'ensemble de l'industrie ; il s'occupe en outre de tous les travaux de recherche et de la mise en œuvre de vastes programmes de développement. Ce Conseil et des organismes analogues se sont attachés également à la solution des problèmes que pose le rassemblement des statistiques, à la modernisation des bateaux et des engins de pêche, à l'amélioration et au développement de la commercialisation, aux problèmes sociaux et économiques soulevés par la pêche, à l'accroissement de la consommation de poisson, etc. Des centres de perfectionnement ont été organisés pour familiariser les fonctionnaires avec les aspects généraux de la science des pêches et certains problèmes particuliers. De la sorte, on s'est assuré que les programmes nationaux étaient équilibrés et, partant, que les recherches sur les ressources étaient orientées comme il convient.

Les ressources de pêches accessibles situées à l'intérieur des pays sous-développés sont certes considérables et les grosses quantités de poisson qui sont pêchées dans les eaux intérieures peuvent encore être fortement accrues. On entreprend à l'heure actuelle d'actifs travaux de recherches sur ces ressources et sur les moyens d'en intensifier l'exploitation. Ces travaux portent sur les rivières, les lacs et les réseaux d'irrigation contenant des peuplements naturels de poisson, sur les terres agricoles irriguées, les étangs, les barrages, etc. En mer, d'importants peuplements sont exploités de façon continue mais ils doivent encore faire l'objet de travaux intensifs de recherche sur le modèle de ceux qui ont été effectués dans les pays nordiques. On a pleinement reconnu cette nécessité et des mesures sont prises pour accélérer l'effort de recherche comme il convient. Il y a également de vastes zones où l'exploitation est insignifiante, sinon nulle ; on fournit actuellement un effort de recherche et d'exploitation océanographique pour obtenir une description fondamentale des ressources de ces zones.

Programmes d'assistance internationale. Il n'est pas possible ici d'étudier en détail les différents types d'assistance internationale, bilatérale ou multilatérale, qui sont fournis pour l'exécution des programmes de développement. Toutefois, on pourra mieux se rendre compte de cette

assistance en examinant sommairement le problème du développement des pêches sous le triple aspect suivant : absence de coordination dans l'établissement des programmes, insuffisance de capitaux, et manque d'efficacité au stade de la gestion et de l'exécution. Cette façon de procéder permet en outre de grouper de manière appropriée les activités des institutions que l'aide extérieure intéresse au premier chef.

L'Administration de coopération internationale (ICA) et les organismes antérieurs qui ont eu pour tâche d'administrer l'assistance des Etats-Unis pour le développement technique se sont surtout occupés des deux derniers aspects du problème, c'est-à-dire : acquisition d'installations et d'équipement et octroi de conseils techniques au stade de l'exécution. Au titre de ce programme d'assistance, qui s'est appliqué à beaucoup de pays sous-développés, ont été fournis : bateaux de pêche, machines, filets, cordages, moyens de transport, fabriques de glace, entrepôts frigorifiques, établissements de traitement, etc ; dans certains cas, des experts ont été envoyés auprès des gouvernements pour les aider à utiliser l'équipement ainsi octroyé, par exemple dans les opérations de pêche, les travaux de recherche et le traitement du poisson. Dans quelques pays, des conseillers ont été fournis aux gouvernements pour les aider surtout à déterminer les besoins d'équipement, à examiner si certains projets sont justifiés et, dans l'affirmative, aider à les exécuter. Grâce à ses vastes ressources et à l'ampleur de son champ d'action, l'ICA a joué un rôle important dans de nombreux programmes nationaux de développement, spécialement en matière des pêches où les ressources financières locales sont limitées, même par rapport à celles dont on dispose pour d'autres secteurs.

Dans le domaine des pêches, l'application du Plan de Colombo, lequel se limite à l'Asie du Sud-Est, a porté, jusqu'à présent, en grande partie sur Ceylan. Un vaste programme a été mis en œuvre dans ce pays au titre duquel on a fourni des chalutiers de haute mer, des entrepôts frigorifiques et un certain nombre de petits moteurs marins, tandis qu'une équipe d'experts s'est occupée pendant plusieurs années de la gestion et du développement des coopératives de pêcheurs. On se prépare actuellement à étendre cette assistance à d'autres pays de la région.

Il convient également de mentionner l'accord conclu entre la Norvège, l'Inde et les Nations Unies, en vertu duquel une équipe d'experts norvégiens est en train d'aider au développement

économique et social d'une collectivité de pêcheurs dans l'état de Travancore-Cochin. Il s'agit là d'un programme sans précédent dans le domaine des pêches et l'on a fourni une aide technique et matérielle dans tous les aspects de la vie locale : pêche, commercialisation, coopératives, hygiène, construction de logements, de routes, etc.

Dans tous les programmes précités, l'octroi d'une aide financière sous forme d'équipement joue un rôle capital. A cet égard, ces programmes diffèrent de celui de la FAO, lequel vise avant tout à mettre au point et à coordonner les programmes de développement de la production alimentaire et à envoyer des experts chargés de fournir des conseils sur l'élaboration et l'exécution de projets nationaux de développement. L'aide de la FAO ne prévoit pas la fourniture d'équipement au-delà des besoins limités d'un projet déterminé ou de la démonstration. A l'inverse des autres institutions, une des fonctions essentielles de la FAO est d'établir un dispositif permanent de consultation à l'intention de ses Etats Membres, de maintenir une liaison continue avec ces derniers et de suivre l'exécution de leurs programmes. Dans le domaine des pêches, cette action a exercé des effets considérables sur les programmes de développement ces dix dernières années. De fait, dans de nombreux pays, on était très mal renseigné sur les pêches, sur leurs possibilités de mise en valeur ou les problèmes qu'elles posent, et l'on ne disposait pas d'experts qualifiés pour effectuer les premières évaluations indispensables à l'élaboration de programmes. Aussi ces pays se sont-ils tournés vers la FAO pour lui demander conseil. La création, sous l'égide de celle-ci, de conseils régionaux dans les régions indo-pacifique et méditerranéenne a répondu à la nécessité pour les gouvernements de procéder à des échanges de vues à l'échelon régional sur les problèmes d'intérêt commun, et ces organismes ont été amenés à jouer un rôle important dans l'élaboration des politiques de leurs Etats Membres. Outre les consultations et les enquêtes effectuées dans le cadre de son programme ordinaire, la FAO, au titre du Programme élargi d'assistance technique, a entrepris des études sur les pêches, évalué les projets de développement et établi des plans. Au stade de l'exécution, ses activités ont été surtout fonction des ressources locales en personnel et en équipement, notamment pour l'effort de formation et de démonstration.

Cette action a mis en lumière l'insuffisance des mesures prises dans les pays bénéficiaires

pour tirer parti de l'assistance fournie, en particulier dans le domaine des pêches. Outre les bourses qui sont normalement octroyées pour faire suite aux projets exécutés sur le terrain, on a organisé un certain nombre de centres de perfectionnement, suivant les besoins régionaux, dans les domaines suivants : administration des pêches, biologie, statistique, commercialisation et pêches intérieures.

Il serait prématuré d'évaluer l'aide qui a été ainsi fournie mais il est clair qu'elle a exercé des effets considérables sur les programmes des pêches de portée limitée et, indépendamment des résultats qu'elle a permis d'obtenir sur le plan local, elle a influé de façon permanente sur l'orientation de la politique des pêches dans les régions intéressées.

Il y a des indices encourageants d'un resserrement de la coopération entre les institutions en cause et la valeur de l'aide internationale serait certes fortement accrue si l'on pouvait, d'une part, organiser un système permanent de consultations au stade de la conception et, d'autre part, coordonner les programmes d'investissement et l'assistance fournie sur le terrain.

Perspectives. Sans doute est-il banal de constater l'improbabilité d'un changement radical de la situation des pêches sous-développées dans un proche avenir ; mais il convient de préciser que cet état de choses est dû au fait que la coordination de la politique des pêches avec l'ensemble de la politique économique et alimentaire, laisse beaucoup à désirer, et que les services publics dans le secteur des pêches, désavantagés au point de vue des effectifs par rapport aux services publics agricoles, manquent d'efficacité ; souvent ces facteurs gênent davantage le développement des pêches que les difficultés techniques soulevées par l'introduction de perfectionnements. Bien entendu, pour que la production et la consommation de poisson subissent un accroissement global important, il faut que l'évolution économique des autres secteurs libère la demande des

entraves qui l'enserrent actuellement. A l'échelon local, toutefois, on peut s'attendre à une amélioration dans certains domaines. Les travaux de recherche qui sont effectués sur les pêches marines sont de toute nécessité des travaux à longue échéance ; toutefois, sur la base des enquêtes qui ont déjà été effectuées, on peut obtenir certains résultats en entreprenant des pêches expérimentales en marge des opérations actuelles. La mécanisation et la modernisation des engins de pêche se poursuivront particulièrement en Inde et cette évolution devrait être facilitée par la rationalisation de la commercialisation qui sera réalisée grâce à l'amélioration des communications et à l'utilisation de moyens d'entreposage et de traitement, si limités soient-ils. Sur le plan institutionnel, la commercialisation restera un handicap mais il paraît certain qu'un nombre beaucoup plus grand de gouvernements s'attacheront maintenant à la solution de ce problème et l'on peut prévoir un développement de la commercialisation coopérative.

Il est probable que les améliorations les plus sensibles seront réalisées dans la région indo-pacifique où la production de poisson revêt beaucoup plus d'importance et où l'on a bien mieux saisi sa valeur qu'ailleurs. Il faut s'attendre à peu de changements dans le Proche-Orient, mais il y a tout lieu de croire que les programmes dont l'exécution est considérablement avancée en Afrique donneront de bons résultats, et contribueront en particulier à améliorer les pêches intérieures et à rationaliser les méthodes de pêche. En Amérique latine, le développement est associé plus étroitement au problème de la balance des paiements et si l'on peut s'attendre à un accroissement de la production de certaines denrées exportables de grande consommation, telles que la farine de poisson et le thon, il sera plus difficile d'intensifier la production des espèces bon marché en vue de la consommation intérieure et il faudra faire un effort considérable pour établir un réseau de distribution sur les marchés intérieurs.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE I. — PRODUCTION MONDIALE DES PRINCIPAUX PRODUITS (ESTIMATIONS)
(non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine)

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
<i>..... Millions de tonnes</i>					
Blé	95,0	113,0	129,9	118,2	122,2
Orge	28,5	36,1	43,7	44,2	45,8
Avoine	37,5	42,9	42,2	43,6	46,6
Maïs	94,1	118,4	127,3	121,6	129,4
Riz (paddy)	100,9	106,1	121,6	116,1	122,3
Sucre (centrifugé).	20,0	26,6	30,8	31,5	31,6
Matières grasses (équivalent en huile) ¹	15,0	18,0	19,9	20,9	20,4
Agrumes.	11,1	14,9	16,9	17,3	17,4
Cacao	0,73	0,75	0,74	0,82	0,78
Café.	2,41	2,24	2,50	2,47	2,64
Thé.	0,46	0,56	0,60	0,65	0,67
Tabac.	1,96	2,44	2,68	2,79	2,83
Coton (fibre).	5,48	5,76	6,66	6,50	6,78
Jute.	1,95	2,03	1,50	1,65	2,32
Laine (en suint)	1,51	1,59	1,74	1,76	1,81
Caoutchouc (naturel)	1,00	1,74	1,76	1,83	1,94
Lait (total)	193,6	207,3	225,4	228,3	228,0
Viande (total) ²	25,4	29,7	33,8	35,4	36,8
Œufs ³	4,48	6,10	6,73	7,37	7,37

¹ Y compris les graisses d'origine animale.

² Europe occidentale, Amérique du Nord, Amérique latine et Océanie seulement.

³ Europe occidentale, Amérique du Nord et Océanie seulement.

TABLEAU ANNEXE 2A. — EUROPE OCCIDENTALE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
<i>..... Millions de tonnes</i>					
Céréales panifiables	38,55	36,75	41,95	43,34	44,29
Céréales secondaires ¹	35,24	32,30	38,97	36,84	38,94
Sucre (centrifugé).	4,02	5,19	7,14	6,63	6,74
Pommes de terre.	69,87	76,34	77,87	80,60	73,90
Agrumes.	1,99	2,10	2,36	2,64	2,61
Pommes.	7,43	8,72	9,23	9,45	8,62
Vin	14,13	13,09	15,84	15,29	14,60
Huile d'olive.	0,81	0,86	1,10	0,85	0,75
Tabac.	0,19	0,25	0,28	0,28	0,29
Viande de bœuf et de veau. . . .	3,92	3,67	4,48	4,79	4,93
Viande de porc.	4,18	3,84	4,87	5,19	5,39
Viande de mouton et d'agneau . .	0,73	0,57	0,62	0,64	0,65
Œufs	2,14	2,24	2,60	2,67	2,72
Lait (total).	80,06	82,33	93,20	94,94	² 96,04
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	107	123	124	125
PRODUITS FORESTIERS ³					
Sciages de résineux (millions de standards)	10,24	9,21	9,15	9,55	10,03
Sciages de feuillus (millions de mètres cubes)	9,07	9,69	8,66	8,85	9,52
Contre-plaqués (millions de mè- tres cubes).	1,09	1,28	1,50	1,88	2,04
Panneaux de fibres (durs et iso- lants)	0,17	0,72	0,86	1,09	1,25
Pâte de bois (chimique).	6,67	5,90	6,45	7,69	8,30
Pâte de bois (mécanique).	3,95	3,55	4,09	4,59	4,80
Papier journal	2,80	2,39	2,82	2,99	3,20
Autres papiers et cartons.	8,29	8,64	10,39	12,13	13,30

¹Orge, avoine et maïs.²Sur la base de l'année civile, la production de lait est tombée de 91,10 millions de tonnes en 1954 à 89,98 millions de tonnes en 1955.³Y compris l'Europe orientale. Les chiffres se réfèrent à l'année civile (pour l'avant-guerre à 1938).

TABLEAU ANNEXE 2B. — EUROPE OCCIDENTALE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
..... Millions de tonnes					
EXPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	1,44	0,75	1,02	2,27	3,36
Sucre	0,80	1,28	1,51	1,57	1,70
Agrumes.	1,18	0,91	1,42	1,25	1,41
Vin	0,53	0,49	0,66	0,77	0,74
Bacon, jambon et porc salé. . .	0,27	0,15	0,27	0,27	0,29
Œufs en coquille.	0,20	0,17	0,23	0,27	0,26
Raisins secs	0,12	0,08	0,11	0,13	0,05
..... Millions de mètres cubes					
Grumes de résineux ¹	2,39	1,64	0,76	0,99	1,20
Grumes de feuillus ¹	0,50	0,45	0,50	0,67	0,94
Bois à pâte ¹	3,03	3,31	2,43	3,88	5,41
Bois de mine ¹	3,16	2,82	1,92	2,28	2,76
Sciages de résineux ¹	13,86	10,58	12,61	13,57	14,44
..... Millions de tonnes					
IMPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	14,84	14,35	12,85	12,99	13,51
Maïs	8,46	4,03	4,24	4,27	4,47
Riz (usiné).	1,27	0,38	0,36	0,40	0,59
Sucre	3,43	4,20	5,26	3,75	3,94
Huiles végétales et oléagineux (équivalent en huile)	2,76	2,34	2,43	2,70	2,75
Oranges	1,28	1,32	1,90	1,92	1,99
Viande de bœuf (fraîche)	0,68	0,39	0,39	0,36	0,47
Viande de mouton	0,35	0,36	0,37	0,34	0,37
Viande en conserve.	0,08	0,19	0,19	0,20	0,21
Beurre.	0,57	0,39	0,40	0,32	0,38
Fromage.	0,23	0,27	0,28	0,28	0,28
Caoutchouc (naturel)	0,36	0,59	0,66	0,71	0,81
Coton (fibre).	1,75	1,40	1,43	1,58	1,41
Jute.	0,58	0,38	0,57	0,48	0,53
Laine (dessuintée).	0,50	0,45	0,53	0,47	0,51
Café.	0,69	0,48	0,59	0,61	0,67
Thé.	0,26	0,23	0,25	0,28	0,26
Cacao	0,36	0,33	0,39	0,40	0,40
Tabac.	0,37	0,34	0,38	0,39	0,40
Vin	1,68	1,39	1,59	2,00	2,37

¹Y compris l'Europe orientale.

TABLEAU ANNEXE 3A. — U.R.S.S. : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

ANNÉE	Céréales	Graine de tournesol	Betterave à sucre	Coton (brut)	Lin (fibre)
..... Millions de tonnes					
1950	100	2,8	21,4	3,38	0,72
1951	97	2,7	24,4	3,55	0,55
1952	113	3,4	22,9	3,58	0,60
1953	101	4,1	23,8	3,68	0,46
1954	105	3,0	20,3	3,99	0,61
1955	129	5,8	31,4	3,68	1,07
1955 (objectif)	(145)	(4,3)	(35,8)	(5,28)	(1,04)
1960 (objectif)	(180)	(8,9)	(48,4)	(5,74)	(1,44)

NOTE : Ces chiffres se réfèrent aux récoltes, que l'on estime représenter 80 pour cent du rendement « biologique » pour les céréales et 90 pour cent pour les autres cultures. Ils sont calculés à partir de pourcentages basés sur 1950.

TABLEAU ANNEXE 3B. — U.R.S.S. : EFFECTIFS DU BÉTAIL

ANNÉE	Tous bovins	Vaches	Porcins	Ovins
..... Millions de têtes (au 1 ^{er} octobre)				
1953	63,0	26,0	47,6	114,9
1954	64,9	27,5	51,1	117,5
1955	67,0	29,2	52,1	124,9

TABLEAU ANNEXE 3 C. — U.R.S.S., EUROPE ORIENTALE ET CHINE : PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

ANNÉE	U.R.S.S. ¹		Europe orientale	Chine ⁴
	Rendement « biologique » ²	Cultures récoltées ³		
	..... <i>Millions de tonnes</i>			
1950	124	100	...	...
1951	121	97	...	...
1952	131	113	33	164
1953 . . . . .	...	101	36	165
1954 . . . . .	...	105	37	170
1955 . . . . .	...	129	45	180

¹Y compris les pois.

²Chiffres officiels du rendement biologique.

³Estimations des récoltes (voir note au tableau annexe 3A).

⁴Y compris pois, pommes de terre et arachides.

TABLEAU ANNEXE 3D. — U.R.S.S. : PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS

PRODUIT	1953	1954	1955
..... Millions de tonnes			
PRODUCTION			
Sciages de résineux (millions de standards). . .	12,08	12,55	¹ 13,00
Sciages de feuillus (millions de mètres cubes). .	9,96	10,35	¹ 10,50
Contre-plaqués (millions de mètres cubes) . . .	0,95	1,02	¹ 1,07
Panneaux de fibre	¹ 0,14	¹ 0,16	¹ 0,18
Pâte de bois (chimique)	¹ 1,10	¹ 1,20	¹ 1,30
Pâte de bois (mécanique).	0,70	¹ 0,75	¹ 0,80
Papier journal.	¹ 0,45	¹ 0,47	¹ 0,48
Autres papiers et cartons.	¹ 1,70	¹ 1,89	¹ 2,10
..... Millions de mètres cubes			
EXPORTATIONS			
Bois de mine ²	0,40	0,59	0,73
Sciages de résineux ²	1,14	1,45	1,83
Contre-plaqués	0,05	0,06	¹ 0,08

¹Estimation FAO.²Exportations à destination de pays de l'Europe occidentale seulement.

TABLEAU ANNEXE 4A. — AMÉRIQUE DU NORD : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
	..... Millions de tonnes				
Blé	133,80	44,38	48,54	35,21	38,98
Maïs	165,60	82,07	81,62	77,03	81,70
Riz (paddy)	0,96	1,92	2,39	2,91	2,42
Viande de bœuf et de veau	4,08	5,21	6,83	7,21	7,49
Viande de porc	3,59	5,36	4,97	4,94	5,42
Lait	54,63	59,58	62,17	63,17	63,96
Œufs	2,42	3,86	4,13	4,35	4,48
Fèves de soja	1,17	7,35	7,43	9,46	10,26
Arachides	0,54	0,84	0,72	0,47	0,79
Graines de coton	4,93	5,28	6,12	5,17	5,50
Tabac	0,62	1,02	1,00	1,10	1,09
Coton (fibre)	2,76	3,09	3,57	2,97	3,18
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	138	148	146	153
PRODUITS FORESTIERS²					
Sciages de résineux (millions de standards)	11,82	18,28	19,26	18,50	20,02
Sciages de feuillus (millions de mètres cubes)	12,08	18,50	20,65	20,11	18,66
Contre-plaqués (millions de mètres cubes)	0,82	3,15	4,93	5,02	6,11
Panneaux de fibres (durs et iso- lants)	0,64	1,23	1,42	1,53	1,70
Pâte de bois (chimique)	5,20	13,25	16,06	16,99	19,18
Pâte de bois (mécanique)	3,44	7,25	7,82	8,14	8,60
Papier journal	3,38	5,74	6,17	6,51	7,02
Autres papiers et carton	10,05	21,12	23,30	23,20	25,69

¹Moyenne 1937-41. La production moyenne pour 1934-38 a été anormalement faible par suite de la sécheresse en 1934 et 1936.²Les chiffres se réfèrent à l'année civile (pour l'avant-guerre à 1938).

TABLEAU ANNEXE 4B. — AMÉRIQUE DU NORD : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
<i>Millions de tonnes</i>					
EXPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	6,03	18,38	16,68	13,11	13,49
Maïs.	0,80	2,31	3,37	1,96	2,78
Riz (équivalent de riz usiné). . . .	0,07	0,54	0,70	0,57	0,51
Sucre	0,08	0,10	0,07	0,01	0,07
Huiles végétales et oléagineux (équivalent en huile).	0,02	0,36	0,30	0,58	0,51
Oranges	0,15	0,23	0,37	0,33	0,30
Tabac.	0,20	0,22	0,25	0,22	0,27
Coton (fibre).	1,29	1,05	0,65	0,94	0,56
<i>Millions de mètres cubes</i>					
Grumes de résineux. . . . .	...	0,33	0,49	0,60	0,56
Grumes de feuillus . . . . .	...	0,23	0,24	0,25	0,20
Bois à pâte . . . . .	...	5,68	4,49	4,64	4,85
Sciages de résineux. . . . .	...	8,42	9,28	11,15	12,56
<i>Millions de tonnes</i>					
IMPORTATIONS BRUTES					
Sucre ¹	4,02	4,76	5,02	4,90	5,13
Huiles végétales et oléagineux (équivalent en huile).	0,77	0,44	0,39	0,46	0,47
Agrumes ²	0,77	0,19	0,23	0,21	0,20
Café.	0,81	1,27	1,31	1,07	1,23
Thé.	0,06	0,06	0,07	0,07	0,07
Cacao	0,26	0,29	0,27	0,25	0,24
Laine (dessuintée).	0,07	0,19	0,14	0,10	0,12
Jute.	0,07	0,08	0,10	0,04	0,05
Sisal	0,15	0,19	0,18	0,17	0,18
Caoutchouc (naturel)	0,52	0,80	0,70	0,65	0,65

¹Non compris les importations en provenance des territoires des Etats-Unis.²Citrons et oranges seulement.

TABLEAU ANNEXE 5A. — AMÉRIQUE LATINE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
<i>..... Millions de tonnes</i>					
Maïs	18,00	15,12	18,55	17,40	21,00
Blé	8,62	7,96	9,78	11,74	8,82
Sucre (centrifugé).	6,89	12,32	12,70	12,79	12,84
Café.	2,11	1,89	2,01	1,95	2,22
Viande ¹	5,02	6,06	6,05	6,22	6,40
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	121	131	136	138

¹Bœuf et veau, porc, mouton et agneau.

TABLEAU ANNEXE 5B. — AMÉRIQUE LATINE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
<i>..... Millions de tonnes</i>					
EXPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	3,45	2,00	2,62	3,38	4,13
Maïs	6,61	1,20	1,13	2,24	0,52
Riz (équivalent de riz usiné) . .	0,11	0,25	0,16	0,17	0,20
Sucre	4,85	7,94	8,84	7,51	8,56
Viande de bœuf	0,51	0,27	0,17	0,17	0,21
Viande de mouton	0,07	0,06	0,06	0,07	0,09
Viande en conserve.	0,12	0,12	0,08	0,10	0,11
Coton (fibre).	0,34	0,39	0,56	0,74	0,42
Laine (dessuintée).	0,12	0,12	0,17	0,11	0,10
Café.	1,40	1,61	1,70	1,35	1,49
Cacao	0,21	0,18	0,21	0,22	0,20
IMPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	1,67	2,84	3,31	3,52	3,70
Riz (équivalent de riz usiné) . .	0,39	0,50	0,48	0,26	0,28
Sucre	0,24	0,35	0,40	0,41	0,42
Pommes de terre.	0,18	0,24	0,22	0,21	0,16

TABLEAU ANNEXE 6A. — OCÉANIE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
<i>Millions de tonnes</i>					
Blé	4,38	5,30	5,52	4,70	5,40
Sucre (centrifugé).	0,94	1,04	1,47	1,48	1,36
Viande ¹	1,42	1,58	1,74	1,79	1,86
Lait (total)	² 10,13	10,53	10,58	11,32	11,50
Laine (dessuintée).	0,32	0,41	0,44	0,47	0,50
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	113	123	125	132

¹Bœuf et veau, porc, mouton et agneau.²Australie : 1938/39.

TABLEAU ANNEXE 6B. — OCÉANIE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
<i>Millions de tonnes</i>					
EXPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	2,79	3,10	2,69	1,94	2,45
Sucre	0,56	0,47	0,92	0,80	0,80
Viande de bœuf	0,16	0,13	0,20	0,18	0,24
Viande de mouton et d'agneau	0,27	0,30	0,32	0,34	0,30
Beurre.	0,24	0,21	0,20	0,18	0,23
Fromage.	0,10	0,12	0,13	0,12	0,12
Coprah	0,21	0,18	0,19	0,21	0,21
Laine (dessuintée).	0,29	0,43	0,44	0,41	0,47
IMPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	0,06	0,21	0,25	0,27	0,36
Sucre	0,08	0,10	0,10	0,13	0,13
Caoutchouc (naturel)	0,01	0,04	0,04	0,06	0,06

TABLEAU ANNEXE 7A. — EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)
PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
	<i>Millions de tonnes</i>				
Riz (équivalent de riz usiné) . . .	64,08	65,76	75,21	70,31	75,24
Blé	12,13	11,35	11,50	13,51	13,58
Toutes céréales.	102,65	101,15	117,88	116,24	118,81
Sucre (centrifugé et brut, en équivalent de brut)	6,77	5,76	6,69	7,59	7,62
Racines féculentes	21,63	27,03	29,99	31,19	31,87
Légumineuses	9,31	10,00	10,40	12,16	12,26
Oléagineux (équivalent en huile). .	3,88	4,06	4,57	4,97	4,86
Thé.	0,45	0,53	0,57	0,62	0,63
Tabac.	0,79	0,61	0,68	0,77	0,78
Coton (fibre).	1,09	0,89	1,14	1,30	1,21
Jute.	1,53	1,91	1,35	1,42	2,10
Caoutchouc (naturel)	0,96	1,65	1,65	1,72	1,74
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	104	113	115	119

TABLEAU ANNEXE 7B. — EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)
EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
<i>Millions de tonnes</i>					
EXPORTATIONS BRUTES					
Riz (équivalent de riz usiné) . .	8,92	3,06	2,74	3,23	3,54
Sucre	3,21	0,98	1,93	1,81	1,67
Huiles végétales et oléagineux (équivalent en huile).	1,90	1,39	1,26	1,37	1,62
Thé.	0,36	0,40	0,45	0,47	0,40
Coton (fibre).	0,68	0,28	0,35	0,19	0,22
Jute.	0,78	0,85	0,98	0,79	0,98
Caoutchouc (naturel)	1,15	2,01	1,87	2,03	2,15
IMPORTATIONS BRUTES					
Riz (équivalent de riz usiné) . .	6,13	3,08	3,31	3,57	2,96
Blé et farine de blé	1,00	4,89	6,33	3,85	4,26
Toutes céréales.	7,69	9,47	11,20	8,53	8,35
Huiles végétales et oléagineux (équivalent en huile)	0,49	0,35	0,36	0,46	0,54
Sucre	1,65	1,14	1,92	2,55	2,29
Coton (fibre).	1,12	0,52	0,68	0,72	0,64
Jute.	0,04	0,27	0,27	0,26	0,27
Caoutchouc (naturel)	0,25	0,46	0,39	0,45	0,48

TABLEAU ANNEXE 8A. — PROCHE-ORIENT : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisaires)
..... Millions de tonnes					
Blé	9,64	11,13	15,74	13,30	14,33
Orge	4,75	5,27	7,26	6,42	6,30
Riz (paddy)	1,68	2,06	1,76	2,27	1,95
Toutes céréales ¹	21,79	25,43	32,89	30,46	31,17
Sucre (centrifugé).	0,22	0,43	0,57	0,62	0,71
Agrumes.	0,79	0,84	1,15	1,12	1,13
Coton (fibre).	0,56	0,66	0,67	0,76	0,80
Tabac.	0,09	0,12	0,16	0,14	0,16
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	121	143	141	140

¹Y compris seigle, avoine, maïs, millet, sorgho.

TABLEAU ANNEXE 8B. — PROCHE-ORIENT : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisaires)
..... Millions de tonnes					
EXPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	0,24	0,28	0,84	1,29	0,29
Orge	0,36	0,46	0,84	1,01	0,58
Riz (équivalent de riz usiné)	0,15	0,27	0,07	0,12	0,27
Toutes céréales ¹	0,92	1,11	1,92	2,57	1,23
Agrumes.	0,30	0,20	0,24	0,38	0,26
Coton (fibre).	0,47	0,47	0,64	0,52	0,61
Tabac.	0,04	0,07	0,08	0,07	0,07
IMPORTATIONS BRUTES					
Blé et farine de blé	0,30	1,39	1,32	0,78	0,95
Toutes céréales ¹	0,49	1,73	1,56	0,97	1,34
Sucre	0,32	0,47	0,64	0,66	0,66

¹Y compris seigle, avoine, maïs, millet, sorgho.

TABLEAU ANNEXE 9A. — AFRIQUE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953/54	1954/55	1955/56 (chiffres provisoires)
	..... Millions de tonnes				
Blé	2,50	2,98	3,64	4,09	3,58
Orge	2,09	2,56	2,98	3,14	2,33
Maïs	4,50	6,63	8,00	7,92	7,80
Riz (paddy)	1,68	2,43	2,68	2,70	2,13
Sucre (centrifugé)	0,95	1,36	1,59	1,72	1,86
Arachides (équivalent en huile) . .	0,56	0,70	0,84	0,76	0,83
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	100	128	145	147	145

TABLEAU ANNEXE 9B. — AFRIQUE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUIT	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955 (chiffres provisoires)
	..... Millions de tonnes				
EXPORTATIONS BRUTES					
Céréales ¹	1,46	1,25	1,28	2,09	2,21
Sucre	0,66	0,71	0,85	1,00	1,05
Arachide (équivalent en huile) .	0,33	0,26	0,30	0,35	0,31
Palmistes (équivalent en huile) .	0,31	0,33	0,34	0,35	0,34
Huile d'arachide	—	0,08	0,15	0,15	0,14
Huile de palme	0,24	0,33	0,37	0,39	0,39
Agrumes.	0,15	0,41	0,47	0,54	0,64
Coton (fibre).	0,13	0,19	0,23	0,24	0,31
Laine (dessuintée)	0,05	0,05	0,06	0,06	0,05
Café.	0,11	0,26	0,29	0,31	0,37
Cacao	0,46	0,48	0,52	0,47	0,45
Tabac.	0,03	0,07	0,08	0,09	0,08
IMPORTATIONS BRUTES					
Céréales ¹	0,78	1,09	1,35	1,03	1,15
Sucre	0,37	0,52	0,69	0,80	0,85

¹Blé et farine de blé, orge, maïs, sorgho, riz, avoine.

TABLEAU ANNEXE 10. — VALEURS UNITAIRES MONDIALES MOYENNES A L'IMPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS (EN DOLLARS E.-U.)

PRODUIT	1947/9	1950/1	1952/3	1954	1955	1 9 5 4				1 9 5 5			
						I	II	III	IV	I	II	III	IV
	Dollars E.-U. la tonne												
Blé	107	88	92	77	78	80	80	76	75	79	78	78	77
Farine de blé	146	112	122	114	105	121	119	108	113	106	105	106	105
Orge	87	76	85	62	69	63	59	59	67	73	71	67	65
Maïs	89	76	90	72	74	74	75	71	70	77	75	74	69
Riz (usiné).	171	139	184	166	136	183	166	157	149	136	136	134	137
Sucre (brut et raffiné)	125	134	129	122	120	122	123	124	117	120	122	121	118
Pommes	146	125	131	156	139	149	197	149	99	166	158	158	94
Bananes ¹	102	103	101	100	100	101	100	107	90	97	103	101	100
Oranges et mandarines	165	129	128	134	129	116	136	166	156	119	123	155	142
Raisins secs	282	256	257	235	269	218	218	232	254	246	254	253	293
Coprah	232	230	191	196	173	219	208	181	177	183	177	166	166
Palmistes	161	170	173	156	144	173	171	148	135	147	143	142	143
Fèves de soja	213	123	127	126	114	121	140	149	117	122	120	113	104
Arachides (décorti- quées).	203	213	248	236	214	231	248	236	221	217	216	217	204
Huile d'olive.	958	690	597	528	578	472	521	541	560	541	569	599	613
Huile de coco	359	377	296	312	258	359	314	300	282	293	258	142	242
Huile de palme	281	274	244	204	224	194	199	214	209	219	226	223	228
Huile de palmiste	400	383	325	304	268	326	329	280	283	276	280	257	261
Huile de soja	439	371	346	336	303	332	343	348	322	312	295	306	295
Huile d'arachide	471	477	453	441	350	452	476	443	408	361	328	355	309
Viande de bœuf et de veau	350	423	439	480	484	479	476	470	493	514	491	469	467
Viande de mouton et d'agneau.	357	320	377	452	521	437	433	445	498	562	487	479	538
Bacon.	747	645	718	645	630	647	645	642	647	646	617	628	630
Fromage.	725	593	643	637	645	612	618	637	695	610	600	615	758
Beurre	979	841	954	978	977	979	974	975	985	957	937	940	1 101
Oeufs	803	624	720	628	638	598	504	657	725	564	525	647	780
Fourteaux	105	77	86	84	111	83	76	87	90	112	125	107	105
Café.	613	1 152	1 268	1 581	1 266	1 385	1 723	1 798	1 564	1 439	1 240	1 207	1 200
Cacao	622	709	743	1 132	906	929	1 216	1 331	1 195	1 038	990	819	736
Thé.	1 143	1 055	1 026	1 419	1 541	1 146	1 415	1 401	1 731	1 858	1 499	1 209	1 438
Vin	263	168	167	145	140	149	148	141	143	140	142	135	144
Tabac.	1 252	1 228	1 307	1 374	1 386	1 352	1 399	1 359	1 384	1 289	1 390	1 429	1 414
Graines de lin	244	175	183	129	145	169	149	115	116	145	146	147	143
Huile de lin	558	374	345	189	236	220	192	177	176	205	236	253	254
Coton (brut).	832	1 073	943	877	854	826	866	890	938	857	914	847	798
Jute	345	298	236	202	219	209	209	203	189	228	242	213	192
Laine (en suint)	1 507	2 109	1 603	1 660	1 513	1 742	1 624	1 631	1 624	1 574	1 540	1 501	1 413
Caoutchouc (naturel)	415	823	643	453	719	394	417	469	542	625	666	716	866

¹Valeurs unitaires moyennes à l'exportation.

²Données pour 1954 et 1955; non compris les importations des territoires espagnols de produits provenant d'Espagne.

TABLEAU ANNEXE II. — ESTIMATIONS DE LA TENEUR EN CALORIES ET PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES PAR HABITANT DANS DIFFÉRENTS PAYS

RÉGION ET PAYS	Calories				Toutes protéines				Protéines animales			
	Avant- guerre ¹	Moyen- ne an- nuelle 1951/52- 1953/54	1953/54	1954/55	Avant- guerre ¹	Moyen- ne an- nuelle 1951/52- 1953/54	1953/54	1954/55	Avant- guerre ¹	Moyen- ne an- nuelle 1951/52- 1953/54	1953/54	1954/55
	..... Nombre par jour .....				..... Grammes par jour							
EUROPE												
Autriche.	2 930	2 720	2 775	2 790	87	81	83	83	40	38	40	40
Belgique-Luxembourg.	2 815	2 940	2 930	...	84	86	86	...	34	41	41	...
Danemark.	3 420	3 270	3 280	3 300	91	91	91	89	57	51	50	49
Finlande.	3 000	3 120	3 100	...	95	98	96	...	44	51	51	...
France.	2 870	2 810	2 795	2 785	97	95	95	96	43	45	48	49
Allemagne occidentale.	3 040	2 840	2 905	2 945	85	77	76	77	43	39	40	42
Grèce.	2 605	2 505	2 520	2 540	84	78	79	80	23	19	21	21
Irlande, Rép. d' ²	3 400	3 510	3 545	3 485	99	96	97	96	48	49	50	49
Italie.	2 520	2 550	2 595	2 595	82	78	79	80	20	21	22	23
Pays-Bas.	2 840	2 900	2 910	2 925	80	80	81	81	41	41	42	42
Norvège.	3 210	3 100	3 120	3 140	90	94	90	91	49	53	50	51
Portugal. . . . .	...	2 410	2 365	...	...	65	65	...	...	21	22	...
Suède.	3 120	3 020	2 980	2 975	95	89	86	87	59	57	55	56
Suisse.	3 140	3 120	3 075	3 100	96	94	92	92	54	51	51	51
Royaume-Uni.	3 110	3 090	3 140	3 230	80	85	85	86	44	44	46	47
Yougoslavie.	3 025	2 650	2 710	...	95	83	86	...	22	19	20	...
AMÉRIQUE DU NORD												
Canada.	3 015	3 050	3 030	3 120	84	93	94	98	48	58	61	63
Etats-Unis ²	3 150	3 100	3 090	3 090	89	90	91	92	50	61	63	63
EXTRÊME-ORIENT												
Inde.	1 970	1 720	1 840	...	56	47	50	...	8	6	6	...
Pakistan. . . . .	...	2 080	2 190	...	...	51	53	...	...	11	11	...
Japon.	2 180	2 150	2 165	...	64	58	58	...	10	12	12	...
AFRIQUE et PROCHE-ORIENT												
Egypte.	2 450	2 360	2 390	...	74	69	69	...	9	11	11	...
Rhodésie et Nyassaland, Féd. de :												
Rhodésie du Sud ². . . . .	...	2 450	2 630	...	...	75	81	...	...	16	16	...
Turquie.	2 450	2 620	2 670	...	79	84	86	...	13	14	14	...
Union Sud-Africaine ²	2 300	2 635	2 650	2 595	68	74	75	75	23	27	29	30
OCÉANIE												
Australie.	3 305	3 130	3 040	...	103	93	91	...	67	63	64	...
Nouvelle-Zélande ²	3 260	3 340	3 290	...	100	101	99	...	67	68	66	...
	Avant- guerre ¹	1950	1951	1952	Avant- guerre ¹	1950	1951	1952	Avant- guerre ¹	1950	1951	1952
	..... Nombre par jour .....				..... Grammes par jour							
AMÉRIQUE LATINE												
Argentine.	2 730	...	3 110	2 800	98	...	98	96	62	...	63	57
Brésil. . . . .	...	...	2 350	2 355	...	...	59	57	...	...	17	16
Chili.	2 240	...	2 340	2 490	69	...	71	77	21	...	24	26
Pérou.	1 860	...	2 050	2 080	55	...	55	54	13	...	11	12
Uruguay. . . . .	...	2 890	3 070	2 940	...	91	101	99	...	59	65	67
Venezuela. . . . .	...	2 160	2 280	...	...	58	59	...	...	23	21	...

¹D'une manière générale, les données d'avant-guerre se réfèrent à 1934-38, sauf dans les cas suivants : Allemagne et Grèce : 1935-38 ; Pays-Bas : 1936-38 ; Australie : 1936-39 ; Argentine, Brésil, Canada, Chili, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Etats-Unis : 1935-39.

²Pour l'après-guerre, les chiffres se réfèrent à l'année civile ou représentent des moyennes annuelles d'une série d'années civiles successives.

³Non compris la production non déclarée.

⁴1919.

TABLEAU ANNEXE 12. — QUANTITÉS TOTALES DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES ET DÉBARQUÉES ANNUELLEMENT PAR CERTAINS PAYS; 1938 ET 1947-55

P = Quantités pêchées (poids vif)
D = Quantités débarquées (poids débarqué)
PD = Quantités pêchées et quantités débarquées identiques

PAYS		1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
..... Milliers de tonnes											
PRINCIPAUX PRODUCTEURS											
Canada (y compris Terre-Neuve)	P	873	988	1 053	1 000	1 048	1 013	940	925	1 026	949
	D	760	878	955	899	962	927	849	851	965	865
Japon	PD	3 562	2 206	2 431	2 642	3 086	3 666	4 649	4 577	4 544	4 888
Norvège	P	1 153	1 196	1 504	1 297	1 468	1 839	1 815	1 557	2 068	1 868
	D	1 017	1 032	1 318	1 084	1 279	1 669	1 670	1 398	1 905	1 635
Royaume-Uni	P	1 198	1 172	1 206	1 159	989	1 086	1 105	1 122	1 070	1 100
	D	1 098	1 047	1 098	1 049	926	993	1 038	1 030	980	1 004
Etats-Unis (y compris l'Alaska)	P	2 253	2 283	2 410	2 504	2 590	2 365	2 391	2 438	2 675	2 687
	D	1 930	1 967	2 041	2 172	2 216	2 002	1 950	2 018	2 150	2 087
PRODUCTEURS MOYENS											
Angola	PD	26	51	113	131	136	177	154	220	261	290
Brésil	PD	103	140	145	153	153	158	175	161	172	...
Chine (Taiwan)	PD	90	63	84	80	84	104	122	131	153	181
Chili	P	32	61	65	77	88	94	119	107	144	214
	D	30	60	64	76	87	91	118	107	144	214
Danemark	P	97	206	226	258	251	293	324	343	359	425
	D	89	195	217	245	241	281	312	331	353	418
France	P	530	476	468	474	454	528	488	520	500	523
	D	463	441	422	426	408	482	426	459	445	459
Maroc (ancienne zone fr.)	PD	31	51	56	93	123	91	122	128	93	...
Allemagne occidentale	P	777	...	409	501	552	679	663	730	678	777
	D	714	270	368	459	511	636	621	693	642	734
Islande	P	274	484	478	408	373	418	402	425	455	480
	D	249	433	414	343	324	371	335	361	384	407
Inde	PD	...	662	530	570	827	763	752	776	854	864
Italie	PD	181	160	157	179	186	186	215	214	198	...
Corée du Sud	PD	834	302	285	300	216	265	278	259	249	256
Malaisie	PD	...	119	139	162	148	144	136	147	137	137
Pays-Bas	P	256	295	294	264	258	294	314	343	339	320
	D	256	256	258	234	230	262	277	311	301	276
Pérou	PD	5	31	36	45	74	97	107	112	132	170
Philippines	P	81	251	195	238	226	299	318	312	365	389
	D	81	251	195	238	220	296	313	306	344	368
Portugal	P	240	282	275	281	307	307	336	392	406	391
	D	218	230	221	214	229	233	254	293	307	287
Espagne	P	1 409	581	547	571	598	604	612	635	650	763
	D	1 388	541	504	518	538	547	549	567	578	676
Suède	P	129	165	194	182	187	183	204	196	193	...
	D	124	156	184	173	176	173	194	187	184	190
Thaïlande	PD	161	151	161	154	178	187	192	205	252	...
Turquie	PD	76	...	...	...	...	110	100	103	119	112
Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain)	P	68	98	145	159	249	481	652	644	625	598
	D	59	88	124	143	223	458	629	620	601	572

¹1934.

TABLEAU ANNEXE 12. — QUANTITÉS TOTALES DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES ET DÉBARQUÉES ANNUELLEMENT PAR CERTAINS PAYS; 1938 ET 1947-55 (fin)

PAYS		1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
		..... <i>Milliers de tonnes</i>									
PETITS PRODUCTEURS											
Argentine.	PD	55	65	71	65	58	78	79	77	78	79
Australie.	PD	34	38	39	35	33	38	46	52	54	...
Congo belge.	PD	1	14	18	25	43	37	49	67	66	...
Belgique.	P	43	81	71	68	59	57	71	74	72	80
	D	41	81	66	63	54	52	65	69	66	73
Ceylan.	PD	...	...	24	36	43	37	26	26	39	31
Egypte.	PD	38	47	43	55	44	50	54	52	57	63
Iles Féroé.	PD	63	97	92	100	98	93	87	89	89	...
Finlande.	PD	44	46	46	66	66	66	58	62	66	63
Grèce.	PD	25	22	34	35	52	43	43	46	53	60
Hong-kong.	P	...	...	...	...	...	35	40	36	...	...
	D	...	14	22	27	31	31	35	32	...	...
Irlande, Rép. d'	P	13	22	26	18	17	17	19	19	22	24
	D	12	20	25	16	16	16	18	18	20	23
Mexique.	PD	17	54	68	68	74	75	58	67	...	...
Nouvelle-Zélande.	P	27	34	36	37	35	35	36	37	37	39
	D	25	31	33	34	32	32	32	34	34	36
Pologne.	PD	13	40	48	49	66	72	...	89	100	107
Maroc (ancienne zone esp.)	PD	...	11	11	10	9	9	11	11	...	...
Tunisie.	PD	10	10	12	11	12	15	13	12	...	...
Ouganda.	PD	...	9	11	12	15	20	23	23	24	25
Venezuela.	PD	22	76	92	75	78	75	...	...	...	...
Yougoslavie.	PD	17	11	21	27	26	25	24	26	23	23

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne: Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S. W. 68; **Argentine:** Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires; **Australie:** H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a. George Street, Sydney; **Autriche:** Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne 1; **Belgique:** Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles; **Birmanie:** (En gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde; **Brésil:** Livraria Agir, rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro; **Canada:** The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario; Periodica, 5112 avenue Papineau, Montréal 34; **Ceylan:** (En gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde; **Chili:** Sala y Vila Ltda., Bandera 140 F., Casilla 180 D, Santiago; **Chypre:** Marcos E. Constantinides, P. O. Box 473, Nicosie; **Colombie:** « Agricultura Tropical », Carrera 13, N° 13-17, Bogota; Libreria Central, Calle 14, N° 6-88, Bogota; **Costa Rica:** Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José; **Cuba:** René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane; **Danemark:** Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K; **Egypte:** Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire; **Equateur:** « La Hacienda », Escobedo N° 1003 y P. Icaza, Casilla N° 3983, Guayaquil; Libreria Muñoz Hnos. y Cia., Apartado 522, Quito; **Espagne:** Libreria Mundi-Prensa, Lagasca 38, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; **Etats-Unis d'Amérique:** Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.; **Finlande:** Akateeminen Kiriakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki; **France:** Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris (5^e); **Grèce:** « Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes; **Guatemala:** Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6^a Av. 14-33, Zona I, Guatemala; **Haïti:** Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle » B. P. 111 B, Port au Prince; **Inde:** (Agent principal) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36 A Mount Road, Madras 2; 17/60 Sanyasiraju Street, Gandhinagar, Vijayawada 2; Kanson House, Delhi Ajmeri Gate Scheme, New Delhi; (Vente au détail) : Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta; **Irak:** Mackenzie's Bookshop, Bagdad; **Irlande:** The Controller, Stationery Office, Dublin; **Islande:** Halldor Jonsson, Mjostaeti 2, Reykjavik; Jonsson & Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik; **Israël:** Blumstein's Bookstores Ltd., P. O. Box 4154, Tel Aviv; **Italie:** Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria, Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., via Meravigli 16, Milan; **Japon:** Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo; **Liban:** Librairie Universelle, avenue des Français, Beirout; **Mexique:** Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F.; **Norvège:** Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7 A, Oslo; **Nouvelle-Zélande:** Whitcombe & Tombs, Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru; **Pakistan:** W. F. Jeffrey Ltd., 254 Ingle Road, Karachi; **Panama:** Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menendez, Plaza de Arango, 3, Panama; **Paraguay:** Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco 39-43, Asunción; **Pays-Bas:** N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye; **Pérou:** Libreria Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima; **Philippines:** The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille; **Portugal:** Livraria Bertrand, S. A. R. L., rua Garrett 73-75, Lisbonne; **Royaume-Uni:** H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1; **Salvador:** Manuel Navas y Cia., 1^a Avenida Sur 35, San Salvador; **Suède:** C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A B, Gøteborg; **Suisse:** Librairie Payot, S. A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 7, Zurich 1; **Syrie:** Librairie Universelle, avenue Fouad 1^{er}, B. P. 336, Damas; **Taiwan:** The World Book Company Ltd., 99 Chungking Road, Section 1, Taipei; **Thaïlande:** S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok; **Tunisie:** Victor Boukhors, 4 rue Nocard, Tunis; **Turquie:** Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul; **Union Sud-Africaine:** Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P.O. Box 724, Pretoria; **Uruguay:** Héctor D'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, 18 de Julio, 1333, Montevideo; **Venezuela:** Suma S. A., Sabana Grande, 102, El Recreo, Caracas; **Yougoslavie:** Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Białgrade; Cankarjeva Založba, P. O. Box 41, Ljubljana. **Autres pays:** Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents de vente n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à : Section de distribution et de ventes, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla Rome (Italie).

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des Etats Unis et en livres sterling ; le paiement peut être effectué aux agents de vente en monnaie locale.

Prix : \$1,50 ou 7s. 6d.